

LES CHEFFERIES AU CONGO BELGE

Contribution à l'étude de la Législation
et de la Sociologie Coloniales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 Mai 1940, à 14 heures

PAR

Jacques SOURDILLAT

Diplômé de l'École Polytechnique de Notariat de Paris
Sous-Inspecteur Départemental de l'Assistance Publique
Lieutenant d'Administration du Service de Santé (aux Armées)

JURY { *Président* : M. W. OUALID, *professeur.*
 { *Suffragants* { MM. G. PIROU { *professeurs.*
 BAUDIN }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1940

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES CHEFFERIES AU CONGO BELGE

Contribution à l'étude de la Législation
et de la Sociologie Coloniales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 Mai 1940, à 14 heures

PAR

Jacques SOURDILLAT

Diplômé de l'École Polytechnique de Notariat de Paris

Sous-Inspecteur Départemental de l'Assistance Publique

Lieutenant d'Administration du Service de Santé (aux Armées)

JURY { *Président* : M. W. OUALID, *professeur.*
Suffragants { MM. G. PIROU } *professeurs.*
BAUDIN }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, Rue Saint-Jacques

1940



A MES PARENTS

En témoignage de ma profonde
affection filiale.

Les Chefferies au Congo Belge

Alli o mui grande reino esta de Congo
Par nos ja convertido à fé de Christo,
Par onde o Zaïre passa claro e longo,
Rio pelos antiquos nunca visto.

Voici le grand royaume du Congo
Que nous avons converti à la foi chrétienne,
Et par où passe le long et clair Zaïre,
Fleuve inexploré des anciens.

(Camöens, Chant V des Lusiades)

INTRODUCTION

La colonisation implique l'émigration, mais ne doit pas être confondue avec elle. Des peuplades sauvages qui se déplacent, des hommes civilisés qui vont s'établir dans un autre pays également civilisé émigrent, mais ne colonisent pas. La colonisation suppose de plus en plus une action civilisatrice exercée par les émigrants sur une terre inhabitée ou occupée par des peuples plus ou moins arriérés. Cette action civilisatrice s'exerçant à la fois sur le pays et sur les habitants est le trait caractéristique de la colonisation qui n'est plus forcément un aspect de la conquête.

La colonisation est la conséquence de la diversité originelle des races et des civilisations. C'est un fait collectif, un grand phénomène de masse, une action par laquelle des peuples entiers sont entrés en contact, hors le cas — assez rare — de l'occupation d'un territoire inhabité.

L'histoire nous montre tous les peuples supérieurs en civilisation, fondant des colonies mus par une force instinctive et parfois malgré eux. Dès l'antiquité, les Phéniciens, les Grecs et les Romains ont colonisé soit pour des fins commerciales, soit par désir de grandeur et d'impérialisme ou par crainte d'invasion.

Plus tard, après la longue inertie régressive du Moyen-Age, aussitôt que les nations modernes commencent à prendre conscience de leur individualité, elles colonisent et, Espagnols, Portugais, Hollandais, Anglais et Français conquièrent d'immenses territoires au nom de leurs souverains respectifs.

Le mouvement subit un temps d'arrêt général à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle : les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, puis les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud s'émancipent. Mais bientôt le mouve-

ment reprend une allure progressive. L'Angleterre développe encore son gigantesque empire. La France reconstitue activement le sien, perdu à la suite du désintéressement coupable des derniers rois qui ont précédé la Révolution. Les nations nouvelles, comme l'Allemagne et l'Italie qui n'ont réalisé leur unité que tardivement et pour qui la théorie de « l'espace vital » est déjà une loi internationale, se jettent avec avidité sur les régions encore libres. Le Gouvernement impérial russe cherche à coloniser la Sibérie. Le Roi Léopold II par son indomptable volonté fait de la Belgique, une puissance coloniale en lui donnant le Congo.

La question coloniale est donc devenue un grand problème mondial. De là résulte que les peuples qui colonisent en sont arrivés de nos jours, à se considérer moins comme des rivaux que comme des collaborateurs. La mise en valeur de ces territoires immenses est une tâche qui dépasse les forces d'une seule nation. Les nations colonisatrices ont, comme telles, des intérêts communs et chacune a intérêt à profiter de l'expérience des autres. Ce point de vue a inspiré la création de l'Institut Colonial International, à Bruxelles, en 1894.

Depuis cette date, historiens et juristes étudient les institutions réalisées dans leurs colonies par les différents pays et c'est une très modeste contribution à cette œuvre que nous apporterons avec notre ouvrage.

Nous ne nous attacherons point au problème fameux de la mise en valeur de la colonie choisie : le Congo Belge, mais au problème plus crucial de la mise en contact, au problème du « Gouvernement des hommes » comme disait Auguste Comte.

Car, il y a aux colonies, en général, des habitants, de premiers occupants, des indigènes déjà établis, qu'ils soient noirs, jaunes ou blancs ; de premiers occupants avec lesquels la colonisation a pour objet d'entrer en relations, des habitants, qui, s'ils doivent se voir imposer des devoirs, ont aussi des droits.

Ce sont les rapports avec ces habitants, rapports de droit, rapports de fait, avec les indigènes des colonies, qui constituent, dans son aspect sociologique, le problème colonial.

Notre dessein, en écrivant ce livre, est d'étudier une des formes les plus remarquables d'organisation politique : l'Etat civilisateur dans les pays neufs.

En fondant au cœur de l'Afrique, l'œuvre à laquelle son nom demeurera perpétuellement attaché, S. M. Léopold II a d'abord résolu le problème de l'instauration d'un Etat au cœur même de la barbarie, puis il a travaillé à la civilisation des tribus barbares pour les acheminer vers cette forme supérieure de la vie sociale où apparaît l'état de droit international.

En les assistant dans cet ordre, c'était leur ménager les bienfaits d'une institution qui est dans la vocation naturelle de l'humanité, c'était s'attacher à leur assurer d'une manière stable l'ordre et la paix sans lesquels il n'est point d'éducation civilisatrice, c'était leur ouvrir l'accès à la grande vie des peuples civilisés.

En se donnant pour tâche de grouper dans la paix les populations indigènes sous son autorité tutélaire, de les initier progressivement à une vie supérieure et de les amener à collaborer à l'œuvre de la civilisation universelle, le pouvoir édictal du Roi Souverain a greffé une organisation politique complète, où le problème de l'installation d'un organisme civilisateur au sein des peuples barbares a été résolu d'une manière aussi heureuse que sage.

Cette organisation sans cesse améliorée, partant de la domination pour aboutir à l'association et à la collaboration, fort ignorée à l'étranger et même en Belgique, présente un vif intérêt. Elle repose sur la propre organisation politique et sociale indigène qui joue le rôle d'un intermédiaire souple et populaire servant de trait d'union entre l'Etat et les naturels. Cet intermédiaire qui leur fait accepter les ordres du pouvoir dominant et qui acquiert, en outre, en vertu d'une investiture officielle, une influence suffisante sur les populations pour les maintenir dans

l'obéissance et la voie du progrès, préparer la transformation matérielle et morale de celles-ci et faciliter leur concours régulier aux charges publiques : ce sont les chefferies reconnues.

C'est pourquoi sans prétendre en épuiser l'étude, nous avons voulu essayer de les décrire en leurs linéaments principaux.

Nous ne saurions terminer ce préambule sans remercier, ainsi qu'il se doit, tous ceux qui nous ont aidé de leurs avis et de leurs conseils, et en particulier, M. Mrs Louwers, ancien magistrat de l'Etat indépendant du Congo, membre du Conseil Colonial Belge, Magotte, Substitut du Procureur général honoraire, près la Cour de Léopoldville, Directeur au ministère des Colonies, et Monheim, bibliothécaire de l'Université Coloniale de Belgique.

J. S.

Février 1940

PREMIÈRE PARTIE

VUE D'ENSEMBLE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR LES CIRCONSCRIPTIONS INDIGÈNES : CHEFFERIES, SECTEURS...

Nous avons jugé indispensable de consacrer, au début de cet ouvrage, une première partie d'ordre général à la législation actuelle en vigueur au Congo Belge. L'exposé futur n'en aura que plus de clarté et de compréhension.

Cette législation n'est d'ailleurs que la résultante, la suite logique des longs et persévérants efforts de l'Etat belge pour organiser et administrer son immense empire d'Afrique équatoriale et amener ses populations noires vers ce surcroît de bonheur, de bien-être matériel et moral que procure seule la colonisation civilisatrice.

Nous supposons connue l'histoire de la conquête du Congo Belge, conquête longue et difficile, illustrée des succès les plus éclatants comme des revers les plus douloureux. Il suffit d'ailleurs pour bien connaître cette période, de parcourir, non sans émotion et admiration, les deux beaux livres de M. Constant Leclère : « La Formation d'un Empire colonial belge » et de MM. Herman Kermans et Christian Monheim : « La Conquête d'un Empire ».

De Stanley, qui donnait en 1877 et quatre siècles après Diego Cam (1), une solution au problème des sources du Congo, à Rankin, premier Ministre belge des Colonies, c'est

(1) Diego Cam, Amiral portugais, découvreur de l'embouchure du fleuve Zaïre : *le Congo en 1484*.

tout un merveilleux et héroïque chapitre de la colonisation du continent noir qui se déroule et qu'il est impossible de reproduire dans une étude aussi limitée.

Toutefois, nous croyons utile de faire un bref exposé historique des diverses étapes de l'organisation des populations indigènes pour montrer comment le pouvoir occupant puis dominant est intervenu dans la vie des indigènes et les a appelés à collaborer avec lui.

Cet exposé fera apparaître les principes de la politique adoptée en ce domaine depuis le début de la colonisation du Congo et poursuivie avec une ténacité et une continuité remarquables par l'Etat Indépendant d'abord, par la Belgique ensuite.

TITRE I^{er}

Aperçu historique

A. ASSOCIATION INTERNATIONALE AFRICAINE

Les pionniers de l'Association internationale africaine, missionnaires comme Grenfell, savants comme Van Gèle, administrateurs comme Haüssens, Coquilhat, Braconnier, ne se trouvèrent pas à leur arrivée dans les régions encore inexplorées du Centre de l'Afrique, en présence de populations inorganisées. Elles possédaient une organisation politique et sociale. Celle-ci était, bien entendu, variable du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Certaines peuplades vivaient par familles isolées, ne connaissant d'autre autorité que celle du chef de famille, propriétaire et maître absolu de la Communauté. D'autres peuplades groupaient leurs familles en clans, parfois réunis en tribus, groupées elles-mêmes en quelques grands royaumes plus ou moins occasionnels et éphémères.

Mais, quelle qu'elle fût, — et il convient de le faire ressortir —, partout il existait une autorité, celle du chef de famille, du chef de clan, ou du chef de tribu.

En certaines régions, de puissants chefs régnaient, véritables sultans, maîtres absolus de territoires très étendus et commandant à de nombreuses populations.

Les agents de l'Association internationale africaine dont les ambitions étaient autant politiques et économiques que scientifiques, entrèrent en relations avec les naturels et conclurent avec les chefs de nombreux traités d'établissement. Aux termes de ceux-ci, l'Association dont la souveraineté était reconnue, acquiesçait droit d'exploitation sur des territoires et droit de commerce. Les Chefs des tribus recevaient donc aide et protection de l'Association, mais devaient en revanche faciliter sa tâche et seconder ses efforts.

B. CONFÉRENCE DE BERLIN ET ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Dès 1884, l'Association faisait figure d'Etat souverain sous la présidence très active du Roi Léopold II et par son activité inquiétait les Français et les Portugais qui allaient gravement menacer les magnifiques résultats obtenus par leurs prétentions plus ou moins justifiées.

En effet, les premiers, établis sur la rive droite du Stanley Pool dès 1880, à Brazzaville, voyaient les Belges en manière de réplique, et pour être nantis d'un gage pour les négociations futures, passer le fleuve et occuper la région du Mari-Konilou, coupant ainsi Brazzaville de son accès naturel à la côte.

Quant aux seconds, se fondant sur l'existence de leurs antiques comptoirs depuis l'Anse du Gabon jusqu'à l'Angola, ils revendiquaient toute la région des embouchures du fleuve, rive droite et rive gauche, et jusqu'au Stanley Pool.

Cependant, en 1884, les Etats-Unis et l'Allemagne reconnaissaient l'Association internationale du Congo et en novembre de la même année, le Chancelier de Bismarck convoquait à Berlin une conférence où étaient représentés tous les Etats intéressés et qui devait établir le statut territorial et politique du bassin conventionnel du Congo.

La conférence qui devait durer jusqu'en février 1885, établit assez complètement le statut politique du bassin et reconnut l'existence d'un Etat indépendant du Congo, héritier de l'Association internationale africaine, sous la souveraineté personnelle du Roi des Belges, « son auguste fondateur ».

Le 21 avril 1885, Léopold II, pour donner une consécration officielle à la sanction des puissances, sollicitait des Chambres, conformément à l'article 62 de la constitution, l'autorisation d'ajouter le titre de Souverain de l'Etat indépendant du Congo à celui de Roi des Belges. En conséquence, les Chambres votèrent, les 28 et 30 avril 1885, une loi autorisant Léopold II, Roi des Belges, à être en même temps Souverain de l'Etat indépendant du Congo.

Au cours de ses premières années d'existence, l'Etat indépendant du Congo dût se préoccuper surtout d'assurer et d'étendre son occupation fondée sur les traités susmentionnés. Durant cette période, les quelques points comme Zongo, Banzyville, Yakoma, Diabir, Basoko, Kasongo, occupés par les agents de l'Etat, ne pouvaient faire sentir leur influence, leur rayonnement civilisateur que sur les tribus voisines. Ils n'étaient avant tout et principalement par l'importance de leur situation stratégique, que des avant-postes dont la seule tâche était de se maintenir. Toutefois, cette situation devait se modifier en s'améliorant, car l'Etat indépendant allait « réaliser dans la voie de l'occupation » des progrès qui le maintinrent au premier rang, en affermissant son existence politique.

Lorsque le soldat et le combattant laissèrent la place à l'exploitant, les Chefs des postes établis purent consacrer toute leur attention à consolider et développer les relations pacifiques établies avec les Chefs indigènes, proches ou de plus en plus éloignés, qui furent ainsi amenés insensiblement et progressivement à reconnaître l'autorité des agents représentants de l'Etat et à entrer en rapports suivis et constants avec eux.

i. *Décret du 6 octobre 1891*

Ce décret formule les premières règles en matière d'administration des populations. Le Roi-Souverain y disposait que les chefferies indigènes telles qu'elles existaient, groupant les indigènes de même race et constituées le plus souvent sur les limites des anciennes tribus, seraient reconnues comme telles et que les chefs acceptés et nommés par les indigènes seraient confirmés par les autorités gouvernementales dans l'autorité qui leur était destinée par la coutume. L'Etat leur donnait donc solennellement l'investiture. C'était là la reconnaissance pleine et entière de l'organisation politique et sociale indigène sur laquelle le pouvoir occupant allait s'appuyer, très sagement, pour administrer ses sujets. Le décret disposait que les chefs exerceraient leur autorité conformément aux us et coutumes à condition que ceux-ci ne soient pas contraires à l'ordre public et aux lois de l'Etat. Au surplus, le décret spécifiait que les chefs demeureraient placés sous la direction et la surveillance des Chefs de district, représentants, dans leur territoire, de l'Administration centrale du Congo. De cette façon, les Chefs devenaient les amis et les auxiliaires du Gouvernement qui se faisait leur protecteur, tout en les rendant responsables des abus du pouvoir et en se réservant le droit de les démettre.

Dès cette époque, l'Etat indépendant du Congo procède donc, — labeur énorme —, à l'organisation régulière des chefferies afin de resserrer les liens entre lui et les indigènes. La condition essentielle de la réussite de cette organisation, réside dans le choix de la désignation des chefs jugés dignes de posséder l'entière confiance du Gouvernement. A ce moment, l'Etat est obligé de tenir compte, d'abord, des dispositions des chefs à son égard et de s'appuyer sur ceux qui lui sont favorables. Un principe va dominer : l'investiture ne sera accordée qu'aux chefs qui entretiennent avec l'Etat des relations pacifiques et suivies. Si un chef investi décède, la coutume ne sera pas suivie « ne varietur »

pour investir son remplaçant ; le successeur sera choisi dans le lot des partisans de l'Etat.

Les instructions d'alors recommandent toutefois de ne pas investir un chef dont l'autorité ne serait pas suffisamment établie et qui ne pourrait pas obtenir ou imposer à ses sujets l'exécution des engagements qu'il aura pris envers l'Etat.

Au surplus, il est indispensable également que le chef investi ne puisse être considéré comme un usurpateur par le plus grand nombre de la population. Un seul souci domine déjà la politique de l'Etat indépendant : tenir compte pour la désignation des chefs à investir, de leurs droits coutumiers, dans la mesure la plus large possible. D'ailleurs, rien n'est plus caractéristique de la politique suivie en matière d'administration indigène que le rapport de l'année 1900, adressé au Roi-Souverain par le Gouverneur Général : « Fidèle, dit-il, à son principe d'agir progressivement sur les tribus sans trop heurter leurs mœurs ou leurs habitudes, le gouvernement a cherché à utiliser leur propre organisation politique et sociale pour les habituer au joug de l'autorité. Il s'agissait de trouver un intermédiaire souple et pour ainsi dire populaire, qui pût servir de trait d'union entre les blancs et les indigènes, leur faire accepter les ordres du pouvoir et qui acquit, en outre, en vertu de l'investiture officielle, une influence suffisante sur les populations pour les maintenir dans l'obéissance. Cet intermédiaire a été trouvé dans l'institution des chefferies reconnues ».

2. Décret du 3 juin 1906

Pendant près de 15 ans, le décret précité de 1891 règle l'administration des populations indigènes. Il est remplacé alors par celui du 3 juin 1906, qui modifie l'organisation congolaise. Il est suggéré par le rapport de la Commission d'enquête nommée en 1903 par Léopold II pour relever les abus, toujours inévitables en pareille matière, entachant l'œuvre de l'Etat indépendant tant décriée depuis les derniers

mois de 1890, en Hollande, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, grosses instigatrices de la campagne anti-congolaise.

En 1891, l'Etat reconnaissait seulement les groupements indigènes traditionnels et les chefs désignés par la coutume. Désormais, la chefferie devient une subdivision administrative dans l'organisation européenne. Le décret de 1906 dispose que tout indigène fait, en principe, partie d'une chefferie dont il indique la composition. Il désigne les autorités administratives qualifiées pour la constituer et en fixer les limites, pour confirmer les chefs en les investissant ou pourvoir à leur remplacement dans les cas et dans la manière prévue.

Le décret délègue au chef indigène une parcelle de l'autorité et lui accorde certains privilèges : protection de l'Etat, appui de l'autorité pour l'exercice des pouvoirs judiciaires déterminés par la loi, indemnité de fonctions.

En revanche, le chef demeure sous la direction des autorités territoriales et notamment des commissaires de district, représentants dans leur territoire de l'administration centrale. Il a des devoirs envers ses gens : aide, protection, justice. Il est tenu à diverses obligations en matière administrative : notifier les crimes et délits graves, les épidémies et maladies, les différends avec les chefferies voisines, concourir à la levée des miliciens, à la fourniture des prestations et à l'exécution de certains travaux d'amélioration, comme l'entretien et le nettoyage des villages. Enfin, il est passible de sanctions.

Le décret impose donc très nettement au chef des devoirs doubles : devoirs envers l'Etat, devoirs envers les populations sur lesquelles s'exercera son autorité dans le cadre des coutumes, toujours respectées si elles ne sont pas contraires aux règles d'ordre public universel. Le Chef constitue l'intermédiaire naturel entre l'autorité nouvelle de l'occupant et la masse indigène. Le décret de 1891 instituait un concours de droit entre dominateurs et dominés, celui de 1906 ne fait qu'amplifier cette collaboration dont les résultats ont été favorables.

C. COLONIE DU CONGO BELGE

Décret du 2 mai 1910

Le domaine colonial belge est constitué par l'ancien Etat indépendant du Congo que le Roi Léopold II, animé d'un désintéressement absolu et du plus noble patriotisme, avait légué à la Belgique par un testament libellé dès le 2 août 1889 et rendu public en juillet 1890. L'annexion à la Belgique et la constitution de la colonie du Congo Belge sont devenues effectives en 1908. En effet, la Chambre a voté la reprise du Congo par la Belgique le 20 août et le Sénat le 9 septembre. Le 18 octobre, la loi coloniale était promulguée et, le 30 du même mois, un arrêté créait le Ministère des Colonies et en confiait le portefeuille à M. Rankin. Désormais, la Belgique assumait l'administration du Congo, étendant sa souveraineté sur tous les territoires qui composaient auparavant l'Etat indépendant. Partout, dans tous les postes, le glorieux et symbolique drapeau à l'Etoile d'Or fut amené et remplacé par le drapeau aux couleurs belges.

Le 2 mai 1910, un nouveau décret organise les collectivités indigènes et remplace celui de 1906. Comme auparavant, les collectivités demeurent organisées dans le cadre des chefferies traditionnelles, sous l'autorité directe des chefs coutumiers. Les règles relatives à leur reconnaissance, à leur investiture et à leurs devoirs sont précisées de même que les obligations des circonscriptions.

Là ne se borne toutefois pas le décret de 1910, dont le but, tout en organisant les chefferies et sous-chefferies, est d'associer les chefs indigènes à l'administration européenne. Ceux-ci concourront officiellement, avec les agents coloniaux de tous grades à l'administration de la population noire à laquelle une certaine autonomie est laissée.

Les décrets de 1891 et de 1906 sont dépassés... Le législateur veut constituer désormais, dans toute la Colonie, des groupements vigoureux, munis, certes, de moyens d'action traditionnels, mais aptes, d'une part, à pourvoir dans le

cadre de l'organisation politique et administrative générale, aux intérêts communs de leurs membres ; d'autre part, à mener à bien les mesures prescrites par le gouvernement pour améliorer les conditions matérielles et morales des indigènes.

Le décret de 1910 précise donc les règles d'organisation et d'administration du gouvernement local dont la décentralisation opportune n'avait pas échappé à M. Rankin, lors de son voyage d'enquête au Congo en 1909. Le décret de 1891, premier texte d'administration des populations d'un pays non encore parfaitement conquis et soumis, cherchait surtout à asseoir l'autorité de l'Etat et à atteindre les indigènes par le truchement des chefs investis. Le décret de 1906 faisait de la chefferie une subdivision administrative et revêtait le chef d'une parcelle de l'autorité de l'Etat ; celui de 1910, organise plus complètement encore la population de la Colonie, dans le cadre des chefferies. Son intérêt n'est plus seulement administratif mais civilisateur. Il a pour but de faire progresser les populations congolaises de telle sorte que les chefferies puissent faire face aussi bien à leurs besoins sociaux qu'à leurs obligations collectives vis-à-vis de l'Etat. La déclaration du Ministre des Colonies de cette époque est particulièrement suggestive à cet égard : « le but était, dit-il, de constituer dans toute l'étendue de la colonie, des groupements animés d'une vie propre et munis de moyens d'action traditionnels destinés, tout d'abord à pourvoir, selon leurs vues et sous la surveillance du Gouvernement, aux intérêts communs des Membres des groupements dans le cadre de l'organisation politique et administrative générale ; en outre, à réaliser les mesures prescrites par le Gouvernement pour améliorer les conditions matérielles et morales des indigènes qui en font partie ».

D. LÉGISLATION ACTUELLE

Le décret de 1910 est demeuré durant plus de 20 ans le seul instrument de l'organisation administrative conçue, nous l'avons vue, dans le cadre de l'organisation politique indigène traditionnelle et coutumière. Mais, depuis l'époque lointaine de son élaboration, la situation s'était profondément modifiée en maintes régions et ses dispositions ne correspondaient plus aux nécessités nées d'une évolution qu'entraînait le développement économique du pays. Une nombreuse population indigène, formée d'individus partis isolément de leurs chefferies d'origine et venus de divers points de la Colonie, s'était fixée à proximité des villes et des centres industriels et commerciaux. C'est ainsi que d'importantes agglomérations de noirs, soustraits à toute organisation coutumière, et comportant des milliers d'individus, s'étaient constituées ; celles de Léopoldville et d'Elisabethville notamment, comptèrent jusqu'à près de 30.000 habitants. Comme ces agglomérations artificielles d'indigènes ne pouvaient que fort difficilement continuer à être administrées suivant les règles inspirées par le principe dégagé ci-dessus, elles furent dotées d'une organisation spéciale par le décret du 23 novembre 1931 sur les centres extra-coutumiers. Dès cette date, le décret de 1910 ne régit donc plus que les groupements coutumiers.

En conséquence, les règles de l'organisation politique et administrative des populations indigènes de la Colonie sont définies :

1° En ce qui concerne les centres extra-coutumiers, par le décret du 23 novembre 1931, modifié et complété par ceux des 6 et 22 juin 1934, le tout coordonné par l'arrêté royal du 6 juillet 1934 ;

2° En ce qui concerne les circonscriptions indigènes coutumières, traditionnelles, par le décret du 5 décembre 1933, remplaçant le décret du 2 mai 1910, précité et d'application limitée depuis 1931.

Il n'existe donc plus de populations échappant au cadre de l'organisation administrative indigène : les décrets de

1931 et de 1933 contenant les règles applicables aux diverses formes de groupements indigènes, tant extra-coutumiers que coutumiers.

Dans les lignes qui vont suivre, l'étude de la législation régissant les centres extra-coutumiers sera délaissée au profit de celle en vigueur dans les circonscriptions indigènes traditionnelles et plus particulièrement dans les chefferies.

TITRE II

Préliminaires

SECTION I

CARACTÉRISTIQUES ET PORTÉE

DE LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR L'ADMINISTRATION DES CIRCONSCRIPTIONS INDIGÈNES TRADITIONNELLES

Comme il a été noté dans le bref aperçu historique qui précède, c'est le décret du 5 décembre 1933 qui régit actuellement l'organisation administrative des circonscriptions indigènes traditionnelles. Il est entré en vigueur le 1^{er} avril 1935, abrogeant celui du 2 mai 1910.

Il paraît opportun de dégager ses caractéristiques, d'exposer les motifs qui ont poussé le législateur contemporain à le substituer à l'ancien et de constater s'il imprime une orientation nouvelle à la politique suivie pour l'administration des groupements indigènes.

Ce n'est pas le cas : le gouvernement, on l'a noté, n'a jamais bouleversé l'organisation indigène coutumière, soucieux qu'il a toujours été d'en assurer le maintien pour en faire la base de son action ; c'est sur elle qu'il s'est constamment appuyé pour organiser l'administration indigène dans ses rapports avec lui. Cette politique est également l'inspiratrice des dispositions du décret nouveau. Si celui-ci se substitue, partiellement, au décret de 1910, c'est uniquement pour préciser et accentuer les principes direc-

teurs qui ont dominé la législation coloniale belge depuis 1891. En organisant les groupements indigènes et en en faisant des circonscriptions administratives, le législateur a voulu établir un statut satisfaisant pour les Communautés indigènes, adapté aux conditions de leur situation actuelle et vraisemblablement susceptible de répondre durant une période assez longue aux exigences d'une évolution normale. Un seul souci domine l'esprit du nouveau décret comme celui de l'ancien : le souci constant de concilier les règles d'administration avec le maintien de l'organisation politique et sociale indigène. Il respecte le cadre coutumier où se meuvent les populations ; il « n'intervient pas dans la vie intérieure des Communautés indigènes où la coutume reste souveraine, comme nous le verrons dans la deuxième partie de cette étude, sauf exclusion de ce qu'elle contient d'incompatible avec notre civilisation, il est systématiquement orienté vers l'établissement, dans un intérêt commun, de rapports équitables et nécessaires entre ces communautés et l'autorité européenne » (1).

Mais le décret de 1933 ne s'est pas contenté de respecter l'organisation politique et sociale indigène. Comme l'occupation belge, le contact avec notre civilisation tant matérielle et économique que morale ont, nécessairement et fatalement, amené un certain affaiblissement de l'organisation indigène, le législateur ne s'est pas borné à la conserver ; il l'a renforcée en affirmant le rôle coutumier des diverses autorités traditionnelles, en raffermissant leur pouvoir et en édictant des règles dont l'application amène le resserrement des divers rouages de la société indigène, améliorés ou renouvelés. Ainsi, il a dépassé le décret de 1910.

La législation sur l'organisation et l'administration des circonscriptions indigènes traditionnelles a donc pour seul objet de régler les relations extérieures des dominés avec les dominants. L'organisation interne, l'administration coutumière des communautés demeurent et ne sont soumises à

(1) Rapport du Conseil Colonial. Bull. off. 1933, I, p. 949 et suivantes.

aucune règle écrite ; elles sont respectées et se trouvent à la base de l'application des règles administratives. L'organisation politique et sociale indigène n'est pas réglementée ; elle est reconnue et le pouvoir dirigeant s'en sert pour mieux exercer son action administrative ; elle constitue le trait d'union entre l'Etat et ses sujets de couleur.

SECTION 2

DÉFINITIONS.

Le décret de 1933, dans un but de clarté, de précision et de concision, donne en quelques définitions succinctes et précise ce qu'il faut entendre par « indigènes », « circonscriptions indigènes », « autorités indigènes ».

1° *Indigènes.* — La définition du terme « indigènes » ne nécessite aucun commentaire spécial. Il désigne les indigènes du Congo et ceux des colonies limitrophes (art. 1^{er}), parmi lesquels il convient de ranger les indigènes des territoires sous mandat Ruanda et Urundi.

2° *Circonscriptions indigènes.* — La portée de la définition des termes « circonscriptions indigènes » est limitée. Elle ne signifie cependant pas que le décret n'admet d'autres groupements que les chefferies et les secteurs. Cette disposition implique seulement que, pour l'application des modalités du décret, ne seront qualifiées circonscriptions, avec les obligations y imposées, les privilèges y reconnus et l'attribution de la personnalité civile, que celles qu'il définit, c'est-à-dire les chefferies reconnues conformément au décret et les secteurs (art. 1^{er}).

3° *Autorités indigènes.* — La portée de la définition des termes « autorités indigènes » appelle les mêmes considérations que celles formulées par les mots « circonscriptions indigènes ». Son sens est également limité, car aux termes de l'art. 1^{er}, cette expression ne s'applique qu'à l'autorité indigène, intégrée dans l'organisation adminis-

trative de l'occupant, c'est-à-dire, dans la chefferie : le chef investi ou nommé, dans le secteur : le chef de secteur et le chef de secteur adjoint. Toutefois, d'autres autorités indigènes, non reconnues en droit par le pouvoir dominant, peuvent exister et intervenir dans la vie coutumière.

Ces règles de fond posées par le décret ne furent d'ailleurs pas adoptées « de plano » par le Conseil Colonial et par sa Commission chargée d'étudier le projet de décret sur les circonscriptions indigènes. Le compte-rendu analytique des séances du premier, les 23 mars 1933 et 27 octobre 1933, p. 766 et 1267, en fait foi. De même les règles d'organisation des groupements indigènes et celles qui régissent leur administration amenèrent de longs débats aux séances de la seconde, réunie les 28 avril, 26 mai, 2, 8, 15, 16, 22 juin 8 juillet et 29 septembre 1933.

C'est ainsi que certains membres firent observer que :

1° le projet rétrécissant la notion « autorités indigènes » à la personne des chefs, donnait à ceux-ci l'apparence de planer au-dessus d'une masse à laquelle rien ne les reliait.

2° le projet confiait aux chefs une mission qui, dans le domaine de la coutume, n'est visiblement assurée quand elle l'est, qu'avec l'aide de rouage, les Sous-Chefs, créés par l'administration et qui, dans le domaine administratif, peut devenir contradictoire avec leurs obligations coutumières.

3° postulant, en quelque sorte, ou bien la rigidité des règles coutumières en matière de désignation des chefs, ou bien l'assentiment bénévole des indigènes aux décisions de l'Administration en cette même matière, il ne prévoyait aucune vacance ou période d'épreuve à l'occasion de la succession d'un chef ou de la création des circonscriptions indigènes dont la nécessité s'impose.

A ces arguments, l'Administration répondit que « c'est uniquement en fonction du décret que l'article premier définit ce qu'il faut entendre par l'expression « autorité indigène », employée dans ses diverses dispositions. Cette autorité est celle, c'est-à-dire, le chef, qui est intégrée dans

l'organisation administrative européenne. Ce n'est pas qu'il faille la considérer comme exclusive de toute autre autorité indigène. Le projet (1) à l'examen — et le décret fit de même —, maintient tout l'édifice coutumier avec ses éléments d'autorité et il l'affirme implicitement en plusieurs articles. S'il entend respecter les autorités traditionnelles quelles qu'elles soient, il indique celle qui servira d'agent de liaison et répondra spécialement devant l'autorité européenne de l'exécution des prescriptions d'ordre administratif ». « Les autorités coutumières ne sont pas ignorées car le décret n'entend ni arrêter la liste des autorités indigènes coutumières, ni méconnaître les attributions et les pouvoirs de celles qu'il ne cite pas. Lorsque coutumièrement, certaines attributions sont exercées au sein de la communauté par des autorités autres que le chef, auxquelles la coutume réserve des pouvoirs même exclusifs, ces attributions peuvent et doivent même continuer à être exercées par les autorités coutumières qui en sont investies » (2).

Par conséquent, tout en conservant au chef son rôle traditionnel, le décret en fait l'agent du pouvoir exécutif pour appliquer aux indigènes de son groupement les dispositions légales d'intérêt général : circonscription, impôt, réquisitions civiles, épidémies, épizooties, etc... Grâce au truchement du chef, autorité traditionnelle, l'action gouvernementale atteint plus facilement les indigènes qui se soumettent ainsi à la législation nouvelle. Au surplus, le chef connaît tous les événements de la vie des siens (3), ce qui permet de concilier l'application des dispositions légales avec leurs intérêts.

Les citations et les considérations ci-dessus ont donné quelques éclaircissements sur la portée de la définition « autorités indigènes ». Ce qui suit éclairera plus complè-

(1) C'est-à-dire le projet de décret sur les circonscriptions indigènes qui figurait à l'ordre du jour du Conseil colonial du 17 mars 1933 et que la Commission était chargée d'étudier, et d'où sortit le décret.

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 951.

(3) Au sens large du mot : tous les hommes de la chefferie.

tément encore le lecteur sur la nature des fonctions réservées aux chefs. En effet « au bas de la hiérarchie administrative européenne, le décret — reprenant les termes mêmes du projet déjà mentionné —, ajoute une autorité qui, d'une part, participe à l'administration européenne et est intégrée dans son cadre et, d'autre part, continue à appartenir à l'organisation indigène. Cette autorité constitue le chaînon entre les deux organisations. En matière coutumière, l'autorité indigène, désignée comme telle dans le décret, joue le rôle d'un intermédiaire entre l'administration européenne et l'ensemble des autorités indigènes. Le décret n'a donc pas pour portée et pour but d'enlever aux collaborateurs des chefs des pouvoirs que la tradition leur confie et d'exiger que le chef les exercera désormais personnellement au mépris de la coutume » (1).

Une question se pose alors : pourquoi le décret ne fait-il pas mention des diverses autorités coutumières ? Puisqu'il ne méconnaît ni leurs pouvoirs, ni leur rôle, pourquoi ne les a-t-il pas comprises dans l'énonciation des autorités indigènes, agents de liaison entre l'autorité dominante et la population ? C'est parce qu'« il ne pouvait être question de tenir compte de tous les indigènes revêtus à un titre quelconque, à un degré quelconque, d'une parcelle d'autorité suivant les règles coutumières. On se serait ainsi aventuré sur un terrain peu connu, assurément très varié, où les efforts désordonnés de l'administration européenne n'auraient pu provoquer que l'anarchie chez ses ressortissants. Parmi les autorités coutumières, le décret donne donc une prééminence à l'une d'elles et en fait le mandataire qualifié de la chefferie auprès de l'autorité européenne. L'autorité coutumière investie de cette qualité est le « chef ». Le choix doit être porté sur celui, parmi les autorités indigènes, que la coutume reconnaît déjà comme l'autorité supérieure du groupement » (1). Cependant, dans ses rapports avec le milieu indigène, il ne pourra méconnaître le caractère et les pouvoirs des autorités purement coutumières en les

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 951.

considérant, par exemple, comme de simples indigènes. En effet, si le décret limite au seul chef les autorités indigènes qui participent à l'application de ses dispositions, les fonctionnaires territoriaux, aux prises bien souvent avec les nécessités locales, n'en recourront pas moins aux autorités coutumières sans toujours passer par le canal du chef. Rien n'est absolu en législation et surtout en matière d'administration coloniale.

Les autorités indigènes sont donc, au sens du décret : les chefs investis ou nommés des chefferies indigènes, les chefs de secteur et les chefs de secteur adjoints (art. 1^{er}).

Toutefois, il convient de faire ressortir que le littéra a) du 3^o de l'art. 1^{er} dont nous venons de reproduire le texte dans les lignes précédentes ne fut pas accepté sans discussion par le Conseil Colonial. « L'organisation des chefferies reposant sur la coutume, certains membres estimaient qu'il appartenait à l'Administration de toujours reconnaître, en les investissant, et non pas de nommer les chefs ». L'observation était judicieuse, mais il peut arriver et il arrive que sur ce point la coutume est en défaut, soit par elle-même ce qui est assurément rare, soit en suite de circonstances accidentelles. Et alors, la difficulté ne peut être résolue que par une intervention de l'autorité européenne.

De cet échange de vues, il résulte que les mots « investis » et « nommés » ne sont ni équivalents, ni interchangeables. La nomination d'un chef ne peut être considérée que comme une mesure d'exception acceptable seulement en cas de carence de la coutume.

Ces explications nous paraissent définir suffisamment la notion « autorités indigènes » qui ressortira mieux encore après la lecture de la deuxième partie de notre ouvrage.

TITRE III

Populations

1° *Grouperement des populations.* — Une bonne administration des populations indigènes exige qu'elles soient réparties dans des cadres nettement définis, constituant le fondement de l'organisation administrative générale. En cette matière, et nous l'avons fait ressortir dans les lignes précédentes, le gouvernement belge a adopté la politique de la conservation et de la consolidation des cadres traditionnels constitués par les chefferies coutumières, dont il a fait la base des cadres administratifs qui s'y superposent exactement.

Ces principes directeurs ne sauraient toutefois s'accommoder d'une organisation reposant sur une trop grande dispersion des populations. Aussi, quand l'organisation traditionnelle comporte un trop grand morcellement, le décret de 1933 permet la réunion des populations ainsi dispersées, dans un cadre qu'il crée : le secteur, unité administrative. Mais les éléments ainsi groupés conservent leur vie coutumière propre.

La quasi-totalité de la population indigène se trouve donc répartie dans des entités administratives, constituées, dans la mesure du possible, dans les cadres des groupements coutumiers. Nous avons dit à dessein « quasi-totalité », car au Congo Belge comme dans toute autre colonie, il se trouve de nombreux indigènes isolés, détachés de la masse coutumière, des « détribalisés », groupés, selon les règles posées par le décret originel du 23 novembre 1931, dans les centres extra-coutumiers, organisation spéciale et originale. L'article 18 du décret étudié dispose d'ailleurs que « sous réserve des dispositions particulières aux centres extra-coutumiers, les populations indigènes peuvent être réparties en chefferies ou en secteurs ».

Le mot « peuvent » ne signifie pas que les populations seront ou ne seront pas réparties en unités administratives, selon le bon-vouloir de l'administration. Elles devront l'être,

mais l'administration pourra choisir entre les deux modes d'organisation, selon les circonstances locales. L'administration groupera d'abord les populations en chefferies, groupements indigènes traditionnels et ne les organisera en secteurs, institution dont la structure est indépendante de la coutume, que si elles sont trop émiettées.

2° *Recensement et mutations.* — Ces mesures constituent le complément indispensable de celles qui précèdent et ont pour but de fixer les individus des groupements constitués, de contrôler et de suivre leurs déplacements. Car, ainsi qu'il est dit dans le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge (1) : un des points les plus importants pour l'administration, est de connaître, à tout moment, le nombre exact des indigènes résidant dans chacune des divisions administratives. Ce n'est, en effet, qu'à cette condition que l'administration pourra notamment établir sur des bases sûres, le montant du contingent annuel pour la force publique, prévoir les sommes qui proviendront de l'impôt indigène, connaître les ressources en main-d'œuvre que telle région peut fournir pour le développement des entreprises agricoles ou industrielles qui songeraient à s'y installer ou pour le développement économique des régions voisines, apprécier l'opportunité de telle institution à créer ou de telle mesure à prendre, suivre le mouvement démographique dans chaque partie du territoire, et, en cas de constatation de diminution ou même de non augmentation normale, en étudier les causes, y apporter des remèdes, etc... Un autre intérêt — aussi important — est d'empêcher la dislocation des groupements coutumiers par l'émigration de leurs membres vers d'autres régions, car c'est du maintien de ces groupements que dépend la possibilité de faire évoluer les indigènes vers un état social meilleur. Enfin, il est des plus

(1) Royaume de Belgique, Ministère des Colonies, 1^{re} direction. Recueil... 4^e édition, 1^{er} mars 1925. Bruxelles, Société anonyme M. Weissenbruck, Imprimeur du Roi. Editeur 49, rue du Poinçon, 1925.

utile pour l'Administration de pouvoir immédiatement établir l'identité de tout indigène avec lequel elle entre ou voudrait entrer en contact.

En soumettant les indigènes aux obligations spéciales de recensement et de mutations, l'administration a voulu éviter que, livrée au gré de sa fantaisie, comme jadis, ou des idées du moment, la population n'arrive à constituer des éléments divers, se déplaçant par masses plus ou moins importantes d'une circonscription à l'autre, qui paralysaient l'œuvre constructive entreprise.

CHAPITRE PREMIER

Recensement

SECTION I

PROCÉDÉS DE RECENSEMENT

L'article 2 dispose que « les populations indigènes sont recensées par voie d'inscription dans les circonscriptions indigènes ou, à défaut, dans les territoires dont elles relèvent ». Une circulaire du 17 août 1929 (1) donne d'ailleurs des instructions complètes au personnel territorial pour le recensement des populations indigènes.

SECTION II

LIEU OU LES INDIGÈNES SONT INSCRITS

L'article 2 « in fine » spécifie que les populations indigènes sont recensées par voie d'inscription « dans les circonscriptions indigènes ou, à défaut, dans les territoires dont elles relèvent ».

L'objet de cette disposition est-il d'indiquer l'endroit exact où doivent être faites les inscriptions, et tenus et conservés les registres ou les fiches ? Nous ne le croyons pas. L'article 2 a pour intention de marquer que les populations sont réparties et classées par circonscription ou par territoire, plutôt que par district. L'inscription indique le territoire auquel elles sont rattachées. Les circonscriptions étant organisées, c'est sur elles qu'il convenait d'attirer l'attention. Le cas des résidents des centres extra-coutumiers

(1) R. M. p. 190.

reste prévu par le décret qui les régit. D'autre part, « la rédaction adoptée a mis en relief le rôle que doivent jouer les circonscriptions dans les opérations de recensement, cette ébauche d'état civil. Le but à atteindre, d'ailleurs encore lointain dans une très grande partie de la colonie, est de les faire assurer par les autorités indigènes. Il serait vain d'espérer qu'en cette matière des résultats satisfaisants et définitifs puissent être obtenus d'une activité centralisée aux chefs-lieux des territoires » (1). Enfin, l'article 10 du décret indique très nettement que « les inscriptions sont reçues au chef-lieu du territoire ou dans les localités déterminées par l'administrateur territorial ».

Comme les indigènes font normalement partie d'une circonscription, l'inscription mentionnera que tel naturel appartient à telle chefferie reconnue ou à tel secteur (2). Peu importe le lieu où l'inscription a été effectuée, pourvu que l'indigène soit « inscrit dans une circonscription ». Cependant, comme il existe encore aujourd'hui des groupements indigènes traditionnels qui ne constituent pas des circonscriptions selon la définition de l'article premier et que cette situation se prolongera tant qu'ils ne seront pas organisés en chefferies reconnues ou ne feront pas partie d'un secteur, les indigènes, membres de ces groupements, sont inscrits non dans une circonscription, mais « dans le territoire ». L'inscription se bornera donc à indiquer que ces indigènes appartiennent à tel territoire, la seule circonscription administrative d'organisation européenne à laquelle ils sont rattachés.

(1) Compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial année 1933. Rapp. Cons. Col. Bull. off. 951 et suivantes.

(2) V. modèle d'une double page du registre de recensement au recueil précité, p. 21, note 1.

SECTION III

PERSONNES SOUMISES À L'INSCRIPTION OBLIGATOIRE

Selon l'article 3 : « tout indigène adulte de l'un ou de l'autre sexe, établi dans le territoire de la Colonie, est tenu de se présenter spontanément à la formalité de l'inscription ». Les femmes sont donc personnellement obligées de se faire inscrire.

Le décret de 1910 imposait déjà cette obligation ; en conséquence, actuellement, tous les indigènes adultes doivent être, en principe, inscrits.

Seront ainsi amenés à se faire inscrire :

1° les indigènes autochtones ou étrangers établis dans la Colonie au moment où ils atteignent l'âge adulte ;

2° les indigènes adultes étrangers, ou venant de l'étranger, tels les indigènes congolais émigrés revenant au pays, qui entrent dans la colonie.

En se référant à la définition de l'article premier, seuls les indigènes étrangers originaires des colonies limitrophes sont astreints à l'inscription obligatoire, car ceux originaires d'autres contrées sont soumis aux obligations de l'immatriculation des non-indigènes, prévues primitivement par les dispositions organiques de l'arrêté royal du 28 juillet 1925 et de l'ordonnance du Gouverneur général du 16 septembre 1925 (1).

L'inscription d'un indigène originaire d'une colonie limitrophe a pour conséquence de le rattacher soit à un territoire, soit à une circonscription. Même, s'il n'était venu dans la Colonie que pour y séjourner et non pour s'y établir, il devra se conformer aux dispositions qui régissent les mutations, c'est-à-dire qu'il sera dans l'obligation de solliciter ce qui ne peut jamais lui être refusé, dans ce cas, un passeport de mutation pour rentrer dans son pays d'origine.

(1) Une circulaire du 27 octobre 1933 (B. M.) a fixé les instructions en matière d'immatriculation des non-indigènes et abrogé toutes les instructions antérieures, notamment la circulaire du 24 août 1928.

SECTION IV

DÉLAI POUR REMPLIR L'OBLIGATION DE L'INSCRIPTION

Les indigènes soumis à la formalité de l'inscription doivent s'y présenter spontanément, qu'ils soient originaires de la Colonie ou des colonies limitrophes.

Pour les indigènes établis dans la Colonie, l'obligation est immédiate et sans délai.

Pour ceux qui y arrivent, l'article 3 dans son alinéa 2 dispose que « tout indigène adulte de l'un ou de l'autre sexe est tenu de satisfaire à la même obligation dans les trente jours de son arrivée sur le territoire de la Colonie ». En conséquence, les indigènes étrangers qui n'effectuent qu'un bref séjour dans la Colonie ne doivent pas se soumettre à la formalité de l'inscription. Ils n'y seront tenus que si leur séjour dépasse trente jours.

SECTION V

CONSÉQUENCES DU DÉLAI

QUANT A L'APPLICATION DE LA SANCTION

La non-observation de la formalité de l'inscription est sanctionnée par l'application des peines prévues à l'article 14 du décret. Pour les originaires de la colonie, l'obligation étant immédiate, tout autochtone non inscrit est en défaut. Quant aux étrangers, comme ils jouissent d'un délai de trente jours pour se faire inscrire, ce n'est qu'après son expiration que l'obligation naîtra, avec toutes ses conséquences si elle n'est pas remplie. Aussi, lorsqu'un indigène étranger ne se sera pas fait inscrire, il ne sera passible d'une sanction que si l'autorité parvient à prouver contre lui qu'il réside dans la Colonie depuis plus de 30 jours.

SECTION VI

PREUVE DE L'ACCOMPLISSEMENT DE LA FORMALITÉ DE L'INSCRIPTION

Ainsi que le prévoit l'alinéa 3 de l'article 2, toute inscription « donne lieu à la délivrance d'un certificat d'identité ». Le décret fait d'ailleurs à l'autorité qui doit inscrire une obligation impérieuse de délivrer immédiatement cette attestation, sous peine des sanctions édictées par son article 17, en raison du danger auquel l'indigène est exposé lorsqu'il ne dispose pas de ce document. La production de ce dernier constitue en effet la preuve normale que l'indigène a accompli ses obligations légales.

SECTION VII

OBLIGATION DE LA RÉINSCRIPTION

1° *Justification de l'obligation.*

Nous avons noté que les indigènes appartenant à des groupements non encore organisés en circonscription, chefferie reconnue ou secteur, sont inscrits « dans le territoire ».

Mais si par la suite, l'un de ces groupements est organisé en circonscription et devient soit chefferie reconnue, soit partie d'un secteur, ses habitants, bien que déjà « inscrits dans le territoire » sont tenus selon l'article 4, alinéa 1 du décret « de se faire réinscrire, même s'ils avaient déjà été recensés dans leur territoire en exécution de l'article 3 ».

Cette obligation de la réinscription est indispensable afin que soit indiqué, tant sur les registres ou sur les fiches de recensement que sur les attestations, la circonscription dont les indigènes sont désormais membres.

2° *Délai pour remplir l'obligation.*

Dans le début de son premier alinéa, l'art. 4 dispose que « dans les trois mois qui suivront la délimitation de

leur circonscription, les indigènes adultes de l'un ou de l'autre sexe sont tenus de se faire réinscrire ». Les limites d'une circonscription ne sont d'ailleurs fixées qu'au moment de sa création ou de sa reconnaissance, mais une fois celles-ci déterminées, les indigènes qui s'y trouvent englobés en deviennent les ressortissants, à moins d'invoquer à leur profit les dispositions de l'alinéa 2 de l'art. 22 qui leur permet de se faire « rattacher à une autre circonscription ». On ne pourra donc déterminer les indigènes qui sont rattachés à la circonscription et soumis à l'obligation de la réinscription qu'après la création ou la reconnaissance qui comporte la délimitation de cette division politique et administrative.

Le délai de trois mois prévu prend cours à dater soit de la reconnaissance de la chefferie par le Commissaire de district, soit de la création du secteur par le Commissaire de province. Comme ces décisions doivent être portées à la connaissance du public, elles feront l'objet d'un affichage et d'une proclamation qui donnera lieu à l'établissement d'un document utilisable comme preuve au cours d'une éventuelle poursuite judiciaire.

Une ordonnance du gouverneur général du 14 mars 1935 (n° 29/Aimo) — que nous commenterons plus loin en expliquant la procédure de constitution des chefferies — a réglé ces points.

L'article 4 ne précise pas le moment à partir duquel court le délai de trois mois. Cependant l'interprétation du texte nous permet d'avancer que ce délai ne commencera à compter que du jour où les indigènes sont en mesure de connaître la décision rendue publique par l'affichage ou la proclamation. Le délai ne court donc pas dès le jour de la décision de reconnaissance ou de création, car celle-ci pourrait ne pas être publiée immédiatement et les indigènes, en faveur de qui il a été institué, ne bénéficieraient plus que d'un laps de temps insuffisant.

3° *Limites de l'obligation.*

La réinscription n'est imposée qu'une fois. L'alinéa 2 de l'article 4 dispose en effet que « ne sont plus astreints à cette obligation les indigènes dont la circonscription fait l'objet d'une nouvelle délimitation par suite de fusion ou d'absorption ». Ce texte n'appelle aucun commentaire particulier. L'obligation de réinscription n'est plus imposée, parce que le législateur a estimé que les indigènes ont été suffisamment « spécifiés », « déterminés » par les opérations précédentes et le demeurent puisqu'ils appartiennent désormais en bloc à une autre circonscription.

4° *Constatation de l'accomplissement de la formalité de la réinscription.*

La mention de la réinscription doit être portée obligatoirement et immédiatement sur le certificat d'identité, afin de constituer la preuve de l'accomplissement de la formalité. L'autorité qui omettrait de consigner l'annotation dont il s'agit se voit appliquer les peines prévues par l'article 17 du décret (1) et qui sanctionnent déjà la non remise du certificat d'identité.

SECTION VIII

LIEUX OU S'EFFECTUENT LES INSCRIPTIONS

ET LES RÉINSCRIPTIONS

Les inscriptions, selon l'article 10, sont reçues au chef-lieu du territoire où les indigènes pourront toujours se présenter. Mais le principe d'accomplir cette formalité au chef-lieu n'est pas absolu, car l'administrateur peut désigner certaines localités où les inscriptions seroient reçues, soit de façon permanente, soit à certaines époques déterminées.

(1) Amende de 100 à 2.000 fr.

Il appartient alors à l'administrateur de porter, en temps utile et par les moyens de diffusion les plus appropriés, ses décisions à la connaissance de ses administrés.

SECTION IX

MODE DE RECENSEMENT — FORMALITÉS MODÈLES DES PIÈCES A DÉLIVRER AUX INTÉRESSÉS

A) *Mode de recensement.*

Selon l'article 11, « le gouverneur général détermine le mode suivant lequel s'effectuera le recensement ». Les populations étant recensées par voie d'inscription (1), il faut donc entendre par ces termes, que le gouverneur général fixe la façon selon laquelle les inscriptions seront effectuées (registres ou fiches de recensement).

C'est ainsi que par une ordonnance du 14 mars 1935 (n° 30/Aimo) il a spécifié que l'inscription des indigènes recensés s'opérera sur fiches, dont la tenue et le mode de classement sont déterminés par voie d'instructions. Ces fiches portent un numéro d'ordre et doivent contenir toutes les indications nécessaires pour identifier, rapidement et sûrement, l'indigène inscrit.

La lecture du Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du Service territorial au Congo Belge est très instructive et caractéristique à cet égard. L'édition de 1925 — que nous avons en notre possession — contient en ses pages 166, 167 et 168 des instructions fort détaillées pour la mise en application du système du recensement par fiches, conformément à une circulaire du 12 septembre 1922.

B) *Formalités.*

L'article 11 précise également que « le gouverneur général détermine les formalités à accomplir pour le recen-

(1) Section I et II du présent chapitre I.

sement ». Celles-ci nous paraissent venir s'ajouter à celle imposée d'abord par le décret et sur laquelle nous avons insisté : la délivrance d'une attestation (remise du certificat d'identité ou mention sur celui-ci après réinscription).

C) Modèles des pièces à délivrer aux intéressés.

Toujours d'après l'article 11, c'est encore « le gouverneur général qui détermine le modèle des pièces à délivrer aux intéressés ». Il fixera donc le modèle du certificat d'identité, et, bien que ce document soit principalement destiné à prouver l'inscription, il pourra le réaliser de façon à recevoir maintes précieuses indications, notamment des mentions relatives à la situation médicale de l'intéressé.

Selon l'ordonnance du 14 mars 1935 précitée, le certificat d'identité est constitué par un livret qui doit reproduire toutes les mentions inscrites sur la fiche de recensement (1). Doivent également figurer dans le livret toutes autres mentions que des instructions ou des dispositions réglementaires ont prescrit d'y inscrire. Cependant, une ordonnance du 31 mars 1936, complétant sur ce point la précédente, dispose que lorsqu'il s'agit d'une femme adulte vivant sous puissance maritale, paternelle ou matriarcale, le certificat d'identité peut être constitué par une simple inscription datée et portée soit dans le livre d'identité du mari, soit dans celui du chef de famille exerçant coutumièrement la tutelle sur elle.

Le livret doit être daté et signé par l'autorité qui a procédé à l'inscription. Il est délivré gratuitement. Son renouvellement, après perte ou détérioration, donne lieu à la perception d'une taxe. Toutefois, celle-ci n'est pas réclamée si la perte ou la détérioration n'est pas imputable au titulaire.

(1) V. à l'Annexe, le modèle du livret d'identité et de la fiche de recensement.

SECTION X

AUTORITÉS QUALIFIÉES
POUR RECEVOIR LES INSCRIPTIONS

Selon l'article 10, l'administrateur territorial « désigne les agents territoriaux ou les autorités indigènes chargés de recevoir les inscriptions ». Il convient de remarquer la participation réservée aux autorités indigènes, si elles sont reconnues aptes à effectuer ce travail, car — ainsi qu'il a été mis en lumière durant les discussions du rapport devant le Conseil Colonial — il est nécessaire d'associer, pour autant que les circonstances s'y prêtent, les autorités indigènes, à toutes les opérations intéressant leurs ressortissants.

Il va de soi — bien que le décret ne le mentionne pas — que l'administrateur territorial lui-même est qualifié pour recevoir les inscriptions.

Nous croyons opportun d'expliquer la portée donnée par le décret aux mots « administrateur territorial ».

D'après Magotte (1), quand le décret accorde des pouvoirs déterminés à l'administrateur territorial ou lui confie aussi des devoirs, c'est la fonction et non le titre qu'il considère. En conséquence, ces termes désignent toujours le seul administrateur, chef du territoire, à l'exclusion de l'administrateur territorial qui lui serait adjoint. Par contre, un agent territorial commissionné pour diriger un territoire est qualifié pour remplir le rôle réservé par le décret à « l'administrateur territorial ». Notons toutefois que l'administrateur territorial peut toujours — en toutes matières autorisées — déléguer certaines attributions à l'administrateur territorial adjoint.

La signification des mots « agents territoriaux » doit aussi être précisée. Nous avons noté plus haut que l'administrateur territorial, qui dirige le territoire, est — en ordre principal — qualifié pour recevoir les inscriptions. Mais le

(1) J. Magotte. Extrait des *Novelles*. Droit Colonial. Tome III, p. 426. Bruxelles 1938.

décret, tout en autorisant l'administrateur territorial à déléguer ses pouvoirs, ne précise pas à qui cette délégation doit être réservée. Il se contente seulement dans son article 10, de poser que l'administrateur désigne les « agents territoriaux » chargés de recevoir les inscriptions. Devons-nous alors conclure que cette précision est restrictive et que le chef du territoire ne pourrait désigner que des « agents » territoriaux à l'exclusion « d'administrateurs » territoriaux ? D'après Magotte (1), le législateur n'a jamais eu l'intention de donner à l'article cette portée que rien ne justifierait et qui aurait pour effet d'exclure les administrateurs territoriaux adjoints de cette mission. Là encore, le titre n'importe pas, la fonction compte seule et le sens de la disposition est de permettre à l'administrateur, chef du territoire, de désigner tout « membre » du personnel *territorial* qui lui est subordonné. Seul importe le mot « territorial ».

Au surplus, l'alinéa 2 de l'article 10 mentionne que « le commissaire de district peut désigner, pour procéder à ces formalités, tout autre agent sous ses ordres ». Cette disposition permet de faire participer aux recensements des membres de services autres que le service territorial et non déléguables par l'administrateur ; par exemple : des chefs de détachements militaires en occupation.

(1) Id. que p. 40. Auteur déjà cité.

CHAPITRE DEUXIÈME

Mutations

SECTION I

NÉCESSITÉ D'OBTENIR DANS CERTAINS CAS UN PASSEPORT DE MUTATION

Les indigènes ne peuvent se déplacer au gré de leur fantaisie ni changer de résidence selon leur convenance, sans contrôle. Si l'administration tolérât ces faits sans intervenir, son œuvre organisatrice se trouverait grandement compromise et l'anarchie reprendrait vite ses droits. C'est pour cette raison que, dans certains cas, pour pouvoir quitter leur circonscription, les indigènes doivent obtenir l'autorisation réglementaire, constatée par la délivrance d'un passeport de mutation.

SECTION II

DURÉE D'ABSENCE QUI NÉCESSITE L'OBTENTION D'UN PASSEPORT

Selon l'article 5, « aucun indigène n'est autorisé à quitter, pendant une période continue de plus de trente jours, la circonscription dont il fait partie, qu'à la condition d'obtenir un passeport de mutation de l'administrateur territorial ou de son délégué ». L'indigène n'a donc pas besoin d'autorisation pour les déplacements momentanés et peu lointains, de même que pour les absences de courte durée. Ceux-ci doivent dépasser trente jours consécutifs pour que le passeport soit obligatoire.

SECTION III

PRÉSUMPTION ÉTABLIE PAR LE DÉCRET EN CE QUI CONCERNE LE DÉLAI

Passé ce délai de trente jours, l'indigène sera en défaut. Mais rencontré sans passeport, alors qu'il devrait le posséder, il pourrait toujours affirmer, à tort ou à raison, qu'il a quitté sa résidence depuis moins de trente jours. La preuve contraire serait le plus souvent, presque impossible à faire par l'administration.

C'est pourquoi le décret a prévu cette difficulté et établi une présomption dans son article 8 ainsi conçu : « tout indigène trouvé dans un territoire ou une partie de territoire où il ne pouvait résider que moyennant un passeport de mutation et qui n'en est pas muni, est présumé avoir contrevenu aux dispositions édictées à l'article 5, à moins qu'il ne fasse la preuve contraire ».

SECTION IV

INDIGÈNES SOUMIS A L'OBLIGATION DE SE MUNIR D'UN PASSEPORT DE MUTATION

L'article 5 impose l'obligation du passeport aux « indigènes » sans rien spécifier d'autre. Selon Magotte, dont nous partageons l'opinion, « seuls sont soumis à l'application de la disposition, ceux qui sont astreints à l'obligation de l'inscription, c'est-à-dire les indigènes adultes de l'un ou de l'autre sexe, autochtones ou étrangers des colonies limitrophes » (1).

L'article 9 confirme d'ailleurs ces considérations, car il impose à tout indigène autorisé en vertu d'un passeport de mutation à se rendre dans un autre territoire à s'y faire inscrire, pour des raisons d'ordre administratif, fiscal et

(1) Déjà cité supra... *Novelles*, p. 427.

judiciaire, dans les trois mois de son arrivée. Or, d'après l'article 3, que nous avons longuement commenté, ce sont ces indigènes qui sont soumis à l'obligation de l'inscription.

SECTION V

CAS DE DÉPLACEMENT QUI NÉCESSITENT L'OBTENTION D'UN PASSEPORT DE MUTATION

Dans quatre cas, l'indigène abandonnant sa résidence pour une période continue de plus de trente jours, doit être muni d'un passeport de mutation.

1°) Lorsque, inscrit dans un territoire, il se rend dans un autre ;

2°) Lorsque, n'appartenant pas à une circonscription (chefferie ou secteur) et étant en conséquence inscrit au territoire, il se rend, mais sans quitter le territoire, dans une de ses parties : chefferies ou secteur, constituant une circonscription ;

3°) Lorsqu'il quitte la chefferie reconnue ou le secteur auquel il appartient, quel que soit l'endroit où il se rend, demeurât-il même dans les limites du territoire dont il dépend ;

4°) Lorsque, inscrit dans une circonscription, il va, sans la quitter, séjourner dans une de ses parties qui est l'objet de droits privés de non-indigènes (article 5, alinéa 2).

Ce dernier cas qui ne fait d'ailleurs que reproduire « stricto sensu » le deuxième alinéa de l'article 5, mérite quelques explications destinées à éclaircir le sens des mots « parties de circonscriptions qui sont l'objet de droits privés de non indigènes ». Les diverses rédactions proposées successivement pour cet article nous apporteront à cet égard de précieuses indications.

Tout d'abord, nous devons faire ressortir comment se justifie l'obligation imposée à l'indigène, par l'article dont il s'agit, de solliciter un passeport de mutation.

D'après Magotte (1) : « le législateur a voulu, et c'est pourquoi il a subordonné les mutations à une autorisation, que les indigènes puissent toujours être suivis dans leurs déplacements, et ne puissent se soustraire à l'autorité et à la surveillance de leurs chefs, que ce soit l'administrateur ou le chef indigène, ni échapper à leurs obligations, qu'elles résultent de la législation ou qu'elles dérivent de la coutume ».

C'est là une sage politique d'administration du pouvoir dominant qui a imposé le passeport dans tous les cas où le déplacement de l'indigène pourrait entraîner les conséquences ci-dessus. De cette façon, l'autorité dont l'indigène relève, sera avertie qu'il a quitté sa résidence et connaîtra son lieu de destination tandis que l'autorité du lieu de sa nouvelle résidence pourra « prendre en charge » le nouvel arrivant pour le surveiller et vérifier qu'il a accompli ses obligations réglementaires.

Néanmoins, il peut arriver que l'indigène échappe en réalité à toute autorité, sans quitter sa circonscription et tout en demeurant, théoriquement, sous « l'obéissance » du chef. Cette situation se produit quand il va séjourner dans une partie de sa circonscription où le chef n'aurait plus en fait, la possibilité d'exercer son autorité. Et c'est pour cette raison que le texte du projet soumis par la Commission d'études au Conseil Colonial se présentait ainsi : « L'indigène sera même tenu d'obtenir ce passeport s'il séjourne pendant la même période dans une partie de sa chefferie ou de son secteur qui, *par cession, concession ou autrement, échappe à l'action effective des autorités indigènes* ».

Selon Magotte (2) : « à première vue, on pourrait estimer que la disposition était inutile, et que l'alinéa premier de l'article, aux termes duquel il est interdit à l'indigène de quitter sa circonscription sans obtenir un passeport, peut suffire pour en imposer l'obligation car les terres

(1) *Novelles*, p. 427.

(2) *Novelles*, p. 427 et 428.

cédées et concédées n'étant pas terres indigènes, l'indigène qui va y résider quitte sa circonscription et doit se munir d'un passeport ».

« La conclusion — affirme le même éminent juriste — est inexacte ; l'indigène ne quitte pas sa circonscription. Du point de vue foncier, évidemment, les terres cédées ou concédées ne sont plus terres indigènes, mais ici, il s'agit de l'exercice des droits divers, politiques et administratifs, qui, soit en vertu de la coutume, soit en vertu de la loi, appartiennent à l'autorité indigène dans les limites de la circonscription. Or, encore qu'elles soient cédées ou concédées et, de ce fait, ne soient plus terres indigènes, les terres envisagées n'en sont pas moins comprises dans les limites administratives des circonscriptions et, dès lors, demeurent soumises à l'action politique et administrative des autorités indigènes. La disposition se justifie donc ».

« Puisque — ajoute encore le même auteur — ces terres demeurent soumises à l'action des autorités indigènes qui peuvent y exercer leur mission de surveillance et leur droit de police, que signifient les mots « parties de la circonscription qui échappent à l'action effective des autorités indigènes » et pourquoi imposer un passeport à qui s'y rend ? Parce que si, en principe, et réserve faite des dispositions de la loi qui protègent le domicile, les autorités indigènes peuvent y exercer leurs droits, en fait cet exercice peut être impossible ou indésirable, voire dangereux, dans certaines parties des concessions. Lorsqu'on envisage le cas d'une concession de plusieurs milliers d'hectares, il est évident que les autorités indigènes pourront exercer leurs droits d'administration et de police, sans le moindre inconvénient, sur de grandes étendues non encore exploitées, et pourraient, par exemple, y rechercher tels de leurs administrés qui, en s'installant sur ces terres, tenteraient ainsi d'échapper à leurs obligations. Mais, indépendamment des établissements, habitations, endroits clôturés, réservés aux Européens et à leurs engagés et où les droits de police des autorités indigènes s'évanouissent, il est des endroits dans lesquels, en pratique, suivant les circonstances et, soit d'une manière permanente,

soit en raison des conditions du moment, *l'exercice* des droits de police, droits que l'on ne peut dénier aux autorités indigènes, serait inopportun, voire, comme il a été dit, dangereux : tel serait le cas si un chef ou son représentant allait s'assurer de la personne d'un de ses ressortissants au milieu de groupes de travailleurs d'une exploitation occupés à des travaux dans les limites de celle-ci ».

« Une telle intervention — conclut Magotte — pourrait être de nature à créer des incidents ; et c'est pourquoi, tout en ne déniaut pas leurs droits aux autorités indigènes sur ces terres situées dans les limites de la circonscription, il convenait dans la pratique, d'en limiter l'exercice et de laisser à l'autorité européenne le soin et l'initiative d'agir dans certaines parties de terres concédées ou cédées. C'est ce que fait le décret. Cette limitation ayant pour effet de soustraire à l'action *effective* des autorités tout ou partie des terres concédées, les indigènes ne pourront dès lors s'y rendre que munis d'un passeport ».

Il convenait ensuite de fixer cette limitation et de déterminer l'autorité qui la fixerait. C'était là une question délicate, ne pouvant guère être résolue par voie de réglementation générale, car il apparut aux législateurs que l'autorité locale était la mieux placée pour régler cette question, dans chaque région, suivant les circonstances.

En conséquence, la Commission du Conseil Colonial modifia une première fois le texte du projet. Elle estima que les termes « partie de la chefferie ou du secteur qui, *par cession, concession ou autrement*, échappe à l'action effective des autorités indigènes » pouvaient être mal interprétés et faire présumer, à tort, que le législateur admettait que les terres appartenant à ces catégories, étaient, en raison de la cession ou de la concession, soustraites aux droits de police, exercés par le chef dans les limites de la circonscription, soit en vertu de la coutume, soit en vertu du décret du 15 avril 1926 sur les juridictions indigènes. Or, comme l'a fait remarquer très justement Magotte, il n'en est rien et la Commission adopta le texte suivant : « dans une partie de sa circonscription qui échappe à l'action effective des

autorités indigènes », laissant de côté l'expression « par cession, concession ou autrement ».

Mais, « si, grâce à cette rédaction — dit Magotte (1) — on écartait une erreur possible d'interprétation quant à la persistance *des droits* des chefs, la difficulté relative à la limitation *de leur exercice*, dans la pratique, restait entière. L'indigène astreint, sous peine de sanctions, à l'obligation de solliciter un passeport pour se rendre « dans une partie de la circonscription qui échappe à l'action effective des autorités indigènes » se fut trouvé bien en peine, faute d'une règle fixe et sûre, de savoir si elle échappait à cette action effective ou n'y échappait pas, et n'eût jamais pu discerner quand il devait se munir d'un passeport et quand il n'y était pas tenu.

L'administrateur eût dû, de son côté, apprécier dans chaque cas, si le lieu où l'indigène voulait se rendre, ou s'était rendu, échappait ou non à l'action « effective » du chef. Il eut été pratiquement impossible d'infliger une sanction pour inobservance d'une prescription relevant, quant à son applicabilité, d'une appréciation toute personnelle. L'abstention de l'indigène de se munir d'un passeport, dans le cas envisagé, ne pouvant plus être sanctionnée, la disposition qui l'impose devenait inopérante ».

Cette difficulté n'échappa pas au Conseil Colonial qui modifia, à son tour, le texte de sa Commission et adopta une rédaction nouvelle qui « tout en respectant l'intention qu'avait voulu marquer la Commission, épargne, tout autant aux autorités territoriales qu'aux indigènes intéressés, la résolution du problème souvent difficile, de l'appréciation des droits que continuent à exercer les autorités indigènes sur les terres où les Européens en ont acquis d'autres. L'établissement d'un indigène sur une terre de cette catégorie, sera donc toujours subordonnée à la délivrance d'un passeport qui ne préjugera pas la solution à donner à un conflit possible » (2).

(1) *Novelles*, p. 428 et 429.

(2) Rapport Conseil Colonial, Bull. Off., 1.000

Le Conseil laissa donc de côté les mots « qui échappe à l'action effective des autorités indigènes », sans même rétablir le texte comme suit : « dans une partie de la circonscription qui fait l'objet d'une cession ou concession », adoptant la formule définitive que nous retrouvons au second alinéa de l'article 5 du décret : « dans une partie de sa circonscription qui est l'objet de droits privés de non-indigènes ». Ce texte présente l'avantage d'être plus large, englobant non seulement les terres cédées ou concédées, mais celles qui sont l'objet, de la part de non-indigènes, de droits quelconques : par exemple, les terres prises en location. Il a donc supprimé — pour la question des passeports — la difficulté créée par la nécessité de déterminer quand une terre échappe ou non à « l'action effective des autorités indigènes ».

Néanmoins, la difficulté de déterminer si, dans telle ou telle partie de la circonscription, le chef peut exercer son autorité, subsiste toujours, mais d'une façon générale et pour l'exercice de son droit de police ; du point de vue spécial, envisagé dans cette section, de l'obligation du passeport, elle est écartée.

Enfin, le texte adopté n'en laisse pas moins subsister malgré tout, une difficulté, selon Magotte (1), car dit-il : « dans le cas de concession de grande étendue, il ne sera pas toujours possible d'en connaître les limites. Comment savoir, dès lors, si les terres sur lesquelles l'indigène va séjourner font ou non l'objet de droits privés de non-indigènes et s'il doit solliciter un passeport ? Dans la pratique cela importera peu. Si un tel doute surgit, ce sera l'indice que le concessionnaire n'a fait nuls travaux marquant ses droits, donc n'occupe la terre d'aucune manière. Dès lors, l'action du chef peut s'exercer sans inconvénients ni entraves, et ainsi le motif pour lequel l'obtention d'un passeport est requise n'existant pas, il n'y a nul inconvénient à ce que l'indigène n'en soit pas muni, même si, réellement,

(1) Opinion déjà citée. *Novelles*, p. 429.

encore que cela ne soit pas discernable, l'endroit où il va séjourner est compris dans les limites de terres, objet de droits privés de non indigènes ».

SECTION VI

ESPÈCES DE PASSEPORTS

Le début du premier alinéa de l'article 6 dispose que « le passeport de mutation est temporaire ou définitif ». Il y a donc deux variétés de passeports ; mais le décret ne fait pas la discrimination — difficile d'ailleurs — entre ces deux pièces.

Le rapporteur du projet de décret s'exprimait d'ailleurs ainsi devant le Conseil Colonial (1) : « peut-on établir — disait-il — une discrimination satisfaisante entre un passeport temporaire et un passeport définitif ? D'une part, et réserve faite à propos d'engagements, tel un contrat d'emploi, qui par ailleurs lieraient l'indigène, celui-ci reste libre de rentrer dans ses foyers à un moment quelconque. D'autre part, à sa résidence de destination un autre indigène obtiendrait sans nul doute les prolongations successives que justifieraient des occupations normales. La limite est donc imprécise entre les deux catégories de passeport ».

A. *Passeport définitif.*

Il est, en principe, destiné à l'indigène abandonnant, sans esprit de retour, sa résidence qu'il ne pouvait d'ailleurs quitter sans accomplir cette formalité. Cette pièce couvre uniquement le déplacement. Dès que son titulaire est arrivé à son nouveau lieu d'installation et s'y est fait inscrire, comme il en a l'obligation, le passeport devient sans objet. Il prouve naturellement l'installation au lieu de la nouvelle résidence et a pour conséquence la radiation de son porteur

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off., 958.

des registres ou des fiches de recensement de la circonscription administrative que l'indigène a quittée et où il ne sera plus recensé.

B. Passeport temporaire.

Il est destiné à l'indigène quittant momentanément, mais durant une période continue de plus de trente jours, la résidence qu'il ne pouvait délaissier sans être en possession de ce document. Selon l'alinéa premier « in fine » de l'article 6 : « il doit indiquer la durée pour laquelle il est délivré ». Durant tout son déplacement — si long soit-il — le titulaire d'un tel passeport est donc couvert et il n'est pas rayé des registres ou fiches de sa circonscription, où il continue d'être recensé.

C. Dispositions diverses relatives aux deux variétés de passeports.

Une question se pose maintenant : quand conviendra-t-il de délivrer un passeport temporaire, dans quel cas faudra-t-il au contraire donner un passeport définitif ?

Nous avons déjà indiqué au début de cette section qu'il était difficile d'établir une discrimination satisfaisante entre un passeport temporaire et un passeport définitif. Pratiquement, il est aussi malaisé de déterminer si un indigène abandonne définitivement sa résidence. Un travailleur parti pour exécuter un contrat de travail de plusieurs années et qui peut, à l'expiration du terme d'engagement, en contracter un nouveau, sans regagner son village, ne l'aura cependant pas quitté sans esprit de retour. Dans ce cas, et bien qu'un passeport définitif ait été délivré, l'indigène doit demeurer libre de rentrer dans ses foyers, quand il le voudra, sous réserve bien entendu, de respecter les conditions du contrat qui le lie à son employeur.

Par contre, si un passeport temporaire a été délivré à l'indigène, il est nécessaire qu'il puisse, malgré la pré-

carité de ce document et en raison de son genre de vie, continuer à demeurer à sa nouvelle résidence, bien que le délai de validité soit expiré.

L'examen du projet de décret présenté par la Commission devant le Conseil Colonial confirme d'ailleurs ce que nous venons d'exposer : « Un indigène abandonnant son village, même pour une durée présumée courte, dit le rapporteur, doit être suivi, ne fût-ce que pour le recouvrement des taxes auxquelles il est assujéti » (1). En conséquence, en cas d'absence de longue durée, la délivrance d'un passeport définitif serait donc justifiée. Mais d'autre part, ajoute-t-il, « un autre indigène, s'il est devenu une espèce de parasite, doit pouvoir être mis en demeure de rentrer dans sa circonscription dès l'expiration de son passeport » (1), ce qui milite en faveur de la remise d'un passeport temporaire.

« La limite est imprécise entre les deux catégories de passeport, dit encore le même auteur. En somme, la fixation d'une règle est difficile en une matière où beaucoup de cas sont à considérer comme des cas d'espèce, relevant de l'appréciation de l'autorité administrative compétente. Les problèmes de cette nature sont résolus par voie d'instructions par l'administration ». A ce sujet, l'ordonnance du Gouverneur général du 15 janvier 1917 était déjà très significative.

Il ressort de tout ce qui précède que le genre de passeport délivré aura une répercussion très nette sur le recensement de l'indigène qui permute. En effet, si le passeport délivré est définitif, son titulaire sera rayé des contrôles au lieu de départ, et définitivement inscrit au lieu d'arrivée où il sera désormais recensé. Mais il demeure que l'indigène doit pouvoir regagner ses foyers quand il le jugera bon, sauf circonstances contraires et prévues par le décret.

Si, au contraire, un passeport temporaire est délivré, son titulaire demeurera inscrit au lieu de départ, où il sera recensé. Mais, comme l'indigène doit être inscrit, ainsi

(1) Rapp. Conseil Colonial, Bull. Off., 958.

que nous le verrons, au lieu d'arrivée, pour être suivi, il ne faut pas qu'il y soit recensé pour éviter des erreurs.

Le bénéficiaire d'un passeport de mutation temporaire peut par ailleurs, solliciter une prolongation de sa validité. Il justifiera que ses occupations normales (contrat de travail, voyage, etc...) ne lui permettent pas encore de regagner ses foyers.

Normalement, c'est l'administrateur du lieu de départ qui semble qualifié pour accorder la prolongation, puisqu'il a déjà délivré le passeport. Néanmoins, l'administrateur du lieu de destination est mieux placé pour apprécier le fondement et la valeur des motifs de la prolongation.

C'est pourquoi l'article 6 de l'ordonnance du 14 mars 1935 (n° 30/Aimo) a fixé, implicitement, que la prolongation doit être accordée par l'administrateur du lieu de destination, alors tenu d'en aviser son collègue du lieu de départ.

L'ordonnance dispose, en effet, que « lorsque l'autorité qui accorde la prorogation de la durée de validité du passeport de mutation est différente de celle qui l'a délivrée, elle en informe cette dernière ».

La prorogation doit être mentionnée au certificat d'identité.

Le passeport temporaire peut également être transformé en un passeport de mutation définitif « pour donner à son titulaire des garanties méritées ». En effet, a fait ressortir le rapporteur du projet de décret devant le Conseil Colonial : « un indigène stabilisé dans une localité a acquis, en une certaine manière, des droits au respect de sa situation et de ses intérêts qui sont parfois relativement considérables. Il ne pourrait être question de le refouler sur ses foyers par une simple mesure administrative, appliquée presque automatiquement. Si cet homme est devenu indésirable, d'autres dispositions que celles qui régissent les passeports doivent intervenir. Les problèmes de cette nature seront résolus, par voie d'instructions, par l'administration, qui

pourrait peut-être considérer une absence de longue durée comme imposant la remise d'un passeport définitif » (1).

En conformité de ces dispositions, le gouverneur général a prévu cette transformation d'un passeport temporaire en passeport définitif dans l'article 6 de son ordonnance précitée et c'est l'autorité du lieu de la résidence actuelle de l'intéressé qui en décide. La modification de la nature du passeport doit figurer au certificat d'identité et lorsque l'autorité qui l'a accordée est différente de celle qui a délivré le passeport temporaire, elle en avise cette dernière.

SECTION VII

CONSTATATION DE LA DÉLIVRANCE D'UN PASSEPORT SUR LE CERTIFICAT D'IDENTITÉ

Le passeport, définitif ou temporaire, doit être mentionné au certificat d'identité, selon le second alinéa de l'article 6. La mention spécifiera la nature du passeport et notamment sa durée de validité, s'il est temporaire.

Pour se conformer à ces prescriptions, l'ordonnance du 14 mars 1935 déjà mentionnée, dispose que le livret d'identité contiendra certains feuillets pour y inscrire les passeports de mutation (V. ci-après au modèle de livret reproduit à l'annexe).

Enfin, une ordonnance du 2 avril 1935 interdit sous peine de sanction pénale, de retenir le livret d'identité, passeport de mutation ou toute pièce en tenant lieu, délivrée à un indigène.

SECTION VIII

FORMALITÉS RELATIVES AUX MUTATIONS MODÈLE DES PIÈCES

Ainsi que nous l'avons déjà fait ressortir dans la section 9 du chapitre premier, c'est le Gouverneur général qui est chargé, en vertu de l'article 11, de déterminer les

(1) Rapp. Conseil Col., Bull. Off., 958.

formalités à accomplir pour les mutations et le modèle des pièces à délivrer aux intéressés. Il a donc réglé ces points par l'ordonnance du 14 mars 1935, spécifiant très nettement qu'en plus du caractère définitif ou temporaire de la mutation autorisée, le passeport doit mentionner la résidence quittée par l'intéressé ainsi que celle où il émigre. Le document doit être daté et signé par l'autorité qui le délivre (1).

SECTION IX

OBLIGATION D'INSCRIPTION APRÈS L'OBTENTION D'UN PASSEPORT

L'article 9 du décret dispose en son premier alinéa : « tout indigène autorisé en vertu d'un passeport de mutation à se rendre dans un autre territoire, est tenu de s'y faire inscrire dans les trois mois de son arrivée ».

Magotte justifie ainsi cette obligation : « lorsque le passeport ne prévoit qu'une absence de faible durée encore que supérieure à trois mois, l'exécution de cet article provoque des écritures apparemment disproportionnées avec le but poursuivi. Il est cependant nécessaire qu'en toutes circonstances les mutations d'indigènes soient notées. Mais de même qu'il faut éviter que le titulaire d'un passeport temporaire cesse d'être recensé dans aucun territoire, de même, il faut éviter que, restant inscrit au territoire de départ, il en arrive, du fait de l'obligation dont il vient d'être question, à être recensé comme résidant permanent dans deux territoires ».

Ayant noté comme se justifie l'obligation de l'inscription nous allons montrer l'influence exercée sur cette formalité par une mutation dans le territoire. En effet, l'article 9 ne prescrit l'inscription que si l'indigène change

(1) Il est à mentionner qu'il n'y a pas de modèle type de passeport de mutation. Les administrateurs les rédigent, sur papier, à chaque occasion.

de territoire, mais une situation autre peut se produire s'il se contente de déplacer sa résidence à l'intérieur de son territoire. N'y aura-t-il alors jamais lieu à inscription nouvelle ? Magotte envisage à ce sujet quatre hypothèses :

a) « Si, dit-il, n'appartenant à aucune circonscription et étant donc inscrit dans le territoire, l'indigène se rend — mais sous le couvert d'un passeport définitif seulement — dans une circonscription, il devra y être inscrit. En effet, l'article 2 prescrit l'inscription dans la circonscription et ce n'est qu'à défaut d'appartenir à une circonscription que l'indigène est inscrit dans le territoire. Du moment qu'il est amené à faire partie d'une circonscription, il devra s'y faire inscrire et se présenter spontanément à l'inscription ; il en sera de même en cas de transformation du passeport temporaire en passeport définitif ;

b) S'il quitte sa circonscription pour aller s'établir dans une autre, il devra, toujours s'il est nanti d'un passeport définitif — ou dans le cas de transformation d'un passeport temporaire en passeport définitif — y être inscrit de la manière qui vient d'être dite ;

c) S'il quitte définitivement sa circonscription pour résider dans une partie du territoire qui n'est pas circonscription, il demeurera inscrit sur les contrôles du territoire sans autre spécification ;

d) S'il va résider dans une partie de la circonscription qui fait l'objet de droits privés de non-indigènes, il n'en demeure pas moins dans les limites de sa circonscription et aucune modification ne doit être faite aux inscriptions » (1).

L'indigène, nous l'avons vu, bénéficie d'un délai de trois mois pour se faire inscrire, sous peine de sanction. Ce délai court, non de la date du passeport, mais de l'arrivée dans le territoire.

Comme il serait le plus souvent difficile d'établir s'il y est arrivé depuis plus de trois mois, le décret a établi une présomption en vue de l'application de la sanction. En effet, bien que son passeport remonte à plus de trois mois

(1) Magotte, *Novelles*, p. 431.

de date, l'indigène peut ne pas avoir quitté immédiatement son ancienne résidence et n'être arrivé que depuis un mois ou deux seulement. D'ailleurs, même si cette éventualité n'était pas conforme à la réalité, l'indigène pourrait toujours l'invoquer et il serait difficile à l'administration de faire la preuve contraire. C'est pourquoi, l'article 9, en son deuxième alinéa, établit une présomption et dispose que « tout indigène qui, sans s'y être fait inscrire, est trouvé dans le territoire de destination cent jours après la date de la délivrance du passeport de mutation, est présumé, sauf preuve contraire de sa part, y séjourner depuis plus de trois mois » et est, en conséquence passible de la sanction. Il appartient donc à l'indigène de faire la preuve que le délai fatidique n'est pas écoulé. Cette preuve n'est pas négative, car le nouvel arrivant doit établir un fait positif : soit le moment de son arrivée, soit sa présence hors du territoire il y a moins de trois mois.

L'accomplissement de la formalité de l'inscription est constaté par la mention que porte sur le certificat d'identité, l'autorité du lieu de la nouvelle résidence (art. 9, al. 1 in fine).

SECTION X

AUTORITÉS CHARGÉES

DE LA DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS DE MUTATION

Selon l'article 5, alinéa premier, l'administrateur territorial ou son délégué est qualifié pour délivrer le passeport.

Seuls les fonctionnaires ou les agents européens du Service territorial, peuvent être délégués à cet effet. Les autorités indigènes ne le peuvent pas, car selon Magotte : « l'exécution des devoirs administratifs prescrits par le décret incombe, en principe, aux membres européens de l'administration. Toute dérogation devant être expresse, comme le décret, n'en a pas prévu dans le cas présent, il en résulte qu'aucune autorité indigène ne peut être déléguée pour la délivrance du passeport de mutation ».

SECTION XI

POUVOIR D'APPRÉCIATION DES AUTORITÉS CHARGÉES DE LA DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS

Ce pouvoir d'appréciation est nettement posé par l'alinéa 1^{er} de l'article 7 : « l'administrateur territorial ou son délégué *apprécie* s'il y a lieu de délivrer le passeport de mutation » ; il n'y est pas tenu. Le fonctionnaire qualifié apprécie donc, en dehors de tout arbitraire, si les raisons qui peuvent justifier le déplacement de l'indigène sont plausibles et si son émigration ne doit pas compromettre la tranquillité publique ou la stabilité de la circonscription indigène dont il dépend.

SECTION XII

AVIS DE L'AUTORITÉ INDIGÈNE

Le même article 7, en son deuxième alinéa ajoute également que l'administrateur territorial ou son délégué doit avant toute décision — « prendre l'avis de l'autorité indigène » — quand le requérant est inscrit dans une circonscription organisée selon les règles du décret. Il y a là un des aspects les plus curieux du contact des races dans cette collaboration entre l'euro péen et l'indigène, pour organiser le pays neuf au point de vue politique (1).

SECTION XIII

CAS DANS LESQUELS LA DÉLIVRANCE DU PASSEPORT EST OBLIGATOIRE

Si le décret accorde un pouvoir d'appréciation à l'administrateur, il lui fait aussi une obligation dans les quatre cas ci-après, d'accorder le passeport (art. 7, alinéa 3) :

(1) V. en ce sens René Maunier. *Sociologie Coloniale*. Introduction à l'étude du contact des races. Domat-Montchrestien. Paris, 1932.

1^{er} Cas : « A la femme mariée, civilement, religieusement ou suivant la coutume, et aux enfants non mariés qui accompagnent un indigène déjà en possession d'un passeport de mutation, ou qui désirent rejoindre leur époux ou père ».

Toutefois, le décret a apporté une restriction à cette obligation, en disant que « s'il y a des raisons de craindre que l'époux ou le père ne puisse assurer aux siens des conditions de vie normale, la délivrance du passeport peut être subordonnée à l'avis favorable de l'administrateur territorial du lieu de destination ». Comme l'a fort bien estimé la Commission dans son exposé du projet de décret devant le Conseil Colonial, il faut éviter que l'appel adressé à sa femme ou à ses enfants par un indigène émigré ou désireux d'émigrer, ait pour effet de les entraîner dans une vie misérable, voire, immorale.

Il ressort donc de ces considérations que l'administrateur à qui le passeport est demandé, n'est pas obligé de prendre l'avis de son collègue du lieu de destination pour *accorder* le passeport ; mais par contre, pour le refuser, il doit le faire et ne pourra rejeter la demande qu'en cas d'avis défavorable. Si l'avis est favorable, il reste bien entendu, dans l'obligation de délivrer cette pièce.

2^e Cas : « Aux indigènes des colonies limitrophes qui demandent à quitter le territoire de la Colonie ».

3^e Cas : « Aux indigènes qui désireraient séjourner dans un établissement religieux ou d'enseignement pour y recevoir l'éducation ».

4^e Cas : « Aux indigènes désireux de s'engager au service de l'Etat ou d'un établissement de caractère européen ».

SECTION XIV

EXCEPTIONS - RELATIVES A TOUTES LES CATÉGORIES - A LA DÉLIVRANCE OBLIGATOIRE DU PASSEPORT

L'article 7 du décret a toutefois prévu deux cas où l'administrateur territorial bien que tenu — contrairement au principe de son pouvoir d'appréciation — de délivrer le passeport, peut cependant le refuser aux indigènes des quatre catégories sus-désignées :

1^{er} Cas : si, « le requérant est l'objet d'une action judiciaire devant les tribunaux européens ou indigènes » ;

2^e Cas : si, « de l'avis de l'autorité médicale, le déplacement du requérant est indésirable » : par exemple s'il est atteint d'une maladie contagieuse. Le fonctionnaire sollicité de délivrer un passeport à un indigène à qui il doit le remettre, mais qui est en traitement, devra donc avertir l'autorité médicale et prendre son avis. Selon Magotte, l'état de santé du requérant sera seul à considérer, indépendamment de l'état sanitaire de la région qu'il veut quitter. L'examen du rapport du Conseil Colonial fait ressortir que la Commission a estimé utile d'introduire dans le décret — et notamment à l'article 7 — certaines précisions à propos d'hygiène et de salubrité publiques pour répondre au désir des autorités médicales spécialisées dans les soins aux populations indigènes, qui regrettent parfois de n'être pas en mesure de réclamer et d'obtenir de leurs clients un concours efficace.

Ce refus ne peut être que momentané ; car, dès l'action judiciaire terminée ou la maladie contagieuse guérie, il n'existe plus de motif de refus et le passeport sera alors délivré de droit.

SECTION XV

EXCEPTIONS SPÉCIALES A LA QUATRIÈME ET DERNIÈRE CATÉGORIE

Indépendamment des exceptions prévues à la section 14 du présent chapitre et relatives à toutes les catégories d'indi-

gènes, il existe des causes de refus de délivrance du passeport qui ne s'appliquent qu'aux requérants de la dernière catégorie, c'est-à-dire aux indigènes désireux de s'engager au service de l'Etat, ou d'un établissement de caractère européen et pour lesquels nous avons cependant noté que la délivrance du passeport était obligatoire.

1° Première exception : obligations nées de la coutume.

Le passeport peut être refusé si le requérant est lié par des obligations coutumières. Toutefois, trois conditions sont nécessaires. Il faut, selon le littéra a) de l'article 7, que ces obligations soient :

- 1°) dûment prouvées ;
- 2°) antérieures à la demande de passeport ;
- 3°) inconciliables avec l'exécution du contrat de travail.

Toutefois, toutes les obligations coutumières ne peuvent être prises en considération, car le décret a ajouté que ne le seront que celles qui « respectent les lois édictées pour les indigènes, l'équité, la morale et les exigences de la civilisation ».

L'examen du rapport du Conseil Colonial permet d'ailleurs de bien préciser et de comprendre le sens et la portée du terme « obligations coutumières ».

« L'expression, dit le rapporteur, dans son incidence sur la délivrance du passeport, doit être interprétée dans un sens restrictif. En ne retenant de ces obligations que celles dont s'accommode notre œuvre civilisatrice, les unes, telle la charge d'entretien, prévue par la coutume, d'enfants ou de vieillards, tel encore le service assuré dans une communauté par un artisan (forgeron par exemple) indispensable, justifient le sursis de délivrance de passeport jusqu'au moment où le requérant aura assuré son remplacement. Mais d'autres obligations, telles les redevances coutumières au chef, quelles que légitimes qu'elles soient, sauf abus ou exagération, ne pourraient cependant motiver une interdiction de sortir du groupement. Il est impossible de prévoir tous les cas, chacun d'eux sera considéré comme un cas

d'espèce, l'administrateur territorial n'étant tenu que par l'esprit du texte, tel qu'il ressort du présent commentaire (rapport du Conseil Colonial). On ne pourra en tout cas considérer comme motif valable du maintien indéfini d'un indigène dans la circonscription aucune raison tenant à son statut personnel coutumier » (1). Par conséquent ajoute Magotte (2) : « des obligations résultant du statut personnel — c'est-à-dire l'ensemble des règles qui fixent l'état et la capacité des personnes — ne peuvent donc faire obstacle à la délivrance du passeport : tel serait le cas d'un indigène qui serait tenu de par sa naissance à des obligations qui l'attacheraient à demeure à un indigène ; tel encore le cas d'indigènes tenus, du fait de la caste à laquelle ils appartiennent, à des obligations perpétuelles : on a cité le cas de batteurs de tambours ou de passeurs d'eau dans certaines régions, qui pourrait-on dire, naissent et meurent batteurs de tambours et passeurs d'eau ».

Enfin, les modes de preuve qui peuvent et doivent être admis pour témoigner des obligations coutumières pouvant s'opposer à la remise du passeport, sont ceux prévus par la coutume.

2° Deuxième exception : obligations nées d'un engagement.

Le passeport peut encore être refusé aux indigènes de la dernière catégorie, s'ils sont « tenus par des engagements envers des tiers ». Par « tiers » il faut entendre toute personne à laquelle l'indigène a loué ses services, qu'il s'agisse ou non de maîtres appartenant aux catégories énumérées à l'article premier du décret du 16 mars 1922 sur le contrat de travail (3).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 961.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 433.

(3) L'article 1^{er} du décret du 16 mars 1922 sur le contrat de travail entre indigènes et maîtres civilisés est ainsi conçu : « les dispositions du présent décret sont applicables au contrat par lequel un indigène du Congo ou des Colonies voisines, immatriculé ou non, engage ses ser-

Cette interdiction de quitter la circonscription agit comme une véritable sanction destinée à assurer l'accomplissement des engagements souscrits par le requérant. Elle peut paraître surprenante à première lecture, car l'exécution — envers les employeurs des obligations résultant des contrats de travail régis par le décret du 16 mars 1922 précité — est assurée par les sanctions qui y sont prévues aux articles 46 et suivants. Mais il existe d'autres engagements qui ne relèvent pas de ces dispositions et ne sont pas sanctionnées : tel le cas des indigènes engagés par les circonscriptions pour exercer les fonctions de clerc et greffier. Ces engagements justifient donc l'interdiction. Toutefois, puisque les contrats de travail régis par le décret de 1922 bénéficient de ses dispositions, il semblerait qu'on eut pu réserver la sanction spéciale, que nous étudions présentement, aux seuls contrats avec les circonscriptions, qui ne sont pas garantis par le décret du 16 mars.

La Commission et le Conseil Colonial ont jugé autrement, estimant « qu'il n'y avait aucune raison, et qu'il n'eût pas été équitable de réserver aux seuls engagements conclus avec les circonscriptions le privilège d'être consacrés par l'interdiction de sortir du groupement » (1).

3° Troisième exception : la région de départ est fermée.

Le passeport peut enfin être refusé lorsque la région que le requérant veut quitter est « fermée pour une raison quelconque au recrutement ou à l'engagement de main-d'œuvre ».

La région peut en effet être fermée soit par ordre de l'autorité médicale (épidémie par exemple), soit parce que trop d'indigènes ont déjà émigré et que l'existence du groupement est compromise.

vices, soit à un maître qui n'est point lui-même un indigène du Congo, soit à un maître indigène du Congo, pourvu que ce maître soit soumis à un impôt personnel autre que l'impôt indigène ».

(1) Rapport Conseil Colonial, Bull. Off. 962 et suivants.

Il convient de noter que l'intervention médicale ici prévue est non plus individuelle, comme précédemment (V. Section 14, 2^e cas d'exceptions prévues par l'article 7 du décret) mais collective. Elle frappe tous les habitants d'une région et constitue une mesure d'hygiène et de salubrité publiques qui autorise et impose le refus du passeport, à tout individu même bien portant.

SECTION XVI

RÉSUMÉ DU SYSTÈME

Tout le système de délivrance ou de refus de passeport peut donc se résumer en un principe et deux séries d'exceptions.

Principe : L'administrateur territorial ou son délégué a plein pouvoir d'appréciation pour accorder ou refuser le passeport.

Première série d'exceptions : pour quatre catégories de requérants, il est obligé de l'accorder.

Deuxième série d'exceptions : dans certains cas, les uns relatifs à toutes les catégories, les autres relatifs seulement à la dernière, cette obligation disparaît. Le décret dispose alors que le passeport peut être refusé, ce qui signifie que l'administrateur territorial pourrait l'accorder. Selon Magotte, ce fonctionnaire retrouve donc ici son pouvoir d'appréciation. Toutefois, ces cas sont d'une nature telle qu'en principe, leur réalisation doit entraîner le refus de passeport. Le pouvoir d'appréciation n'est donc plus aussi large et conclut l'auteur précédent « c'est à l'occasion de la détermination de la nature des obligations coutumières que le fonctionnaire compétent devra surtout en user d'une manière judicieuse » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 434.

SECTION XVII

RECOURS

CONTRE LE REFUS DE DÉLIVRANCE D'UN PASSEPORT

Selon l'avant-dernier aliéna de l'article 7, la décision de l'administrateur territorial comportant refus de délivrer le passeport est susceptible de recours. Celui-ci est laissé à l'initiative des intéressés qui doivent le porter devant le commissaire de district, statuant par décision motivée. Cet appel devant le supérieur hiérarchique de l'administrateur territorial peut sembler bizarre, appliqué à des indigènes peu habitués à nos habitudes de procédure européennes. Magotte, lui-même admet que l'« on eut pu concevoir qu'en cas de refus, la décision serait réexaminée d'office par le commissaire de district, afin de prémunir l'indigène contre les conséquences d'une répugnance compréhensible à en appeler d'une décision de son administrateur ». Toutefois, l'examen du compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial, nous permet de comprendre la règle adoptée. « La nouvelle rédaction du pénultième alinéa de l'article 7 s'explique — dit le rapporteur — par des motifs de simplification d'écritures. Si, à l'occasion de chaque refus de passeport, l'administrateur territorial était obligé de faire rapport au Commissaire de district, il serait trop souvent tenté d'user d'une tolérance excessive pour s'épargner une corvée fastidieuse. La procédure adoptée lui impose de donner une suite administrative à son refus, seulement en cas de recours de l'intéressé » (1).

SECTION XVIII

AVERTISSEMENT DE L'AUTORITÉ INDIGÈNE

Enfin, l'article 7 dispose en son dernier alinéa que « l'autorité indigène est toujours avertie de la délivrance du passeport ».

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 962 et suivantes.

Nous retrouvons là une disposition semblable à celle que nous avons déjà notée pour la demande de passeport. Bien entendu, cette disposition ne pourra jouer que si l'indigène appartient à une circonscription organisée sur la base du décret.

CHAPITRE TROISIÈME

Sanctions **en matière de recensement et mutations**

SECTION I

CONTROLE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS

Ce contrôle est nettement défini et prévu par l'article 12 du décret qui spécifie que « tout indigène peut être sommé par les fonctionnaires et agents de l'autorité territoriale et indigène de justifier qu'il a satisfait à ses obligations en matière de recensement et de mutation ».

Cet article donne donc aux représentants de l'autorité, la possibilité de s'assurer, constamment, que les obligations imposées aux indigènes en matière d'inscription et de passeport de mutation ont été accomplies et — en cas de défaut — de sanctionner immédiatement le mauvais vouloir, l'oubli ou l'indifférence. Il convient, en effet de persuader les indigènes de la nécessité de se faire recenser ou d'obtenir une autorisation pour émigrer. La pratique continuelle de cette faculté de sommation impérative donnée par l'article 12, les habituera en outre à être toujours porteurs de leurs pièces d'identité.

Par « autorité indigène » il faut entendre celle définie à l'article premier du décret, ce qui exclut donc l'autorité purement coutumière de l'exercice du contrôle.

De même, la compétence territoriale des autorités qualifiées est limitée : fonctionnaires européens et indigènes ne peuvent exercer leur droit de contrôle que dans les limites des territoires ou des circonscriptions qui relèvent de leur autorité ; hors de celles-ci, ils seraient incompétents « *ratione loci* ».

SECTION II

PREUVE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES OBLIGATIONS

L'indigène, sommé de justifier qu'il a satisfait aux obligations dont il s'agit, en fera la preuve en produisant le certificat d'identité en matière d'inscription et le passeport en matière de mutation. D'ailleurs, nous savons maintenant que ce dernier est toujours mentionné sur le certificat d'identité.

N'oublions pas de mentionner maintenant, à cette place, le cas spécial des femmes quant à l'administration de la preuve. La disposition de l'ordonnance du 31 mars 1936 (V. *Supra*, page 39) plaçant toute femme adulte sous puissance maritale, paternelle ou matriarcale, met donc la quasi-totalité des femmes tenues de l'obligation d'inscription, dans l'impossibilité de rapporter personnellement la preuve qu'elle y a satisfait. Il faudra l'intervention du mari ou du chef de famille, porteur de son livret d'identité, pour que puisse être constaté l'accomplissement des formalités légales.

Il peut arriver néanmoins que l'indigène ainsi mis en demeure et bien qu'en règle, ne puisse, pour une raison quelconque le prouver normalement, en produisant l'attestation dont il doit être porteur. Dans ce cas, les dispositions de l'article 13 lui permettent de faire la preuve de n'importe quelle façon. S'il apporte la justification requise, l'indigène n'encourra aucune des peines qui frappent, non pas ceux qui ne possèdent pas les attestations réglementaires, mais ceux qui n'ont pas rempli les obligations légales.

L'administrateur territorial, auquel il est tenu de faire sa déclaration, ou son délégué, lui remettra alors l'attestation qui lui fait défaut (art. 13). Si c'est un passeport de mutation, cette pièce sera délivrée par l'administrateur ou son délégué européen. Si c'est un certificat d'inscription, ce document le sera par l'administrateur ou son délégué européen ou indigène, ou par l'agent que le Commissaire de district aurait éventuellement désigné pour recevoir les inscriptions.

Il est naturellement interdit de retenir l'un quelconque des documents à remettre aux indigènes. Cette interdiction est spécifiée en termes très nets par une ordonnance du gouverneur général, en date du 2 avril 1935, qui dispose que « tout certificat, document, reçu ou jeton officiel prouvant que l'indigène a satisfait à une obligation légale ou réglementaire vis-à-vis de la Colonie ou des autorités indigènes, et dont l'absence peut l'exposer personnellement ou exposer l'autorité ayant l'obligation de la délivrer à des poursuites, ainsi que toute attestation ou autorisation remise par l'autorité et constatant dans le chef de l'indigène l'exercice d'un droit, doit rester en sa possession ».

Cette prescription est donc applicable aux deux sortes de document que nous étudions : le certificat d'inscription et l'autorisation de mutation.

Au surplus, l'ordonnance précitée prévoit que « quiconque retiendrait l'une de ces pièces contre le gré de celui qu'elle concerne, ou sans motif légal ou plausible, est passible d'une peine de deux mois au maximum de servitude pénale et d'une amende de 2.000 francs au maximum ou d'une de ces peines seulement ». C'est là, la juste sanction pénale d'une faute qui ferait courir à l'indigène, injustement dépourvu, les ennuis les plus graves.

SECTION III

SANCTION ET PRÉSUMPTIONS LÉGALES POUR SON APPLICATION

Selon l'article 14, « l'indigène qui, sur sommation de l'autorité compétente, ne prouve pas — d'aucune manière — avoir satisfait à ses obligations en matière de recensement ou de passeport de mutation, est passible d'une peine de servitude pénale de sept jours au maximum et d'une peine d'amende qui ne dépassera pas 100 francs, ou d'une de ces peines seulement ».

L'infraction prévue par cet article est donc constituée, non par le fait d'avoir omis de satisfaire aux obligations de

l'inscription ou d'avoir émigré sans autorisation, mais par le fait *de ne pas savoir justifier* d'être en règle à ces points de vue. La preuve doit être fournie par l'indigène chaque fois qu'il en est requis. Il ne peut même pas opposer la poursuite antérieure ; ainsi l'indigène est constamment sollicité de satisfaire à ses obligations sur le recensement et les passeports par la crainte d'être condamné, chaque fois qu'il sera en défaut d'apporter la justification requise.

Les considérations de Magotte sur ce point, confirment d'ailleurs ce que nous venons d'exposer. « Le texte de l'article 14, dit l'éminent juriste, établit une présomption contre l'indigène et un renversement de la preuve ; en effet, en matière répressive, c'est à la partie poursuivante, au ministère public, qu'il appartient d'établir l'existence de l'infraction, le prévenu étant présumé innocent. Ici, au contraire, c'est l'indigène qui doit faire la preuve qu'il a satisfait aux prescriptions du décret ; et il est nécessaire qu'il en soit ainsi car, en raison de l'impossibilité dans laquelle l'autorité se fut trouvée dans la plupart des cas, si la preuve lui incombait, d'établir l'existence de l'infraction, les dispositions du décret fussent, à défaut de pouvoir être effectivement sanctionnées, demeurées lettre morte. Il se pourrait donc que l'indigène, bien que s'étant soumis à ses obligations, tombe néanmoins sous le coup de la disposition de l'article 14, car il est tenu de posséder et d'administrer la preuve. C'est d'ailleurs pourquoi le décret exige des agents de l'autorité qu'ils délivrent immédiatement le certificat d'identité au moment où ils procèdent à l'inscription, et qu'ils y inscrivent sur-le-champ, lors de la délivrance d'un passeport de mutation, les mentions requises, faute de quoi, ils sont passibles des sanctions édictées par l'article 17 » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 436

SECTION IV

OBLIGATIONS

DONT LE NON-ACCOMPLISSEMENT EST SANCTIONNÉ

D'après Magotte, les diverses obligations dont la méconnaissance emporte l'application des sanctions prévues à l'article 14 précité sont les suivantes :

« 1° Tout indigène adulte, homme ou femme, non encore recensé pour une cause quelconque, doit se présenter spontanément et immédiatement à l'inscription ;

2° Tout indigène, garçon ou fille, qui devient adulte, doit se présenter spontanément à l'inscription ;

3° Tout indigène adulte, homme ou femme, originaire des colonies limitrophes, qui pénètre sur le territoire de la Colonie — de même que l'indigène originaire du Congo et qui, après un long séjour à l'étranger, rentrerait dans la Colonie — doit s'y faire inscrire dans les trente jours. Passé ce délai, il est en défaut et passible de sanctions, la preuve incombant ici au ministère public ainsi que nous l'avons vu ;

4° Tout indigène adulte, homme ou femme, dont la circonscription n'était pas organisée suivant les dispositions du décret et vient à être délimitée, doit se faire réinscrire, il a pour le faire, un délai de trois mois ;

5° L'indigène qui veut séjourner durant une période continue de plus de trente jours dans une région où il ne le peut sans être muni d'un passeport, est en défaut à l'expiration de ce délai s'il n'a pas obtenu ce document. S'il est trouvé dans cette région sans en être muni, il est présumé en défaut ;

6° L'indigène qui, ayant obtenu un passeport pour une durée déterminée, veut continuer à séjourner dans l'endroit pour lequel il l'avait obtenu après l'expiration du délai de validité du document, doit obtenir une nouvelle autorisation, à défaut de laquelle il est passible de peines ;

7° Celui qui, sous le couvert d'un passeport, va séjourner dans un autre territoire, doit s'y faire inscrire dans le

délai de trois mois de son arrivée. Passé ce délai, il est en défaut s'il ne s'est pas présenté à la formalité. Le délai est présumé écoulé cent jours après la date de la délivrance du passeport. Si, à ce moment, l'arrivée au lieu de destination remonte à moins de trois mois, l'indigène n'est en réalité pas en défaut, mais il lui incombe de le prouver, l'article 14 mettant à sa charge, ainsi qu'on l'a vu, le fardeau de la preuve ; à défaut de preuve, il est présumé en défaut, mais seulement cent jours après la date de la délivrance du passeport » (1).

Cette longue énumération d'obligations à satisfaire par l'indigène, sous peine de sanctions, n'est donc que la conséquence de toute la réglementation prévue par le décret en matière de recensement et de mutations dans les circonscriptions indigènes.

SECTION V

TEMPÉRAMENT A L'APPLICATION DES SANCTIONS

L'article 14 apporte deux atténuations à l'application des sanctions qu'il prévoit, lorsque l'indigène se trouve dans les situations ci-après.

A. Méconnaissance des délais prévus pour l'exécution des obligations.

Nous avons noté que le décret ne se bornait pas à imposer l'accomplissement de certaines formalités, mais qu'il exigeait, au surplus, leur exécution dans certains délais. L'indigène peut donc commettre une infraction non seulement en omettant d'accomplir les formalités prescrites, mais encore, et bien qu'elles eussent été remplies, en méconnaissant les délais imposés. Ainsi, l'indigène qui arrive de l'étranger dispose d'un délai de trente jours, à compter de son arrivée sur le territoire de la Colonie, pour

(1) Magotte, *Novelles*, p. 436.

se faire inscrire dans le territoire ou la circonscription qu'il a choisi pour y fixer sa résidence. De même, les indigènes du Congo bénéficient d'un délai de trois mois, à dater de la délimitation de leur circonscription pour s'y faire réinscrire, et un délai de trois mois à partir de leur arrivée dans le territoire pour lequel ils ont obtenu un passeport pour s'y faire inscrire.

La non-observation des délais, constituant une infraction, il en serait résulté que, fussent-ils même inscrits, les indigènes eussent pu être poursuivis et condamnés, si l'administration avait constaté, par la suite, qu'ils l'avaient été après les délais. C'est pourquoi l'article 14 a atténué les rigueurs de la règle précédente, en disposant que : « l'indigène qui, en règle au moment de la sommation, n'est coupable que d'avoir méconnu les délais prévus pour l'exécution des obligations visées à l'alinéa premier du même article, n'est passible d'aucune peine ». A première vue, dit Magotte, « il paraît difficile que cette éventualité se réalise, puisque, lors de l'inscription, on pourra, le point de départ du délai étant connu, constater qu'il est expiré. En dehors de l'hypothèse d'un défaut de vérification de la part de l'autorité au moment de l'accomplissement de la formalité, le cas peut néanmoins se présenter : un indigène venant des colonies limitrophes se présente à l'inscription ; l'autorité qui l'inscrit peut être fondée à croire qu'à ce moment, le délai dont dispose l'intéressé n'est pas expiré et qu'il n'est arrivé dans la Colonie que depuis moins de trente jours ; l'indigène peut l'avoir certifié ; le fonctionnaire l'inscrit ; puis, par la suite, constate qu'il était arrivé dans la Colonie depuis plus de trente jours : l'indigène est en règle, mais a méconnu les délais, il n'est passible d'aucune peine » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 437.

B. *Présentation volontaire pour* satisfaire aux obligations.*

L'article 14 apporte encore un deuxième et dernier tempérament à sa règle première en prévoyant que « l'indigène qui, au moment même de la sommation, se présentait volontairement pour satisfaire à ses obligations, n'est passible d'aucune peine ».

Magotte explique et justifie ainsi cette deuxième atténuation à l'application des sanctions. « Il pourrait se faire — dit-il — que l'autorité territoriale ayant annoncé qu'à une date fixée, un agent recevra les inscriptions dans telle circonscription, des indigènes, afin d'éviter un long déplacement au chef-lieu, attendent pour remplir leurs obligations, que l'autorité devant laquelle ils peuvent se présenter, arrive dans la localité désignée ; bien qu'à ce moment, le délai de rigueur doive être expiré : ils seront en défaut au point de vue des délais, mais n'encourront aucune peine. Ce tempérament se justifie par le souci du législateur de ne pas détourner des indigènes de se soumettre aux dispositions du décret, ce qui n'eût pas manqué d'arriver si le fait de se présenter à l'autorité pour accomplir des formalités obligatoires, amenant la constatation d'une infraction, avait eu comme conséquence, l'application d'une pénalité » (1).

Nous pouvons donc conclure que les deux exceptions étudiées répondent aux considérations suivantes : en punissant le fait de ne pas pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations prévues par le décret pour les chefferies et pour le recensement général, le pouvoir dominant et légiférant atteindrait celui qui les aurait accomplies ou serait en train de les accomplir, même en dehors du délai. Cette conséquence serait impolitique. L'autorité n'a pas de raison de punir une infraction qui, en réalité, a été réparée ; d'autre part, si l'indigène est menacé d'une peine pour ne pas savoir justifier qu'il a accompli son obligation dans les

(1) Magotte, *Novelles*, p. 437.

délais prévus, même s'il se présente volontairement pour l'accomplir, il aura une raison de s'abstenir. Or, l'Administration, nous l'avons noté, doit tendre à favoriser les recensements, pour réaliser la meilleure organisation politique et administrative de ses circonscriptions indigènes.

SECTION VI

RÉPRESSION DES FRAUDES

Elle est prévue par l'article 15. Les peines applicables sont celles édictées par l'article 14.

A. Production d'un document délivré à un autre indigène.

Si un indigène fait sciemment usage devant l'autorité compétente d'une attestation ou d'un passeport de mutation délivré à un autre indigène, il est en défaut et punissable. Mais une simple erreur de sa part ne le rend pas coupable : il faut qu'il sache — c'est ce qu'exprime d'ailleurs le mot « sciemment » — que le document ne se rapporte pas à lui, et qu'il l'ait produit pour tromper l'administration.

B. Remise d'un document personnel à un autre indigène.

Est également puni des mêmes peines, l'indigène auquel le document se rapporte, et qui l'a remis à un autre dans le but de tromper l'administration. Comme dans le cas précédent, l'idée de fraude doit exister chez l'indigène qui se dessaisit de son document au profit d'un camarade en défaut. Toutefois, ce dessaisissement intentionnel ne suffit pas : il est nécessaire que l'indigène à qui le document a été remis, en ait effectivement fait usage.

L'article 15 exige donc, pour l'application des peines prévues, un dol spécial. Il permet ainsi aux autorités de veiller à ce que les indigènes ne fassent pas sciemment

usage de documents qui ne se rapportent pas à eux ou prêtent à d'autres leurs propres pièces dans le but de tromper l'administration.

SECTION VII

SANCTIONS CONTRE LES COMPLICES D'INFRACTIONS

C'est là une innovation apportée, dans la législation, par le décret et son article 16. En effet, selon les textes précédents seul l'indigène en défaut était coupable et passible de sanctions. En conséquence, lors du recrutement ou de l'engagement de la main-d'œuvre, les recruteurs ou employeurs ne s'inquiétaient nullement si les recrutés ou les engagés étaient en règle en matière d'inscription et de mutation. Au surplus, des indigènes abandonnant leur circonscription allaient résider dans certains établissements, entreprises ou plantations et y demeuraient sans souci des dispositions légales, défendus ou tolérés par le maître. Le décret marque donc une réaction très nette contre ces pratiques illégales et génératrices d'anarchie. Le rapporteur du projet devant le Conseil Colonial a justifié la mesure nouvelle en disant que « ce serait un manque d'équité flagrant de poursuivre un indigène qui aurait contrevenu à des dispositions d'ailleurs judicieuses, sans inquiéter le particulier dont l'intervention a permis, sinon provoqué l'infraction » (1).

L'article 16, en sa rédaction définitive, prévoit comme sanction : une amende de 100 à 2.000 francs contre laquelle :

- 1° décide un indigène à quitter sa circonscription ;
- 2° tolère qu'il séjourne dans ses établissements et dépendances pendant plus de trente jours, en contravention avec les dispositions régissant le passeport de mutation.

A ce sujet, Magotte fait observer que « bien que les termes pendant plus de trente jours, etc... » figurent sous

(1) Rapport Conseil Colonial, Bull. Off. 958 et suivantes.

le 2^e article, il est évident qu'ils régissent également 1^o, puisque seule une absence supérieure à trente jours crée une obligation d'obtenir une autorisation ».

L'article 16 n'exige pas que l'employeur ait eu l'intention de provoquer une infraction. Il suffit qu'il ait provoqué le fait qui, dans certaines conditions, devient constitutif d'infraction, si les formalités légales ne sont pas remplies. Son intérêt est donc de veiller à ce que ses indigènes se plient aux règles du décret, mais seulement, pour le passeport de mutation, aux termes mêmes de l'article 16.

SECTION VIII

SANCTION APPLICABLE AUX AUTORITÉS CHARGÉES DE PROCÉDER AUX INSCRIPTIONS

Enfin, l'article 17 du décret dispose que « l'autorité chargée de procéder aux inscriptions qui omet de délivrer immédiatement le certificat d'identité dont il est question à l'article 3 ou d'y porter les mentions prévues aux articles 4 et 9 (c'est-à-dire mention de la réinscription en cas de délimitation d'une circonscription et mention de la délivrance d'un passeport de mutation) est passible d'une amende de 100 à 2.000 francs ».

Une ordonnance du gouverneur général, en date du 2 avril 1935 a renforcé ces dispositions en déterminant que quiconque retiendrait cette pièce contre le gré de celui qu'elle concerne, ou sans motif légal ou plausible, est passible d'une peine de deux mois au maximum de servitude pénale et d'une amende de 2.000 francs au maximum ou d'une de ces peines seulement.

Ces pénalités s'appliquent aussi bien aux autorités indigènes qu'aux agents européens. Cette réalité ressort de l'examen du projet de décret. Il fut en effet exposé devant le Conseil Colonial qu'en exécution de l'article 10 — déjà adopté — les autorités indigènes pouvaient être chargées des opérations de recensement et de l'établissement des écritures qui s'en suivent et qu'en conséquence, confor-

mément à un vœu maintes fois exprimé par les autorités territoriales, il convenait de les rendre responsables, s'il y avait lieu, de leur négligence ou de leur mauvais vouloir.

Il y a encore là un nouveau et curieux exemple de la coopération de l'européen et de l'indigène, unis par les mêmes devoirs et sanctionnés par les mêmes peines.

DEUXIÈME PARTIE

LES CHEFFERIES : CIRCONSCRIPTIONS
INDIGÈNES
TRADITIONNELLES ET COUTUMIÈRES

TITRE I^{er}

Dispositions particulières aux chefferies

CHAPITRE PREMIER

Définition

SECTION I

LA CHEFFERIE, CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE

« Les chefferies sont les groupements traditionnels organisés sur la base de la coutume en circonscriptions administratives ». Telle est la définition de la chefferie circonscription administrative donnée par l'article 19.

C'est là une des dispositions les plus caractéristiques de la politique suivie par le décret en matière d'organisation des circonscriptions indigènes et que nous avons déjà notée au titre 2 de la première partie de cette étude.

Magotte, dans ses Nouvelles, définit et justifie ainsi la chefferie. Elle est, dit-il, « un groupement traditionnel, organisé non selon des règles formulées par le législateur, mais suivant la coutume et élevé, en appliquant les règles formulées par le décret, au rang de circonscription administrative. A la base de celle-ci, il y a donc cette entité qu'est la chefferie traditionnelle. La manière dont cette dernière est constituée et organisée, sa structure, sa vie intime, les raisons de la cohésion de ses éléments, demeurent étrangères aux dispositions du décret. Celui-ci trouve en elle un substratum qu'il ne crée pas, mais qu'il revêt de la qualité de circonscription administrative et, sous cet

aspect, il lui dicte des règles destinées à fixer ses rapports extérieurs, mais qui ne touchent en rien à sa vie intérieure coutumière. C'est au point que le décret ne se contente pas de connaître la chefferie à partir seulement du moment où il l'a reconnue, et ainsi promue au rang de circonscription prenant place dans l'ensemble de l'organisation administrative ; la chefferie étant un organisme de fait, existant indépendamment de toute reconnaissance par l'administration, il lui impose — même avant pareille reconnaissance — certaines obligations assurées par l'intermédiaire des chefs traditionnels » (1).

De même, le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge, dans le chapitre consacré au recensement et à l'organisation des communautés indigènes, présente ainsi les chefferies indigènes. « La politique du Gouvernement, affirme-t-il, ne consiste pas seulement à sauvegarder l'existence des groupements traditionnels, comme étant, actuellement du moins, le cadre indispensable à la conservation des populations indigènes, et aussi le seul moyen d'éviter qu'elles ne tombent dans l'anarchie politique et morale ; elle tend également à faire de ces groupements, là où leurs organes d'administration interne sont aptes à remplir ce rôle, un des rouages du mécanisme administratif, faisant ainsi de ces groupements autant de centres où, par l'action combinée de la loi, des fonctionnaires territoriaux et de l'autorité coutumière, pourront s'introduire des conceptions et se réaliser des mesures destinées, les unes et les autres, à tirer les indigènes de leur stagnation matérielle et morale ou, tout au moins, à accélérer leur évolution vers de meilleures conditions d'existence.

Les pouvoirs accordés, dans ce double but, à l'autorité traditionnelle sont subordonnés cependant à la consécration préalable par l'autorité administrative, de l'existence et de l'organisation de ces groupements, à la détermination de leurs limites territoriales, au recensement des indigènes qui

(1) Magotte, *Novelles*, p. 438.

en font partie et à la reconnaissance, comme chefs de ces groupements, des indigènes auxquels la coutume elle-même attribue cette autorité. Les groupements dont l'existence, l'organisation et le fonctionnement sont ainsi consacrés sont dénommés « chefferies » par le décret du 2 mai 1910, qui en règle l'existence, l'organisation et le fonctionnement » (1).

Un simple rapprochement de ces deux citations nous permet de constater que la règle, consacrée par le décret, du respect de la coutume tant dans la délimitation des circonscriptions que dans le choix des chefs, n'est pas nouvelle, puisqu'elle dominait déjà le décret de 1910. Mais elle est rappelée, avec une force accrue dans le décret de 1933 et inspire à Magotte cette réflexion très judicieuse qu'il pose sous la forme de la question suivante : « Faut-il conclure, qu'il faille, pour la respecter, bouleverser sans valable raison pratique, au grand dam de la paix et de la tranquillité dans certaines régions, des situations acquises dont les indigènes s'accommodent entièrement et parfaitement acceptées par tous, et cela, en vue de remonter à une coutume observée en des temps relativement reculés, à laquelle on contrevient à certain moment, mais qui, étant donné l'ancienneté de la dérogation, a fait place à ce qu'on peut véritablement considérer comme une coutume nouvelle ? » (2).

A cette question l'éminent auteur répond qu'« il serait sans doute dangereux et impolitique de modifier, en contestant leur légitimité, des situations vieilles de quarante ans ou davantage, et que tout le monde accepte aujourd'hui volontiers, pour la satisfaction théorique, de revenir à la vraie coutume remontant à une époque antérieure, alors que le retour à ces règles périmées remettrait bien des choses en question et jetterait le trouble dans des régions parfaitement calmes. Ce serait faire du décret une application à laquelle personne n'a jamais voulu songer. Que l'on réexamine certaines situations, telle celle de Chefs autrefois

(1) Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge, déjà cité, p. 169.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 438.

imposés par l'administration, qui ne furent jamais et ne sont pas encore acceptées par leurs sujets, et sont actuellement encore supportés avec peine par la population ou réduits à un rôle de comparse derrière lequel se dissimule le véritable chef, rien de mieux. Mais si une circonscription connaît la paix sous un chef placé à sa tête en vertu d'actes accomplis il y a quelques lustres, même en méconnaissance de la coutume, il serait ou pourrait être néfaste d'y revenir. La réforme ferait revivre des prétentions abandonnées et rallumerait des querelles de partisans » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 438 et 439.

CHAPITRE DEUXIÈME

Constitution

SECTION II

LIMITES DE LA CHEFFERIE

Selon l'article 19, deuxième alinéa, « le commissaire de district fixe, conformément à la coutume, les limites des chefferies et éventuellement de leurs subdivisions ».

La rédaction de cet alinéa appelle d'ailleurs quelques commentaires. En effet, le texte définitif que nous venons de reproduire n'a pas été adopté sans discussion ni débats. L'examen du rapport du Conseil Colonial en fait foi. Le rédacteur du projet de décret, M. Bertrand, avait d'abord précisé en des termes très nets : « 1° que la chefferie est un organisme de fait, existant indépendamment de toute reconnaissance par l'Administration, tellement bien établi, qu'à défaut de cette reconnaissance, le décret dans son pénultième article, lui impose des obligations assurées par l'intermédiaire des chefs traditionnels ; 2° que dans ces conditions, il ne pouvait être question de « fixer » ses limites, opération qui peut comporter un certain arbitraire ; mais bien d'entériner celles qui sont reconnues par tous ; 3° qu'en cas de revendications simultanées de voisins sur tel territoire, le conflit se produirait entre des coutumes, des traditions susceptibles d'être départagées, les intéressés intervenant dans le débat » (1).

Par conséquent, dans l'esprit du rapporteur, le mot « reconnaître » synonyme d'entériner, devait l'emporter sur le terme « fixer » qui marque plus d'indépendance et

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 961 et suivantes.

d'autorité... Mais finalement, le terme « fixer » fut préféré à « reconnaître », car le législateur a voulu marquer qu'il n'entendait pas rendre l'administration, représentante du pouvoir dominant, trop étroitement prisonnière des dispositions coutumières et ménager au commissaire de district une certaine initiative en lui permettant de fixer les limites par voie d'autorité. Toutefois — dernière concession faite à la première thèse — tenu, en ordre principal, de le faire conformément à la coutume, c'est-à-dire en tenant compte des limites coutumièrement admises, le commissaire de district ne peut s'en écarter que dans les cas et dans la mesure où l'intérêt de l'administration des populations l'exigerait.

SECTION III

EFFETS DE LA DÉLIMITATION DE LA CHEFFERIE

La décision du commissaire de district fixant les limites d'une chefferie, groupement traditionnel, donne à celle-ci, par le fait même qu'elle est l'objet d'une telle décision, le caractère d'une chefferie *reconnue*. La chefferie est ainsi revêtue d'un attribut nouveau : la qualité de circonscription administrative.

SECTION IV

DÉLIMITATION DES SUBDIVISIONS DE LA CHEFFERIE

Comme nous l'avions mentionné au début de la section 2 de la présente partie, c'est également le commissaire de district qui fixe éventuellement et conformément à la coutume les subdivisions des chefferies. Ce que nous avons dit au sujet de celles-ci est ici d'application, car le législateur a voulu à nouveau protéger et voir respecter les droits et l'organisation traditionnels de la chefferie, jusque dans ses subdivisions. « Mais ici, et c'est ce que marque le mot

« éventuellement », une certaine latitude doit être laissée à l'Administration, pour le cas où la division serait poussée à un point extrême » (1).

Magotte explique d'ailleurs la conclusion du rapporteur et la décision définitive du Conseil Colonial en affirmant qu'« il ne faut pas que le respect de la coutume soit poussé jusqu'à un fétichisme qui entrave l'œuvre d'organisation que doit poursuivre l'administration. On respecte le plus que l'on peut l'organisation coutumière, mais jusqu'au point seulement au delà duquel elle constituerait une entrave au progrès que, dans l'intérêt même des indigènes, on poursuit par l'application des règles administratives qui font l'objet du décret. Le commissaire de district n'est donc pas obligé de tenir compte des subdivisions de la chefferie et d'en fixer les limites. Il est désirable qu'il le fasse dans tous les cas où il est possible sans nuire à l'œuvre d'organisation, parce que, sur le plan coutumier, le respect de l'organisation indigène est à la base de la politique que consacre le décret » (2).

SECTION V

EFFETS DE LA DÉLIMITATION DES SUBDIVISIONS

Cette délimitation des subdivisions de la chefferie n'a pas pour conséquence de leur réserver un rôle dans l'application des dispositions réglementaires et d'en faire des circonscriptions administratives, comme l'étaient auparavant les sous-chefferies. Cette disposition, selon Magotte, « n'est qu'une précaution, une garantie contre des décisions qui pourraient être prises en méconnaissance de l'organisation coutumière, dont le décret veut assurer le respect en exigeant ces précisions dans la décision de reconnaissance » (3) établie par le commissaire de district.

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 962 et suivantes.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 439.

(3) Magotte, *Novelles*, p. 439.

SECTION VI.

PROCÉDURE POUR CONSTITUER LES CHEFFERIES

Une ordonnance du Gouverneur Général du 14 mars 1935, N° 29/AIMO, dispose que le commissaire de district, chargé par le décret de fixer les limites des chefferies et éventuellement de leurs subdivisions, ne le peut faire qu'après avoir procédé à une enquête, ayant pour objet d'établir qu'elle en est la constitution traditionnelle.

Ce sont les administrateurs territoriaux qui sont chargés de procéder à cette enquête, mais ils peuvent déléguer leurs subordonnés à cette fin. Le fonctionnaire qui a accompli ce travail, en consigne les résultats dans un rapport circonstancié.

A la décision du commissaire de district, doivent être annexés un croquis, à l'échelle du 1/200.000^e, de la chefferie, ainsi qu'un tableau statistique indiquant, avec le numéro et la date de la décision, les noms de la chefferie et du chef et les indications relatives aux subdivisions, aux villages, au nom des chefs de ceux-ci, au clan auquel appartient la population, ainsi que le chiffre des hommes, femmes, garçons et filles (V. annexe. Modèle d'un rapport d'enquête).

Copies de la décision du commissaire de district, du croquis et du tableau, certifiées conformes par le Commissaire de district, sont obligatoirement remises à l'autorité indigène de la circonscription, c'est-à-dire au chef investi.

Les décisions doivent être publiées, par voie d'affichage à la porte du bureau du Commissaire de district et suivant les règles fixées par le décret du 16 janvier 1886 (1) pour la publication des actes officiels. Au surplus, elles le sont également par voie de proclamation, au sein des groupements indigènes intéressés.

(1) Décret du Roi-Souverain du 16 janvier 1886. Bull. Off. 1886, p. 22; nouvelle édition, p. 38, concernant les dispositions organiques en matière de publication des actes officiels.

Le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du Service territorial au Congo Belge précise d'ailleurs longuement — en des pages que nous reproduisons — quelles doivent être la tâche et l'attitude des représentants du pouvoir dominant dans cette délicate et importante question.

Il note d'abord que « le travail préliminaire à toute constitution de chefferie est l'étude attentive et approfondie des groupements naturels », car « un examen superficiel risque de détacher d'une communauté indigène indivisible de par la coutume, des éléments qui en font partie ou d'accoler en une chefferie unique des groupes étrangers les uns aux autres. Dans l'un et l'autre cas, ne s'identifiant pas avec la structure de la société indigène et méconnaissant les coutumes, l'organisation ainsi établie ne peut être qu'une cause de troubles incessants. Elle a en elle des ferments actifs de dissociation ».

Il ajoute ensuite que « pour avoir quelque valeur, l'étude des groupements et la détermination des chefs doit se faire au sein de la population intéressée, en présence des anciens et des notables du groupe et être contrôlée par les dires des indigènes voisins. La tâche est délicate, d'autant plus que l'enquête sur ce point est souvent, pour les ambitieux ou pour les mécontents, une occasion de chercher à obtenir leur élévation à la dignité de chef ou un regroupement détaché de l'organisation coutumière ».

« La Société indigène, explique-t-il, en un saisissant tableau, n'a pas la même organisation dans toutes les régions de la Colonie ».

« Dans certaines d'entre elles, on trouve des groupements importants constitués exclusivement par des hommes d'une même race, divisés en clans rattachés les uns aux autres par un ancêtre commun. Les membres du clan obéissent à un des leurs, désigné au commandement par sa naissance. Généralement, ces différents clans se trouvent soumis à l'autorité d'un chef suprême, descendant en ligne directe de la famille dont est issue la tribu. C'est cette

organisation qui entre le plus aisément dans le cadre du décret sur les chefferies.

« Autre part se rencontrent des groupements formés par deux ou plusieurs populations que des événements antérieurs ont mêlées. Ou bien il y a eu fusion, ou bien les races se sont superposées : il y a les dominateurs et les assujettis :

« Dans le premier cas, la société indigène, sans avoir la cohésion d'un groupement ethnique homogène, peut cependant avoir une organisation assez solide pour recevoir la consécration de l'autorité ; aucun intérêt légitime ne s'oppose d'ailleurs à ce que nos fonctionnaires s'efforcent de renforcer cette organisation.

« Dans le deuxième cas, si chez la race dominée, le souvenir de l'indépendance ancienne, ou le désir d'y retourner, a disparu, le problème est analogue à celui que soulève le cas où il y a fusion, et la solution sera en général la même. Il faudra cependant tendre, mais en agissant avec prudence, à faire disparaître l'asservissement civil éventuel des assujettis.

« Plus délicate est la question lorsque la race dominée aspire réellement à recouvrer son indépendance politique. Ne convient-il pas, dans l'intérêt de l'ordre public et des indigènes eux-mêmes, de dissocier les deux races et de replacer les assujettis sous l'autorité exclusive de chefs de leur rang ? L'enquête préalable à la reconnaissance se préoccupera de tous ces points. Elle notera l'esprit des populations, leur interdépendance et leurs rapports réciproques. Elle recherchera éventuellement s'il existe encore parmi les hommes de la race subordonnée, des éléments que la tradition appelle à la dignité de chef et qui réunissent les autres conditions pour en exercer convenablement les fonctions.

« Enfin, il existe des unités constituées simplement par quelques indigènes réunis en de petits villages, obéissant à l'autorité du plus ancien, comme à un chef de famille.

« Il faudra rechercher s'il n'y a pas entre les villages d'indigènes *de même race*, des liens de rattachement poli-

tique, aussi ténus soient-ils. Par exemple, tel village ne subit-il pas l'influence d'un chef ; des intérêts communs, économiques ou autres, ne tendent-ils pas à réunir des groupements épars en unités politiques plus importantes ?

« Notre politique doit être de favoriser pareil groupement. Seule l'association en communautés importantes mettra les indigènes à même d'effectuer dans une mesure bienfaisante les divers travaux que la loi impose aux chefferies dans l'intérêt propre de leurs membres, ou de satisfaire aux autres besoins de la communauté. L'Administration agira d'ailleurs plus facilement sur les indigènes si elle se trouve en présence d'organisations comprenant un nombre assez considérable de membres ».

D'autre part, le Recueil recommande instamment que « l'organisation en chefferies doit se faire dans le plus bref délai possible, mais sur des bases stables, c'est-à-dire après une étude approfondie des situations et en tenant compte de toutes les circonstances. Là où l'autorité n'a eu que peu de contact avec les populations intéressées, cette organisation doit, autant que possible, précéder toute action des fonctionnaires sur les indigènes qui doivent en dépendre, à moins qu'il ne s'agisse du maintien de l'ordre et de la tranquillité publics. Sinon c'est risquer d'ébranler les bases de l'organisation coutumière, c'est, en tous les cas, jeter le désarroi dans les rapports traditionnels, provoquer des mécontentements et rendre plus difficiles, dans le futur, l'organisation et le fonctionnement régulier de l'institution.

« L'organisation des chefferies ne dépend pas du plus ou moins de bonne volonté des indigènes à exécuter l'une ou l'autre des obligations que cette organisation entraîne pour les communautés ainsi constituées.

« La résistance éventuelle des populations à cette organisation doit être combattue par un redoublement d'efforts, unis à l'emploi de tous les moyens indirects qui doivent la favoriser. Nos agents doivent s'employer à les découvrir et les mettre opportunément en œuvre. Il serait notamment impolitique au plus haut point de prétendre faire suivre

l'organisation des chefferies, de la réalisation *immédiate et intégrale* de toutes les obligations imposées à ces communautés ».

Et le Recueil conclut qu'« une fois établie sur les bases indiquées ci-dessus, l'organisation doit être, autant que possible, marquée par de la cohésion.

« Les autorités doivent faire de l'opposition aux tentatives de ceux dont les agissements auraient pour effet la désagrégation des groupements traditionnels. Elles doivent notamment combattre la formation de groupements indépendants et même refuser la création de sous-chefferies, si celles-ci ne répondent pas à l'organisation coutumière de la communauté ; il importe peu qu'elles aient pour résultat de faciliter l'exercice de l'autorité par le chef territorial. En effet, toute mesure qui affaiblit l'unité de la chefferie, met en péril son organisation propre, provoque, par l'exemple, la désagrégation des autres chefferies, et conduit, en fin de compte, à la pulvérisation des communautés.

« Le décret du 13 février 1917 fournit, s'il en est besoin, des moyens pour combattre les tentatives d'émiettement des chefferies par la dispersion des indigènes dans des parties reculées ou difficilement accessibles.

« Toutefois, les indigènes chrétiens ne pourront jamais être empêchés de se grouper sur les terres sur lesquelles ils possèdent des droits comme membres d'un clan ou d'une famille ; en d'autres mots, ils pourront se réunir à l'intérieur des villages sur leurs terres ancestrales, mais le Gouvernement ne peut admettre le sectionnement des villages que dans des cas exceptionnels, par exemple, l'attitude irréductiblement hostile d'un chef à l'égard d'indigènes convertis ; le cas échéant, la mesure ici prévue ne pourra être prise que par le commissaire de district » (1).

(1) Recueil, à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge, déjà cité, p. 169 à 174.

CHAPITRE TROISIÈME

Administration

SECTION VII

RÈGLES D'ADMINISTRATION DE LA CHEFFERIE

L'article 27 fixe la règle de l'administration intérieure de la chefferie. Le remaniement que lui a fait subir le décret de 1933 est plus en surface qu'en profondeur, car selon l'expression même du rapporteur devant le Conseil Colonial, il « met en relief le rôle que le décret réserve en cette matière à la coutume canalisée par les conceptions européennes » (1). Il dispose que « la chefferie est administrée conformément aux coutumes, sous réserve de ce que prévoit le présent décret, et pour autant que les coutumes ne soient contraires ni aux règles de droit public, ni aux dispositions législatives ou réglementaires qui ont pour but de substituer d'autres règles à celles des coutumes indigènes ». « Car si le gouvernement, dit très judicieusement Magotte, entend respecter dans toute la mesure du possible, avec les cadres traditionnels dans lesquels vivent les populations indigènes, leur organisation politique et sociale et leurs coutumes, il n'entend évidemment pas que ce soit au prix d'un retard indéfini dans leur évolution progressive ; il n'entend nullement s'accommoder de la lenteur d'une évolution naturelle des règles coutumières, encore moins de leur immobilisme » (2).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 968-969.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 440.

SECTION VIII

ORGANES D'ADMINISTRATION DE LA CHEFFERIE

En ce qui concerne l'organisation administrative, la qualité d'autorité indigène dans la chefferie n'est reconnue qu'au seul chef. Il est d'ailleurs le seul organe d'administration pour lequel le décret formule certaines règles. Toutefois, celui-ci prévoit, dans plusieurs dispositions, l'intervention d'un organisme purement coutumier : le Conseil des Notables.

A. Conseil des Notables.

Ce n'est pas un organe d'administration. En effet, l'article 27, où sont formulées les règles d'administration des chefferies, ne mentionne nullement les conseils des notables dont le décret ne fait cependant pas abstraction, puisqu'il prévoit, et parfois même impose, leur intervention. « Toute allusion à des conseils des notables a disparu, dit le rapporteur du projet, non pas parce que le décret entend les ignorer, mais parce que, s'ils sont prévus par la coutume, ils fonctionneront en même temps que les autres institutions de la chefferie qui ne sont pas citées » (1).

« Le décret eut pu n'y faire allusion dans aucune de ses dispositions puisque, lorsqu'ils sont prévus par la coutume, ils constituent un des rouages traditionnels du groupement et joueraient en même temps que les autres que l'on ne peut songer à énumérer ».

« Il a paru cependant nécessaire d'exiger leur intervention pour autant qu'ils existent, lorsque les indigènes sont plus particulièrement atteints dans leurs intérêts privés, notamment à propos de la réglementation de leurs droits d'établissement dans un endroit quelconque de la circonscription, comme aussi à propos de leur contribution aux budgets locaux. Du nombre minime d'allusions que fait le

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 969.

décret aux conseils des notables, il ne faudrait pas conclure que le législateur n'y attache aucune importance : là où ils n'existent pas, là où ils n'existent que sous une forme en quelque sorte officieuse, l'administration répondra au vœu du législateur en s'efforçant de les créer ou de développer leur activité sous une forme officielle » (1).

Nous constaterons d'ailleurs, dans notre troisième partie, consacrée à l'étude de l'organisation purement coutumière de certaines chefferies, combien se vérifient les conclusions du rapporteur du Conseil Colonial en pareille matière.

B. *Chef qualifié.*

Le contact entre la chefferie, groupement coutumier et l'autorité européenne, s'établit par l'intermédiaire d'un chef, dont nous avons souligné le double caractère dans la section 2 de notre première partie. C'est encore la coutume qui détermine quel est l'indigène le plus qualifié pour exercer les fonctions de chef (art. 27, alinéa 2 et 3).

En disposant que les chefs des chefferies constituées doivent être en principe, ceux désignés par la coutume, le décret de 1933, comme déjà celui de 1910, a obéi aux considérations ci-après :

« La détermination du chef est une des questions auxquelles les indigènes attachent le plus d'importance. Elle est, en effet, toute la question de leur gouvernement, celle du maintien de leurs hiérarchies sociales, peut-être même exerce-t-elle une influence dans d'autres domaines. C'est donc risquer de gravement indisposer les indigènes que de leur imposer un chef dont le titre ne repose pas sur la coutume ; c'est, en tous les cas, semer dans la communauté, le germe de conflits entre les partisans du chef légitime et ceux du chef imposé par l'administration.

« Le droit du chef coutumier a ses racines dans le passé, il ne vient à l'esprit d'aucun indigène de le discuter. C'est, dès lors, sans heurts et sans difficultés que le chef

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 953.

traditionnel, agissant dans les limites de la coutume, obtient l'obéissance de ses sujets et le respect de ses décisions. Son ascendant lui permet même d'entrer dans les voies nouvelles. Les membres de la communauté seront disposés à l'y suivre aussi longtemps qu'il ne heurtera pas violemment leurs idées et leurs intérêts. Un chef imposé, au contraire, devra constamment lutter contre la mauvaise volonté des indigènes. Un grand nombre de ceux-ci n'aura même d'autre souci que d'échapper à son autorité :

« Plus donc l'administration se préoccupera de conserver les vrais chefs, mieux elle sera en mesure d'exercer sur les communautés une action efficace et aisée ; pour y réussir en effet, elle n'aura qu'à gagner ces chefs à sa cause.

« Assurément, il y a des cas où le chef coutumier, indigne ou incapable, doit être écarté. Mais avant de recourir à cette mesure, il faut être certain que le chef coutumier est un obstacle réel à la bonne administration de la chefferie.

« D'autre part, le remplacement des chefs imposés jadis aux populations au mépris des us et coutumes, ne peut s'effectuer qu'avec la plus grande prudence. Certains d'entre eux sont parvenus à acquérir de l'influence, l'on ne pourrait les déposer sans provoquer des troubles ou des scissions dans les communautés qu'ils dirigent. C'est opportunément qu'il faut effectuer les changements. L'on ne pourra donc revenir à l'organisation traditionnelle que lorsque les circonstances permettront de le faire sans qu'il y ait lieu de redouter des désordres, par exemple à l'occasion du décès d'un chef non coutumier.

« Si les circonstances amènent à démettre un chef non coutumier qui a rempli à la satisfaction des autorités la charge qui lui a été confiée, il est équitable qu'il reçoive un dédommagement pécuniaire ou autre, à moins qu'il ait induit les autorités en erreur sur sa véritable situation » (1).

(1) Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge, p. 174 à 175.

1° *Investiture.*

La simple désignation par la coutume, d'un indigène comme chef du groupement n'est toutefois pas suffisante pour qu'automatiquement, il soit, vis-à-vis de l'autorité européenne, revêtu de cette qualité, et comme tel, désigné pour représenter, dans ses rapports avec l'administration, la chefferie à la tête de laquelle la tradition le place. Il est encore indispensable qu'il ait été investi comme tel par le commissaire de district, ainsi que le marque nettement le troisième alinéa de l'article 27 : « la coutume détermine l'indigène qui est le plus qualifié pour exercer les fonctions de chef, toutefois est seul revêtu de cette qualité, l'indigène investi comme tel par le commissaire de district ».

La raison d'être de l'investiture se justifie par le fait que si le chef coutumier est indigne ou incapable d'exercer ses fonctions ou ne mérite pas confiance, l'autorité européenne se refusera à traiter par son intermédiaire et son représentant : le commissaire de district ne le reconnaîtra donc pas.

Sur ce point d'ailleurs, la discussion fut très vive au Conseil Colonial, dont la Commission « craignait que l'absence de confiance d'un fonctionnaire dans un chef n'introduisit des facteurs essentiellement subjectifs dans une mesure grave, telle que la destitution d'un chef » (1). En effet, un chef, appelé par la coutume à la tête d'un groupement, peut n'inspirer aucune confiance à tel commissaire de district et jouir du plus large crédit auprès de tel autre. Toutefois, le texte proposé fut finalement conservé parce que le législateur a estimé que « l'Administration doit être pourvue de moyens d'action efficaces dans toutes les circonstances jugées inquiétantes qui peuvent se présenter, quand bien même elles seraient dépouillées de tout symptôme objectif. Mais, fut-il ajouté, il est entendu qu'une décision de l'espèce ne sera prise qu'après avoir été mûrement pesée » (2).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 969.

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 969.

2° Désignation dans certains cas, d'un chef autre, mais également en conformité de la coutume.

Si, pour une des causes que nous venons d'indiquer, le commissaire de district ne peut investir le chef désigné par les règles coutumières et en choisit un autre, il doit reconnaître celui qui, à défaut du premier, est appelé toujours par la coutume à la direction de la chefferie (art. 27, alinéa 4).

3° Nomination d'un chef par l'autorité européenne.

A défaut de règles coutumières, situation quasi-exceptionnelle ou en cas d'insuffisance de ces règles, la reconnaissance d'un chef devient impossible. Le commissaire de district agit alors par voie d'autorité et procède d'office à une nomination.

Toutefois, ce fonctionnaire ne pourra agir suivant sa seule inspiration. Le dernier alinéa de l'article 27 l'oblige en effet à s'enquérir des préférences des indigènes intéressés, et de procéder à la nomination en en tenant compte autant que possible.

La lecture du Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge nous a permis de relever un cas intéressant de cette désignation d'office du chef — par le commissaire de district — en tenant compte, si possible, des préférences des indigènes. C'est notamment lorsque « certaines populations établies dans les circonscriptions frontières de la Colonie dépendent d'un chef résidant en territoire étranger. Tant que ce chef se trouve dans cette situation, il ne peut évidemment recevoir l'investiture. Le lien qui rattache les indigènes à leur chef coutumier doit être rompu et la chefferie organisée de façon qu'elle fonctionne sous l'autorité d'un chef indigène résidant dans la Colonie. Le choix de ce chef doit se faire — ainsi qu'il est dit à l'alinéa 2 de l'article 9 du décret du 2 mai.

1910 (1) (désignation d'office) — en tenant compte, si possible, des préférences des indigènes » (2). Le Recueil ajoute d'ailleurs immédiatement : « il ne faut toutefois agir qu'avec une grande circonspection. Ce n'est qu'insensiblement que les rapports de dépendance pourront être détruits. A vouloir brusquer, nous nous aliénerions l'esprit des natifs et provoquerions leur exode en pays étranger. Pour réussir, il faut surtout chercher à créer pour les natifs un intérêt à rester chez nous et à préférer au chef résidant en territoire étranger, un chef pris dans notre possession » (2).

Il y a donc dans toutes ces situations une volonté très nette du pouvoir dominant de respecter au maximum l'organisation indigène traditionnelle. C'est pourquoi, le décret restreint au seul cas de carence évidente des règles coutumières ou au cas spécial sus-mentionné, la faculté qu'il accorde au commissaire de district de « nommer » le chef.

4° *Interrègne.*

Selon l'article 28, « durant la période qui s'écoule entre la disparition d'un chef investi ou nommé et l'investiture de son successeur ou sa nomination » et que nous pouvons appeler la période d'interrègne, « l'administrateur territorial ou son délégué exerce autant que possible, par l'intermédiaire de l'autorité coutumière qualifiée, les attributions administratives confiées aux chefs par le présent décret ».

Le rapporteur du projet a justifié cette règle devant le Conseil Colonial en précisant que « d'après la coutume, le successeur d'un chef n'est généralement pas désigné du vivant du chef. Après son décès, ou son élimination pour un motif quelconque, les notables se réunissent et font un choix entre les candidats qualifiés par des considérations de naissance ou autres. Les discussions sont parfois longues

(1) Aujourd'hui art. 27 du décret du 5 décembre 1933.

(2) Recueil à l'usage..., p. 175.

et laborieuses : elles entraînent en quelque sorte une période d'épreuve. Cette procédure est normale, parfois même dans les populations où le pouvoir des chefs est le moins contesté, tels les Azande, chez qui les notables n'ont d'autorité que morale.

« Fréquemment, l'Administration, désireuse d'assurer la continuité dans la direction d'une chefferie, s'est efforcée de préparer un successeur à tel chef. L'ayant formé, elle l'a, dès la vacance de la fonction, revêtu d'une investiture que n'ont pas ratifiée les intéressés. Des difficultés s'en sont suivies, nées simplement d'une méconnaissance de la coutume » (1).

Par conséquent, « en formulant une règle d'administration pour cette période transitoire, l'article 28 permet à l'autorité d'attendre sans inconvénient le moment où par le jeu des règles coutumières, un nouveau chef sera appelé à la tête de la chefferie et pourra alors être proposé à l'investiture » (2).

(1) Rapport. Cons. Col., Bull. Off. 970.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 442.

CHAPITRE QUATRIÈME

Sous-chefferies

SECTION IX

SUPPRESSION DES SOUS-CHEFFERIES

Le décret du 2 mai 1910 qui réglait — nous l'avons vu — jusqu'à celui de 1933, l'organisation des circonscriptions indigènes, prévoyait non seulement des chefferies, mais également des Sous-Chefferies. Celles-ci étaient régies par toutes les règles s'appliquant aux chefferies : reconnaissance et délimitation, investiture du sous-chef, comportant pour ce dernier les mêmes droits, devoirs et privilèges que ceux des chefs et, notamment, le droit à un traitement, au port de l'insigne et au bénéfice de l'exemption de l'impôt.

Par contre, le décret de 1933 ne connaît plus les sous-chefferies en tant que subdivisions administratives jouant dans la chefferie un rôle déterminé par la législation. Néanmoins, s'il ne maintient pas la sous-chefferie dans le cadre de l'organisation européenne, il ne la supprime ni ne l'ignore, dans le cadre de l'organisation traditionnelle. Les considérations que nous avons développées dans l'exposé antérieur, en précisant la portée à donner à la disposition du décret définissant ce qu'il entend désigner par les termes « autorités indigènes » et « circonscriptions indigènes », permettent d'ailleurs de donner son véritable sens à la suppression des sous-chefferies. Elles disparaissent comme organe d'administration européenne mais demeurent sur le plan coutumier. Les sous-chefs ne jouent plus de rôle administratif directement dévolu par le décret. Désormais, ils ne sont plus des intermédiaires désignés entre l'Européen et la communauté indigène ; ils cessent d'être des « autorités

indigènes » revêtues par la loi des pouvoirs administratifs, ils réintègrent le cadre coutumier, n'ayant plus d'attributions et d'autorité que sur la base de la coutume. Toutefois, il demeure un cas où certains sous-chefs coutumiers peuvent encore être appelés à jouer un rôle administratif. C'est celui prévu par l'article 34 qui mentionne que « d'accord avec l'administrateur territorial, les chefs des circonscriptions indigènes, chargés de l'application des articles 43, 44, 45 et 46, peuvent déléguer leur autorité en ces matières ». Mais alors, les sous-chefs ne recouvreront une parcelle d'autorité administrative que par l'effet d'une attribution accordée, non plus par le pouvoir européen, mais par le fait d'une délégation d'un chef indigène.

Cette suppression semble avoir été préparée de longue date, car dans la Quatrième Edition, en date du 1^{er} mars 1925, du Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du Service territorial au Congo Belge, on pouvait déjà lire les lignes suivantes très caractéristiques : « nous devons cesser de créer des sous-chefs. Cette désignation devra être laissée aux chefs sous notre contrôle. Ces sous-chefs ne recevraient aucun insigne distinctif. L'expérience démontre que tout porteur de la petite médaille a une tendance naturelle à obtenir la grande et à se rendre indépendant. Il va de soi qu'il ne s'agit ici que de directives pour l'avenir... ».

Magotte précise en des termes à peu près identiques, les motifs de la suppression des sous-chefferies. « Si le législateur — dit-il — a préféré cette manière de les faire participer à l'administration, c'est parce qu'elle supprime les inconvénients qu'entraînait la reconnaissance directe par l'autorité européenne : dès qu'un indigène était revêtu de l'investiture de sous-chef, toute son activité tendait, en effet, à se rendre indépendant, d'où cause de difficultés et de troubles. Ce sont ces inconvénients prouvés par une expérience concluante, qui amenèrent le législateur à supprimer les sous-chefs en tant qu'autorités administratives.

Cette suppression des sous-chefferies, considérée sous cet aspect, se justifiait encore par d'autres considérations. Tout groupement indigène traditionnel se présente avec

une hiérarchie de fonctions, d'autant plus complète et variée, que l'organisation y est plus compliquée et la population plus nombreuse. Elles y sont exercées d'après un mode déterminé par la coutume, sous l'autorité supérieure à laquelle obéit le groupement. Or, l'administration, en investissant des sous-chefs, attribuait des pouvoirs que la coutume ignore à des éléments intermédiaires de la Société indigène choisis nécessairement avec un peu d'arbitraire, et il fut reconnu qu'elle introduisait de ce fait dans les groupements une cause de déséquilibre » (1).

SECTION X

SITUATION DES ANCIENS SOUS-CHEFS

1° Perte des attributions.

Nous avons jugé bon d'insister sur la signification de cette institution disparue, car se justifiera ainsi plus aisément l'existence, dans le décret de 1933, de dispositions relatives aux anciens sous-chefs et destinées à ménager une transition indispensable. C'est ainsi que l'article 68 dispose que, dès la mise en vigueur du décret, « les sous-chefs reconnus conformément à la législation antérieure et actuellement en fonctions, cesseraient d'exercer les attributions dont ils étaient revêtus en vertu de dispositions législatives », ce qui signifie, selon Magotte « qu'ils cessent d'exercer les attributions qui leur étaient reconnues, non seulement par le décret du 2 mai 1910, organique des chefferies et sous-chefferies, mais par toutes autres dispositions en matière d'impôt, par exemple » (2).

Nous pouvons donc conclure que les sous-chefs disparaissent comme échelon de la hiérarchie administrative, mais ne sont pas, de ce fait, dépouillés de toute autorité. L'administration conserve la possibilité, soit en cas d'urgen-

(1) Magotte, *Novelles*, p. 442.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 442.

ce, soit d'accord avec le chef, d'entrer en contact avec eux, non plus comme jadis, en leur qualité de sous-chefs reconnus, mais au même titre qu'avec toute autre autorité coutumière, ainsi que nous l'avons précisé antérieurement (1).

2° *Maintien des avantages.*

L'examen du compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial montre que le rapporteur du projet de décret insista sur la nécessité qu'il y avait de « ménager la susceptibilité et les intérêts des sous-chefs actuellement reconnus ». C'est pourquoi l'article 68 reconnaît implicitement la situation de fait acquise par ceux-ci sous l'ancienne législation et dispose qu'ils « continuent à bénéficier des avantages qui leur étaient accordés ».

Ces avantages dont ils jouissaient sont divers. Notons d'abord ceux qui leur étaient reconnus par le décret du 2 mai 1910 : port d'un insigne et jouissance d'un traitement. Venaient ensuite : l'exemption de l'impôt de capitation résultant de l'article 5 du décret du 17 juillet 1914 et le bénéfice résultant de l'article 2 du décret du 26 décembre 1922 sur les réquisitions civiles, aux termes duquel les chefs et les sous-chefs ne peuvent être réquisitionnés.

Quant aux avantages qui leur ont été maintenus, Magotte estime que « bien que l'article 68 emploie, en ce qui concerne les sous-chefs, les termes généraux « avantages qui leur étaient accordés », sans les énumérer comme le fait l'article 67 en ce qui concerne les chefs, l'expression ne peut avoir en vue, tout comme pour les chefs, que ceux qui résultent de la législation sur les chefferies — port de l'insigne et traitement — et non les avantages résultant d'autres dispositions législatives. En effet, outre que telle fut la pensée du législateur, l'article 68 doit s'interpréter en corrélation avec l'article 67, qui énumérant les avantages conservés aux chefs, cite limitativement le port de l'insigne

(1) V. 1^{re} Partie, Titre II, Section II, 3° Autorités indigènes.

et la jouissance d'un traitement ; et l'on ne concevrait pas que, ayant obéi à la même préoccupation dans les deux cas, le législateur eût, sans aucun motif, entendu consentir aux sous-chefs des avantages plus considérables qu'aux chefs » (1).

Une ordonnance du gouvernement général, en date du 25 septembre 1935, fixe d'ailleurs en son article 7 la manière dont sont déterminés les traitements des sous-chefs.

3° Cas de retrait des avantages.

Si le décret a conservé aux sous-chefs — pour les raisons que nous venons d'indiquer — les privilèges attachés à leur situation, il a cependant prévu, dans son article 68 in fine, « qu'ils peuvent en être privés à titre de sanction par décision du Commissaire de district ».

A ce sujet, Magotte fait observer que « cette disposition est très différente de celle qui règle à ce point de vue, ainsi qu'on le verra plus loin, la situation des chefs reconnus dont la chefferie est incorporée dans un secteur. Dans le cas des sous-chefs, il ne s'agit pas de l'application d'une sanction disciplinaire qui serait infligée dans une mesure et pour des causes déterminées dans le décret. Il s'agit du retrait total et définitif des avantages par décision du commissaire de district. Ce dernier n'est lié par aucune disposition limitant à certaines causes l'application des sanctions. Il a tout pouvoir d'appréciation, ce qui, bien entendu, ne signifie pas qu'il puisse agir arbitrairement. Sa décision doit être juste et justifiée » (2).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 443.

(2) Magotte, *Novelles*, p. 443.

TITRE II

Dispositions communes aux deux catégories de circonscriptions (Chefferies et secteurs)

CHAPITRE PREMIER

Les membres des circonscriptions

SECTION I

RATTACHEMENT D'OFFICE AUX CIRCONSCRIPTIONS

Nous avons exposé précédemment que le législateur avait posé comme principe que les populations — réserve faite de celles des centres extra-coutumiers — sont réparties en chefferies et secteurs. Il restait donc à formuler la règle selon laquelle les indigènes seraient rattachés à telle ou telle circonscription déterminée. C'est ce que fait le décret de 1933 dont l'article 22 dispose que « font d'office partie d'une circonscription indigène, les indigènes y résidant au jour de sa délimitation » fussent-ils même, originaires d'autres circonscriptions ou territoires, ou des colonies limitrophes. Par conséquent, grâce à la formalité de l'inscription qui leur est imposée à partir de ce jour, et durant un délai de trois mois, l'administration pourra identifier les indigènes résidant dans la circonscription et en faisant désormais partie.

SECTION II

RÉSERVE A LA RÈGLE DE PRINCIPE

Certains indigènes, spécialement ceux qui ne sont pas originaires de la chefferie ou d'un des groupements réunis dans le secteur, peuvent ne pas désirer être rattachés à la circonscription où ils résident au moment de sa délimitation. En conséquence, le décret leur permet en son article 22, alinéa 2, de faire valoir leurs raisons dans le même délai de trois mois accordé pour l'inscription. Leur requête doit être adressée à l'administrateur territorial qui « peut les rattacher à une autre circonscription, s'ils justifient de motifs sérieux ». En réservant au fonctionnaire colonial précité tout pouvoir d'appréciation, le législateur belge a ainsi précisé qu'il ne se concevrait pas que des indigènes qui, originellement, appartiennent à une circonscription, se voient autorisés à la quitter pour des motifs plus ou moins futils, par exemple, sous le prétexte qu'ils ne sont pas partisans du chef ou pour toute autre raison de simple préférence. Par contre, Magotte fait très justement remarquer qu'« on admettra qu'un indigène étranger à la circonscription et qui n'avait l'intention d'y résider que temporairement, n'y soit pas intégré contre sa volonté, s'y trouvât-il même depuis un temps assez long » (1). Faisons encore observer que l'administrateur territorial ne pourra évidemment rattacher un indigène dont il accueille la requête à une autre circonscription que pour autant qu'elle relève de son territoire. Si le requérant dépend d'un autre territoire ou est étranger à la Colonie, il sera nécessaire de régulariser sa situation provisoire, par exemple, en validant son séjour par une autorisation équivalant à un passeport de mutation temporaire.

(1) Magotte, *Novelles*, p. 450.

SECTION III

MEMBRES NOUVEAUX

De nouveaux habitants peuvent venir enrichir la population d'une circonscription. Ainsi, ce sont les indigènes qui, par la suite, viendraient y résider et qui, aux termes du décret, sont tenus de s'y faire inscrire. Ce seront donc — d'après Magotte — « d'abord les indigènes adultes, hommes ou femmes, originaires ou venant des colonies limitrophes, qui viennent séjourner dans la circonscription durant plus de trente jours, puisqu'ils doivent se faire inscrire et que l'inscription se fait dans la circonscription » (1). Le Recueil à l'usage des fonctionnaires justifie d'autre part cette disposition en spécifiant que « les indigènes d'origine étrangère qui seraient soumis au décret sur les chefferies doivent être astreints aussi strictement que les autochtones à toutes les obligations que les lois et coutumes imposent aux membres de la communauté, sauf les exceptions prises par la loi elle-même (ex. art. 22, alinéa 4), comme ils doivent jouir de tous les droits administratifs que la loi reconnaît aux indigènes congolais en tant que membres d'une chefferie » (2).

Ce seront aussi les indigènes du Congo venus d'un autre territoire, et qui viennent résider dans la circonscription durant plus de trois mois, puisque eux également sont tenus de l'obligation de l'inscription qui doit se faire dans la circonscription.

Ce seront également tous indigènes venus d'autres circonscriptions du même territoire, parce que l'article 3 impose l'obligation de l'inscription à tout indigène et que, encore une fois, l'inscription se fait dans la circonscription. Par conséquent, puisque autorisés à aller résider dans une autre circonscription de leur territoire, ils doivent s'y faire

(1) Magotte, *Novelles*, p. 450.

(2) Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge, déjà cité, p. 190.

inscrire, ils en feront donc partie. On pourrait conclure de la combinaison des textes des articles 3 et 9, alinéa 1^{er}, qu'en ce qui les concerne, il n'existe aucun délai pour cette inscription, que l'obligation est immédiate et qu'ils sont donc tenus de se faire inscrire quelle que doive être la durée de leur séjour, l'alinéa 1^{er} de l'article 9 n'accordant un délai de trois mois que lorsque l'indigène change de territoire. En fait, la situation s'est régularisée — au point de vue de l'inscription — au moment de la délivrance du passeport. Il est clair que si l'indigène ne se rend dans une autre circonscription de son territoire que pour un bref séjour et en vertu d'un passeport temporaire, l'administrateur se dispensera de l'y inscrire, mais il s'inspirera des intentions qui ont guidé le législateur en matière d'inscription : la nécessité de ne pas perdre la trace des indigènes, et d'éviter qu'ils se soustraient à leurs obligations » (1).

SECTION IV

LIMITATION

EN FAVEUR DE CERTAINES CATÉGORIES D'INDIGÈNES DES OBLIGATIONS CONSÉCUTIVES AU RATTACHEMENT A UNE CIRCONSCRIPTION

1. Indigènes bénéficiaires.

Le quatrième alinéa de l'article 22 organise un régime spécial pour les indigènes qui sont engagés au service de l'Etat ou d'un établissement de caractère européen ou résidant dans un établissement religieux. En effet, bien qu'ils soient des habitants d'une circonscription, ils sont soustraits pendant la durée de leur engagement ou de leur résidence aux obligations de travail, prévues par le décret, ainsi qu'aux prestations de travail traditionnelles.

(1) Magotte, *Nouvelles*, p. 450 et 451.

2. *Motif et portée de la limitation.*

La disposition précédente se justifie par la nécessité de ne pas gêner les indigènes dans l'accomplissement des obligations nées du contrat de travail ou dans le développement de leur éducation religieuse, ce qui se produirait s'ils étaient tenus d'obligations de travail soit vis-à-vis de l'Etat, soit vis-à-vis des autorités indigènes ou de la communauté. S'ils résident dans les limites de la circonscription, ils en restent membres et demeurent sous la juridiction des autorités indigènes. « Ils ne sont déchargés — dit Magotte — que des prestations de travail traditionnelles, ce qui implique qu'ils restent tenus des redevances et des tributs coutumiers » (1).

SECTION V

*LIMITATION DE L'AUTORITÉ DES CHEFS
SUR CERTAINS DE LEURS INDIGÈNES*

Nous signalerons à cette place un cas dans lequel, tout en continuant à résider dans la circonscription, l'indigène cesse d'être soumis aux autorités coutumières traditionnelles. C'est celui prévu par le cinquième et dernier alinéa de l'article 22, lorsque le naturel se trouve dans une partie de chefferie ou de secteur qui échappe à l'action effective des autorités indigènes. Il est alors directement soumis aux fonctionnaires européens qui, seuls peuvent exercer vis-à-vis de lui les attributions administratives que la législation confie aux autorités indigènes : par exemple, le contrôle de la régularité de sa situation relativement à ses obligations en matière d'inscription et de passeport de mutation, d'impôt, etc.. Les règles sur la compétence des juridictions indigènes — que nous avons exposées — restent toutefois applicables : l'indigène demeure justiciable des tribunaux de chefferies et de secteurs.

(1) Magotte, *Novelles*, p. 451.

Nous avons exposé antérieurement (1^{re} Partie, Chapitre 2^e, Section 5) ce qu'il faut entendre par les termes : « parties de chefferie ou de secteur qui échappe à l'action effective des autorités indigènes ». Si ces termes ont été maintenus à l'article 22, c'est — dit Magotte — que « leur imprécision y présente moins d'inconvénients qu'elle n'en eût présenté à l'article 5 dont la rédaction fut modifiée. C'est par voie d'instructions que seront fixées les règles suivant lesquelles les administrateurs décideront que l'action effective des autorités indigènes ne s'exerce pas et qu'il y a lieu pour eux d'exercer une autorité directe sur certains indigènes aux lieu et place de leur chef » (1).

SECTION VI

DROIT DE RÉSIDENCE DES INDIGÈNES DANS L'ÉTENDUE DE LA CIRCONSCRIPTION

En principe, le décret reconnaît aux indigènes le droit de s'installer où ils veulent dans les limites de la circonscription. Toutefois, cette règle générale subit deux sortes d'atténuations. Tout d'abord, le chef ou d'autres autorités indigènes peuvent — en vertu de la réserve faite des droits qu'ils possèdent — y apporter des restrictions. Ensuite, l'article 23 que nous allons analyser formule une deuxième limitation.

SECTION VII

RESTRICTION DU DROIT DE RÉSIDENCE

1. Caractère.

Le décret, par son article 23, réserve en effet à l'autorité européenne, le droit de « défendre aux indigènes de s'installer ou de résider en dehors de telles parties de la circonscription sans l'autorisation de l'administrateur territorial ».

(1) Magotte. *Novelles*, p. 451.

2. *But de la restriction et garanties requises pour l'imposer.*

Ainsi qu'en fait foi l'examen du compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial (1), cette disposition a pour but d'entraver les velléités de dispersion souvent manifestées par des indigènes désireux d'échapper à la surveillance et à l'autorité de leurs chefs, à la discipline coutumière ou administrative.

Toutefois, ainsi qu'il apparût fort bien aux membres du Conseil, lors de la discussion pour la rédaction définitive du texte nouveau, de véritables réserves d'indigènes eussent pu être constituées, à la faveur de la disposition précédente. Il eût suffi en effet de leur défendre de résider dans tels et tels endroits pour les contraindre ainsi, indirectement, à se grouper dans des régions déterminées, par exemple, à proximité de certaines entreprises européennes. Il importait donc d'éviter de tels rassemblements et d'exiger, qu'avant de formuler une interdiction de ce genre, l'autorité administrative consulte le Conseil de secteur ou le Conseil des Notables, prenant ainsi, par l'intermédiaire de leurs représentants, l'avis des indigènes intéressés. L'accord de l'autorité indigène est au surplus exigé, car l'avis des conseils des notables s'ils existent, et, a fortiori, l'avis des conseils de secteur, est requis parce qu'il s'agit d'une mesure susceptible d'atteindre directement tel ou tel indigène.

Néanmoins, l'accord de l'autorité indigène eût pu ne constituer qu'une garantie insuffisante, car l'application de cette disposition eût néanmoins permis, sans correctif, de dépasser largement les intentions du législateur. En effet, l'interdiction une fois acquise, avec l'accord des indigènes ou de leurs représentants, eût pris un caractère définitif, même contrairement à leur volonté et des réserves eussent

(1) Compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial, année 1933.

encore pu être créées. C'est donc pour parer à cette dernière éventualité que l'article 23 prévoit que l'interdiction ne sera valable que pendant la durée de l'accord.

3. *Autorités qualifiées pour l'imposer.*

La décision appartient au commissaire de district ou à son délégué. Elle n'a pour objet que de déterminer les régions dans lesquelles « l'installation » ou « la résidence » — ce qui marque le caractère, soit définitif, soit temporaire du séjour — sont interdits aux indigènes. Une telle décision étant prise, l'administrateur territorial demeure libre d'accorder, dans certains cas, des dérogations individuelles.

4. *Procédure.*

Le décret réserve au gouverneur général — en son article 23, deuxième alinéa — le soin de régler la forme de l'interdiction et des autorisations. Il n'a pas manqué de le faire dans l'ordonnance du 14 mars 1935 déjà citée et relative aux recensements et mutations. Il y dispose notamment que la décision du commissaire de district, dont nous venons de parler, doit faire mention de l'accord de l'autorité indigène ainsi que de la consultation et de l'avis du Conseil. Elle doit indiquer, en outre, les motifs qui l'inspirent et la durée du délai à l'expiration duquel elle devient obligatoire.

Quant aux autorisations de dérogations, elles doivent être mentionnées par l'administrateur qui les accorde, sur le certificat d'identité des bénéficiaires et sur les fiches de recensement de ces derniers.

5. *Publicité des décisions.*

Dans son article 24 le décret organise les mesures de publicité destinées à porter à la connaissance des indigènes, la décision du commissaire de district. Il en prescrit l'affichage à la porte du bureau de l'administrateur territorial,

qui date l'affiche. Cette date constitue le point de départ du délai à l'expiration duquel la décision devient obligatoire. Le délai est fixé dans la décision par le commissaire de district ; il ne peut être inférieur à quinze jours à dater de l'affichage. A propos de ce délai, Magotte fait observer qu'il s'agit de quinze jours francs, car le texte doit s'entendre dans ce sens qu'à partir de la date de l'affichage, les indigènes ont quinze jours pour se soumettre à la décision et quitter les lieux interdits. C'est donc au minimum à partir du seizième jour, compté à partir du lendemain de l'affichage, que la décision entre en vigueur et que des sanctions peuvent être appliquées à ceux qui ne s'y seraient pas encore soumis à ce moment.

Indépendamment de l'affichage, le décret impose, au surplus, que les populations soient prévenues soit par voie de proclamation de l'autorité indigène, soit par tout autre moyen utile. « Ce sont les circonstances locales — dit Magotte — qui dicteront le mode d'information le plus adéquat. L'autorité locale — l'administrateur territorial — le déterminera suivant les cas » (1).

6. *Contrôle des décisions.*

Pour assurer le contrôle des décisions prises par le Commissaire de district, l'article 25 du décret lui prescrit d'en envoyer copie au commissaire de province. Elle doit être accompagnée d'un croquis de la circonscription indigène indiquant les surfaces non interdites, leurs mesures approximatives et l'emplacement des diverses agglomérations. Cette copie doit donner aussi les résultats du dernier recensement.

Magotte fait ressortir dans ses Nouvelles (1) que « cette prescription s'explique par la nécessité de permettre au commissaire de province d'apprécier si la décision n'est

(1) Magotte, *Nouvelles*, p. 452.

pas de nature à léser les populations auxquelles elle s'applique, ou à entraîner des inconvénients dont le commissaire de district ne se serait peut-être pas rendu compte ».

7. *Sanction du respect des décisions.*

L'article 26 du décret dispose enfin que les indigènes qui passeraient outre à l'interdiction formulée par la décision du Commissaire de district, seront passibles des peines prévues par l'article 14, c'est-à-dire d'une peine de servitude pénale de sept jours au maximum et d'une peine d'amende qui ne dépassera pas 100 francs, ou une de ces peines seulement.

Le jugement peut, mais il ne doit pas, ordonner en outre la destruction des constructions érigées par le contrevenant dans la zone qui lui est interdite.

CHAPITRE DEUXIÈME

Autorités indigènes

SECTION I

INVESTITURE ET NOMINATION DES AUTORITÉS INDIGÈNES

I. Conditions.

Selon l'alinéa 1^{er} de l'article 31 du décret, l'investiture ou la nomination d'un chef, d'un chef de secteur et d'un chef de secteur adjoint, doit être précédée de la promesse solennelle faite par l'intéressé, devant le commissaire de district ou son délégué, de se conformer aux instructions et ordres légaux de l'autorité et de remplir fidèlement ses fonctions.

Cet engagement correspond, en somme, d'après Magotte, au serment des fonctionnaires, et constitue une condition préalable à l'investiture ou à la nomination : à défaut de le prendre, l'intéressé ne pourrait être investi ou nommé.

Il doit être entouré d'une certaine solennité dont il appartient au commissaire de district, ou à son délégué, de fixer les modalités.

Le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge (1) précise d'abord à ce sujet qu'il importe, pour le prestige des chefs vis-à-vis de leurs administrés, que l'investiture se fasse avec le plus grand appareil possible.

Il ajoute d'autre part, qu'il ne suffit pas d'investir avec solennité le candidat désigné par la tradition, il faut,

(1) 4^e Edition, 1925.

en outre, prendre soin, lors de l'investiture, d'adopter, autant que possible, les formalités et procédures traditionnelles et de conserver les noms donnés aux chefs par la coutume, non par respect d'un vain formalisme, mais parce que l'adoption des formes traditionnelles et le maintien des appellations indigènes contribueront à marquer aux yeux des chefs, comme à ceux des indigènes, que la reconnaissance des chefs par l'administration ne leur attribue pas un autre caractère, ni un rôle essentiellement différent.

2. *Formalités.*

L'investiture ou la nomination est constatée par un procès-verbal, rédigé par le fonctionnaire qui y a procédé. Une expédition de cet acte authentique est remise à l'intéressé à titre de brevet (article 31, alinéa 2).

3. *Insigne des chefs.*

A

INSIGNE ORDINAIRE

Les chefs portent un insigne que le gouverneur général détermine (article 31, alinéa 3) et qu'ils doivent porter dans l'exercice de leurs fonctions, qu'elles résultent du présent décret, ou qu'il s'agisse d'attributions résultant d'autres dispositions, en matière judiciaire par exemple. Il consiste — aux termes d'une ordonnance du 14 mai 1935 — en une médaille suspendue au cou par une chaîne.

En 1925, l'insigne consistait en une médaille de nickel avec chaînette de même métal.

La médaille portait au centre, sur l'une des faces, l'étoile surmontée de la devise : « Travail et Progrès » — sur l'autre face, en exergue, la mention : « Congo Belge » — « Belgisch Congo » et au centre, suivant le cas, les mots : « Chefferie indigène » « Inlandsche hoofdj » ou « Sous-chefferie indigène » « Inlandsche onderhoofdij ».

La médaille des chefs avait 70 millimètres de diamètre ; celle des sous-chefs, 60 millimètres.

B

INSIGNE SPÉCIAL

En ce qui concerne celui-ci nous relevons dans Magotte, que « bien qu'il n'y ait aucune hiérarchie entre les chefferies ni entre les secteurs et que tous les chefs se trouvent sur un pied d'égalité quant aux attributions et privilèges, le gouverneur général, voulant reconnaître la part plus grande que prennent à l'administration les chefs de circonscriptions vastes et fort peuplées qui ont plus de travail, de préoccupations et de responsabilité, a décidé que les chefs des circonscriptions particulièrement importantes porteront, pour autant seulement qu'il leur ait été attribué par une décision du gouverneur général, sur la proposition du commissaire provincial, un insigne spécial consistant en une médaille d'un autre modèle. Elle n'est pas portée conjointement avec la médaille ordinaire ; elle est portée seule et constitue à la fois l'insigne prévu par le décret et, en raison des conditions de son attribution, une distinction » (1).

SECTION II

RÉMUNÉRATION DES AUTORITÉS INDIGÈNES

1. *Bénéficiaires et bases des rémunérations.*

L'article 32 précise que les autorités indigènes, c'est-à-dire uniquement les chefs, les chefs de secteurs et les chefs de secteur adjoints, jouissent, à charge du budget de la Colonie, d'un traitement dont le taux est fixé par le Gouverneur général, en tenant compte d'une double base de détermination : l'importance de la circonscription et ses

(1) Magotte, *Nouvelles*, p. 453.

ressources. Les modalités de paiement sont également déterminées par le Gouverneur général qui a réglé cette matière par une ordonnance du 26 septembre 1935.

Le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge fait encore observer à ce sujet que les chefs, dans les chefferies organisées selon le décret, sont des représentants, à l'échelon inférieur de la hiérarchie administrative et de l'autorité gouvernementale belges. Vrais fonctionnaires, s'ils ont des obligations, ils ont aussi des droits, notamment celui au traitement qui leur est reconnu par le décret. Ces droits doivent être respectés et il importe qu'ils soient portés à la connaissance des intéressés.

Plus l'administration tiendra la main à faire bénéficier les chefs des avantages que la loi leur accorde, plus efficace sera par contre la menace de les leur enlever s'ils ne remplissent pas convenablement leurs devoirs. Les chefs et les sous-chefs ne doivent être privés de leur traitement que par mesure disciplinaire et dans les conditions établies par l'article 33 du décret.

Le traitement accordé aux chefs est au surplus indépendant du tribut qu'ils perçoivent parfois en vertu de la coutume.

Le traitement est la rétribution accordée par la loi aux chefs, en tant qu'agents du Gouvernement pour l'exécution de mesures non prévues par la tradition ; le tribut est la rétribution accordée par la coutume, pour les services rendus en tant qu'autorité traditionnelle et coutumière.

A ce titre, le droit au tribut doit être reconnu et sa perception par les chefs doit obtenir l'approbation de l'autorité territoriale. Toutefois, celle-ci doit combattre la perception de tributs exagérés ou immoraux, tel celui qui, dans certaines régions, consiste dans l'obligation de fournir des jeunes filles.

2. *Allocation à certaines autorités coutumières.*

En principe, seules, les « autorités indigènes » jouissent d'un traitement. Toutefois, le décret admet qu'il en soit alloué à certaines autorités coutumières.

Ainsi, l'article 32 en son deuxième alinéa prévoit que, dans le cas d'un interrègne, lorsque la chefferie est administrée par l'administrateur territorial avec la collaboration de l'autorité coutumière qualifiée, celle-ci peut, sur décision du commissaire provincial, bénéficier également à charge du budget de la Colonie, d'un traitement fixé suivant les règles déterminées par le gouverneur général.

Magotte estime à ce sujet que selon « les termes de l'article, le commissaire provincial peut allouer un traitement dans les cas envisagés, mais il n'y est nullement tenu » et que « ce sont évidemment les circonstances qui détermineront sa décision. Il ne se conçoit donc pas que le commissaire provincial décide, par la mesure générale, qu'un traitement sera toujours alloué dans cette éventualité. Il est dans l'esprit du texte que le commissaire provincial décide dans chaque cas d'espèce, et suivant les renseignements fournis par l'administrateur, relativement au plus ou moins d'activité apportée, dans sa collaboration, par l'indigène qui l'aide dans la direction de la chefferie » (1).

3. *Absence d'allocations à charge de l'Etat en faveur des membres des Conseils.*

Quant aux membres des conseils, il n'est prévu en leur faveur aucune sorte de rémunération, car le Conseil Colonial estima que : « les conseils de secteur et des notables étaient des institutions qui relevaient du régime intérieur des circonscriptions, qu'il n'y avait pas de motif pour en faire supporter les frais par le budget de la Colonie et que rien n'empêcherait d'en rémunérer les membres au moyen

(1) Magotte, p. 453.

de jetons de présence ou autrement, à charge des budgets locaux surveillés par les Services territoriaux » (1).

4. *Cas de certains conseillers de secteurs.*

Nous ne ferons qu'effleurer cette question, car elle n'intéresse pas spécialement notre sujet, tout entier consacré aux chefferies.

Nous venons de préciser, qu'indépendamment des anciens sous-chefs et des anciens chefs (cas exceptionnels), les seuls bénéficiaires normaux d'un traitement sont, par application de l'article 32, obligatoirement les autorités indigènes et, facultativement l'autorité coutumière qui, dans une chefferie, collabore à l'administration de la circonscription avec l'administrateur territorial.

Cependant, le décret prévoit l'intervention d'autres indigènes dans l'administration des circonscriptions.

Ce sont : 1° le membre du conseil de secteur désigné par le commissaire de district pour exercer les fonctions de chef de secteur, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, lorsqu'il n'existe pas de chef de secteur adjoint ;

2° le conseiller désigné par le commissaire de district pour exercer les fonctions de chef de secteur, lorsqu'il n'en a pas été nommé, ou en cas d'interrègne.

Dans ces deux cas, le conseiller qui, dans la première hypothèse, remplace le chef de secteur et, dans la seconde, en exerce les fonctions, a-t-il droit à un traitement ? Le décret n'en dit rien ; et, en disposant même d'une manière expresse en son article 32 que l'autorité coutumière qui, dans le cas d'interrègne, participe à l'administration de la chefferie, peut jouir d'un traitement, il laisse supposer à contrario que, puisque le législateur n'a pas envisagé d'autres cas, c'est qu'il a voulu qu'aucun traitement ne fût alloué.

Magotte pense toutefois qu'on ne peut raisonner ainsi car les cas sont trop dissemblables et dit-il « de même que

(1) Rapport. Cons. Col., Bull. Off. 972.

résulte implicitement, du fait que le conseiller est chargé d'exercer les fonctions de chef de secteur, qu'il en assume les charges et les devoirs, de même il en découle implicitement qu'il en recueille les avantages » (1).

SECTION III

RÉGIME DISCIPLINAIRE DES AUTORITÉS INDIGÈNES

A

CHAMP D'APPLICATION

1. Indigènes soumis au régime disciplinaire.

Dans son article 33 le décret organise le régime disciplinaire applicable :

- 1° aux autorités indigènes,
- 2° aux membres des conseils de secteur.

Ce régime ne s'applique donc pas aux membres des conseils de notables, bien que certaines dispositions du décret les appellent à intervenir non seulement dans des questions d'ordre exclusivement coutumier, mais également en vue de l'exécution de prescriptions du décret en des matières totalement étrangères au domaine coutumier. Le Conseil Colonial a estimé que le conseil des notables est un organisme strictement coutumier et que « la coutume dont ses membres relèvent sous l'autorité des chefs, paraît suffisante pour assurer l'exécution du rôle qu'ils jouent dans les chefferies ».

B

NATURE DES PEINES

Deux sortes de peines seulement sont prévues : la privation de traitement et la démission d'office.

(1) Magotte, *Novelles*, p. 454.

En ce qui concerne — par ailleurs — les arrestations toujours possibles des chefs, sous-chefs et notables par le Parquet, nous renvoyons le lecteur aux circulaires des 30 juin 1908 (R. M., p. 131 et Rec. usuel, t. VI, p. 335) et 20 octobre 1911 (Rec. Bim., p. 616 et Rec. usuel, t. VII, p. 961) qui établissent certaines règles destinées à assurer la coopération indispensable entre les autorités administratives et judiciaires. On peut consulter aussi, dans le même sens, la circulaire du 18 avril 1917 (R. M., p. 152).

2. *Privation de traitement.*

La privation de traitement ne peut être infligée que pour une période de trois mois au maximum. Elle est prononcée par le commissaire de district.

Malgré le texte du premier alinéa de l'article 33 qui dispose que « toute autorité indigène et tout membre du conseil de secteur... est passible... de la privation de traitement », cette peine, en fait, ne peut s'appliquer qu'aux autorités indigènes seulement, puisqu'elles seules bénéficient d'un traitement. Quant aux membres des conseils de secteur, Magotte fait très justement observer que « puisque le décret ne prévoit en leur faveur aucune espèce de rémunération à charge du budget de la Colonie, et qu'ils ne pourraient éventuellement en toucher une qu'à charge des budgets des circonscriptions, l'autorité ne dispose vis-à-vis d'eux d'aucune peine correspondant à une privation de traitement, peine la moins grave, qui a l'avantage de pouvoir être graduée, et ainsi de permettre de sanctionner des fautes de gravité fort diverses, même des fautes graves. Comme les conseils de secteur ne sont pas des institutions coutumières, on ne peut non plus concevoir l'intervention de sanctions coutumières » (1). Le Conseil Colonial estima d'ailleurs, au moment de la rédaction définitive du texte de l'article 33 que nous commentons, qu'« en cas de fautes peu graves, il n'y avait pas d'inconvénient à conserver aux

(1) Magotte, *Nouvelles*, p. 455.

membres des conseils de secteur les indemnités prévues aux budgets locaux ; qu'au surplus les Conseils prendraient vraisemblablement des règlements d'ordre intérieur comportant des sanctions, telles que l'expulsion des séances ou l'interdiction temporaire d'y siéger » (1).

3. *Démission d'office.*

La seconde peine, susceptible, celle-ci, d'être appliquée aux membres des conseils de secteurs comme aux autorités indigènes, est la démission d'office. Elle ne peut être prononcée que par le commissaire de province et sur la proposition du commissaire de district. Etant applicable aux membres du conseil de secteur, il en découle qu'un indigène, membre de droit du conseil, peut en être exclu par décision du commissaire provincial.

C

MOTIFS D'APPLICATION DES PEINES

4. *Motifs communs à toutes les peines.*

Les peines disciplinaires peuvent être infligées pour les causes suivantes :

1° lorsque l'intéressé abuse des droits qu'il tient, soit de la coutume, — tel serait le cas, par exemple, d'un chef qui, sous couleur de tribut coutumier, spolierait ses sujets, ou certains d'entre eux, de tous leurs biens, — soit de la loi, — qu'il s'agisse des dispositions du présent décret ou d'autres dispositions législatives, dont l'exécution est, dans une mesure quelconque, confiée aux autorités indigènes.

Ou 2° lorsque l'intéressé manque à ses devoirs, qu'il s'agisse — l'article 33 ne formulant aucune restriction — aussi bien des devoirs coutumiers, que des devoirs imposés par le décret ou par d'autres dispositions légales.

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 973.

Dans tous ces cas, les peines de la privation du traitement et de la démission d'office, peuvent être infligées suivant la gravité des fautes commises.

5. *Motifs propres à la démission d'office.*

L'article 33 in fine, prévoit que la démission d'office peut, en outre, être prononcée pour deux causes spéciales :

- 1° lorsque l'intéressé est indigne,
- ou 2° lorsqu'il se révèle incapable de remplir ses fonctions.

A ce sujet Magotte fait ressortir que « tout en ne commettant aucun abus de pouvoir et en remplissant ses devoirs, un chef ou un membre du conseil de secteur peut être tout à fait indésirable, par exemple, en raison de sa conduite. Cette disposition, qui permet d'écarter, après sa nomination celui qui se révèle indigne ou incapable, est parallèle à celle qui, en cas d'indignité et d'incapacité, autorise le commissaire de district à ne pas investir l'indigène qualifié par la coutume pour diriger la chefferie » (1).

D

ESPRIT DANS LEQUEL EST APPLIQUÉ LE RÉGIME DISCIPLINAIRE

Le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge recommande de n'utiliser les sanctions prévues par l'article 33 qu'à bon escient. En effet, il ne faut pas décourager les chefs, ni porter, sans des raisons majeures, atteinte à leur stabilité. L'administration, surtout dans les débuts, doit avoir de la patience, agir par la persuasion et par une direction constante plutôt que par voie de répression.

Des sanctions ne pourraient, en tous les cas, être appliquées aux chefs qui résisteraient aux objurgations qui leur seraient adressées dans le domaine moral ou dans celui de l'évolution matérielle des populations. Ainsi, quel que soit

(1) Magotte, *Novelles*, p. 455.

l'intérêt de n'avoir à la tête des communautés que des chefs monogames, un chef ne pourrait être privé de son traitement ou révoqué parce qu'il continuerait à pratiquer ou qu'il reprendrait la polygamie.

Au cas où le chef serait révoqué et où sa présence dans la chefferie serait une cause de trouble pour la communauté, l'autorité territoriale aura à envisager son éloignement par application des dispositions du décret du 5 juillet 1910 sur le droit de résidence.

SECTION IV

ATTRIBUTIONS DES AUTORITÉS INDIGÈNES

Le double caractère que revêtent les autorités indigènes ainsi que leur double rôle et les sources différentes de leurs diverses catégories d'attributions sont nettement déterminées dans les dispositions du décret relatives aux attributions des chefs et chefs de secteur.

A

ATTRIBUTIONS NÉES DU DÉCRET

1. *Caractères communs aux chefs des chefferies et des secteurs.*

Les autorités indigènes sont tout d'abord des agents du gouvernement. A ce titre, elles sont revêtues d'attributions qui trouvent leur base uniquement dans le décret. Elles exercent ces attributions conformément à ses dispositions. Qu'il s'agisse des chefs dans les chefferies ou dans les secteurs, la situation est, à ce point de vue, la même dans tous les cas. C'est pourquoi les règles relatives à leurs attributions ne font l'objet que d'un seul article, le 34°, applicable aux chefs des « circonscriptions indigènes », c'est-à-dire, tout à la fois des chefferies et des secteurs.

2. *Enumération des attributions de cette catégorie.*

Exposé.

Les chefs des circonscriptions indigènes sont, non seulement tenus d'accomplir les devoirs qui leur sont personnellement imposés par les articles 43 et 44 du décret, mais ils doivent encore veiller à l'accomplissement — par leur circonscription — des obligations collectives mises à sa charge par les articles 45 et 46. En conséquence et pour parvenir à leur but, ils ont le devoir d'user de leur autorité.

3. *Base de l'action des autorités en cette matière.*

Dans l'exécution des devoirs qui leur sont dévolus, les chefs des circonscriptions indigènes agissent non en vertu de la coutume, mais sur la base des prescriptions du décret. Ils assument ainsi un rôle purement administratif, agissant comme fonctionnaires. C'est pour cette raison qu'ils sont, dans ce rôle, placés — ainsi que l'indique l'article 34 — sous l'autorité, la direction et le contrôle de l'administrateur territorial dont ils relèvent. Ils sont donc, à ce point de vue, placés dans la même situation que toute autorité subordonnée vis-à-vis d'un supérieur hiérarchique, de qui ils peuvent recevoir des ordres qu'ils sont tenus d'exécuter ou de faire exécuter.

4. *Possibilité de délégation des pouvoirs des autorités.*

Le décret permet aux chefs des circonscriptions indigènes de déléguer leur autorité dans les matières précédentes, mais d'accord avec l'administrateur territorial. Puisqu'il n'existe plus désormais d'autre autorité indigène « administrative » que le chef, les sous-chefs ayant disparu, la délégation autorisée se fera naturellement à certaines autorités purement coutumières. Cette dernière disposition vient ainsi renforcer ce que nous avons mis en évidence au début de notre ouvrage : le législateur ne veut pas ignorer l'existence et les pouvoirs coutumiers des autorités traditionnelles autres que le chef.

Dans les chefferies, le Chef est libre de donner délégation à qui il veut, sans toutefois pouvoir le faire d'une manière tout à fait arbitraire. En effet, si le décret ne formule aucune règle et n'y met d'autre restriction que l'accord de l'administrateur, le chef doit respecter les règles de la coutume : il peut déléguer ses pouvoirs à toutes autorités prévues par la coutume et rien qu'à elles.

Dans les secteurs, création artificielle, formée de la réunion de divers groupements, il n'existe aucune règle coutumière concernant des délégations de l'autorité du chef. « Il eût donc été imprudent — dit Magotte — de laisser au chef de secteur, comme le décret la laisse au chef de chefferie, toute liberté de choisir son ou ses délégués ; c'est pourquoi le chef de secteur ne peut accorder délégation pour l'exercice de ses attributions dans les groupements organisés coutumièrement, incorporés dans le secteur, qu'aux seuls chefs coutumiers de ces groupements (article 34) » (1). Il fut également précisé au Conseil Colonial que « l'activité de ceux-ci rentrait dans le cadre coutumier » et que « dans le cas où l'organisation coutumière de certains groupements serait manifestement insuffisante, le chef de secteur, d'accord avec l'administrateur territorial, s'inspirerait des circonstances » (2).

La délégation peut être donnée dans les conditions et dans les limites fixées par le chef, sous réserve, naturellement, de l'accord de l'administrateur, qui porte non seulement sur le principe de la délégation, mais aussi sur ses modalités. Le chef pourrait donc déléguer une autorité coutumière subordonnée, soit spécialement pour l'accomplissement d'une mission déterminée, soit aussi pour l'exercice de son autorité en vue de l'exécution de toutes ses attributions administratives, ou d'une partie d'entre elles, dans telle partie de la circonscription. Il le pourrait aussi, en vue de l'exercice de telles de ses attributions administratives dans toute l'étendue de la circonscription, mais

(1) Magotte, *Novelles*, p. 456.

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 974.

seulement s'il s'agit d'une chefferie. En effet, un chef de secteur ne pourrait déléguer un même indigène pour exercer ses attributions, ou certaines d'entre elles, dans tout le secteur, attendu qu'il doit ainsi que le prévoit le décret, administrer les groupements par l'intermédiaire des chefs de ceux-ci ; si donc, il entendait déléguer la totalité de ses attributions, dans toute l'étendue du secteur, il devrait donner délégation à tous les chefs des groupements mais à chacun pour le sien.

En cas de délégation, le chef demeure néanmoins personnellement tenu de l'exécution des obligations que lui impose le décret. Celui-ci, en effet, ignore administrativement les autorités coutumières qui seront déléguées et, en cas d'inexécution, le pouvoir dominant est vis-à-vis d'elles sans action.

B

ATTRIBUTIONS TRADITIONNELLES

Après avoir précisé le rôle des autorités indigènes en matière administrative, le décret le définit en matière traditionnelle. Comme la situation est différente dans les chefferies et dans les secteurs, il la règle en deux articles distincts (articles 35 et 36).

5. Dans les chefferies.

Selon l'article 35, « dans les chefferies, en matière traditionnelle, l'action des chefs s'exerce dans la mesure et de la manière fixées par la coutume ».

Deux réserves sont toutefois posées par le même article.

Tout d'abord, une réserve est faite quant à l'action des chefs en matière judiciaire : l'organisation des juridictions indigènes ayant fait l'objet du décret du 15 avril 1926, les pouvoirs judiciaires des chefs ne peuvent s'exercer que conformément aux règles de ce décret.

Ensuite, une autre réserve s'impose : si l'action des chefs s'exerce conformément à la coutume, ce n'est que

pour autant que celle-ci ne soit pas contraire à l'ordre public, ni aux dispositions législatives ou réglementaires, ayant précisément pour but de substituer d'autres règles à celles qu'elle consacre.

En matière traditionnelle, le chef n'agit pas comme représentant de l'autorité européenne, et n'est donc plus soumis à ses injonctions. La coutume lui trace sa règle de conduite et met aussi un frein puissant à un éventuel arbitraire. L'autorité européenne n'a pas à s'immiscer dans ce domaine : son intervention ne peut s'exercer — selon l'article 35 in fine — que par voie de conseil ou de veto. L'administrateur territorial ne pourrait donc, en matière coutumière, imposer une décision au chef.

6. *Dans les secteurs.*

La situation n'est pas la même dans les secteurs. En effet, le chef n'y tient pas son autorité de la coutume et celle-ci n'est pas toujours uniforme pour l'ensemble de la circonscription, le secteur étant issu de la réunion de plusieurs groupements. C'est pourquoi le décret dispose en son article 36 — ce qu'il n'a pas fait pour les chefferies — que tout en s'inspirant de la coutume et sous les mêmes réserves que pour les chefferies, le chef de secteur ne peut agir en matière traditionnelle que d'accord avec la majorité des membres du Conseil.

Dans les secteurs, comme dans les chefferies, l'administrateur territorial ne peut, en matière traditionnelle, agir que par voie de conseils et de veto.

C

POUVOIR RÉGLEMENTAIRE DES AUTORITÉS INDIGÈNES

7. *Conditions de son exercice.*

Les chefs, dans les chefferies, et les chefs de secteur ont le pouvoir de prendre des règlements de police. D'après

l'article 39, qui règle la matière, l'objet de ceux-ci se limite aux mesures intéressant la salubrité, la sécurité et la tranquillité publiques. Tout autre domaine leur est interdit.

Les chefs ne peuvent donc édicter de règlements que pour autant qu'ils ne heurtent pas les dispositions réglementaires qui auraient été prises en la même matière par l'autorité supérieure. « Cela signifie — dit Magotte — non pas que cette matière échappe entièrement au pouvoir réglementaire des chefs, mais qu'elle lui échappe dans la mesure où l'autorité supérieure l'a réglementée, ce qui leur permet donc de la réglementer sous d'autres aspects » (1).

8. *Procédure.*

L'article 39 dispose que le chef ne peut agir seul ; il doit être assisté dans la chefferie, du conseil des notables et dans le secteur, de son conseil de secteur, ce qui implique qu'il ne peut prendre de règlement que *d'accord* avec son conseil.

Pour les conseils des notables : ce sont les règles coutumières qui déterminent de quelle manière les décisions en sont acquises.

Pour les conseils de secteur : les décisions en sont prises à la majorité des voix, comme dans toute assemblée délibérante.

9. *Initiative en matière réglementaire.*

Les chefs peuvent édicter — sous les réserves et suivant la procédure précédente — de tels règlements, soit spontanément, soit à l'initiative des autorités territoriales. Dans cette dernière alternative, leur rôle se bornera alors à inviter le chef à agir. C'est lui qui édictera le règlement, car en cette matière non traditionnelle, il est sous les ordres de l'autorité européenne et devra obéir.

(1) Magotte, *Novelles*, p. 457.

10. *Personnes soumises aux règlements.*

Les règlements ne sont obligatoires que pour les indigènes. En effet, ainsi qu'il fut mis en lumière devant le Conseil Colonial « les pouvoirs de réglementation donnés aux chefs, dans ce qu'ils intéresseraient les Européens, dépassent le cadre du présent décret. Les chefs des circonscriptions pourront — et ici l'intervention du Conseil des notables, chaque fois qu'il existe, est exigée — prendre certains règlements de police uniquement applicables à leurs ressortissants. En ce faisant, il n'est pas douteux qu'ils resteront dans la tendance générale de la coutume ».

Toutefois, Magotte estime que « le terme « ressortissants » est trop étroit et a certainement trahi la pensée du rapporteur, car il ne traduit pas la pensée du législateur ». L'éminent auteur pense qu'« il faut entendre que les règlements s'appliquent aux indigènes qui se trouvent dans le ressort de la circonscription, ne fissent-ils même que la traverser en quelques heures, ce qui n'en fait pas les ressortissants des chefs, mais les oblige au respect des règlements en vigueur dans la circonscription » (1).

Bien que les règlements ne puissent obliger que les indigènes, il pourrait cependant y avoir intérêt à en étendre l'application aux non-indigènes. Dans ce cas, leur généralisation à l'ensemble de la population, devrait faire l'objet d'un arrêté de l'autorité européenne compétente.

11. *Suspension et annulation des règlements.*

L'article 39 in fine dispose que l'administrateur territorial peut suspendre l'application des règlements, à charge d'en référer au commissaire de district qui, lui, et lui seul, peut les annuler.

Concernant ces suspension et annulation Magotte est amené à poser la question suivante : « Faut-il entendre — dit-il — qu'il ne peut s'agir que d'une suspension en

(1) Magotte, *Novelles*, p. 458.

vue d'annulation, c'est-à-dire que l'administrateur suspend l'application d'un règlement qu'il condamne, pour en référer au commissaire de district qui ne pourrait que l'annuler, ou décider, contrairement à l'avis de l'administrateur, qu'il peut être appliqué, ce qui aurait pour effet de le mettre ou de le remettre en vigueur ? ».

Il y répond ainsi, en admettant que « le texte ne s'oppose pas à une interprétation plus large », car « il pourrait arriver que l'administrateur estime — pour des raisons nées de circonstances momentanées — qu'il y ait intérêt à suspendre l'application d'un règlement, excellent en soi, et qui pourrait ultérieurement reprendre vigueur. Dans ce cas, il en référerait au commissaire de district, qui pourrait approuver cette suspension momentanée du règlement, soit dans son intégralité, soit dans certaines de ses dispositions » (1).

12. *Sanction des règlements.*

L'article 40 du décret permet de sanctionner les manquements au respect des règlements édictés par les chefs et prévoit pour les contrevenants sept jours au maximum de servitude pénale et 100 francs d'amende ou l'une de ces peines seulement.

SECTION V

DEVOIRS DES AUTORITÉS INDIGÈNES

A

DEVOIRS VIS-A-VIS DE LEURS ADMINISTRÉS

1. *Définition.*

En ce qui concerne les autorités, le décret aurait pu se borner à définir leurs obligations envers l'administration européenne, puisqu'il entend ne pas intervenir dans la vie

(1) Magotte, *Novelles*, p. 458.

coutumière. Mais le législateur, et en l'espèce le Conseil Colonial, « a tenu à rappeler les devoirs que les autorités indigènes assument envers leurs administrés, et à marquer clairement, une fois de plus, qu'il ne les considère pas seulement comme les agents du pouvoir occupant, mais aussi comme des autorités revêtues de pouvoirs exclusivement issus de la coutume, et régis par elle, et qu'ils sont, à ses yeux, les représentants et les protecteurs naturels de leurs indigènes ». C'est pourquoi l'article 43 du décret déclare qu'ils doivent à leurs administrés, aide et protection. Cette disposition qui est reprise presque textuellement du décret du 2 mai 1910, précise une fois de plus la mission des chefs, telle que l'entend le législateur. Le texte de 1910 portait que « les autorités indigènes doivent à leurs administrés justice, aide et protection » ; la nouvelle rédaction a délaissé les devoirs de justice, parce que cette matière est régie par le décret du 15 avril 1926 sur les juridictions indigènes.

2. *Etendue.*

L'étendue des devoirs des autorités indigènes vis-à-vis de leurs administrés a été nettement précisée par le rapporteur du projet de décret devant le Conseil Colonial qui a déclaré que « la disposition devait s'interpréter dans ce sens, que l'aide et la protection à ses ressortissants, dont le décret faisait sans restriction un devoir à l'autorité indigène, devaient être exercées en faveur des habitants des circonscriptions aussi bien, lorsqu'il y échéait, vis-à-vis des autorités européennes ou des tiers, qu'à l'occasion de relations intérieures et coutumières au sein des communautés » (1).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 952.

B

DEVOIRS ENVERS L'ÉTAT

3. *Énumération.*

Le décret énumère toute une série de devoirs envers l'Etat, imposés aux autorités indigènes, indépendamment de ceux qui, n'étant pas compris dans cette énumération, résulteraient de dispositions législatives ou réglementaires particulières.

En conséquence et d'après l'article 44 du décret, les chefs doivent, indépendamment des devoirs qui leur seraient imposés par des dispositions législatives ou réglementaires particulières :

a) faire connaître, par voie de proclamation, aux membres de leur circonscription, les règlements, décisions, ordres et avis des autorités compétentes, et transmettre les demandes émanant de leurs administrés aux autorités territoriales ;

b) concourir à l'application des dispositions relatives au recensement et à la délivrance du passeport de mutation, notamment, fournir à ce sujet tous les renseignements demandés par l'autorité territoriale, et informer celle-ci de tous décès, naissances, disparitions ou migrations ;

c) collaborer à la perception de l'impôt indigène suivant la législation sur la matière ;

d) collaborer à l'application des dispositions sur les réquisitions civiles et militaires, suivant la législation sur la matière ;

e) concourir à la levée des contingents de la milice suivant la législation sur la matière (1) ;

f) faire connaître à l'autorité territoriale tout événement important survenu dans la circonscription, les projets de

(1) En cas de décès ou de disparition d'un réserviste, prévenir l'administrateur du territoire et lui remettre, si possible, le livret du défunt ou du disparu (art. 6, 4^o et 7^o de l'ordonnance du Gouverneur Général du 12 juin 1920).

déplacement des villages, l'arrivée et l'installation, dans la circonscription, d'indigènes qui y sont étrangers ; l'apparition de maladies contagieuses, épidémiques ou épizootiques, les différends de nature à troubler la paix publique survenant entre circonscriptions et au sein de la circonscription ;

g) aviser l'autorité judiciaire de toute infraction commise dans la circonscription et sortant de la compétence du tribunal indigène ;

h) arrêter et conduire sans retard devant l'autorité judiciaire, les indigènes inculpés d'infractions graves et sortant de la compétence du tribunal indigène ;

i) mettre en détention, pendant vingt-quatre heures au maximum, les indigènes qui, par leur conduite, compromettraient soit leur sécurité ou la sécurité d'autrui, soit la tranquillité des habitants ;

j) prêter main-forte à l'exécution des sentences judiciaires lorsqu'elles en sont requises ;

k) isoler les indigènes présentant des symptômes de maladies contagieuses ;

l) isoler les animaux présentant des symptômes de maladies épizootiques ;

m) concourir à l'application des mesures que les autorités administratives et médicales auraient légalement prises, pour combattre les maladies épidémiques, endémiques et contagieuses ;

n) assurer l'exécution des travaux indiqués aux articles 45 et 46 — que nous commenterons ci-après — et prêter leur assistance pour l'exécution de tous autres travaux créés d'utilité publique.

Les incarcérations visées sous le littéra i) constituent des mesures préventives pour des cas d'urgence et de nécessité. Comme il aurait été déraisonnable — ainsi qu'il fut décidé par le Conseil Colonial — d'exiger que, sur toute l'étendue des circonscriptions, fussent disséminés les locaux ad hoc prévus par la première rédaction : au chef-lieu, la maison de détention sera évidemment utilisée, mais ailleurs ce sera un local quelconque.

En ce qui concerne l'assistance que les chefs doivent prêter pour l'exécution des travaux décrétés d'utilité publique, il est nécessaire de préciser la portée et de noter l'importance du mot « décrété ». Si le législateur s'en était tenu aux termes « travaux d'utilité publique », « comme la notion d'utilité publique est un peu floue, des fonctionnaires eussent pu estimer, en toute sécurité d'esprit, que tel travail de construction de route ou d'édification d'un local, s'imposait dans l'intérêt général. C'est ce qu'il fallait éviter. C'est pourquoi il faut interpréter le texte dans ce sens que, seuls les travaux qualifiés « d'utilité publique » par le législateur, seront considérés comme entrant dans le cadre de ce littéra » (1) et c'est ce que marque, en vue d'en assurer une bonne interprétation, l'introduction dans le texte du mot « décrétés » puisqu'un décret prévoyant des travaux porterait en lui-même, ses moyens d'exécution... Le législateur, en l'espèce, agit par la voie d'un décret reconnaissant le caractère d'utilité publique à tels travaux déterminés.

4. *L'administration doit faciliter la tâche des chefs.*

Le double rôle, le double caractère des autorités indigènes, leur créent une double série de devoirs. Et, comme le fit ressortir le rapporteur devant le Conseil Colonial, « l'exécution d'obligations diverses, coutumières d'un côté, administratives de l'autre, pourra provoquer des conflits dans la conscience des chefs »... Mais ajouta-t-il : « il appartient à l'administration de s'efforcer de les apaiser tout autant en modérant ses exigences qu'en s'efforçant de faire comprendre à tous, qu'il ne peut y avoir de contradiction fondamentale entre les intérêts en présence, même s'ils sont apparemment ou momentanément opposés » (2):

D'autre part, le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge attire particulièrement leur attention sur cette délicate question.

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 981 (1^{re} citation).

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 952.

Il leur précise que si les articles précédents consacrent, tout en la limitant, l'autorité des chefs dans l'exercice de leurs fonctions traditionnelles, l'article 44 fait du chef, l'instrument principal de l'action civilisatrice du Gouvernement sur les communautés indigènes, mais que ce n'est cependant pas du jour au lendemain que les chefs s'acquitteront d'une manière satisfaisante des devoirs que ces articles leur imposent. Les administrateurs devront donc avoir de la patience, user d'habileté, n'exiger et ne sanctionner qu'opportunément.

Le Recueil reconnaît ensuite qu'il est toutefois des fautes qui, à raison du caractère qu'elles ont ou des graves conséquences qu'elles entraînent, doivent rendre les agents européens impatients de les prévenir et sévères dans la répression. Ainsi l'abstention d'aviser l'administrateur territorial de l'existence des différends entre les chefferies et au sein de la chefferie — avis qui doit être donné par les chefs en vue de mettre l'autorité à même d'empêcher les conflits armés entre indigènes — constitue une faute disciplinaire d'une certaine importance.

Le Recueil ajoute encore que grave est surtout la participation active ou tacite des chefs à des guerres intestines, qu'elle doit être sanctionnée sévèrement par l'action disciplinaire, même en dehors de toute répression judiciaire... Spécialement grave est l'abstention de signaler les sacrifices humains, les épreuves du poison, les actes d'anthropophagie. Ici, mentionne le texte administratif, l'autorité ne dispose à l'égard des chefs que de l'action disciplinaire, à moins qu'ils ne soient coauteurs et complices de ces faits.

CHAPITRE TROISIÈME

Personnel auxiliaire des circonscriptions

SECTION I

PORTEURS DE COMMUNICATIONS ET POLICIERS

L'article 41 du décret prévoit, pour les besoins de l'administration des circonscriptions, l'intervention d'auxiliaires : porteurs de communications et policiers. Le commissaire de district en fixe le nombre pour chaque circonscription.

SECTION II

RÈGLES DE SUBORDINATION DES PORTEURS DE COMMUNICATIONS ET DES POLICIERS

Ces auxiliaires sont exclusivement attachés au service des groupements auxquels ils appartiennent, et relèvent des autorités indigènes qui les nomment avec l'agrément de l'administrateur territorial.

SECTION III

ROLE DES PORTEURS DE COMMUNICATIONS ET DES POLICIERS

1. Porteurs de communications.

Les porteurs de communications sont chargés de transmettre les messages des autorités européennes, intéressant leur circonscription, et ceux que les autorités indigènes

adressent soit à l'autorité européenne, soit à toutes autres. L'autorité européenne ne peut employer, pour ses communications aux autorités d'une circonscription, que les porteurs de communications qui en relèvent.

Le rôle des porteurs de communications est strictement limité ; ils n'ont à intervenir en rien dans l'administration de la circonscription.

Le caractère de leurs fonctions indique également qu'ils doivent résider au sein des chefferies.

2. *Policiers.*

Les policiers sont chargés de prêter main-forte pour assurer l'exécution des décisions des autorités indigènes et lorsqu'elle est confiée à celles-ci, soit en vertu de dispositions législatives, soit par décision des représentants de l'administration, l'exécution des mesures prescrites par l'autorité européenne.

Le décret n'exige pas qu'il existe partout un corps de policiers distincts des porteurs de communications. Le commissaire de district, chargé d'en fixer le nombre, peut toujours décider que les porteurs de communications, seront en même temps chargés du rôle de policier. Ils s'apparentent alors aux anciens « messagers » du décret de 1910.

SECTION IV

INSIGNE DES PORTEURS DE COMMUNICATIONS ET DES POLICIERS

Ces auxiliaires doivent être porteurs d'une marque distinctive, déterminée par le Gouverneur général et destinée à attester leur caractère aux yeux des indigènes.

Ils doivent en être porteurs dans l'exécution de leur mission.

C'est l'ordonnance du 14 mars 1935 qui a fixé les insignes du personnel auxiliaire des circonscriptions.

Jusqu'en 1925, cet insigne consistait — à titre indicatif — en une plaque d'aluminium de forme rectangulaire, mesurant 45 millimètres sur 35 et portant à l'envers les mots : « Congo Belge — Messenger » « Belgisch Congo-Boodschapper ». Il était suspendu au cou par une chaînette.

SECTION V

SALAIRE DES PORTEURS DE COMMUNICATIONS ET DES POLICIERS

Les policiers et les porteurs de communications reçoivent un salaire dont le taux est déterminé, pour chaque district, par le commissaire de province. Il est donc uniforme pour toutes les circonscriptions de ce ressort territorial. Les salaires sont à charge du budget de la circonscription, « ce qui est naturel — dit Magotte — puisque ces auxiliaires relèvent des autorités indigènes et sont affectés exclusivement au service des groupements qui les emploient » (1). D'autre part, pour arrêter judicieusement les salaires, le Commissaire de province est sans aucun doute mieux placé que le Gouverneur général. Le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du Service territorial au Congo Belge précise à cette occasion que ce salaire est accordé à charge du budget, tant pour les dédommager des services qu'ils sont appelés à rendre que pour rendre efficace le pouvoir disciplinaire de l'autorité sur ces intermédiaires.

Les Commissaires de district, dans les propositions qu'ils ont à faire pour déterminer le taux des traitements des messagers indigènes, doivent s'inspirer de cette considération que ces auxiliaires étant établis dans le village de leur chef, vivent de l'existence des natifs et se trouvent dans des conditions matérielles bien plus aisées que les travailleurs des stations. Les messagers indigènes ne doivent pas trouver dans leurs seules fonctions les moyens de subvenir à leur existence. La rémunération qui leur est attribuée

(1) Magotte, *Novelles*, p. 460.

peut ne constituer qu'un supplément aux ressources qu'ils peuvent se créer dans le village natal où ils partagent la vie et la communauté. Au surplus, l'octroi d'un traitement élevé risque de faire des messagers, de véritables parasites. En conséquence, leur traitement doit être fixé à un taux modeste.

Il faut, d'autre part, conclut le Recueil, éviter de multiplier le nombre de ces intermédiaires, afin d'éviter d'augmenter les charges budgétaires, les traitements, si faibles soient-ils en particulier, devant, par leur accumulation, représenter un total élevé... La disposition précédente permet donc de faire supporter par les budgets locaux la charge des salaires, mais elle ne signifie pas qu'il est obligatoire qu'il en soit ainsi. En effet, dans les cas de circonscriptions sans budget ni ressources propres, la Colonie assumera la charge de ces dépenses.

SECTION VI

RÉGIME DISCIPLINAIRE

1. *Policiers et porteurs de communications.*

L'article 42 du décret spécifie que « tout porteur de communications ou policier qui manque à ses devoirs ou qui abuse de ses attributions est passible des peines disciplinaires ci-après :

- 1° le fouet, de 4 à 12 coups ;
- 2° la prison, avec privation de salaire pendant 21 jours au maximum ;
- 3° la révocation.

Il fut expliqué avec succès, devant le Conseil Colonial que « le décret ne prévoyait qu'un régime disciplinaire unique pour les porteurs de communications et pour les policiers, parce qu'en fait, ils étaient des auxiliaires interchangeables ». Le rapporteur précisa ensuite que : « d'une part, leur mission était très proche, mutatis mutandis, de celle qui, dans la Métropole, était dévolue à la gendarmerie

et que d'autre part, elle les exposait à de fortes tentations. Les possibilités de répression devaient donc être suffisamment larges et efficaces, et c'est pourquoi, ils étaient soumis à un régime disciplinaire analogue à celui qui est en vigueur dans la Force publique, la révocation en plus » (1).

2. Autres catégories d'auxiliaires.

Outre les auxiliaires précédents, la circonscription peut être amenée à engager, pour les besoins de son administration, certains autres subordonnés : employés ou clercs. Comme les dispositions de la législation sur le contrat de travail ne sont pas applicables à leurs contrats d'engagement, ceux-ci n'eussent pas été sanctionnés si le décret n'y avait pourvu. C'est pourquoi son article 42 dispose que « les indigènes engagés pour les besoins de l'administration de la circonscription sont passibles :

- a) de la privation de salaire pendant une durée maximum d'un mois ;
- b) de la révocation ».

3. Autorités qualifiées pour infliger les peines.

Toutes les peines qui peuvent être infligées soit aux policiers et porteurs de communications, soit aux clercs et employés, sont prononcées par le chef de la circonscription indigène ou par l'administrateur territorial.

4. Inexistence de recours contre ces peines.

Le décret n'organise aucun recours en matière disciplinaire, que les peines soient infligées par l'administrateur ou par le chef. L'administrateur ne peut intervenir que pour infliger la peine lui-même, et directement ; il ne le pourrait pour décider sur un recours, qu'un auxiliaire introduirait devant lui, contre une peine que son chef lui aurait infligé. Celle-ci est sans appel.

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 979.

CHAPITRE QUATRIÈME

Obligations imposées aux circonscriptions indigènes

Le décret impose aux circonscriptions indigènes des obligations qui consistent en prestations diverses de deux ordres : les unes ne pouvant être exigées que moyennant rémunération, les autres n'en comportant aucune.

Au surplus, nous mentionnerons plus tard que les circonscriptions doivent encore se soumettre, en certains cas, à des règles concernant le déplacement des villages.

SECTION I

PRESTATIONS NON RÉMUNÉRÉES

1. Enumération.

Selon l'article 45 du décret, les circonscriptions indigènes sont tenues aux obligations suivantes, sans qu'intervienne le budget de la Colonie :

- a) maintenir les villages en état constant de propreté ;
- b) exécuter les travaux prévus par les règlements concernant les mesures à prendre pour combattre la maladie du sommeil et tous autres travaux d'hygiène jugés utiles par l'autorité compétente ;
- c) construire et entretenir les locaux que l'autorité médicale, d'accord avec l'autorité administrative, jugerait nécessaires pour la visite, le traitement, l'hospitalisation ou l'internement des malades ambulants et autres ;
- d) procéder aux inhumations dans des conditions sauvegardant l'hygiène ;

e) construire et entretenir en bon état une ou plusieurs écoles ;

f) construire au chef-lieu de la circonscription et entretenir en bon état un bâtiment destiné à l'incarcération des indigènes ;

g) créer et maintenir en bon état les voies de communication d'intérêt local et les passages d'eau et de marais qu'elles comportent ;

h) faire et entretenir dans la circonscription, soit des cultures de vivres pour l'alimentation et dans l'intérêt exclusif de la population, soit des cultures de vivres ou de produits d'exportation, imposées à titre éducatif, et exécuter, dans les mêmes conditions, tous travaux de reboisement.

La vente des produits de ces cultures et travaux de reboisement s'effectuera sans contrainte et au bénéfice individuel et exclusif des cultivateurs.

2. Observations et commentaires sur quelques-unes de ces prestations non rémunérées.

Tout d'abord, en ce qui concerne le littéra c) de l'article 45, notons qu'il fut décidé par le Conseil Colonial que la crainte qu'à priori on pourrait entretenir de voir cette obligation peser d'un poids trop lourd sur les indigènes devait être écartée, parce qu'elle entraînait dans le cadre des 60 jours de travail exigibles, dont le contrôle relève du Commissaire de province conformément à l'article 47.

Ensuite, précisons combien la nouvelle rédaction du littéra d) de l'article 45 est mieux adaptée aux circonstances et par conséquent à l'intention poursuivie, en substituant son texte, plus large d'interprétation à l'ancienne disposition qui prescrivait aux circonscriptions indigènes « d'établir des cimetières à 300 mètres au moins de la limite extrême de chaque village, à l'endroit désigné par l'autorité européenne ». Pour obtenir l'adhésion des membres du Conseil Colonial à son projet, le rapporteur avait d'ailleurs fait observer très justement que « jamais les dispositions du texte proposé par l'Administration, reprises du décret du

2 mai 1910, n'avaient été appliquées, parce que, d'une part, elles allaient souvent à l'encontre de coutumes invétérées et, d'autre part, parce que le contrôle en était très difficilement assuré par l'autorité territoriale ; qu'au surplus, elles n'étaient susceptibles d'atteindre leur but ni dans le cas si fréquent de semi-permanence des villages indigènes, ni dans le cas où chacun d'eux est réduit à un groupement de quelques personnes...».

Notons enfin, pour terminer ce paragraphe que le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge montre à ses usagers toute l'importance, de par leur but, des articles 45 et 46. « Ils tendent à faire de chaque chefferie, — dit-il — un centre assurant à ses habitants des avantages que la communauté ne présente pas dans la vie traditionnelle. Il s'agit principalement d'amener les indigènes, par des travaux faits en commun, à se créer des conditions plus hygiéniques et à améliorer leur situation économique, soit par des cultures ou autres travaux de rapport, soit par la multiplication et l'entretien des voies de communication à l'intérieur des chefferies.

Il faut qu'en aucun des points qu'elles prévoient, ces dispositions ne restent lettre morte. L'amélioration du sort des indigènes dépend de la mesure et du temps dans lesquels elles seront observées. Elles n'ont cependant pas toutes le même caractère d'urgence. L'intérêt hygiénique prime évidemment tous les autres. Il faut sérier les travaux.

Encore convient-il, sous peine de provoquer des résistances inutiles et parfois fâcheuses, de ne pas se montrer trop brusquement exigeant. Il faut tenir compte des coutumes, des superstitions et des facultés des indigènes, ne graduer qu'insensiblement les obligations, choisir le moment le plus opportun pour en réclamer l'accomplissement.

Il importe aussi de veiller à la continuité de l'effort dans la même direction. Les modifications rendent souvent stériles les travaux antérieurs, ce qui cause du préjudice à la communauté comme aux indigènes eux-mêmes ; elles

les rendent plus réfractaires à l'exécution de leurs obligations, elles provoquent même de l'irritation. Pour éviter la nécessité de modifications, il ne faut prendre des décisions qu'après mûre réflexion.

Il faut savoir stimuler les bonnes volontés, notamment par des marques tangibles de satisfaction données aux chefs-feries qui ont cherché à remplir leurs devoirs. Les travaux pour lesquels un paiement est prévu doivent être rémunérés avec soin et conformément à nos règlements.

Sous ces réserves et ces modalités, les fonctionnaires territoriaux doivent tenir constamment la main à la complète exécution des prescriptions édictées dans les articles envisagés. Ici, comme ailleurs, il faut éviter les alternatives de zèle et de relâchement, qui nuisent si fort à l'administration des populations indigènes » (1).

3. Création et entretien de certaines voies de communication.

La création et l'entretien des voies de communication d'intérêt local, s'inspirent de diverses considérations d'ordre médical, politique, administratif et économique.

Les obligations des circonscriptions étant très différentes suivant qu'il s'agit de voies de communications d'intérêt local, ou, comme nous le verrons, de routes d'intérêt général ; il importe que les routes soient classées dans l'une ou l'autre catégorie, afin que les représentants de l'administration chargés de veiller à l'application des dispositions du décret, n'aient aucune hésitation quant à la détermination du genre de prestations qu'ils sont en droit de requérir des circonscriptions et quant au droit éventuel de ses membres à une rémunération.

C'est pourquoi le Gouverneur général a, dans une ordonnance du 7 décembre 1936, procédé au classement des routes et déterminé celles qui sont d'intérêt général.

(1) Recueil à l'usage... déjà cité, 4^e édition 1925, pp. 206 et 207.

4. Cultures obligatoires.

Le texte du littéra h) soumis à la Commission du Conseil Colonial provoqua de longues controverses. Sa base elle-même fut soumise à la critique.

1^o Objections au principe de l'obligation pour les cultures.

Le principe de l'obligation de culture est très discuté. On lui oppose comme raisons principales que la contrainte, employée trop souvent sans mesure, sans souci des circonstances, est peu susceptible de donner des résultats durables, les seuls qui importent, et que l'expérience aurait démontré les inconvénients d'une politique économique n'attendant de résultats que de la perpétuation d'un régime essentiellement fondé sur le maintien indéfini de l'obligation.

« L'industriel ou le commerçant s'appuie trop exclusivement sur la contrainte — dirent ses adversaires devant la Commission. Confiant dans l'obligation faite à l'indigène d'alimenter ses installations et ses machines, il ne fait aucun effort d'adaptation. Sa principale préoccupation, qu'on ne saurait d'ailleurs lui tenir à grief, est le revenu de son activité. Dans les périodes de prospérité son succès, accentué par la faiblesse des rémunérations consenties au producteur indigène, lui assure des bénéfices dont l'importance le pousse à voir grand, à développer son entreprise dans des proportions incompatibles avec les difficultés des périodes de dépression économique. Pour tenir, il s'adresse à l'Administration qui, inquiète de voir compromis les résultats obtenus par le concours qu'elle a donné, ne fût-ce qu'en suite de leur répercussion budgétaire et de leur répercussion sur les œuvres et institutions dont bénéficient les indigènes eux-mêmes, envisage immédiatement et en ordre principal la compression des prix d'achat au cultivateur et l'augmentation de la production. L'on arrive à des rémunérations individuellement infimes si on les mesure à la tâche imposée. Notre expérience coloniale de ces dernières années est concluante en ce sens ; on tourne dans un cercle vicieux,

caractérisé au surplus par l'impossibilité de le rompre puisque les immobilisations de capitaux ayant été faites avec tout au moins l'approbation implicite de l'Administration, empêcheront pendant très longtemps que l'indigène soit orienté dans d'autres voies, même si la première ne laisse entrevoir aucune issue satisfaisante... » (1).

Tel fut le réquisitoire prononcé contre le principe de l'obligation en matière de cultures.

2° Arguments en faveur de l'obligation.

Les partisans de l'obligation firent ressortir, de leur côté, qu'il importait « de ménager à l'autorité, notamment la possibilité d'amener des populations pauvres et souvent misérables à chercher, dans certaines cultures non coutumières, des moyens d'améliorer leurs conditions d'existence, la nécessité d'intégrer ces productions nouvelles dans des organisations commerciales et industrielles européennes, seules capables de les traiter et de les monnayer, l'intérêt de faire coïncider l'apparition de ces deux activités solidaires, dont l'une, exigeant des immobilisations ne peut s'accommoder des retards qu'entraînerait pour l'autre l'obéissance à des méthodes de pure persuasion » (2).

3° Portée des critiques soulevées par l'obligation.

A la vérité, ce n'est pas l'obligation de cultiver qui doit être mise en cause, mais son application abusive. Le rôle du législateur est donc de synchroniser dans un accord convenable des nécessités non contradictoires dans leur essence. L'accord s'établit rapidement sur ce point. C'est pourquoi, le principe du travail obligatoire pour les cultures étant accepté, le législateur a voulu que le texte marque qu'il entend que son application réserve, en toutes circonstances, aux indigènes, le bénéfice de l'alinéa de l'article 2

(1) Rapport, Cons. Col., Bull. Off. 983 et 984.

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 983.

de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo Belge, qui dispose que « nul ne peut être contraint de travailler pour le compte ou au profit de particuliers ou de sociétés ». Le législateur a ainsi recherché une formule indiquant, aussi nettement que possible, qu'il entend assurer aux indigènes toutes les garanties indispensables, formule dont l'administration doit s'inspirer dans l'application de la disposition ainsi que nous le verrons ci-après. (V. 6°. Garantie assurée aux cultivateurs indigènes).

4° Objet et limite de l'obligation de culture.

L'objet de l'obligation est de :

Faire et entretenir dans la circonscription :

1° des cultures de vivres pour l'alimentation et dans l'intérêt exclusif de la population ;

2° des cultures : de vivres d'exportation, ou
b) de produits d'exportation.

Un décret du 16 février 1937 y a ajouté l'exécution de tous travaux de reboisement.

Quelles sont ensuite les limites de l'obligation résultant de l'article 45, littera h, en vertu duquel l'indigène est tenu « de la culture et des travaux d'entretien » ? Magotte, nous répond que « tout ce qui concerne la culture, depuis la préparation du terrain et l'ensemencement, jusque et y compris la récolte, qui est une des opérations de la culture, est inclus dans cette obligation que le décret impose à titre éducatif » (1).

A quel moment l'indigène peut-il récolter ? « Au moment normal de la récolte — nous explique longuement le même auteur — c'est-à-dire quand les plantations sont arrivées à maturité ; l'obligation s'étend, en effet, aux travaux nécessaires d'entretien qu'il ne peut cesser à sa guise et au moment qui lui plaît, car, à quoi servirait-il de pouvoir lui imposer l'obligation de planter ou de semer, s'il deme-

(1) Magotte, *Novelles*, p. 462.

rait libre de délaissier son champ, à quelque moment que ce soit, fût-ce même très peu de temps avant l'époque de la récolte ? Ces travaux d'entretien, l'indigène est tenu de les exécuter jusqu'à l'époque de l'aboutissement normal de la culture, c'est-à-dire jusqu'à la récolte des produits mûrs ; récolter avant maturité c'est mettre fin à la culture avant qu'elle soit parvenue à son terme, c'est se libérer prématurément des travaux d'entretien et se soustraire ainsi à une partie d'une obligation dont l'inexécution est sanctionnée.

« Comment d'ailleurs serait, au point de vue technique, réalisé le but éducatif poursuivi, si on n'imposait à l'indigène de laisser croître ses cultures jusqu'au moment normal de la récolte, qui lui sera indiqué ? Comment ce but le serait-il, du point de vue commercial, s'il était permis à l'indigène de récolter et de présenter en vente des produits non mûrs, si on ne lui ménageait — en l'obligeant à ne vendre et pour cela à ne récolter que des fruits parvenus à maturité — la possibilité de constater le sérieux avantage qu'il retirera en ne livrant sur les marchés que des produits de bonne qualité ?

« Ainsi donc, lorsqu'il s'agit des plantations imposées, le cultivateur a non seulement l'obligation, découlant du texte de l'article 45, littéra h, de récolter, mais aussi de ne récolter qu'à l'époque de la maturité — en d'autres termes, il lui est interdit de récolter avant maturité. Destinée à permettre de faire l'éducation, non seulement technique, mais commerciale, des indigènes en matière agricole, cette disposition donne au gouvernement le droit, et lui fait un devoir, d'initier les indigènes à toutes les opérations destinées à leur permettre d'obtenir, quel que soit le genre de culture, un rendement commercial et de les leur imposer. Le terme « culture » objet de l'obligation, s'entend de la production de produits de culture utilisables, c'est-à-dire arrivés au stade où ils peuvent être négociés. L'éducation commerciale des indigènes ne peut être réalisée, qu'autant qu'on les amène à avoir en mains des produits négociables, dont la vente les récompense de leurs efforts ; s'il n'en

était ainsi, l'obligation de cultiver n'aurait d'autres résultats que de brimer l'indigène et, en permettant qu'il se désintéresse des produits cultivés, alors qu'ils n'ont pas encore acquis leur valeur commerciale, de n'arriver qu'à un immense gaspillage de temps et d'efforts improductifs, générateur, parmi les populations frustrées d'une compensation légitime de leur travail d'un mécontentement certain » (1).

Telle est la portée du passage suivant du rapport du Conseil Colonial : « la corvée imposée à l'indigène se limite à la culture proprement dite accompagnée de travaux d'entretien ; elle ne comporte aucun apport sur aucun marché, en aucun endroit déterminé. Si le producteur est mécontent des prix offerts, il a le droit de se désintéresser des résultats de l'effort qui lui est imposé » (2).

Il signifie que « la corvée s'étend jusqu'au moment où l'indigène se trouve dans les conditions de présenter sur le marché un produit négociable, mais elle ne va pas au delà ; ne demeurent en dehors de l'obligation que les opérations qui suivent la culture, c'est-à-dire celles qui intéressent la destination que l'indigène entend donner aux produits utilisables et négociables obtenus, fruit de son travail, en d'autres termes, et suivant ce qui sera généralement le cas, leur vente ; le transport du produit de la récolte vers un lieu de vente, sa réalisation sur les marchés ou autrement, tout cela, mais cela seul, est étranger à l'obligation. L'indigène vend ou ne vend pas ; et s'il vend, il le fait à qui il veut et au prix qui lui convient. C'est ce que veut dire la phrase : « il a le droit de se désintéresser des résultats de son effort » (3).

(1) Magotté, *Novelles*, p. 462 et 463.

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 985.

(3) Magotté, *Novelles*, p. 462 et 463.

5° Condition imposée à l'obligation : caractère éducatif.

Les cultures ne peuvent être imposées qu'à titre éducatif. L'éducation de l'indigène justifie donc l'obligation et la portée de cette notion apparaît être la suivante :

Tout d'abord, ainsi qu'il résulte de la lecture du rapport du Conseil Colonial, le caractère éducatif auquel est subordonnée l'obligation de travail en exclut toute idée de pérennité. S'il est difficile de déterminer à quel moment l'éducation du cultivateur sera terminée, la limite pouvant être plus ou moins rapidement atteinte selon qu'il s'agit de plantations forestières (palmiers) arbustes (caféiers) ou de cultures annuelles (coton, riz) l'Administration, tout autant que les particuliers intéressés, aura l'attention toujours tenue en éveil. Chacun, sachant qu'il ne peut être question d'éterniser une situation une fois acquise, s'inquiétera de ses répercussions psychologiques et, pour s'assurer le bénéfice de la durée, s'efforcera de rendre la corvée populaire. Le sentiment du caractère temporaire de l'obligation en préviendra les manifestations abusives...

Sur cette question la Commission de la Main-d'œuvre — de son côté — avait déjà pris nettement position dès 1931 et, en conclusion au voyage d'étude dans la Colonie que venaient de faire ses délégués, son rapporteur général s'exprimait dans la forme ci-après : « le caractère éducatif de l'obligation, en excluant la permanence, on peut admettre dans les régions où une nouvelle culture intéressante est introduite que l'obligation sera applicable pendant une période de deux ou trois ans, jugée nécessaire pour en enseigner la technique, puis pendant une nouvelle période approximativement égale, destinée à en faire apprécier les avantages et à créer des habitudes. Dès lors, le jeu normal de l'offre et de la demande doit devenir la règle, l'indigène ayant acquis une expérience lui permettant de se décider dans un sens ou dans un autre.

« Comme il s'agit d'une politique de collaboration (l'indigène plante et récolte, l'Européen achète, transforme et exporte) un équilibre rationnel s'établira dans le cadre de la liberté.

« Dans l'avenir aucune culture de produits d'exportation ou de vente locale ne pourra être imposée, s'il n'est pas réservé au planteur une possibilité d'obtenir, par une certaine concurrence entre les acheteurs, une récompense équitable de ses efforts... ».

Le Conseil Colonial devait faire sien le point de vue émis par la commission de la main-d'œuvre, puisque son rapporteur justifia le caractère éducatif de l'obligation en disant qu'« en résumé on ne pouvait considérer les cultures obligatoires comme un moyen permanent de mettre la Colonie en valeur et d'alimenter des entreprises européennes greffées sur les cultures indigènes, qu'aussi, toute l'activité de l'administration serait tendue vers la suppression d'une contrainte adoptée temporairement pour déclencher chez ses ressortissants un état d'esprit favorable à l'extension de leur production agricole, et conséquemment, à leur prospérité économique propre » (1).

Pour les produits d'exportation, la notion d'éducation se conçoit. Par contre, comment la concilier avec une obligation portant sur des cultures de vivres qui sont cultures traditionnelles ?

Une première thèse, exposée devant le Conseil Colonial, « a contesté d'une manière absolue la possibilité de justifier, par la nécessité de l'éducation des indigènes, une obligation de faire des plantations alimentaires, non seulement, ce qui est évident, si elles doivent avoir pour but de subvenir aux besoins alimentaires des travailleurs de telle entreprise, de tel groupe de particuliers, ce qui est du domaine des rapports commerciaux normaux entre fournisseurs et consommateurs, mais même quand elles ont pour but d'amener les indigènes

à se prémunir contre le retour de famines qui, comme au Ruanda-Urundi, les avaient décimées » (1).

A cette thèse absolue fut opposée « la signification très générale du mot « éducation » qui couvre des notions très diverses d'instruction, de prévoyance, de moralité, etc... qui n'ont de commun que leur convergence vers une ascension de ceux qui la reçoivent. Par conséquent, toutes les cultures qui auraient pour effet d'améliorer, à un titre quelconque, la situation des cultivateurs, entrent dans ce cadre. Certaines populations trouveront un intérêt à s'orienter vers la production en grand de denrées jusqu'alors réservées à des besoins locaux, dès que l'exportation en deviendra possible. L'éducation envisagée sortira du cadre technique pour entrer dans le cadre commercial et l'intervention de l'Administration deviendra légitime. Il peut encore être nécessaire de développer chez telle population, la culture de produits qu'elle connaît, parce que, par imprévoyance, ses assolements sont régulièrement insuffisants, parce que des calamités accidentelles (intempéries, criquets) ont détruit ses récoltes, parce que l'irrégularité connue du climat l'expose à des moissons déficitaires. Dans ce cas encore, l'intervention de l'Administration est justifiée dans un but d'éducation, pour étendre des cultures traditionnellement insuffisantes, pour constituer des réserves alimentaires destinées à être engrangées ou à rester dans le sol, comme le manioc, en prévision des années de disette » (1).

6° Garantie assurée aux cultivateurs indigènes.

Le législateur assure également aux indigènes la libre disposition et le bénéfice du produit de leur travail. C'est ainsi que l'article 45, alinéa 2, littéra h, dispose que la vente des récoltes doit s'effectuer sans contrainte, c'est-à-dire que l'indigène cultivateur n'est pas tenu de vendre ses

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 985 et 1033.

produits et, lorsqu'il les vend, il le fait à qui et où bon lui semble, d'autre part, la vente se fait, à son bénéfice individuel et exclusif.

Il fut d'ailleurs mis en relief par le rapporteur devant le Conseil que « ces dispositions doivent être considérées comme de stricte observation. La corvée imposée à l'indigène est limitée à la culture proprement dite, accompagnée de travaux d'entretien ; elle ne comporte aucun apport sur aucun marché, à aucun endroit déterminé. Si le producteur est mécontent des prix offerts, il a le droit de se désintéresser des résultats de l'effort qui lui a été imposé. C'est dans ce sens que doit être interprétée l'expression « bénéfice exclusif des cultivateurs » (1).

Notons enfin — pour mémoire — que la Commission a laissé tomber sans plus, la notion de « travaux de rapport » reprise du décret du 2^e mai 1910. Elle a estimé que dans cette catégorie pourraient pénétrer notamment des corvées de cueillette et d'autres qui n'ont absolument rien à voir avec les intentions auxquelles elle s'est associée.

SECTION II

PRESTATIONS RÉMUNÉRÉES

4. *Enumération.*

En outre des prestations non rémunérées que nous venons de commenter, il en existe d'autres concernant l'exécution de travaux pour lesquels — selon l'article 46 — les travailleurs doivent recevoir à charge du budget de la Colonie, une rémunération calculée sur la base du taux habituel des salaires de la région.

Ces prestations sont les suivantes :

a) aménager et entretenir des gîtes d'étapes aux endroits désignés par l'autorité territoriale ;

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 985 et 1033.

b) construire et entretenir en bon état un logement à l'usage des autorités européennes de passage ;

c) participer, dans les limites de la circonscription, à l'aménagement et à l'entretien des routes d'intérêt général.

Les circonscriptions indigènes ne sont tenues de la construction des routes d'intérêt général, que dans la mesure où l'autorité européenne compétente ne trouverait pas, pour ces travaux, la main-d'œuvre volontaire nécessaire.

5. *Routes d'intérêt général. Aménagement.*

En ce qui concerne l'aménagement des routes d'intérêt général, la participation obligatoire, qui est limitée au tronçon compris dans les limites de la circonscription, fait l'objet d'une réserve. Ce n'est en effet qu'en ordre subsidiaire que la circonscription est appelée à la fournir. En ordre principal, c'est l'autorité européenne qui doit construire les routes de cette catégorie avec la main-d'œuvre volontaire recrutée à cet effet.

La réserve précédente ayant été mise en relief, essayons maintenant de déterminer quel sens le législateur a donné au terme peu heureux « aménagement ». Selon Magotte « le littera a) de l'article 46 dispose que les circonscriptions doivent « aménager et entretenir » des gîtes d'étapes et le littera c) les oblige à participer à l'« aménagement et à l'entretien » des routes d'intérêt général. Puisque, dans les deux dispositions, le législateur oppose aménagement à entretien, il ne donne donc pas au mot « aménagement » le sens « d'entretenir ». Ayant au littera c) inscrit l'obligation de « participer à l'aménagement et à l'entretien des routes », il formule ensuite une réserve quant à la construction seulement et non quant à l'entretien. Puisqu'à l'alinéa précédent, objet pour partie de cette réserve, il n'est pas question de construction, mais d'aménagement et d'entretien, et que l'entretien est étranger à la réserve, il faut

conclure que le législateur donne au mot « aménagement » dans le texte de l'article 46, la signification de construction » (1).

En ce qui concerne les travaux de route, notamment, le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du Service territorial au Congo belge leur rappelle que de tout temps les chefs de village ont eu l'obligation d'assurer le libre passage des grands chefs coutumiers à travers la forêt et que le pouvoir dominant ne fait que maintenir cette coutume et la développer normalement en favorisant les arrangements collectifs. C'est naturellement à l'administrateur de juger, dans chaque cas, si le chef dispose en fait d'une autorité suffisante pour faire exécuter les dits travaux. Mais son intervention est indiquée en tout état de cause. En cas de contrat collectif, la convention pourra stipuler, outre l'allocation d'un prix à déterminer, la fourniture des instruments de travail nécessaires à l'établissement de la route et, éventuellement, d'autres subsides. Il incombera au chef de régler la répartition du travail et des allocations entre les membres de la communauté.

Il va sans dire que l'autorité européenne doit veiller à ce que ces contrats collectifs n'astreignent pas les indigènes à des obligations que l'éloignement des endroits où ils devraient être exécutés ou d'autres raisons rendraient excessives. Il ne faut pas, notamment, que les travaux de route soient tels qu'ils empêchent les indigènes de se livrer à leurs travaux de cultures ou obligent les femmes de les délaisser, par suite de l'obligation qu'elles pourraient avoir de parcourir de longues distances pour ravitailler leur mari...

(1) Magotte, *Nouvelles*, p. 465.

SECTION III

CONDITIONS COMMUNES A TOUTES LES PRESTATIONS IMPOSÉES AUX CIRCONSCRIPTIONS

6. *Programme des travaux imposés aux circonscriptions.*

1° Coordination nécessaire.

Tous les travaux prévus aux articles 45 et 46 ne peuvent être effectués en ordre dispersé et au gré de chaque administrateur. Avec une telle façon de procéder, on aboutirait, pour des travaux dont l'intérêt dépasse les limites du territoire, à contrarier les efforts et à en annihiler peut-être le résultat. C'est pourquoi, il apparut au Conseil Colonial qu'il importait de coordonner les efforts pour les harmoniser, leur faire produire le maximum d'effets utiles et aussi pour éviter que l'effort réclamé des populations dépasse les bornes fixées par le décret, qui limite à soixante jours par an le temps pendant lequel les indigènes peuvent être astreints à l'exécution des travaux prévus.

2° Procédure.

Le commissaire de province, d'après les renseignements et les propositions reçus, arrête annuellement le programme d'ensemble des travaux à exécuter dans chaque circonscription, de manière à ne pas dépasser la limite autorisée (art. 47).

En ce qui concerne le programme des travaux de culture obligatoires, il ne pouvait pas non plus être subordonné à des décisions qui n'auraient pas été concertées ou coordonnées. C'est pourquoi le décret dispose en son article 47, deuxième alinéa, que ces travaux feront tout spécialement l'objet d'un programme établi par le commissaire de district, mais conformément aux règles fixées par ordonnance du Gouverneur Général (V. en ce sens : Ordonnance du 25 septembre 1935. Bulletin administratif 1935 ; pages 687 et suivantes).

L'article 47 ne spécifie pas que ce programme doit être établi chaque année par le commissaire de district, mais c'est bien annuellement qu'il le sera, puisqu'il est conditionné par celui que le commissaire de province est chargé d'élaborer annuellement.

Aux termes de l'ordonnance, le commissaire provincial fixe le programme agricole de sa province, en attribuant leurs zones de culture aux différents produits à propager.

L'introduction éventuelle dans les cultures obligatoires, d'une nouvelle culture de produits d'exportation, nécessite l'autorisation du gouverneur général. « Seul, en effet — dit Magotte — celui-ci possède, ou peut réunir des éléments d'appréciation suffisants pour décider des cultures nouvelles pouvant être entreprises avec succès et chance d'une marge bénéficiaire intéressante pour les indigènes et éviter que ceux-ci soient astreints à établir des cultures sans avenir et sans débouchés » (1).

En prenant pour base le programme arrêté par le commissaire provincial, le commissaire de district détermine — chaque année également — par régions de son district, les cultures à imposer et précise, pour les indigènes de chaque groupement, dans quelle proportion elles interviendront pour l'ensemble de leurs obligations de travail. Il n'établit ce programme qu'après avoir fait procéder, dans chaque territoire, par l'administrateur ou son délégué, à une enquête qui porte sur une série de points, qu'énumère l'article 2 de l'ordonnance (2) et au cours de laquelle les avis des autorités indigènes sont recueillis et consignés au procès-verbal de l'enquête.

(1) Magotte, *Nouvelles*, p. 465.

(2) Ces points sont par exemple :

a) ressources du territoire (nature du sol, climat, situation des cultures ou de l'élevage, etc...);

b) nombre des indigènes mâles, adultes et valides, professions habituelles;

c) voies de communication, et possibilités de ventes dans de bonnes conditions, des produits destinés au commerce ou à l'industrie;

d) outillage et matériel dont disposent les indigènes pour l'exécution éventuelle de travaux agricoles ou industriels...

En possession du programme du commissaire de district et des procès-verbaux d'enquête, le commissaire provincial, en cas d'approbation, fixe l'importance des travaux dans chaque groupement en tenant compte des disponibilités en main-d'œuvre, c'est-à-dire du nombre d'indigènes soumis aux obligations de travail, et traduit en superficie de terrain le nombre de jours réservés aux cultures.

Le programme des commissaires de district est rendu exécutoire par l'arrêté du commissaire provincial qui fixe chaque année le plan d'ensemble des travaux obligatoires, tant rémunérés que non rémunérés. Cet arrêté est affiché à la porte du bureau du commissaire de district, et à celle du bureau de l'administrateur, au chef-lieu de territoire.

L'administrateur informe les autorités indigènes de la décision intervenue et, d'accord avec elles, prend les mesures utiles en vue de sa bonne exécution. Dans ce but, il peut décider de grouper en un même endroit les plantations d'une même division de circonscription.

« Il va de soi — fait remarquer Magotte dans ses *Novelles* (1) — que le programme des cultures doit être établi en tenant compte, pour les produits destinés à l'exportation, de toutes les considérations d'ordre économique propres à chaque région et, notamment, des possibilités de les réaliser et évaluer et, en ce qui concerne les cultures vivrières, à imposer pour l'alimentation des populations notamment, des conditions climatiques spéciales, susceptibles de provoquer à certaines époques de l'année, ou dans certaines années, des difficultés de ravitaillement, en raison du genre de cultures habituelles aux indigènes, ou en raison de leur imprévoyance ».

3° Mode d'exécution.

Tous les travaux prévus à l'article 45, à l'exception des travaux de culture repris sous le littéra h), ainsi que ceux qu'énumère l'article 46, doivent être exécutés confor-

(1) Magotte, *Novelles*, p. 466.

mément aux instructions de l'autorité territoriale, ainsi que le précise l'article 47, premier alinéa. Ces instructions comporteront, non seulement l'indication de la nature du travail à exécuter, mais aussi toutes les indications, très détaillées, sur la manière dont ils doivent être exécutés.

7. *Limite aux obligations.*

Si le décret limite à soixante jours par an le temps pendant lequel les indigènes peuvent être astreints aux travaux obligatoires, il n'indique pas comment les soixante jours doivent être répartis.

C'est que l'expérience a montré qu'une telle disposition entraverait si pleinement l'exécution de tout programme de travaux quel qu'il soit, qu'elle serait pratiquement inapplicable. En conséquence, le décret a laissé à l'autorité territoriale le soin d'assurer cette répartition par ses instructions.

Tous les travaux prévus aux articles 45 et 46, y compris les travaux de culture obligatoire, doivent rentrer dans la limite des soixante jours. Pour les travaux de culture, prévus à l'article 45, littera h, un certain nombre de journées doit y être réservé, mais — ainsi que le précisa le rapporteur au Conseil Colonial — « ce nombre doit nécessairement être traduit en superficie de terrain à cultiver par chaque homme en telle denrée déterminée. L'équivalence sera aisément déterminée en conséquence d'études que suppose d'ailleurs l'œuvre d'éducation entreprise ». Il apparaît alors que la somme de travail différera suivant la culture entreprise, ou la région dans laquelle elle se fait. Et dans ces conditions, nous devons constater, avec maints auteurs, qu'un même nombre de journées de travail ne peut pas correspondre, partout et pour toutes les plantes cultivées à des superficies identiques.

La limite de soixante jours constitue le maximum de temps pendant lequel l'administration peut exiger le travail des indigènes, c'est pourquoi l'article 47, alinéas 4 et 5 dispose explicitement qu'y est compris le temps nécessaire

pour se rendre au lieu du travail et pour en revenir, de même que le temps requis pour l'aménagement éventuel des logements destinés à abriter les travailleurs, dans le cas où ils seraient empêchés de revenir journellement dans leur village.

La limite peut cependant être dépassée, mais dans des cas tout à fait exceptionnels — ainsi que les détermine le même article 47 — : lorsque la salubrité publique exige que des travaux urgents soient exécutés pour éviter l'éclosion de maladies, ou la propagation d'épidémies ou, encore, lorsqu'un événement quelconque, telle, par exemple, une invasion de sauterelles, menaçant de réduire la population à la famine, des mesures immédiates s'imposent pour faire face aux besoins de son alimentation.

Notons encore que le Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo Belge recommande sagement à l'administrateur territorial, si les travaux prévus par les articles 45 et 46 sont exécutés conformément à ses instructions, de prendre au préalable l'avis des fonctionnaires et agents compétents, de façon à ce que les travaux donnent des résultats satisfaisants au point de vue technique et soient organisés rationnellement en vue d'économiser le plus possible les bras engagés... Dans ce but également, conseille encore le Recueil, les indigènes doivent être initiés à l'usage de nos outils. Le travail doit être modéré, de façon que les chefs ne soient pas amenés à faire travailler les indigènes plus de cinq jours par mois. Encore ce chiffre est-il un maximum qu'il n'est pas désirable d'atteindre...

8. Indigènes tenus d'exécuter les travaux.

L'article 48 fait peser l'obligation — en principe — seulement sur les hommes, adultes et valides. Toutefois, ajoute-t-il aussitôt, les femmes adultes et valides peuvent être employées à l'entretien du village et au désherbage des chemins.

Le Conseil Colonial estima en effet que « la destruction des herbes par les femmes, sous la forme plus étroite de désherbage des chemins, pouvait être insérée dans le décret, parce qu'il s'agit d'une coutume invétérée, acceptée partout, dont aucun abus n'a jamais été signalé et parce qu'il convenait d'éviter dans des détails d'administration coutumière, l'ingérence intempestive, beaucoup plus nuisible qu'utile, de fonctionnaires parfois aussi zélés que peu expérimentés. Le décret ne prend d'ailleurs pas — fût-il précisé — la même attitude vis-à-vis des hommes que vis-à-vis des femmes. Le travail est imposé aux hommes, tandis qu'il n'est considéré avec une limitation très stricte, que comme un emploi possible des femmes qui, en cas de refus, ne relèveront que de la coutume » (1).

9. Répartition des travaux obligatoires.

D'après l'article 48, les autorités indigènes répartissent avec équité les travaux entre les diverses subdivisions de leur circonscription, et dans chacune de celles-ci, entre les habitants en tenant compte autant que possible des conditions particulières de chacun.

Cette répartition doit être assurée d'une manière telle que la charge soit répartie d'une manière égale sur chacun des indigènes qui doivent la supporter.

Ainsi « l'obligation de cultiver, qui est incontestablement la plus lourde de celles que font peser sur les indigènes les articles 45 et 46, est infiniment moins lourde pour un polygame (qui la minimise étrangement) que pour un monogame ou un célibataire. D'autre part, soumis au même titre que les autres à ces travaux, des hommes de métier : forgerons, pêcheurs, etc... subiraient, dans leur capacité de production spécifique, une réduction très préjudiciable à la communauté. Au surplus, l'obligation de cultiver postule — on ne saurait trop y insister — une œuvre d'éducation qui impose des ménagements, et il ne serait pas raisonnable

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 989.

d'exiger que chacun devint un cultivateur ; la spécialisation des tâches est un élément de progrès. Il faut aussi, d'autre part, tenir compte des situations sociales : imposer à un notable une tâche comme à n'importe lequel des indigènes, pourrait provoquer chez lui un mécontentement qui l'inciterait à une propagande nuisible au but poursuivi. C'est pourquoi, le législateur a entendu laisser, en la matière, aux autorités indigènes, une certaine latitude conforme à la coutume, considérant par surcroît, que, dans l'exercice d'une responsabilité en vue de l'exécution d'un programme d'inspiration européenne, les autorités indigènes trouveront le moyen de développer et de perfectionner une fructueuse activité, et la souplesse de la règle ne peut qu'offrir des avantages » (1).

10. Exécution des travaux par l'intermédiaire d'un remplaçant.

L'article 49 du décret permet aux indigènes, à qui une participation aux travaux obligatoires a été assignée, de fournir un remplaçant, dont ils sont responsables. Ceci signifie donc que ce qui est requis, c'est que le travail soit effectué — par l'indigène ou par un autre peu importe — et que l'autorité qui en a prescrit l'exécution, en tient pour seul responsable l'indigène à qui il a été imposé et ignore son remplaçant éventuel.

Cependant, il est deux cas où le travail doit être accompli personnellement :

1° lorsqu'il s'agit de travaux urgents dans l'intérêt de la salubrité publique, ce qui s'explique par la nécessité, pour le pouvoir dominant et dans un intérêt public, d'utiliser toute la main-d'œuvre possible.

2° lorsqu'il s'agit des travaux de culture prévus au littéra h de l'article 45, car permettre aux indigènes de ne pas les exécuter personnellement et de s'en décharger sur

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 988.

un remplaçant, serait la négation du caractère éducatif qui en est la justification et sur lequel nous avons longuement insisté.

Au sujet de ce grave problème du remplacement, le Recueil à l'usage des fonctionnaires, déjà mentionné, pose les deux intéressantes questions ci-après :

1° « Peut-on — dit-il — autoriser les indigènes à se racheter de la corvée imposée par les articles 45 et 46, en versant entre les mains des chefs une somme égale à celle qu'ils auraient dû déboursier normalement s'ils avaient usé de la faculté de se faire remplacer que leur accorde l'article 49 ? ».

2° « Peut-on éventuellement imposer aux indigènes d'exécuter d'affilé certains travaux ? ».

« Ces questions — répond-il — touchent à l'administration intérieure des communautés des natifs dont les chefs ont la responsabilité. Nous devons, dans ce domaine, laisser la plus grande latitude aux représentants de l'autorité indigène et éviter d'énervier leur action par une ingérence, ou trop minutieuse, ou trop fréquente.

« Aucune stipulation légale ne s'oppose à ce que les chefs facilitent les relations entre les natifs qui acceptent de travailler contre rémunération plus que la loi ne les y oblige et ceux qui souhaitent se faire remplacer, ni à ce que les chefs reçoivent éventuellement de leurs administrés l'équivalence en argent des journées à prester, à condition que ces chefs emploient ces sommes, soit à payer les remplaçants, soit à acquérir des outils pour faciliter l'exécution des travaux et en diminuer par suite la durée.

« Notre intervention, en ces matières, doit se borner à veiller :

1° A ce que les travaux prescrits soient exécutés ;

2° A ce que la charge qui en résulte pèse, d'une façon aussi uniforme que possible, sur tous les indigènes, soit qu'ils travaillent, soit qu'ils fournissent en argent l'équivalence des journées de travail qu'ils ont à fournir ;

3° A ce que le taux du rachat de la journée de travail soit fixé d'une façon équitable et à ce que l'argent versé

aux chefs ne soit pas détourné des fins pour lesquels il leur a été remis ;

4° A ce qu'aucun indigène ne soit *obligé* de travailler contre son gré plus de cinq jours par mois, sauf circonstances spéciales... » (1).

11. *Sanction en cas de refus d'exécution ou de négligence dans l'exécution.*

L'article 50 édicte : qu'« est passible au maximum de sept jours de servitude pénale et de 100 francs d'amende ou d'une de ces peines seulement, l'indigène coupable d'inexécution ou de négligence dans l'exécution des travaux qui lui sont imposés par les autorités indigènes en application de l'article 48 ».

Cet article est suffisamment explicite pour ne mériter aucun commentaire spécial.

SECTION IV

RÈGLES OBLIGATOIRES CONCERNANT L'INSTALLATION DES VILLAGES

Nous avons exposé précédemment qu'en principe, et sous réserve de la disposition de l'article 23, les indigènes établissent leurs villages dans les limites de la circonscription, aux endroits qu'ils choisissent suivant leurs convenances et selon certaines règles de la coutume.

Cependant, l'autorité européenne peut ordonner le déplacement d'un village, mais seulement dans un cas qui relève d'un intérêt supérieur et général : lorsqu'il s'agit d'une mesure nécessitée par les exigences de la salubrité publique ou de l'hygiène. D'après l'article 51, seul, le commissaire de district, ou son délégué, peut l'ordonner, « après avoir, évidemment, consulté, dans tous les cas, l'autorité médicale, puisque les seuls motifs autorisés relèvent de sa compétence ».

(1) Recueil des fonctionnaires..., 4^e Edition 1925, p. 209.

Toutefois, la décision étant prise du déplacement d'un village, le commissaire de district détermine son nouvel emplacement, l'autorité indigène entendue.

Le rapporteur précisa d'ailleurs, devant le Conseil, la stricte limitation du motif du déplacement.

« Les pouvoirs donnés par cet article aux commissaires de district sont, dit-il, en quelque sorte, discrétionnaires, puisqu'ils peuvent être exercés sans autre garantie pour les intéressés que la conscience des fonctionnaires qui en disposent. S'il importe qu'il en soit ainsi en prévision des cas, où, d'une décision rapide et énergique, dépend la vie de nombreux indigènes ignorants, de telles mesures ne seront prises que lorsqu'elles répondront, *stricto sensu*, à des exigences bien établies d'hygiène et de salubrité publiques. Mais sont exclus tous les autres déplacements par ordre, notamment ceux qui seraient motivés par la constitution de secteurs ou le regroupement de communautés indigènes, par le désir d'amener des populations le long des routes ou à proximité des centres européens » (1).

De son côté, le Recueil à l'usage des fonctionnaires leur fait comprendre — en de longues recommandations que nous rapportons — combien le déplacement d'un village est une mesure de nature à affecter gravement les intérêts d'ordre matériel et moral des indigènes. Si la loi l'autorise pour des raisons d'hygiène, c'est qu'il s'agit avant tout d'assurer la vie des natifs.

« Ainsi, il est strictement interdit d'effectuer ces déplacements pour d'autres causes, notamment dans un pur intérêt administratif, tel que celui de rapprocher les villages d'une route dans le but d'assurer l'alimentation des voyageurs ou pour faciliter l'action des autorités administratives.

« En principe, le déplacement d'un village ne pourra être décidé par l'autorité territoriale, qu'en suite de l'avis conforme de l'autorité médicale compétente.

« Lorsque l'autorité médicale aura conclu à la nécessité du déplacement d'un village ou d'un groupe de villages

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 990.

pour raison d'hygiène, l'autorité territoriale sera tenue de prendre la mesure reconnue nécessaire par le praticien. Elle ne pourra se dispenser de se conformer à l'avis du médecin que pour des raisons majeures, dont elle aura à rendre compte à l'autorité supérieure.

« Lorsqu'il aura constaté une situation nécessitant le déplacement d'un village indigène, le service médical en informera, par écrit, l'autorité territoriale intéressée.

« Même dans le cas où une autorité médicale aura reçu délégation pour ordonner les déplacements, il convient de laisser autant que possible à l'autorité territoriale l'initiative de ces mesures, qui ont un caractère nettement administratif. Ainsi, l'on évitera, autant que faire se peut, d'entamer aux yeux des indigènes l'autorité du service territorial. Au surplus, celui-ci est mieux à même de concilier, dans leur exécution, les mesures d'hygiène avec les autres intérêts en cause.

« Exceptionnellement, toutefois, et ce sera le cas lorsque l'obligation d'attendre l'avis du Service médical sur la nécessité du déplacement aurait pour effet d'arrêter l'action de l'administration, à un moment où son initiative immédiate permettrait de soustraire un certain nombre d'habitants à de graves dangers, le commissaire de district ou l'autorité territoriale déléguée pourra agir de sa propre autorité, mais celui qui aura été ainsi mis dans l'obligation d'intervenir, sans se conformer aux règles fixées, devra immédiatement faire rapport à l'autorité supérieure ; il joindra à ce rapport tous les éléments permettant à cette dernière de se faire une opinion précise sur la situation à laquelle il importait de mettre fin d'urgence.

« Dans tous les cas d'application des mesures qui font l'objet des présentes instructions, il conviendra qu'un délai suffisant soit laissé aux indigènes, pour quitter les endroits reconnus inhabitables.

« Pour autant que l'observance de cette recommandation se concilie avec le but poursuivi par l'autorité médicale, les nouveaux emplacements seront choisis d'accord

avec les intéressés, en tenant compte de leurs croyances, de leurs coutumes, de leurs préférences, de leurs nécessités alimentaires.

« Il faudra pourtant éviter que les indigènes d'un village déplacé s'installent sur des terres appartenant ou réservées à une autre communauté, à moins qu'un accord avec cette dernière n'intervienne.

« Dans tous les cas, les mesures de déplacement seront justifiées dans des rapports détaillés, qui seront l'objet d'un examen attentif de la part de l'autorité territoriale supérieure.

« Pour la question des dédommagements à payer éventuellement aux indigènes obligés d'abandonner une installation pour se fixer ailleurs, aucune règle impérative n'est formulée, mais il reste évidemment entendu que les autorités locales auront à apprécier, dans chaque cas particulier, ce que recommande l'équité » (1).

(1) Recueil des fonctionnaires..., 4^e Edition 1925, pp. 213 et 214.

CHAPITRE CINQUIÈME

Caisses des circonscriptions indigènes

SECTION I

ROLE DES CAISSES DES CIRCONSCRIPTIONS

Le législateur a introduit dans le décret de 1933 une institution nouvelle : celle des caisses des circonscriptions dont il définit les règles de constitution et d'administration.

« À la vérité — explique Magotte — l'expérience s'en poursuivait depuis plusieurs années ; le décret leur donne ainsi une base légale. Ces caisses constituent un précieux instrument de développement économique et de progrès social, matériel et moral. Les ressources des caisses étant consacrées à la communauté, les indigènes en retireront des avantages qu'ils pourront d'autant mieux apprécier, qu'ils sont plus immédiats. Ils seront ainsi incités au travail, en vue d'accroître des ressources qui permettront d'organiser et de développer notamment l'enseignement, l'aide médicale et l'équipement économique des groupements » (1).

SECTION II

CARACTÈRE DES CAISSES DES CIRCONSCRIPTIONS

D'après l'article 57 toutes les recettes perçues par la circonscription indigène sont centralisées dans une caisse. Ces caisses ne constituent cependant pas un organisme ayant la personnalité civile.

(1) Magotte, *Novelles*, p. 468.

I

RESSOURCES DES CAISSES

SECTION III

RÉDEVANCES TRADITIONNELLES

1. *Conditions dans lesquelles les redevances traditionnelles peuvent être perçues au profit des caisses des circonscriptions.*

Le décret pose d'abord le principe, par son article 52, que les redevances traditionnelles dues aux autorités coutumières continueront à être perçues par celles-ci et à leur profit. Mais il dispose tout de suite après que le commissaire de district peut cependant décider que ces redevances ou certaines d'entre elles, seront perçues à l'avenir au profit de la circonscription indigène.

Une semblable décision ne peut être prise sans que le conseil des notables ou le conseil de secteur ait été entendu, et l'autorité européenne doit s'efforcer, en outre, d'agir en accord avec les autorités indigènes bénéficiaires. Cet accord n'est cependant pas nécessairement requis.

Magotte est d'avis que « la prudence s'impose évidemment en pareille matière et la décision doit s'inspirer d'une sage politique ; si la mesure, ne rencontrant pas l'accord du chef, ne recevait pas par surcroît l'adhésion du conseil, il serait impolitique de l'envisager. L'opposition du chef, par contre, sera plus facilement écartée si la mesure est appuyée par les notables. D'ailleurs, la réforme peut être progressive puisqu'elle peut être limitée à une partie des redevances. Il arrive d'ailleurs que certaines redevances, ou partie de celles-ci, ne sont payées au chef que pour être affectées par lui à la communauté. Dans ce cas, puisqu'il n'en bénéficie pas personnellement, il n'y a aucun inconvénient à les attribuer à la caisse de la circonscription » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 468.

2. *Compensation aux chefs.*

Comme on ne peut songer à dépouiller les chefs de leurs ressources, dans le cas d'une telle décision, une compensation sera inscrite au budget de la circonscription. Elle sera payée par sa caisse et accordée à l'autorité qui ne bénéficiera plus désormais des redevances traditionnelles. « Cela revient à remplacer les redevances et tributs de toute nature, individuellement dus aux chefs par chacun de leurs sujets par une sorte de liste civile à charge de la caisse de la circonscription et alimentée par ses membres » (1).

3. *Mesure dans laquelle la compensation doit être envisagée.*

L'article 52 dit qu'une compensation sera accordée « s'il y a lieu ». Cette formule a été introduite dans le texte pour donner plus de latitude à l'autorité territoriale au cours des discussions que la question comporte.

En conséquence, il n'y a compensation que si les redevances ont un caractère nettement coutumier et si elles sont personnelles au chef.

« Or — précisa le rapporteur devant le Conseil — à propos de l'ivoire notamment, les droits des chefs indigènes ne sont pas toujours la conséquence d'une coutume traditionnellement bien assise. Des redevances perçues par les chefs, certaines sont amplement justifiées par les devoirs coutumiers de leur charge ; d'autres plus ou moins contestables, peuvent donner lieu à une intervention du commissaire de district. D'autre part, il faut tenir compte de l'affectation coutumière de la partie des redevances destinées à satisfaire aux besoins sociaux de la communauté. Cette part, qui n'est donc pas affectée au chef, peut, sans incon-

(1) Magotte, *Novelles*, p. 468.

vénient, être attribuée à la caisse de la chefferie, sans compensation pour le chef » (1).

Tels sont les motifs pour lesquels une compensation totale ou partielle n'est accordée que « s'il y a lieu ».

SECTION IV

QUOTITÉ ADDITIONNELLE AUX IMPÔTS PAYÉS PAR LES INDIGÈNES

Aux termes de l'article 53, les caisses peuvent être alimentées par une quotité ajoutée aux impôts payés par les indigènes. Ce supplément est indépendant, bien entendu, des redevances coutumières qui peuvent être affectées aux caisses et que nous venons de discriminer.

La base légale de cette possibilité accordée aux circonscriptions indigènes d'établir des taxes réside dans l'article 11 de la loi budgétaire du 15 juillet 1938. En effet, en raison de la disposition de l'article 10 de la Charte Coloniale, aux termes duquel « aucune taxe douanière, aucun impôt... ne peuvent être établis que par acte législatif », il eût été nécessaire, pour qu'une circonscription indigène bénéficia du produit d'une taxe, que celle-ci fût, dans chaque cas, établie par un décret qui eût dû en déterminer et la nature et le taux.

Une modification de la loi s'imposait donc pour dispenser le législateur colonial d'intervenir obligatoirement par voie de décret et pour permettre à la circonscription indigène d'établir elle-même des taxes. La loi budgétaire a réalisé ce programme et son article 11 dispose que : « Dans les limites à déterminer par un décret organique, les chefferies et les groupements indigènes extra-coutumiers pourront, sous le contrôle de l'autorité administrative, qui approuvera leurs budgets annuels et arrêtera leurs comptes, percevoir des centimes additionnels aux impôts dûs à l'Etat, créer des taxes, péages et redevances, et en affecter le produit à des dépenses d'intérêt local ».

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 990.

C'est en vertu de ce texte que les circonscriptions indigènes peuvent bénéficier du produit de taxes, sous forme d'une quotité additionnelle à l'impôt indigène et à l'impôt personnel et établir les taxes rémunératoires, les taxes de marchés et les péages spécifiés par les articles 53 et 54.

D'après l'article 53, le commissaire de province peut, au moment de la mise en vigueur de l'ordonnance fixant le montant des impôts indigènes, décider que l'impôt de capitation et l'impôt supplémentaire seront augmentés d'une certaine quotité, perçue au profit des circonscriptions indigènes. Le commissaire de province n'agira d'ailleurs dans le sens sus-indiqué que sur la proposition du commissaire de district, qui ne peut la formuler qu'après avoir pris l'avis des autorités indigènes, du conseil des notables et du conseil de secteur.

De même, l'article 53 ajoute que l'impôt personnel dont certains indigènes seraient redevables, pourra aussi être augmenté de pareille quotité.

Cette quotité ne pourra pas dépasser vingt pour cent de l'impôt principal, ce qui constitue en même temps un maximum.

Elle est perçue dans les mêmes conditions que l'impôt principal et par les mêmes collecteurs. L'article 53, alinéa 2, précise à son sujet que toutes les règles relatives à l'impôt indigène et à l'impôt personnel (perception, poursuites, sanctions) lui sont applicables.

« Il suit de là — fait remarquer Magotte — que, relativement à la taxe établie sous la forme d'une quotité additionnelle à l'impôt indigène, la règle de la redevabilité, formulée par l'article 4 du décret du 17 juillet 1914 sur cet impôt, doit être respectée et que cette taxe ne peut donc atteindre que les hommes adultes et valides, ce qui résout, en ce qui la concerne, la question de la contrainte par corps qui n'aura à être exercée que vis-à-vis d'hommes adultes et valides » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 469.

Le recouvrement de la quotité supplémentaire à l'impôt indigène peut être assurée par l'application de la contrainte par corps. En conséquence, indépendamment de la contrainte pour non paiement de l'impôt principal dû à l'Etat, le non paiement de la quotité additionnelle peut, de son côté, appeler la contrainte : le cumul est permis.

Mais dans quelle mesure ? Dans celle fixée par l'article 22 du décret du 17 juillet 1914, à respecter, puisque toutes les règles relatives à l'impôt indigène sont applicables à la quotité additionnelle. Cet article 22 dispose ainsi que la contrainte pour le recouvrement de l'impôt ne peut jamais dépasser deux mois... Mais alors, comment devons-nous l'entendre ? Veut-il dire que la limitation à deux mois s'applique à chacune des contraintes infligées pour non paiement et de l'impôt dû à la Colonie et des quotités additionnelles au profit de la circonscription, de façon telle que la durée maximum des contraintes cumulées pourrait s'élever à quatre mois ?

L'article 53 du décret dispose que le commissaire provincial peut augmenter l'impôt de capitation et l'impôt supplémentaire d'une quotité ne dépassant pas vingt pour cent. Ce texte prouve donc que le principal au profit de la Colonie et la quotité additionnelle ne forment qu'un impôt, réparti entre l'Etat et la caisse de la circonscription, et non pas deux impôts distincts. La quotité additionnelle constitue seulement le complément de l'impôt principal.

Puisque les règles relatives à l'impôt indigène sont applicables à la quotité additionnelle, celle en vertu de laquelle la contrainte ne peut jamais dépasser deux mois, régit donc l'imposition globale constituée par le principal et la partie additionnelle et fait ainsi du maximum de deux mois le « plafond » que les contraintes accumulées ne peuvent dépasser.

Ce délai de deux mois pendant lequel les contraintes peuvent être exercées, a d'ailleurs été fixé non pas pour établir une équivalence entre le montant de l'impôt et la valeur du travail fourni par le contraint, mais pour déter-

miner le contribuable, par la crainte d'une mesure rigoureuse, à satisfaire à son obligation de payer l'impôt.

Ce délai est un maximum, la contrainte prononcée peut être de moindre durée.

L'autorité qui prononce la contrainte en déterminera la durée d'après les circonstances. Le but étant d'obliger le contribuable à payer l'impôt, il pourra être tenu compte de ses ressources, de son obstination à refuser le paiement, de la négligence mise à se procurer les moyens de satisfaire à ses obligations.

Le délai de contrainte court à partir du jour où l'autorité saisit le contraint. Si donc celui-ci subit la contrainte en dehors de sa région, le temps de l'aller et du retour doit être imputé sur la durée de la contrainte.

SECTION V

EXPLOITATION DU PATRIMOINE DE LA CIRCONSCRIPTION

Aux termes de l'article 54, les autorités indigènes peuvent, le conseil des notables ou le conseil de secteur entendu, décider de créer des ressources pour la circonscription à l'aide du produit de la vente, de la location ou de l'exploitation de son patrimoine ou de l'utilisation de certains biens. Le même texte précise d'ailleurs qu'elles ne peuvent exercer ces droits que sous réserve des dispositions législatives relatives aux terres indigènes. Bien qu'à priori cette réserve paraisse superflue, le législateur a préféré la mentionner dans le texte ou décret pour rappeler que les terres indigènes ne sont susceptibles d'aliénation, de location, d'occupation par des tiers, que suivant une procédure arrêtée par un texte spécial (décret).

SECTION VI

TAXES

L'article 54, alinéa 2, permet encore aux autorités indigènes d'établir des taxes rémunératoires, constituant la contre-partie d'un service rendu.

Elles peuvent établir aussi des taxes de marché, à acquitter par les vendeurs, en proportion de l'emplacement occupé, ainsi que des péages, par exemple à un passage d'eau dont la circonscription assurerait le service.

Pour l'établissement de ces taxes et péages, la procédure imposée et à respecter est celle prévue pour l'exploitation du patrimoine de la circonscription : les autorités indigènes ne pourront agir qu'après consultation du conseil.

Les autorités indigènes ne peuvent imposer d'autres taxes que celles mentionnées dans le décret. Elles ne pourraient donc taxer les huttes, les chiens, etc... l'énumération de l'article 54 est limitative.

L'administrateur territorial peut opposer son veto à l'application des mesures précédentes. Mais sa décision n'est que provisoire, car il est tenu d'en référer immédiatement au commissaire de district. Ce dernier décidera si la mesure frappée du veto de l'administrateur s'appliquera néanmoins ou si au contraire elle sera définitivement abandonnée.

SECTION VII

AUTRES RESSOURCES

L'article 55 énumère les autres ressources autorisées des caisses des circonscriptions et qui sont au nombre de cinq.

1° Frais de procédure, amendes et confiscations.

Ce sont d'abord les frais de procédure, les amendes et les confiscations prononcées par les juridictions indigènes, sauf les amendes et les confiscations compensatoires.

L'exception concerne les amendes et les confiscations dont le tribunal peut, si la coutume le prévoit, attribuer le produit, totalement ou partiellement, à la victime ou à ses ayants-droit, en déduction des dommages-intérêts qui pourraient être dus traditionnellement.

2° *Subsides.*

3° *Successions en déshérence.*

Les caisses des circonscriptions peuvent encore être alimentées par des subsides attribués à charge des budgets de la Colonie et par l'actif des successions en déshérence des indigènes de la circonscription.

Ces dispositions n'appellent aucun commentaire particulier.

4° *Libéralités.*

Ces libéralités, ainsi que le fit ressortir le rapporteur devant le Conseil « revêtiront souvent la forme d'une rémunération de services rendus à une mission scientifique, à un voyageur de passage ou de gratifications données à l'occasion du recrutement de travailleurs où les chefs sont intervenus, et qui, sous un certain aspect sont justifiées, car elles sont une compensation légitime, pour les chefs, de la perte des redevances coutumières dues par les partants, et, pour la communauté, de la réduction de sa capacité de production ».

Enfin, justifiant principalement les libéralités à l'occasion de recrutements, le même personnage ajouta : « S'il est incontestable que le bénéfice personnel que réaliserait un chef, en mettant ses gens à la disposition d'étrangers, lui serait une tentation permanente, génératrice de graves abus, les inconvénients du système s'atténueront par la pratique de faire verser les primes de recrutement à la caisse de la circonscription, à charge pour celle-ci, s'il y a lieu, de faire au chef des ristournes à considérer en quelque sorte comme

une partie de sa liste civile. Cette méthode, qui donne une publicité à l'ensemble des opérations, supprime, dans la mesure du possible, les collusions avec les employeurs. Ecartant le désir de lucre des chefs, elle les amène à substituer une attitude de neutralité, à une activité positive, devant des recrutements qui comportent un affaiblissement de la communauté. Les primes de recrutement pourraient donc entrer dans la catégorie des libéralités que peuvent accepter les caisses des circonscriptions. Pour des motifs analogues, les gratifications qu'il est d'usage d'accorder à propos de travaux exécutés par les indigènes, et notamment en matière de cultures obligatoires, ne seront considérées comme légitimes qu'à condition d'être versées à la caisse de la circonscription, à charge pour celle-ci, s'il y a lieu, d'en ristourner une fraction aux chefs ou leurs délégués, en reconnaissance de leurs efforts pour persuader et éduquer leurs ressortissants » (1).

5° *Taxe sur l'ivoire.*

La dernière ressource peut être constituée par le produit d'une taxe qui ne dépassera pas vingt-cinq pour cent, sur la valeur de l'ivoire trouvé par des membres de la circonscription, ou provenant d'éléphants tués par eux, sous le couvert d'une autorisation de chasse gratuite individuelle, ou en cas de légitime défense.

La procédure à suivre pour l'établissement de cette taxe sera la même que celle imposée pour les précédentes : elle sera établie et son pourcentage déterminé par l'autorité indigène, après consultation du conseil des notables ou de secteur.

Le législateur a imposé cette source de revenus, parce que « l'expérience d'une dizaine d'années a montré que, dans certaines régions, les taxes sur l'ivoire indigène ont un débit considérable, aisé à capter, à défaut duquel de nombreux dispensaires et ateliers coopératifs n'auraient pu

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 993.

naître et se développer. On voit d'autant moins de motifs de les négliger que les éléphants sont, en fait, un bien commun dont il ne serait pas équitable de réserver l'exploitation à des individus déterminés. L'attribution aux chefs, ordinairement d'une défense sur deux, parfois des deux, paraît être la conséquence d'une déviation de la coutume, dont l'origine s'explique par des considérations historiques. Très souvent, les chefs bénéficiaires affectent cette redevance à l'accomplissement des devoirs de leur charge, tels que l'aide à des indigènes dans le besoin, à des contribuables imprévoyants, à des condamnés, ce qui n'est d'ailleurs pas toujours un bien. S'étant rendu compte que ce sacrifice correspond, en ce qui les concerne, à celui réclamé de leurs ressortissants par la perception de centimes additionnels à l'impôt de capitation, ils ont généralement accepté sans difficulté, d'abandonner aux caisses de chefferies une partie de leurs revenus « ivoire ». L'intérêt général trouve son compte à ce qu'une partie de ces ressources soit affectée aux besoins sociaux des communautés. D'autre part, si, en application de l'article 52, l'ivoire considéré comme redevance aux chefs, peut faire l'objet de prélèvements, l'ivoire en possession d'un indigène quelconque, serait, à défaut de la disposition du 5° de l'article 55, exonéré de toute taxe locale.

Cette disposition permet une taxation de l'ivoire « redevance des chefs » concurrente avec la taxation opérée en vertu de l'article 52 » (1).

SECTION VIII

EMPRUNTS

Selon l'article 56, les circonscriptions indigènes peuvent contracter des emprunts. Ce mode de ressources sera employé, surtout par une circonscription importante, pour mener à bien des projets, d'une incontestable utilité, que

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 993.

les ressources d'un seul exercice ne permettraient pas d'exécuter : par exemple, un dispensaire, un atelier coopératif. Une série de garanties entoure cette faculté. Tout d'abord, l'autorisation du commissaire de province est nécessaire. Ensuite, c'est le Gouverneur général qui déterminera les limites et les conditions de cet appel au crédit et à l'épargne. Toute cette procédure est destinée à empêcher les circonscriptions de contracter des emprunts hors de proportion avec leurs ressources ou d'être amenées à consentir des conditions trop lourdes.

D'après Magotte, « il est à remarquer qu'une circonscription ne pourrait contracter d'emprunt auprès d'une autre circonscription : en effet, l'autorisation d'emprunter n'implique pas celle de consentir un prêt, fût-ce à une autre caisse de circonscription, de plus, le décret en fixant l'affectation possible des ressources qui ne comporte pas d'opérations de ce genre, a indirectement interdit celles-ci, de telle sorte que l'emprunteuse ne trouverait pas de circonscription prêteuse » (1).

Par contre, plusieurs circonscriptions associées peuvent conclure un emprunt pour la réalisation d'une entreprise commune, puisqu'elles ont la possibilité de mettre leurs ressources en commun dans ce but, ainsi que nous l'exposerons dans les pages suivantes.

II

DÉPENSES DES CIRCONSCRIPTIONS

SECTION IX

AFFECTATION DES RESSOURCES

L'article 59 spécifie très nettement que les ressources des circonscriptions indigènes ne peuvent être affectées qu'à satisfaire leurs intérêts.

(1) *Novelles*, p. 472.

Toutefois, l'expression « intérêts des circonscriptions » doit être interprétée très largement.

« Elle couvre toute espèce d'institutions ou d'opérations susceptibles d'améliorer la situation d'une communauté : achats de matériaux et d'outillage ; création et développement d'institutions de production, de vente et d'achat, de prévoyance, d'entraide ; subsides à des institutions européennes d'éducation, de santé ; nécessités de l'administration intérieure (salaires des employés, des ouvriers, frais de construction de bâtiments, de routes) » (1).

L'expérience de ces dernières années a permis de constater, en ce qui concerne plus spécialement l'utilisation des ressources dans le domaine médical, que les caisses des circonscriptions donnent très souvent aux autorités coutumières, sollicitées au besoin par l'autorité administrative, les moyens financiers d'intervenir en cas de nécessité pour l'entretien de certains malades, tels les hospitalisés et les gens à interner. Elles contribuent aussi aux frais de missions médicales, à la construction d'hopitaux, de dispensaires.

SECTION X

COOPÉRATION PERMISE DE PLUSIEURS CIRCONSCRIPTIONS

En disant dans l'article 59 que les ressources des circonscriptions indigènes ne peuvent être affectées qu'à satisfaire *leurs* intérêts, le législateur a entendu préciser que les ressources d'une circonscription ne doivent pas lui être exclusivement réservées.

Nous ne devons cependant pas en conclure que l'autorité européenne pourra inviter une circonscription à donner à une autre tout ou partie de son avoir, mais seulement que des circonscriptions peuvent s'associer en toute liberté pour créer une entreprise non plus locale, mais régionale (atelier coopératif, dispensaire, maternité).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 995.

SECTION XI

INTERVENTION REQUISE DES AUTORITÉS INDIGÈNES ET DES CONSEILS

Toute dépense à charge de la circonscription est subordonnée à l'assentiment des autorités indigènes et du conseil des notables ou du conseil de secteur (art. 58). Ainsi, par l'intermédiaire de leurs représentants qualifiés, les membres de la circonscription sont appelés à donner leur consentement à l'emploi des ressources des caisses qu'ils alimentent de leurs deniers.

SECTION XII

INTERVENTION DES AUTORITÉS EUROPÉENNES

1. *Pour engager les dépenses.*

Si l'administrateur territorial estime que le refus, par les autorités précédentes, d'engager une dépense compromet les intérêts supérieurs de la circonscription, il en réfère au commissaire de district qui décide en tenant compte, des ressources de celle-ci (art 58, 2^e alinéa). La caisse devra alors s'exécuter et liquider la dépense.

2. *Pour limiter les dépenses.*

L'article 61 dispose que tout engagement de somme de la part de la circonscription n'est valable qu'après autorisation de l'administrateur territorial ou de son délégué. Il ne faut pas en effet que les circonscriptions consacrent leurs ressources à des buts inutiles ou prennent des engagements trop lourds et c'est pourquoi l'autorisation est nécessaire tant pour les paiements actuels que pour l'engagement des dépenses futures.

SECTION XIII

RÉSERVE A L'INTERVENTION DE L'AUTORITÉ EUROPÉENNE

La nécessité d'obtenir l'autorisation de l'administrateur territorial peut, pour des circonscriptions bien administrées et possédant des représentants plus qu'honorables, occasionner une entrave injustifiée. Aussi l'article 61, alinéa 2, permet-il au commissaire de province, dans ces circonscriptions, d'autoriser l'engagement de sommes à concurrence d'un chiffre maximum à déterminer par lui, sans que soit requise l'autorisation de son subordonné hiérarchique.

SECTION XIV

DOMAINE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES CIRCONSCRIPTIONS

La circonscription est une personne civile dont la faute engage la responsabilité. En conséquence, si l'article 60 du décret n'était venu disposer qu'elle « n'est pas tenue de la réparation des dommages pouvant résulter de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des obligations imposées par les articles 45 et 46 », précités, elle eût pu être obligée d'effacer des préjudices considérables qui auraient rapidement absorbé ses ressources. Or, celles-ci n'ont pas été instituées dans ce but, car « en dehors des résultats d'ordre matériel qu'il est superflu de mettre en relief, les indigènes doivent trouver dans les œuvres qu'ils créent et voient se développer — l'expérience des dix dernières années est concluante en ce sens — un puissant stimulant au travail » (1) et non un découragement.

Cette limitation de la responsabilité civile des circonscriptions se justifie par le fait que « les articles 45 et 46 font aux indigènes une obligation de certains travaux, pour

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 995.

l'exécution et l'entretien desquels leur formation professionnelle et autre est évidemment rudimentaire et qu'il serait inéquitable de faire retomber sur eux la responsabilité d'accidents consécutifs à ces travaux, même en cas de négligence. C'est ainsi que la réparation des dommages causés à un voyageur, à un camion et son chargement, par la rupture d'un pont mal construit ou mal entretenu, pèserait d'un poids très lourd sur la communauté intéressée, alors que les responsabilités en incomberaient, en ordre principal, à l'administration, qui, en pareille matière, ne peut pas faire confiance à des indigènes, nécessairement incompétents, et, en partie, aux victimes elles-mêmes qui doivent rester attentives aux conditions relativement précaires des voyages dans la Colonie, et ont à veiller elles-mêmes sur leur sécurité et leurs intérêts. Finalement, ce seraient les communautés les plus dociles aux suggestions de l'Administration qui seraient les plus exposées aux revendications de particuliers lésés. C'est pourquoi le décret les exonérera des responsabilités nées de travaux imposés » (1).

Par contre, il est des cas dans lesquels la responsabilité civile des circonscriptions demeure entière. Ainsi « le recours subsiste contre les circonscriptions dans les cas non prévus, tels, par exemple, les dommages causés à des tiers au cours de troubles, rébellions, etc... auxquels auraient participé les membres de la communauté. Le texte laisse également intactes les responsabilités personnelles d'un chef, de son délégué, dont la négligence, la méconnaissance des instructions reçues, serait à l'origine d'un dommage causé à autrui. Il laisse encore intactes les responsabilités encourues en vertu du droit commun par les entreprises, ateliers coopératifs, laiteries, etc... qui se seraient constitués et manifesteraient une activité autonome, au moyen des ressources des caisses de circonscription » (1).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 995.

III

GESTION DES CAISSES

SECTION XV

RÈGLES RELATIVES A LA GESTION DES CAISSES

Aux termes de l'article 62, la gestion des caisses des circonscriptions est assurée par l'autorité indigène, sous le contrôle de l'administrateur territorial ou de son délégué, qui veille au respect des règles qui la régissent. De son côté, le commissaire de province arrête les règles de la comptabilité et organise également le contrôle sur la gestion des caisses (art. 63).

Le Conseil des notables ou du secteur est périodiquement tenu au courant de la situation de la caisse par son gestionnaire (art. 62). Le décret ne précise pas la fréquence plus ou moins grande de cette communication, car c'est là une question d'ordre intérieur, à régler entre l'autorité indigène et le conseil.

Le préposé à la caisse tient sa comptabilité d'après les règles arrêtées — nous l'avons mentionné ci-dessus — par le commissaire provincial.

SECTION XVI

BUDGET ANNUEL

PRÉVISION DES RECETTES ET DES DÉPENSES

Dans toutes les circonscriptions disposant des ressources, l'autorité indigène doit dresser chaque année, sous le contrôle de l'administrateur territorial ou de son délégué, le tableau des prévisions des recettes et des dépenses pour l'année qui s'ouvre (article 64). Ce tableau constitue le projet de budget de la circonscription.

Ces prévisions doivent être soumises à l'approbation du conseil des notables ou du conseil de secteur. Le Conseil

se prononcera sur les dépenses que l'autorité indigène se propose d'engager pour l'année à venir. Pour les recettes, nous avons déjà noté que le conseil en approuvait d'abord le principe ; il n'aura plus maintenant qu'à agréer les chiffres portés en prévision de recettes.

Les prévisions de dépenses doivent être rendues exécutoires, par le commissaire de district. Par conséquent, celles qu'il n'autorise pas seront rayées du budget, et au cours de l'année, ne pourront être engagées que les dépenses prévues au budget et dans la limite de leurs chiffres respectifs.

SECTION XVII

COMPTE ANNUEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES

L'autorité indigène dresse au début de chaque année sous le contrôle de l'administrateur territorial ou de son délégué, qui le transmet pour approbation au commissaire de district, le compte des recettes et des dépenses effectuées au cours de l'année écoulée (article 65).

Ce texte n'appelle aucun commentaire particulier.

SECTION XVIII

RÈGLES TRANSITOIRES

Très sagement le décret a disposé en son article 66 qu'« aussi longtemps que l'inexpérience des autorités indigènes ne leur permettra pas d'assurer la gestion de la caisse et la confection du tableau des prévisions et du compte des recettes et des dépenses, ces devoirs seront assurés par l'administrateur territorial ou son délégué, avec la collaboration de l'autorité indigène ».

Cet article doit être interprété « comme strictement applicable aux opérations en quelque sorte matérielles de gestion : garde des fonds, commandes de matériel et d'outillage, tenue des écritures comptables et autres, etc... Le

devoir de gestion confié à l'administrateur n'implique pas que ce fonctionnaire pourra disposer des fonds à son gré et se substituer aux autorités indigènes pour décider des recettes et des dépenses » (1).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 995, 996.

CHAPITRE SIXIÈME

Personnalité civile des circonscriptions

SECTION I

OCTROI

Les circonscriptions indigènes : chefferies reconnues et secteurs, jouissent de la personnalité civile (article 21).

SECTION II

REPRÉSENTANT LÉGAL

Elles sont représentées — selon le même article — par leurs chefs et, durant les périodes où elles n'ont pas de chefs à leur tête, par l'administrateur territorial. Nous savons en effet que la circonscription est dépourvue de chef, lorsque celui-ci ayant disparu, son successeur n'a pas encore été désigné ou lorsqu'un secteur, ayant été créé, un chef de secteur n'est pas immédiatement nommé...

Toutefois, cette disposition était-elle indispensable puisque les articles 28 et 30 fixent les règles d'administration de la circonscription durant ces périodes ?

« Elle l'était, précisa le rapporteur devant le Conseil Colonial, car les attributions dont l'exercice est ainsi confié, soit à l'Administrateur territorial dans le cas de l'article 26, soit au chef de secteur provisoire dans le cas de l'article 29, se limitant aux attributions administratives, ces dispositions ne pouvaient suffire pour assurer la représentation de la circonscription, personne civile, pendant les périodes d'inter-règne, et, pour les secteurs, pendant les périodes de fonctionnement sans désignation du chef de secteur. A défaut

d'une disposition expresse, la circonscription n'eût pù être représentée. Le législateur a estimé préférable, en raison des intérêts peut-être importants à engager ou à défendre, d'accorder ce pouvoir, dans tous les cas, à l'administrateur territorial, plutôt qu'à la personne chargée d'exercer les attributions de chef en cas d'inexistence de cette autorité, pour éviter qu'il soit, dans le cas de l'article 29, exercé par une autorité désignée à titre provisoire seulement et qui pourrait se révéler inapte » (1).

SECTION III

POUVOIRS

DE LA CIRCONSCRIPTION PERSONNE CIVILE ET DE SON REPRÉSENTANT

Les pouvoirs du représentant de la circonscription sont ceux mêmes de la personne civile, qu'il représente. Quant à la circonscription, personne civile, sa capacité est limitée par ses fins et ne lui permet même pas d'obliger ses membres. Son représentant ne pourrait donc prendre d'engagement dont l'exécution ferait naître des obligations à leur charge, « tels la conclusion de contrats collectifs, prévoyant la fourniture de main-d'œuvre ou de produits par la circonscription considérée en tant qu'une communauté d'individus qui seraient, impersonnellement et collectivement, tenus de l'exécution des engagements pris. Elle pourrait parfaitement s'engager à exécuter certains travaux pour le compte d'autrui, s'obliger à fournir des quantités déterminées de produits, mais des prestations de ce genre ne pourraient être fournies que par des salariés de la circonscription » (2).

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 1002.

(2) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 1002.

SECTION IV

LIMITES

A L'EXERCICE DES POUVOIRS DU REPRÉSENTANT

La circonscription s'engageant par son représentant légal répond de l'exécution des engagements. La nécessité est donc apparue de prendre certaines précautions pour éviter que ce mandataire l'obligeât inconsidérément, au delà des possibilités d'exécution, et l'exposât ainsi, en cas de défaillance, à des réparations qui eussent fait consacrer les ressources de sa caisse, au paiement de dommages-intérêts. C'est pourquoi l'article 21 stipule en son deuxième alinéa que tout engagement dont la valeur est supérieure à un chiffre à déterminer par le commissaire de province, pris au nom de la circonscription par son représentant, doit être soumis à l'assentiment du conseil des notables ou du conseil de secteur et à l'approbation de l'autorité européenne.

De la discussion provoquée par la formule nécessairement un peu floue : « engagement dont la valeur est supérieure à un chiffre à déterminer par le Commissaire de province », il ressort que le Conseil a donné au mot « valeur » une signification générale qui peut être traduite en numéraire ou en produits (fournitures de vivres aux travailleurs d'une entreprise). Si la valeur de certains engagements n'apparaît pas d'une manière certaine et qu'il y ait contestation, les tribunaux apprécieront.

SECTION V

GARANTIES PROTÉGEANT LES CIRCONSCRIPTIONS PERSONNES CIVILES

Comme nous l'avons déjà noté plus haut, toutes les fois que la valeur de l'engagement dépasse celle fixée par le commissaire de province, le législateur organise une double garantie (article 21, alinéa 2).

1. *Assentiment des Conseils.*

En premier lieu, le Conseil des notables ou le Conseil de secteur doit donner son assentiment. De cette façon, la circonscription n'aura pas été engagée contre son gré, dans une affaire d'une certaine importance et ne méconnaîtra pas les conditions d'un contrat que, prévenue, elle eût rejetée.

2. *Approbation par l'autorité européenne.*

Ensuite, comme deux garanties valent mieux qu'une, le législateur a imposé, même en cas d'assentiment du conseil, l'approbation de l'engagement par l'autorité européenne. Le pouvoir européen a jugé fort justement en une matière aussi délicate et importante, qu'il fallait se prémunir contre l'inexpérience naturelle des membres des conseils à juger l'importance des obligations qu'ils contracteraient et à en prévoir les conséquences possibles.

L'article 21 précise donc en son troisième alinéa que l'approbation est donnée par l'administrateur territorial lorsque la circonscription est représentée par son chef, et par le commissaire de district lorsqu'elle l'est par l'administrateur territorial. Dans ce dernier cas, « elle n'est plus — dit Magotte — destinée à pallier l'inexpérience des indigènes, membres des conseils mais a pour but de ménager un contrôle destiné à compenser l'insuffisance de la garantie qu'offre, dans cette hypothèse, l'assentiment des conseils, assentiment qui pourrait n'être donné que sous l'influence d'une certaine crainte révérentielle des membres du conseil, pour celui qui est, à la fois, le représentant de la circonscription et de l'autorité européenne » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 476.

SECTION VI

SANCTION DE LA MÉCONNAISSANCE DES GARANTIES : NULLITÉ DES ENGAGEMENTS

Le décret stipule en son article 21, dernier alinéa, que tout engagement sera nul qui aurait été pris en méconnaissance des prescriptions que nous venons de commenter.

SECTION VII

RÈGLES DE PREUVE DES ENGAGEMENTS SOUMIS AUX GARANTIES

Le décret a organisé un moyen de preuve que les engagements ont bien été soumis aux garanties requises en déclarant que : l'assentiment et l'approbation doivent être constatés sur l'acte (article 21, alinéa 4).

Tout autre moyen de preuve serait inopérant, parce que la constatation sur l'acte constitue aussi une des conditions à défaut de laquelle l'engagement est nul. En effet, le dernier alinéa de l'article 21, décrète que « tout engagement sera nul, qui aurait été pris en méconnaissance des prescriptions édictées ci-dessus », c'est-à-dire, en méconnaissance également de la prescription de l'alinéa 4 de l'article exigeant la constatation, dans l'acte, de l'assentiment et de l'approbation.

Toutes ces dispositions constituent des mesures de protection pour les circonscriptions, « mais — explique Magotte — ce sont leurs cocontractants qui auront intérêt à les respecter puisque en cas de violation, ils ne pourront invoquer contre la circonscription les stipulations d'un contrat que la loi frappe de nullité » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 476.

CHAPITRE SEPTIEME

Dispositions transitoires

Dans ses derniers articles, le décret règle des situations provisoires :

1° celle des chefs que l'organisation nouvelle des populations indigènes avait pour effet de priver de leur situation administrative, en leur retirant la qualité d'autorité indigène au sens du décret :

2° celle des groupements indigènes traditionnels qui ne seraient pas encore organisés en circonscriptions indigènes, suivant les règles du décret, et en attendant qu'ils le soient.

SECTION I

SITUATION DES CHEFS CESSANT DE DEMEURER DES AUTORITÉS INDIGÈNES

1. *Caractère et droits.*

* Nous avons exposé dans notre première partie que certains groupements appelés à être incorporés dans un secteur, pouvaient être des chefferies reconnues, ayant à leur tête un chef investi ou nommé. Ces groupements cessent, dès lors, du fait de cette incorporation, de constituer des circonscriptions indigènes administratives. Leurs chefs perdent alors leur caractère d'autorités indigènes au sens du décret et, tout comme les sous-chefs, ils redeviennent exclusivement des autorités coutumières. Ils gardent néanmoins quelques prérogatives que certaines dispositions du décret confèrent à tous les chefs des groupements coutumiers, investis ou non : ils sont membres de droit du conseil de secteur, et le chef de secteur exerce son autorité par leur canal.

2. *Privilèges.*

De leur investiture les chefs conservent, tout comme les sous-chefs, des privilèges particuliers, grâce à l'article 67 qui dispose que, dans les secteurs où sont incorporés des groupements indigènes organisés en chefferies conformément à la législation antérieure, les chefs investis ou nommés continuent, jusqu'à leur décès ou leur démission, soit spontanée, soit d'office (peine disciplinaire) à revêtir les insignes de leur charge et à jouir d'un traitement qui sera fixé suivant les règles déterminées par le Gouverneur Général. « Il y a lieu, en effet, — précisa le rapporteur devant le Conseil — en subordonnant à un chef de secteur des chefs investis dont on ne peut méconnaître les services, d'user de tous les ménagements compatibles avec l'intention organisatrice du décret. Dans la mesure du possible, aucune atteinte ne doit être portée à leur amour-propre, à leurs intérêts ; c'est pourquoi ils continueront à porter les insignes de leur ancienne charge indépendante et à jouir d'un traitement » (1).

3. *Discipline.*

En revanche, les peines disciplinaires prévues par l'article 33 leur demeurent applicables. Ici leur situation est différente de celle des sous-chefs. En effet, alors que les sous-chefs — comme nous l'avons précisé — peuvent être privés des privilèges attachés à leur situation, à titre de sanction, par décision du commissaire de district, les chefs au contraire, ne peuvent être privés de leur traitement que dans la mesure, pour les causes et suivant la procédure prévues. Il en est de même de la déchéance du droit au port de l'insigné, qui équivaut à la révocation, et en est, d'ailleurs, la conséquence quand il s'agit d'un chef placé à la tête d'une chefferie. Cette déchéance ne peut donc les frapper que pour des raisons qui motiveraient une révocation s'ils étaient encore en fonctions.

(1) Rapp. Cons. Col., Bull. Off. 995, 996.

4. Chefs soumis à cette disposition.

Bien que l'article 67 soit ainsi rédigé : « dans les secteurs où sont incorporés des groupements indigènes organisés en chefferies, conformément à la législation antérieure, les règles ci-après sont applicables aux chefs », il est certain que les règles formulées par cet article ne sont pas uniquement applicables aux chefs des groupements constitués en chefferies, conformément au décret du 21 mai 1910. Elles le sont aussi aux chefs des groupements qui auraient précédemment été organisés en chefferies, conformément au décret du 5 décembre 1933, et seraient par la suite, incorporés dans un secteur.

D'après Magotte, « les motifs qui ont dicté la disposition existent dans les deux hypothèses, et ont la même force, et le législateur n'a pas voulu faire de distinction entre la situation des groupements née de l'application de la législation antérieure et celle qui résulte de l'application de la législation actuelle. Il a entendu appliquer les règles que l'article énonce, à tous les chefs investis ou nommés que l'organisation d'un secteur priverait de leur situation administrative. Cela résulte du passage suivant du rapport du Conseil Colonial : « à l'égard des chefs investis... il y a lieu, en les subordonnant à un chef de secteur, d'user de tous les ménagements compatibles avec l'intention du législateur. Dans la mesure du possible, aucune atteinte ne sera apportée à leur amour-propre, à leurs intérêts ».

« C'est pourquoi, la vraie pensée du législateur eût été mieux exprimée dans la forme suivante : « Dans les secteurs où sont incorporés des groupements indigènes, antérieurement organisés en chefferies, conformément aux règles de la législation ».

« Et c'est pourquoi cet article 67 n'eût pas dû figurer parmi les dispositions transitoires susceptibles de se créer et de se renouveler dans l'avenir » (1).

(1) Magotte, *Novelles*, p. 477.

SECTION II

*ADMINISTRATION DES GROUPEMENTS
NON ENCORE ORGANISÉS
EN CIRCONSCRIPTIONS INDIGÈNES*

Pour les groupements indigènes traditionnels qui ne sont pas encore organisés en circonscriptions, l'article 69 du décret stipule qu'ils sont néanmoins tenus des obligations imposées aux circonscriptions indigènes et à leur membres par les articles 45 et 46, mais en tenant compte qu'il n'y existe pas d'autorité indigène. En conséquence, les attributions administratives de celui-ci y sont exercées par l'administrateur territorial ou son délégué avec, autant que possible, l'entremise et l'aide des chefs traditionnels.

TITRE III

Juridictions indigènes et principalement les tribunaux de chefferie

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Nous avons pensé que notre ouvrage sur les chefferies ne serait pas complet si nous ne consacrons quelques-uns de ses chapitres à l'étude des juridictions indigènes dont il n'a été qu'incidemment parlé jusqu'ici.

C'est le décret du 15 avril 1926 qui régit cette matière.

Il autorise tout d'abord le pouvoir exécutif à consacrer le pouvoir juridictionnel des tribunaux indigènes existant dans les chefferies, conformément à la coutume.

Mais à l'encontre de la législation précédente (décrets du 2 mai 1910 et du 20 août 1916) qui ne reconnaissait un pouvoir juridictionnel qu'aux chefs et sous-chefs reconnus et qui se bornait à tracer quelques limites à leur pouvoir répressif, le décret conserve aux autorités coutumières, ne fussent-elles pas les chefs, le pouvoir judiciaire que la coutume leur attribue ; il étend même leur compétence ; il édicte, en outre, certaines règles de procédure et, enfin, il donne à leurs décisions le caractère de véritables jugements soumis aux règles générales sur l'exécution.

Au surplus, le décret ne se borne pas à consacrer l'existence des juridictions coutumières ; il permet la création de

deux espèces de tribunaux que les coutumes ne connaissent pas. En effet, dans les régions où les groupements sont trop peu organisés pour être érigés en chefferie ou encore là où les chefferies sont peu importantes, le pouvoir exécutif est autorisé à réunir plusieurs juridictions coutumières en une seule ; de même, dans les agglomérations d'indigènes de races différentes, qui se sont formées spécialement dans le voisinage des grandes stations européennes, l'autorité administrative peut créer un tribunal composé d'indigènes et qui, partant, se rapproche des juridictions coutumières.

Selon, M. Waleffe, rapporteur du projet de décret devant le Conseil Colonial, « son principe fondamental, c'est de maintenir et de fortifier les juridictions indigènes là où elles existent, d'en établir là où des agglomérations d'indigènes se sont artificiellement créées de façon à rapprocher la justice des justiciables et, en même temps, à assurer l'application aux indigènes des règles qui, répondant à leurs conceptions et au stade de leur développement matériel et moral, sont seules à même — envisagées dans leur ensemble et évoluant sous l'influence de nos facteurs de civilisation — de soutenir leur ordre familial et social et de leur procurer ainsi les conditions indispensables à leur développement moral et matériel ».

« On ne doit pas perdre de vue — ajouta encore le rapporteur — que nous ne sommes pas en mesure d'assurer nous-mêmes ce résultat. Imprégnées de respect pour les droits de l'individu, nos règles juridiques ne répondent pas aux besoins d'une société dont la vie, sous un grand nombre de ses aspects, a plutôt un caractère communautaire. Même leurs institutions essentielles qui se rapprochent des nôtres, ont une autre base, un autre cadre, d'autres soutiens. Aussi, appliquées à ces institutions, nos lois n'ont aucune efficacité pour les faire vivre. Le plus souvent notre législation est insuffisante, car elle ne prévoit pas tout ce que la coutume prévoit. Elle constitue donc une armature tout à fait inadéquate pour les sociétés indigènes.

« Sans doute de tout temps, la loi coloniale a-t-elle posé comme principe que les règles à appliquer aux indi-

gènes doivent être, non nos lois écrites, mais leurs coutumes. Mais nous n'avions pas suffisamment tenu compte que seuls des juges indigènes étaient à même d'en saisir toutes les nuances et d'appliquer la règle aux seuls cas pour lesquels elle est faite. Nous n'avons pas tenu suffisamment compte non plus que pour ne pas rester à l'état de pure théorie, le pouvoir judiciaire chargé d'appliquer les coutumes devait avoir des organes dans tous les groupements et que pour avoir de l'autorité, les décisions devaient autant que possible être rendues par les personnes traditionnellement chargées de prononcer sur les contestations.

« En ne reconnaissant comme juges indigènes que les chefs investis prévus par le décret sur les chefferies, nous avons détruit ou tout au moins paralysé un des facteurs essentiels à l'existence des sociétés indigènes. Partout où l'on a constaté que, faute de ce soutien, celles-ci sont en train de s'effriter, l'anarchie dans le domaine politique, social ou même purement moral les menace.

« Le projet de décret constitue donc une heureuse tentative de consolidation et de reconstruction dont il faut attendre de précieux résultats pour l'ordre interne des chefferies, pour la conservation des organisations familiales, comme aussi pour la confiance des indigènes envers le pouvoir occupant » (1).

(1) Compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial, année 1926. Texte du projet de décret et de l'exposé des motifs, page 50. Discussion : séances des 23 janvier et 27 mars 1926, pp. 42 et 247 et suivantes.

CHAPITRE DEUXIÈME

Institution, composition et surveillance

SECTION I

INSTITUTION

D'après l'article premier du décret dont le texte résulte en réalité de l'ordonnance — loi du 5 octobre 1931, approuvée par le décret du 22 février 1932, les seules juridictions indigènes régulières sont :

1° les tribunaux de chefferies existant conformément à la coutume dans les chefferies, et reconnus par le Gouverneur de la province.

Si, dans une même chefferie, il existe un tribunal principal et des tribunaux secondaires, l'ordonnance qui les reconnaît mentionne, pour chacun d'eux, leur caractère principal ou secondaire.

2° et 3° Les tribunaux de secteur et les tribunaux de centre créés par le Gouverneur de la province ;

4° Les tribunaux de territoire. Il en existe un dans chaque territoire et un dans chaque district urbain.

Les tribunaux de chefferie sont donc ceux existants d'après la coutume. Il ne peut y avoir dans une chefferie qu'un seul tribunal principal, mais il peut exister plusieurs tribunaux secondaires.

Pour les premiers, le ressort est celui de la chefferie ; pour les seconds, il est déterminé par la coutume (article 2, dont le texte résulte de l'ordonnance — loi du 5 octobre 1931, approuvée par le décret du 22 février 1932). L'ordonnance du Gouverneur de la province qui ne fait d'ailleurs que reconnaître ces juridictions mentionnera leur caractère principal ou secondaire.

SECTION II

COMPOSITION

L'article 3 dispose que la composition des tribunaux de chefferie, tant principaux que secondaires, est déterminée par la coutume.

Cette composition peut donc varier suivant la nature de la contestation. Cependant, en vue de fortifier l'autorité des chefs investis, le décret — par le même article — leur donne la faculté de faire partie du tribunal de chefferie, même si, d'après la coutume ils n'ont pas ce droit. D'autre part, le commissaire de district pourra nommer d'autres indigènes pour faire partie du tribunal. L'autorité administrative est ainsi, le cas échéant, armée contre une opposition systématique de ces juridictions.

L'administrateur territorial peut présider, avec voix délibérative, les tribunaux de chefferie institués dans le territoire.

Le même pouvoir appartient au président du tribunal de territoire créé dans chaque district urbain à l'égard des tribunaux de chefferie institués dans son ressort.

Le Commissaire de district a le même pouvoir à l'égard de ces tribunaux institués dans le district (article 7 dont le texte résulte de l'ordonnance-loi du 5 octobre 1931, approuvée par le décret du 22 février 1932).

La présence au siège de ces juridictions de chefferie du représentant de l'autorité gouvernementale est parfois des plus utiles et il en a été ainsi spécialement dans les débuts de leur fonctionnement, afin d'initier les juges indigènes à la nouvelle organisation.

Mais à part les débuts, ce n'est plus qu'exceptionnellement et dans des circonstances tout à fait spéciales que ce fonctionnaire use de cette faculté, car ces juridictions sont avant tout coutumières.

Dans tous les cas où un tribunal de chefferie comporte deux ou plusieurs membres, la voix du président, en cas de partage, est prépondérante.

Enfin, le décret impose comme condition essentielle de la composition, tant des tribunaux de chefferie que des autres, la présence d'un greffier ou tout au moins d'un juge sachant écrire. Ce greffier est nommé, suivant le cas, par l'Administrateur territorial du ressort ou par celui désigné conformément à l'alinéa 2 de l'article 6. L'absence du greffier ne sera pas une cause de nullité de la procédure si — comme nous l'avions laissé sous-entendre — le président, le juge ou un des juges a rédigé le procès-verbal de l'audience (art. 9; dont le texte résulte de l'ordonnance — loi du 5 octobre 1931, approuvée par le décret du 22 février 1932).

SECTION III

SURVEILLANCE

Elle est organisée par l'article 10 du décret qui stipule que le juge du tribunal du parquet surveille la composition et l'action de tous les tribunaux indigènes institués dans son ressort.

Il a le droit d'obtenir au siège même du tribunal indigène, communication des registres et autres documents du tribunal.

En cas de nécessité, il peut demander copie conforme de tout jugement.

Indépendamment des autres pouvoirs qui lui sont attribués par le décret, il donne aux tribunaux indigènes les directives nécessaires pour la bonne administration de la justice par ceux-ci.

Ces directives sont données aux tribunaux de chefferie par l'intermédiaire de l'administrateur territorial.

CHAPITRE TROISIÈME

Compétence des tribunaux de chefferie

SECTION I

DÉFINITION

Pour définir celle-ci, il n'était pas possible de copier la différence existant dans les législations civilisées entre compétence civile, commerciale et pénale.

Tantôt, en effet, la coutume indigène applique des sanctions répressives là où nous ne voyons que des contestations d'ordre purement privé ; tantôt elle ne voit que des atteintes à des droit privés là où nous réprimons les faits comme des atteintes à l'ordre public.

Dès lors, le décret a judicieusement distingué entre les contestations entre personnes privées et les autres, c'est-à-dire celles qui n'entraînent qu'une décision d'ordre répressif. Il importait, d'autre part, de limiter les peines que les juridictions indigènes pourraient appliquer dans l'un et l'autre cas ci-dessus. Il n'était pas possible, en effet, de donner à la juridiction une compétence illimitée, au point de vue pénal, alors que l'administrateur, en sa qualité de juge de police, ne peut lui-même connaître que d'infractions entraînant des peines légères. Le tribunal indigène pourra connaître par exemple, des conséquences dommageables d'un meurtre, sans pouvoir appliquer de peine au meurtrier.

SECTION II

ÉTENDUE ET CONDITIONS DE LA COMPÉTENCE SES RESTRICTIONS

1. *Contestations entre personnes privées.*

Les juridictions indigènes connaissent d'abord de toutes les contestations entre personnes privées, mais sous les conditions suivantes :

1° que les indigènes soient seuls en cause.

Le décret a toutefois estimé en son article 11, qu'il y avait lieu de faire, à cet égard, une exception au bénéfice des militaires en activité de service et des agents du cadre indigène du moment qu'ils sont défendeurs devant un tribunal autre que le tribunal de territoire. Il ne peut, en effet, être oublié que les contestations d'ordre privé peuvent, d'après la coutume, donner lieu à l'application de peines :

2° que la coutume soit applicable à la contestation.

C'est la raison pour laquelle le décret a pu disposer — toujours en son article 11 — que les indigènes même immatriculés seraient justiciables des tribunaux indigènes, car il peut se présenter des cas où c'est la coutume qui leur sera applicable.

C'est évidemment la coutume du ressort qui doit être applicable. Comment le tribunal indigène pourrait-il régler, en effet, le différend s'il était soumis à des règles inconnues de lui ? Cependant le décret prévoit qu'il peut y avoir application des coutumes des ressorts limitrophes, parce que dans le ressort des tribunaux de centre, il n'y a pas encore de coutume bien assise (article 12).

3° que le défendeur se trouve dans le ressort du tribunal.

Cette condition a retenu l'attention de la Commission du Conseil Colonial, parce qu'étant donné l'esprit de solidarité si vivace entre indigènes d'un même groupement, il y avait lieu de craindre que le tribunal indigène ne donnât toujours raison à son ressortissant, au détriment de l'autre partie.

Toutefois, comme les tribunaux principaux de chefferie notamment, ont la même compétence que les tribunaux secondaires et qu'ils ont même un droit de révision, ils pourront être saisis du différend directement ou par voie de recours. Le danger redouté peut donc être écarté.

Enfin, si l'article 11 du décret stipule que le défendeur « se trouve » alors que le projet portait « réside », c'est parce que la Commission a estimé que le tribunal devait

être compétent à l'égard d'un indigène simplement de passage dans son ressort.

2. Faits ne donnant pas lieu à contestations entre personnes privées.

Les juridictions indigènes connaissent également des faits qui, ne donnant pas lieu à contestations entre personnes privées, sont cependant réprimés par la coutume ou par la loi, si les conditions suivantes sont réunies :

1° Que le fait ait été commis par un indigène et ici nous devons faire la même remarque que plus haut, il s'agit de tous les indigènes, même immatriculés, du Congo ou des colonies voisines, à l'exception des militaires et des agents du cadre indigène ;

2° Que le fait ait été commis dans le ressort du tribunal ;

3° Que le prévenu se trouve dans le ressort du tribunal (article 12).

Mais comme nous l'avons déjà laissé entrevoir, des restrictions sont apportées à cette compétence, les faits graves ne pouvant être de la compétence de ces juridictions.

Aussi le décret stipule en son article 13 que les tribunaux indigènes ne pourront pas infliger de peines :

1° Si le fait est puni par la loi écrite d'une peine de servitude pénale supérieure à cinq ans ;

2° Si, alors même que la loi écrite punirait d'une peine qui n'est pas supérieure à cinq ans, il y avait lieu, d'après les circonstances, à appliquer une peine dépassant un mois de servitude pénale et mille francs d'amende et dans le cas où l'administrateur territorial ou le commissaire de district siège comme président, une peine de deux mois et deux mille francs d'amende.

Bien qu'en principe, tous les tribunaux aient la même compétence matérielle, le décret a donné certaines prérogatives aux tribunaux principaux de chefferie à l'égard des tribunaux secondaires et aux tribunaux de territoire à l'égard des trois autres juridictions.

C'est ainsi qu'ils ont le droit :

- 1° De se réserver telles affaires qu'ils déterminent ;
- 2° D'évoquer toutes affaires soumises au tribunal subordonné, à moins que celui-ci ne soit présidé par l'administrateur territorial ou par le Commissaire de district ;
- 3° D'abandonner toute affaire à un tribunal secondaire compétent pour autant, lorsqu'il s'agit de contestations entre personnes privées, que les deux parties résident dans le ressort du tribunal. Le fait que le demandeur ne réside pas dans le ressort du tribunal du défendeur peut précisément être la raison pour laquelle il s'était adressé au tribunal principal ou au tribunal du territoire ;

4° De suspendre l'exécution et de réviser les jugements d'un tribunal subordonné, à moins qu'ils n'aient été rendus sous la présidence de l'administrateur territorial ou du commissaire de district.

Le décret envisage enfin dans son article 16, le cas où un tribunal européen et un tribunal indigène, tous deux compétents sont saisis de la même affaire. Il donne naturellement au tribunal européen prévention sur le tribunal indigène, tout en laissant au premier le droit d'abandonner le litige, à la juridiction indigène, si les deux parties résident dans le ressort de cette dernière.

CHAPITRE QUATRIÈME

Règles de fond applicables par les tribunaux de chefferie

SECTION I

RÈGLE FONDAMENTALE

Elle est formulée dans l'article 17 : les tribunaux indigènes appliquent la coutume. Toutefois, lorsque cette coutume est contraire à l'ordre public universel, ou bien la loi écrite l'a remplacée, alors les tribunaux appliqueront celle-ci, ou bien la loi écrite est restée muette et alors ils se guideront d'après l'équité.

SECTION II

PEINES APPLICABLES

En ce qui concerne les peines, pour éviter toutes difficultés, le décret a déterminé celles que les tribunaux indigènes peuvent prononcer en l'absence de dispositions dans la loi écrite.

D'après l'article 18, ces peines sont exclusivement les suivantes :

1° La servitude pénale, principale, sans qu'elle puisse dépasser deux mois ;

2° Le fouet, si la coutume le permet et sans que cette peine puisse excéder huit coups et être prononcée contre les vieillards, les infirmes, les femmes et les enfants et les autres catégories de personnes déterminées par le Gouverneur de la province.

Pour un même fait, le fouet ne peut être cumulé avec la servitude pénale principale (1) ;

(1) Le texte du 2° résulte du décret du 14 décembre 1933.

3° L'amende, sans qu'elle puisse dépasser la somme de 2.000 francs ou une valeur équivalente ;

4° La servitude pénale subsidiaire à l'amende, sans qu'elle puisse dépasser quinze jours ;

5° Si la coutume la prévoit, la confiscation des choses formant l'objet de l'infraction ou qui ont servi ou qui sont destinées à la commettre, quand la propriété en appartient au condamné et la confiscation des choses qui ont été produites par l'infraction.

Selon l'article 19, le tribunal en condamnant à l'amende ou à la confiscation pourra, si la coutume le prévoit, attribuer tout ou partie de celle-ci à la victime ou à ses ayants-droit et en déduction des dommages-intérêts qui pourraient être dus par application de la coutume.

Dans le cas où un fait auquel la coutume attache des peines, est en même temps érigé en infraction par la loi écrite, les tribunaux indigènes peuvent dans la limite de leur compétence, lui appliquer soit les peines comminées par celle-ci, soit les peines prévues par les coutumes, dans les conditions déterminées par les articles 18 et 19 que nous venons de commenter (article 20).

Dans le cas où la législation attribue aux tribunaux indigènes la connaissance d'infractions qui ne sont prévues que par la loi écrite, ils appliquent à ces infractions les peines prévues par la législation écrite (article 21).

L'article 22 prévoit le concours d'infractions et décide que le tribunal indigène prononcera la peine de chacune d'elles sans que le total des peines de servitude pénale principale et d'amende ne puisse dépasser le maximum des peines rentrant dans sa compétence.

Il importait enfin d'assurer spécialement l'exécution des décisions des tribunaux indigènes et c'est pourquoi l'article 23 stipule que si l'indigène condamné se refuse à exécuter, le tribunal pourra, indépendamment de l'exécution directe sur l'objet de la condamnation ou de l'exécution forcée sur ses biens, le frapper d'une contrainte par corps dont la durée maximum est fixée à un mois.

CHAPITRE CINQUIÈME

Procédure

SECTION I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les règles de procédure sont, comme pour le fond du droit, celles de la coutume du ressort ou des ressorts limitrophes du tribunal avec cette même réserve que toute règle contraire aux principes d'humanité et d'équité est rejetée.

L'article 24 précise nettement cette règle.

Quelle que soit la coutume, aucun jugement n'est rendu sans que les parties elles-mêmes ou leur mandataire n'aient été au préalable, mises à même de contredire aux allégations et aux preuves de la partie adverse et de préparer et de faire valoir leurs moyens en toute liberté (article 25).

Le décret a ensuite réglé, dans l'article 26, le cas où le défendeur ou le prévenu se refuserait à comparaître et il autorise la délivrance d'un mandat d'amener par un des juges ou le greffier, sur l'ordre du tribunal.

Si le mandat doit être exécuté en dehors du ressort du tribunal qui l'a délivré, le mandat ne pourra être exécuté que moyennant visa préalable de l'administrateur du territoire dans lequel l'exécution du mandat doit avoir lieu, ou de son délégué.

Il en sera de même lorsque le mandat doit être exécuté dans le ressort du tribunal, mais comporte pour celui qui est chargé de l'exécuter, l'obligation de pénétrer dans un établissement non indigène.

L'article 27 décide que la personne qui est l'objet d'un mandat d'amener ne peut être maintenue en détention

— préalablement au jugement — que pendant trois jours, depuis celui de son arrivée au siège du tribunal. Toutefois, si dans ce délai, le tribunal l'a interrogée, il peut prolonger la durée de cette détention préalable de cinq jours au maximum.

Le mandat d'amener a été jugé nécessaire, même dans ce que nous appelons — en Europe — des affaires civiles, parce que l'application de la coutume est parfois rendue difficile, en raison des modifications que l'occupation belge a apportées dans l'état social indigène et parce que le pouvoir dominant doit avant tout viser à renforcer l'autorité de ces juridictions.

SECTION II

FRAIS DE JUSTICE

L'article 28 spécifie que, sauf indigence prouvée et admise par le juge président, il ne sera procédé par le tribunal indigène à aucun acte à la demande d'une partie, si elle n'en a, préalablement consigné la taxe pour l'inscription de l'affaire, entre les mains du juge-président ou du greffier.

La taxe pour l'inscription et les autres frais seront tarifés pour chaque tribunal par le Commissaire de district.

La taxe et les autres frais seront supportés par la partie qui succombera.

SECTION III

RÈGLES DE FORME DE LA PROCÉDURE

L'article 29 les précise.

Le procès-verbal de l'audience est inscrit dans un registre et indique sommairement les noms des parties, l'objet de la contestation ou la nature de l'infraction, la date où l'affaire a été examinée et jugée, la publicité des audiences, les noms des juges qui ont concouru à l'examen de l'affaire et au jugement, les motifs et le dispositif du jugement. Le procès-verbal est daté. Il est signé par le ou les juges qui savent le faire et par le greffier, si le tribunal en comprend un.

SECTION IV

DROIT DE RÉVISION

Il est réglé par les articles 30, 31 et 32.

Ce droit de révision accordé par les articles 14 et 15 au tribunal principal de chefferie — ainsi qu'au tribunal de territoire — ne pourra s'exercer que si, au jour où le tribunal de révision se réunit pour connaître de l'affaire :

1° il ne s'est pas écoulé plus de trois mois depuis la date du jugement à réviser ;

2° les parties ont été entendues contradictoirement ou appelées en temps utile par le tribunal.

Mandat d'amener peut être décerné à l'égard des deux parties dans les conditions que nous venons de préciser.

Enfin, la procédure en révision donne lieu à l'application du tarif établi, en exécution de l'article 28, pour la juridiction qui opère la révision.

Toutefois, la procédure est gratuite lorsqu'elle est opérée d'office.

CHAPITRE SIXIÈME

Annulation des jugements des tribunaux indigènes

SECTION I

PRINCIPES

Nous avons déjà précisé (V. Chapitre 2, Section III) que le juge du tribunal du parquet avait pour devoir de surveiller la composition et l'action des juridictions indigènes.

En conséquence et comme corollaire de ce droit de surveillance, le décret dans l'article 33 donne au tribunal du parquet compétence pour annuler, même d'office, les jugements des juridictions indigènes de son ressort.

SECTION II

CONDITIONS

Ce droit d'annulation s'exerce par jugement prononcé en audience publique et seulement pour les motifs suivants :

1° Si le tribunal indigène était irrégulièrement composé ou incompétent au point de vue de la matière ;

2° S'il y a eu violation des formes substantielles prescrites par la coutume ou par la loi ;

3° Si la coutume dont il a été fait application est contraire à l'ordre public universel ou aux dispositions législatives applicables à tous les indigènes ;

4° Si le jugement a prononcé des sanctions autres que celles autorisées par le décret de 1926.

Dans les cas visés aux 3° et 4°, l'annulation pourra ne porter que sur la partie critiquable du jugement.

En aucun cas cependant, le tribunal du parquet ne peut connaître du fond de l'affaire.

Au surplus, d'après l'article 34, l'annulation ne pourra être prononcée que dans les six mois de la date du jugement, à moins :

1° Qu'il n'ait porté sur un fait érigé en infraction par la loi écrite, auquel cas l'annulation pourra être prononcée, tant que l'action publique ne sera pas éteinte par la mort du prévenu ou par la prescription ;

2° Que la coutume dont il a été fait application ne pût, pour une des causes prévues par le décret, être appliquée, auquel cas l'annulation pourra être prononcée, aussi longtemps qu'il y aura utilité à le faire ;

3° Qu'il n'ait infligé des sanctions autres que celles autorisées par le décret, auquel cas l'annulation pourra être prononcée aussi longtemps qu'elles n'aient pas été complètement subies.

SECTION III .

PROCÉDURE SUIVIE APRÈS L'ANNULATION CAS SPÉCIAL

Lorsque l'annulation est prononcée, la juridiction indigène compétente est saisie à nouveau du fond par la partie demanderesse, à moins qu'il ne s'agisse d'une infraction à la loi écrite et que le ministère public n'en saisisse le tribunal européen compétent (article 35).

Enfin, d'après l'article 36, s'il estime qu'un jugement pourrait être susceptible d'annulation, le tribunal du parquet peut ordonner que l'exécution de ce jugement, dans tout ou partie de son dispositif, sera suspendue pendant un délai qu'il déterminera, mais qui ne pourra dépasser trois mois.

CHAPITRE SEPTIÈME

Dispositions générales et dispositions transitoires

A

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION UNIQUE

EXÉCUTION DES JUGEMENTS

Selon l'article 37 (1) les jugements des tribunaux indigènes sont exécutoires dès le jour où ils sont rendus, à moins que l'exécution n'en soit suspendue, ainsi qu'il a été dit aux articles 14, 15 et 36 que nous venons de commenter.

L'administrateur territorial a pour devoir de participer à leur exécution, dans la mesure du besoin.

Les peines de servitude pénale et la contrainte par corps peuvent être subies dans la maison de détention instituée au chef-lieu du territoire ou dans le district urbain, sur l'ordre donné au bas d'un extrait de jugement par l'Administrateur territorial du ressort ou par celui désigné conformément à l'alinéa 2 de l'article 6. Cet extrait mentionne le tribunal qui a rendu le jugement, la date du jugement, le nom du condamné, la durée de l'incarcération ordonnée. Mention de la durée de la détention déjà subie est portée à la suite de l'extrait.

L'administration indigène du ressort du tribunal perçoit les frais de procédure, de même que les amendes et les confiscations qui ne sont pas compensatoires (article 38).

(1) Le texte de cet article résulte de l'ordonnance-loi du 5 octobre 1931, approuvée par le décret du 22 février 1932.

Ces recettes sont affectées aux dépenses nécessaires au fonctionnement du tribunal (par exemple émoluments des juges) et de l'administration du groupement. C'est le commissaire de district qui détermine périodiquement dans quelle mesure la répartition doit être faite.

B

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'organisation judiciaire, telle qu'elle était prévue par le décret de 1926 ne pouvait évidemment pas entrer en vigueur du jour au lendemain. Ce n'était que petit à petit et suivant la situation spéciale de chaque région que les autorités locales réussiraient à en organiser les différents rouages.

Dans toutes les parties de la Colonie, où les dispositions nouvelles ne pourraient être appliquées, il fallait donc maintenir l'organisation ancienne, sous peine de créer l'anarchie dans les agglomérations où ces tribunaux conformes au projet n'auraient pas été constitués.

En conséquence, le décret a d'abord disposé dans l'article 39 que dans toutes les parties d'un territoire qui ne formeront pas le ressort d'un tribunal principal de chefferie, d'un tribunal de secteur ou d'un tribunal de centre : les autorités indigènes coutumières ou celles qui leur sont substituées par application des dispositions législatives sur les chefferies, continueront à exercer le pouvoir judiciaire qui leur est reconnu par les coutumes ou par la loi, mais sous les réserves déterminées à l'article 41 ci-après.

Elles continueront à exercer ce même pouvoir judiciaire, même dans le ressort d'un tribunal principal de chefferie, si ces autorités exercent leurs fonctions dans un sous-groupement, constitué en sous-chefferie par application des dispositions sur la matière, mais qui n'est pas le siège d'un tribunal secondaire, tel qu'il est prévu par le présent décret.

Dans le cas prévu ci-dessus, le tribunal jouira vis-à-vis de ces autorités des pouvoirs qui lui ont été reconnus à l'égard des tribunaux secondaires par les alinéas 1, 2 et 4 de l'article 14 du décret.

Le décret précise encore dans l'article 40 que même dans les parties qui formeraient le ressort d'un tribunal principal ou secondaire de chefferie, ou d'un tribunal de secteur, les autorités indigènes coutumières prévues à l'article 39 exerceront le pouvoir judiciaire que cet article détermine dans tous les cas où, par suite de quelque circonstance, l'action du tribunal de chefferie compétent serait suspendue.

Ce pouvoir judiciaire que le décret maintient provisoirement, ne peut toutefois prononcer des peines que sous les conditions suivantes, formulées à l'article 41 :

- 1° Que la coutume prévoie des peines contre les faits ;
- 2° Que la coutume qui punit les faits ne soit pas contraire à l'ordre public universel ou aux dispositions législatives ou réglementaires qui substituent d'autres règles aux principes de la coutume indigène ;

3° Que les punitions infligées ne soient que :

a) l'amende d'un montant maximum de 100 francs ou d'une valeur équivalente ;

b) l'incarcération sans torture corporelle d'une durée maximum de quinze jours, avec ou sans travail forcé ; le travail forcé ne peut consister que dans l'exécution des travaux imposés aux chefferies par les dispositions légales sur la matière ;

c) le fouet infligé sous les réserves et dans les conditions déterminées à l'article 18 (1).

(1) Il convient de faire ressortir à ce sujet, qu'une ordonnance du Gouverneur général du 11 janvier 1934, a disposé en un article unique que la peine du fouet ne pouvait plus être prononcée par les tribunaux indigènes, à charge des militaires et des policiers des corps de police administrative indépendante de la Force publique, en activité de service, ainsi que des agents du cadre indigène de la Colonie. Cette ordonnance a été prise tant pour des raisons de prestige vis-à-vis des populations indigènes que pour des raisons de discipline.

De même que le tribunal principal d'une chefferie peut réviser les sentences rendues par le pouvoir judiciaire maintenu provisoirement, le tribunal de territoire exerce le pouvoir de révision qui lui est attribué par le présent décret à l'égard des sentences rendues par les autorités indigènes purement coutumières avec cette différence qu'il pourra y procéder, même si plus de trois mois se sont écoulés depuis la date du jugement, lorsque la sentence n'aura pas été exécutée.

Il fallait, en effet, prolonger ce pouvoir de révision parce que le pouvoir d'annulation ne s'exerce pas vis-à-vis des juridictions qui ne sont conservées que provisoirement.

Le tribunal de territoire peut aussi suspendre l'exécution des sentences intervenues.

Enfin, l'article 43 dispose que le fait pour une infraction à la loi écrite d'avoir été jugée par une des autorités indigènes coutumières visées dans ces dispositions transitoires, n'enlève pas aux tribunaux européens compétence pour en connaître à nouveau. Le tribunal européen devra seulement tenir compte de la peine qui aurait déjà été subie. Si le Ministère public, au surplus, estime devoir saisir la juridiction européenne d'une infraction déjà jugée, il a le droit de suspendre l'exécution de la sentence...

TROISIÈME PARTIE

ORGANISATION POLITIQUE, JUDICIAIRE ET SOCIALE — SELON LA COUTUME — DE CERTAINES CHEFFERIES

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Dans les deux premières parties de notre ouvrage, nous avons étudié longuement, l'organisation théorique des chefferies, telle qu'elle est désormais réglée par le décret de 1933.

Nous consacrerons cette troisième et dernière partie à l'examen plus approfondi de l'organisation politique, judiciaire et sociale — selon la coutume — de certaines chefferies. C'est donc la vie interne, le cœur même de ces institutions indigènes que nous allons écouter battre. Nous ne pourrons donner un aperçu même général, des mœurs et des coutumes congolaises, car les conditions géographiques, les péripéties de l'histoire des tribus et les invasions des arabes esclavagistes ont morcelé la population — comme nous l'avons déjà noté — en une multitude de groupements doués chacun d'une organisation propre.

Cependant, nous nous appliquerons à pénétrer l'organisation de l'une ou l'autre tribu, parmi les plus caractéristiques en faisant remarquer que semblable organisation existe par tout le Congo.

A la lumière des exemples recueillis, nous constaterons ainsi comment est appliquée, dans la pratique et en fonction de la coutume, la législation mise en vigueur par les dominants.

Nous avons déjà pu remarquer que les habitants du Congo Belge n'étaient pas totalement dépourvus d'organisation sociale, puisque bien souvent le pouvoir dominant avait été dans l'obligation de la respecter et de la reconnaître légalement.

C'est pourquoi nous avons cru utile de montrer ici — en fin de notre ouvrage — que l'indigène dans la brousse, dans sa chefferie, au village, a sa place nettement indiquée dans la société, petite ou grande, dont il fait partie. Des règles strictes et bien définies guident ses actes et encadrent sa vie tout comme les lois et codes européens. Rien n'est laissé à l'arbitraire ni à l'imprévu comme nous pourrions le constater et nous nous étonnerons souvent des détails minutieux dont s'inquiète la coutume indigène.

Maintes fois, malheureusement et surtout jusqu'au décret de 1933, cette organisation — malgré les efforts des dominants — a été méconnue par l'occupation européenne et le nègre, tant par intérêt que par respect humain, en a dissimulé les multiples manifestations. Il ne faudrait cependant pas conclure de l'absence apparente de lois ou de règlements à leur inexistence effective.

Dans sa chefferie, puis dans sa tribu, dans son village et dans sa famille, le nègre est tenu de se plier à la tradition, à la coutume ancestrale, puisqu'aucune loi écrite ne vient brider ses passions et tempérer les aspérités de sa personnalité.

Selon Monheim (1) « les lois et décrets d'esprit latin que les occupants ont imposé avec leur présence aux populations du centre africain n'ont pas toujours trouvé écho dans leur esprit primitif. Ces textes comprennent de nom-

(1) V. Bulletin d'Etudes et d'Informations de l'Ecole Supérieure de Commerce Saint-Ignace, n° 7-8. Juillet, août 1929. *L'organisation des tribus congolaises*, p. 167.

breuses dispositions dont le sens et le motif leur échappent ou qui, parfois même, paraissent pernicieuses ».

Par exemple : la séparation des pouvoirs qui a fait ses preuves dans tous les pays européens, est pour l'esprit du nègre une chose non seulement inacceptable mais même inconcevable. Le Chef est le chef, à lui de commander, à lui de punir les récalcitrants. Lui retirer ces prérogatives c'est le dépouiller de l'essence même du pouvoir... L'adultère que la loi du pays punit si sévèrement, parfois même de la peine capitale, est toléré par le code européen. Tels vols sont réprimés par la justice indigène avec la dernière rigueur ; c'est qu'en dehors de leur malice intrinsèque plus ou moins grave, ils constituent un danger social qui n'apparaît pas à nos yeux et dont nous ne tenons pas suffisamment compte.

Indulgence incompréhensible pour ce qui, de tout temps, fut considéré comme une faute grave ; rigueur excessive à l'endroit de délits anodins, voilà ce que représente pour le nègre la justice européenne. Il y avait là une source certaine de conflits que le pouvoir dominant s'est employé à supprimer dans toute la mesure du possible et nous avons précisé — dans les pages précédentes — comment le décret de 1933 y était parvenu, en donnant aux naturels une réglementation qui s'adapte non seulement aux circonstances locales et aux nécessités de l'occupation européenne, mais avant tout à la mentalité indigène.

CHAPITRE DEUXIÈME

Organisation politique, judiciaire et sociale coutumières des indigènes du district du Tanganyka-Moero et nommément du territoire de Kongolo Chefferies diverses (1)

Faisons remarquer au début de ce chapitre que dès qu'on parvient à pénétrer les coutumes de ces indigènes, on comprend combien se trompent ceux qui pensent qu'avant l'arrivée des blancs l'anarchie et l'arbitraire régnaient en maîtres au Congo. Cette méprise s'explique sans doute par le fait que les explorateurs, pénétrant dans ces régions si longtemps dévastées par les hordes esclavagistes, ont été mis en présence non d'une société indigène normale, mais des ruines laissées par les bandits arabes. Ceux-ci n'avaient pas rencontré dans les populations équatoriales des adversaires capables de leur tenir tête : les moyens matériels dont elles disposaient étaient par trop rudimentaires ; leur organisation familiale et tribale ne se prêtait pas à une résistance générale et, village par village, toute la contrée avait été mise à feu et à sang.

Si donc l'Afrique apparut aux premiers explorateurs comme un épouvantable et sanglant chaos, c'est qu'ils n'ont connu que les effets des razzias esclavagistes et non la société indigène en son état primitif.

(1) Ces chefferies sont celles de : Bena Kayi, Bena Lubunda, Bena Kalonda, Kumbi, Buki, Bena Wangongive, Bena Bayaski, Mukona, Bena Kufu, Yambula, Basonge, Bena Kunda, Bena Niembo, Bena Honga, Bena Kalunga, Bena Mambwe,

Cette dernière seule est intéressante et nous allons essayer d'en retracer les caractères principaux, maintenant que la paix féconde apportée par les dominants permet aux coutumes ancestrales des naturels de se donner libre cours, dans le cadre très souple mais ferme de l'organisation européenne.

SECTION I

ORGANISATION POLITIQUE ET SOCIALE

1. *La Société et son chef.*

La famille est la cellule de la société congolaise. La famille ; le village, réunion de familles ; la tribu, fédération de village : ainsi se présente l'organisation schématisée de la société indigène. Elle ne comporte d'ailleurs pas toujours un développement aussi poussé et s'arrête souvent à la famille patriarcale.

L'influence et l'habileté des chefs, la force numérique des divers groupements, leur esprit d'union ou leur désir de liberté sont autant d'éléments qui différencient ces communautés. Mais il est un trait qu'on retrouve à tous les degrés de l'échelle sociale : la responsabilité collective : une famille est garante des faits et gestes de tous ses membres ; le village répond des actes de n'importe lequel de ses habitants.

Ainsi s'organise, au profit de tous, une sorte de surveillance mutuelle qui fait que, même si un indigène était tenté de commettre un crime ; il en serait souvent empêché par tous ses répondants dont il troublerait, à son seul avantage, la tranquillité. Par contre-coup, dès que l'indigène est sorti de son milieu et qu'il ne se sent plus soutenu, il s'abandonnera facilement à tous les excès que lui dicteront la passion et le caprice.

A la tête de chaque communauté nous retrouverons un chef. Le pouvoir se transmet généralement par descendance directe masculine. Toutefois, en l'absence de successeur

mâle, les femmes peuvent devenir cheffesses. C'est là, toutefois une exception. Si l'héritier est trop jeune, un membre de la famille, son oncle par exemple ou sa mère, administrera la chefferie jusqu'au jour où il sera en état d'exercer le pouvoir.

Ce mode légal de succession reçoit d'autant plus d'entorses que les chefs sont souvent trop faibles pour imposer à leurs subordonnés leur autorité et le respect des traditions. La mort d'un chef provoque fréquemment de vives compétitions entre des prétendants plus ou moins légitimes. Par ailleurs, bien des indigènes profitent de ces discussions pour essayer de se soustraire à la contrainte de l'autorité.

2. *Le Conseil du Chef.*

Le Chef ne possède pas un pouvoir discrétionnaire ou illimité. Il est assisté de nombreux conseillers dont les fonctions héréditaires varient selon l'influence des titulaires et l'importance du groupement.

Chaque Conseiller a des attributions nettement déterminées et ne permettra à aucun collègue, fût-il le plus important, d'empiéter sur ses prérogatives. On rencontre parfois une appellation différente pour une même fonction. Certaines d'entre elles sont communes, à quelques détails près à tous les villages du Tanganyika-Moëro. Citons-en les principales et les plus caractéristiques.

Le personnage le plus important est sans conteste *Twité*, à qui revient la mission d'introniser le chef. En cas de conflit avec quelque village voisin, il appelle la population aux armées ; parfois même il en prend le commandement. Il veille encore sur l'*esprit du Chef*, fonction lourde de responsabilités dans une société superstitieuse.

Tampa n'est pas un moindre personnage : Protecteur de la communauté, il est l'espion qu'on envoie chez le voisin dont on croit avoir à se méfier. Comme patrouilleur, il soutiendra le premier choc en cas de conflit à main armée. Chez les Bena Niembo *Tampa* et ses douze hommes doivent au besoin se sacrifier pour le salut du village. C'est lui encore

que le chef délègue pour régler les palabres avec les villages voisins. Comme il entretient des relations constantes avec les ennemis de la communauté, on ne négligera rien pour s'assurer de la fidélité et de la sincérité de cet intermédiaire, trop souvent exposé par les circonstances à trahir son parti pour son plus grand profit personnel. « Pas plus en Afrique qu'en Europe — dit Monheim — il ne doit être facile de trouver un *Tampa* pourvu tout à la fois de la loyauté, du courage, de l'intelligence et de la ruse que réclament ces délicates et multiples fonctions » (1).

Kikanzula a le privilège de porter le chef sur ses épaules. Il mène les guerriers au combat, assisté de son lieutenant, *Sumba-ya-mwango*.

Kikanzula est un autre intermédiaire des palabres extérieures. Si elles sont de minime importance, il reçoit délégation pour les résoudre d'autorité. Mais si l'intérêt en jeu est conséquent, il s'abouche avec les adversaires, écoute leurs explications, donne ses raisons, discute et expose l'affaire ; puis il rapporte l'état de la palabre au chef qui la tranche selon ses vues personnelles ou après avoir recueilli l'avis du conseil.

Kibili ferme les sentiers. Quand s'annonce un étranger de marque, il place une poutre en travers du sentier et ne la retire qu'après avoir perçu les droits de péage plus ou moins onéreux suivant la solvabilité du visiteur et l'importance de la caravane. C'est le douanier du village et nous avons connu ces pratiques — en France — sous l'ancien régime.

Senga, encore un personnage de premier plan, remplit les fonctions de juge. Il reçoit les plaideurs, préside aux formalités préalables du procès, écoute les raisons alléguées par les parties, interroge les adversaires et, s'il en est besoin, les témoins ; il procède à l'enquête, étudie le cas, puis le propose au chef qui s'appuyera sur son rapport pour prononcer le jugement. Pour obtenir gain de cause, il convient de s'assurer les sympathies de cet intermédiaire tout

(1) Monheim, *Organisation des tribus congolaises*, p. 174.

puissant. Il va de soi que *Senga* ne reste pas sourd au langage des menus présents. Qui oserait soutenir après une telle constatation que l'Afrique est en retard sur notre vieille Europe qualifiée de civilisée ?

Le chef est, de plus, doté d'un conseil privé. *Gyehu* est son garde-corps, veille à sa sûreté et exerce les fonctions de policier. *Mulanda* surveille sa maison et son enclos.

Mendoka est son conseiller, son second : il le remplace en cas d'empêchement, perçoit les tributs et convoque les conseillers dont l'intervention est requise pour prendre une décision.

Nous n'avons nommé que les dignitaires les plus importants ; on les retrouve à côté de chaque chef. Il en existe d'autres encore.

Ainsi la sollicitude des *Bena-Niembo* envers la personne de leur chef va jusqu'à le doter d'un *kafundja* ou *préparateur des viandes*, voire même d'un *kalabula*, qui surveille ses repas pour l'empêcher de faire de ses mets préférés un usage abusif auquel même un estomac royal ne résiste pas !

Chaque conseiller est doublé d'un suppléant, un *kakona*, qui assume ses fonctions en cas d'empêchement. Ces *kakona* eux-mêmes ont leur remplaçant éventuel.

La charge de conseiller est héréditaire, le fils aîné succédant à son père décédé. A son entrée en fonctions, le nouveau dignitaire offre au chef et à ses collègues une chèvre en cadeau de bienvenue. De son côté, le chef lui remet deux lances et les insignes de sa charge, s'il y en a, ainsi qu'un *mitamba*, linceul indigène, destiné à envelopper la dépouille du conseiller défunt. Les attributions des conseillers étaient donc fort étendues et, contrairement à ce que nous serions portés à croire, très nettement définies.

Actuellement le chef ne prend plus régulièrement l'avis de ses assistants. Jadis, il n'eût pu afficher pareille indépendance. Agir contre l'avis ou sans le consentement du conseil constituait une imprudence grosse de conséquences. Le mécontentement ainsi provoqué chez les administrés pouvait dégénérer en rébellion, vite exploitée par des ambi-

tions équivoques et le chef, privé de l'appui de son conseil, eût fort risqué de perdre son pouvoir.

Par ailleurs le Conseil sans le chef n'a pas plus d'autorité que le chef sans le Conseil. Ces deux puissances, l'une multipliant l'autre, se complètent et se contrôlent, réduisant par là-même les chances d'arbitraire. Il y a là une sorte de dualité de pouvoirs, bien différente cependant de celle que nous pratiquons.

D'abord, elle est plus apparente que réelle, car lors même qu'il consulte ses conseillers, c'est toujours au chef qu'appartient la décision finale. Ensuite, elle affecte bien moins la prérogative elle-même que le mode d'après lequel elle s'extériorise.

Senga par exemple écoute les plaideurs et discute avec eux la palabre ; son rapport au chef aura une influence déterminante sur la sentence ; pourtant le chef seul rend l'arrêt, fut-il contraire à l'avis de *Senga*. Si *Kikanzula* règle à l'étranger les différends relatifs au village, il n'en agit ainsi qu'en vertu d'une délégation formelle de pouvoirs ; encore procuration ne lui est-elle donnée que pour des faits de minime importance, pour les cas plus graves, il en référerait au chef, seul capable de prendre une décision valable.

Cette affirmation du pouvoir du chef, nous la retrouvons tant dans l'Administration de la justice que dans la perception du tribut.

Elle apparaît aussi — comme nous le verrons plus loin, de façon très précise — dans l'habillement et dans l'étiquette imposée au chef, car en Afrique équatoriale, tout comme dans les pays européens, le protocole règle les moindres détails de la vie des hommes publics. Tel chef du Ruanda ne dormira jamais hors de sa résidence ; un autre s'exposerait aux pires dangers, à la mort même, s'il venait à voir la mer ; un autre encore ne peut toucher la terre nue du pied. Aussi avons-nous signalé, parmi les principaux dignitaires, le *Kikanzula* qui porte le chef sur ses épaules.

De plus, le chef, dans certaines circonstances, revêt des insignes qui lui sont réservées. Il porte un *musonge*, tissu de raphia indigène multicolore, une ceinture de petites perles très serrées, le *milami*, des peaux de singe et surtout de civette et, par dessus le *musonge*, une peau de léopard. Nous verrons d'ailleurs, dans les lignes qui vont suivre, que la dépouille de tout léopard doit être remise au chef. Sur la tête, il porte le *ngalaha*, touffe de plumes rouges, en main droite une queue de buffle, en main gauche le bâton de commandement artistiquement travaillé. Une de ses femmes le précède, portant ses deux lances, une autre le suit avec son tabouret et son couteau : le chef, dans cet appareil et cette tenue, ne manque ni de dignité ni de prestance.

3. La répartition des terres et des chasses.

L'autorité du chef se manifeste encore dans la distribution des terres et des plaines de chasse, bien que ces dernières dans le Tanganyka-Moëro, appartiennent non pas aux chefs, mais aux membres de la communauté. Les terres sont nettement délimitées ; chacune a son propriétaire, qui possède sur son lot des droits réels et étendus, limités cependant par certaines servitudes. Ainsi chacun est autorisé à cultiver une terre en friche, sans que le propriétaire puisse s'y opposer ; celui-ci aura néanmoins droit à une certaine part dans la récolte.

Même en cas de contestation avec un village voisin, le chef ne peut disposer, sans le consentement formel de l'intéressé, des terres d'un de ses subordonnés. Il n'y aura là d'ailleurs notons-le bien, qu'une cession essentiellement provisoire, un gage donné à la contre-partie, en attendant l'exécution des sanctions, non une aliénation définitive. La communauté toute entière doit veiller à ce que l'indemnité fixée pour le rachat du gage soit disponible le plus tôt possible. Si, par la suite, le détenteur du gage refuse de s'en dessaisir contre paiement de la valeur stipulée lors de la cession, l'incident constitue un *casus belli*.

4. Les tributs et l'impôt.

La coutume n'a pas apporté moins de minutie à régler la question des tributs dûs au chef.

Comme nous venons de l'exposer, le possesseur du champ a droit à une part de la récolte recueillie sur sa terre ; *Kibili* ferme les sentiers et ne les ouvre que contre paiement d'un péage ; pour tout jugement rendu, une partie de l'indemnité allouée revient au chef et à ses conseillers. Nous pouvons citer bien d'autres redevances encore, toutes fixées par la coutume.

Avant d'en examiner les principales, signalons un cas exceptionnel. Dans certaines tribus il existe des *chefs de chasse* ; ce sont des dignitaires qui ont en quelque sorte affirmé les droits de chasse dus au chef. En échange d'une redevance fixe, ils perçoivent en son lieu et place tous les tributs qui lui reviennent à ce titre.

La chasse est en effet la principale occupation des indigènes et constitue une des plus grandes ressources du pays. Il est dès lors normal que le chef revendique une part sur ce produit : ce sera trop souvent la part du lion. Tout léopard, hyène, serval ou crocodile abattu doit être remis au chef, entier et non dépecé. Les infractions à cette règle sont très sévèrement punies : le chef est seul autorisé à posséder ces dépouilles et il défend cette prérogative avec un soin jaloux. Il indemniserait cependant le chasseur en lui donnant une chèvre, une lance et une touffe de plumes rouges, insigne honorifique. De toute bête abattue le chasseur offrira au chef une cuisse ou une épaule. Si le gibier a été tué par suite d'un incendie de plaine, le chef retiendra la cuisse et l'épaule ainsi qu'une partie de la croupe.

Le chasseur heureux n'en est pourtant pas quitte à si bon compte. Le propriétaire de la plaine incendiée réclame la poitrine, l'épaule et la cuisse du gibier, cette dernière pour être remise au chef.

Si le chasseur a tué du gibier sur la propriété de son voisin, il ne lui doit aucune indemnité, à moins cependant qu'il n'ait été surpris à dépecer la bête sur place. Il est tenu

alors d'abandonner un quartier de viande au propriétaire du sol. Ce dernier peut d'ailleurs toujours réclamer une épaule de tout animal tué sur ses terrains de chasse.

Vient ensuite le *capita* du village qui exige, pour sa part et pour celle du chef, une cuisse, une épaule et la poitrine. La queue du buffle est toujours remise au chef, car c'est là un de ses attributs officiels que nul n'a le droit d'usurper.

Le gibier tué sur les terres d'une chefferie voisine ne peut être emporté. Le don d'une flèche suffira à indemniser le chasseur.

En fin de compte, nous le voyons, pour prix de sa peine, le chasseur ne garde guère pour lui-même que la dépouille — si elle ne revient pas au chef — une cuisse, une épaule et les pièces de moindre valeur.

La pêche est, elle aussi, soumise à des règles bien définies. En général elle est libre en eau profonde au milieu de la rivière. Sur les bords marécageux et sur les bas-fonds elle ne peut être pratiquée que du consentement du propriétaire de la rive. Celui-ci recevra la moitié du produit qu'il partagera à son tour avec le chef.

Comme la pêche constitue une des bases essentielles de l'alimentation indigène, ceux qui l'entravent encourent de cruelles représailles. Pour la même raison, les Barundi poussent à l'extrême la répression des vols de bétail. Chez les Kasinga, les Kalamba, les Linga, celui qui brise les nasses, fût-ce par imprudence, est condamné une première fois à les réparer et à payer une amende de deux tresses de perles et d'une poule. En cas de récidive l'indemnité est portée à cinq tresses de perles. Pour un troisième attentat le délinquant est mis à la chaîne et risque d'être vendu comme esclave à l'étranger.

Les palmeraies, autre ressource précieuse des indigènes sont également frappées d'une redevance.

Celui qui coupe les régimes sur les terres de son voisin — ce qui est permis si le propriétaire néglige d'exploiter son domaine — lui doit un tribut bi-mensuel de huit à dix kilogrammes d'huile, dont la moitié revient au chef.

Les palmeraies plantées appartiennent à celui qui les a aménagées et à ses héritiers. L'importance que le nègre attache à cette culture lui a valu d'être exemptée d'impôts ; toutefois du vin de palme qu'on y recueille, une part est abandonnée au chef. C'est là, pour l'étiquette indigène, un geste d'élémentaire politesse.

Ces quelques traits choisis entre cent, suffisent à prouver que les populations du Tanganyika-Moëro étaient régies, dès avant la pénétration européenne, par un ensemble de traditions et de coutumes bien établies, dont le pouvoir dominant — même encore aujourd'hui — ne doit jamais méconnaître l'influence et la portée.

Ce qui est vrai pour ces peuplades ne l'est pas moins pour toutes les autres tribus congolaises.

Chez les Watusi du Ruanda les prestations à fournir sont assez lourdes, variées et nettement définies et forment une législation fiscale fort développée. Chaque semaine (la semaine est composée de quatre jours ouvrables et d'un jour de repos) toutes les familles fournissent deux journées de corvée. Le contingent de travailleurs ainsi assuré était appliqué aux différents travaux, soit du chef de colline, soit du chef de province, soit du Mwami ou Sultan. La répartition s'effectuait dans des proportions strictement déterminées.

Les collines voisines des résidences royales fournissaient en outre un impôt spécial et supplémentaire destiné à leur entretien et à leur approvisionnement. Cet impôt était perçu tantôt en travail, tantôt en nature : vivre, bétail, ustensiles domestiques, armes, couteaux, étoffes, bracelets, parures, etc.

Les plantations et les champs du chef étaient cultivés et entretenus sans indemnité par les plus proches habitants. Ces diverses prestations accumulées représentaient annuellement par homme une corvée de vingt à trente jours sur trois cents jours ouvrables !

Quoique fort réduites depuis l'occupation belge, elles n'ont pas été abolies. Les prestations en nature fournies au Mwani Mushinga pendant l'année 1926 dépassaient à elles

seules la valeur de 60.000 francs. Encore ne s'agit-il là que du seul impôt en nature relativement léger par rapport à la corvée.

Le tribut est prélevé par les grands chefs qui vont faire leur cour au Mwami. Ils s'y rendent fréquemment, lui apportent à chaque visite des cadeaux destinés à concilier sa bienveillance : des vaches, des taureaux destinés à la reproduction ou aux sacrifices rituels, de la bière, de l'hydromel, des haricots, du mil, du sorgho.

SECTION II

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. Administration de la justice.

Comme nous l'avons exposé précédemment, le chef, par l'intermédiaire de *Senga*, rend la justice. C'est là une des prérogatives dont il se montre le plus jaloux. Cette justice n'est pas, comme on le croit généralement, arbitraire. Certes, les abus sont fréquents et le caprice du chef a souvent force de loi. Mais il est prévu pour chaque crime une sanction bien déterminée, que le juge a le devoir d'appliquer à l'accusé, dès que celui-ci est convaincu de culpabilité.

Informé par *Senga* des détails et des péripéties de l'affaire, le chef désigne le coupable à qui l'on appliquera la peine fixée par la loi.

Mais l'accusé n'est pas obligé d'accepter l'accusation. Il reste toujours loisible de fournir la preuve de son innocence. Tâche bien malaisée parfois, car l'accusation est souvent basée sur des faits étranges. Tout événement exceptionnel est considéré par les nègres comme l'effet d'un maléfice, d'un mauvais sort, dont on rend responsable et dont on accuse ses ennemis. Ainsi les Congolais ne reconnaissent pour naturelle que la mort qui résulte de la vieillesse ou d'une maladie bien caractérisée et réputée mortelle. Dans tous les autres cas, ils l'attribuent à des manœuvres

magiques auxquelles se sont livrés les ennemis personnels du défunt ou ceux de sa famille. Le sorcier, après de solennelles incantations, désignera le coupable.

Celui-ci est incontinent traîné devant *Senga* qui l'invite à se disculper. S'il n'y réussit pas, la peine suivra de près le crime. Ainsi le nègre, exploité par la sorcellerie qui ne lui laisse pas un instant de repos, en est arrivé, pour se défendre contre elle, à s'en servir et il ne s'est que plus entièrement livré à sa tyrannie.

En pareille criconstance, il est difficile de prouver son innocence de façon irréfragable. On aura recours alors à l'épreuve du fer rouge et du poison. Le sorcier qui a déjà désigné le coupable va maintenant présider aux rites de la probation. Bien entendu avant la désignation comme avant l'épreuve, on ne perd rien à se rendre favorable ce sinistre justicier. Le breuvage, en effet, est dosé d'après le degré de sympathie intéressé que le sorcier professe pour l'inculpé. Celui-ci aura d'ailleurs souvent été désigné en raison de sa fortune ou de quelque objet convoité dont l'opportune cession lui assure le succès de l'épreuve. Dans certains cas, l'inculpé est autorisé à se faire remplacer ; l'épreuve sera alors appliquée soit à un esclave soit à un animal, une poule généralement. Selon que le patient résiste ou succombe, on proclamera son innocence ou sa culpabilité, son acquittement ou son châtiment. L'arbitraire de ces ordalies, qui nous rappellent notre justice du Moyen-Age, les abus auxquels elles donnent lieu, sont indéniables. Elles fournissent à une classe déterminée de la population, chefs et sorciers, le moyen de se débarrasser de ses ennemis d'une manière en apparence légale et juridique.

2. Les Pénalités.

Les pénalités constituent un des côtés les plus originaux de la justice indigène. Ainsi, le criminel désigné à la vindicte publique, est plus ou moins protégé par la coutume. Celle-ci a établi pour chaque délit la peine qui, à l'exclusion de toute autre, doit invariablement être appliquée. L'emprisonne-

ment cependant ne figure pas au nombre de ces sanctions : il est totalement étranger au système pénal indigène. C'est là un point que le pouvoir dominant n'a pu perdre de vue quand fut discutée l'opportunité du rétablissement des peines corporelles au Congo. La prison n'existe pas parce qu'elle serait inopérante et néfaste. Inopérante, car elle procure au détenu d'agréables loisirs quand la peine est de courte durée. Néfaste, car si elle se prolonge, la santé du nègre n'y saurait résister. Cette particularité est bien connue de tous ceux qui ont pu observer les détenus des prisons congolaises.

La justice indigène n'est pourtant pas désarmée vis-à-vis des coupables ; elle dispose d'une double sanction : l'amende et la peine corporelle ; l'une destinée à dédommager la partie lésée, l'autre à châtier le délinquant et à prévenir la récidive.

Toute infraction est punie d'une amende fixée par la coutume. Si le coupable est insolvable et que sa famille ne vient pas à son secours ou s'il refuse de payer l'amende, il est condamné à être lié à une longue fourche et vendu à l'étranger comme esclave. En d'autres circonstances, le refus de paiement entraînera la mutilation, parfois même l'empalement.

Ainsi arrive-t-il parfois au voyageur de rencontrer du petit bétail aux oreilles coupées. C'est que, surpris une fois ou deux à dévaster les plantations et chassés à coups de triques ou de pierres, les animaux ont récidivé. En guise de représailles, le propriétaire du champ a le droit alors — et il en use — de couper une oreille aux pillards. Mais comme la gourmandise l'emporte trop souvent sur l'instinct de conservation, la seconde oreille ne tarde généralement pas à rejoindre la première ! Les Balubas ont amené avec eux dans le Katanga des pratiques plus barbares et cruelles, et introduisent dans l'organe sexuel et dans l'anus des sauterelles vivantes et des plumes acérées. Chez les Wafipa du Tanganyka l'empalement est chose courante et la victime reste exposée aux attaques des fauves. Mais la peine pratiquée quasi universellement, parfois diverse dans son application mais toujours fidèle à son principe, est l'indem-

nisation de la partie lésée... et de l'autorité judiciaire dérangée. Cette indemnité consiste généralement en tresses de perles bleues, en *madibas* ou tissus de raphia indigène, en poules et chèvres, en esclaves des deux sexes. La tresse de perles vaut une chèvre ; un esclave vaut quinze chèvres ; une femme en vaut vingt. Une partie de l'indemnité versée par le coupable doit être abandonnée par le plaignant au chef qui a tranché la palabre. Si le jugement a été rendu par un conseiller, c'est à lui que reviendra l'indemnité ; mais il en cédera une partie à ses collègues.

Chaque cas donne lieu à de minutieuses distinctions. Citons à titre d'exemple les pénalités prévues pour coups et blessures chez les Bena-Niembo.

La peine varie selon que l'agression a été volontaire ou involontaire ; dans l'un et l'autre cas, la gravité du dommage causé entre aussi en ligne de compte. S'agit-il d'un membre du village, de la chefferie, d'un étranger ? Les coups et blessures ont-ils entraîné l'incapacité de travail, la mort ? Autant de points pour lesquels la coutume a fixé des sanctions différentes. Au juge d'apprécier la nature du délit et de déterminer dans quelle catégorie il convient de le ranger.

Voici comment se schématise, pour le cas précité, l'échelle des sanctions coutumières :

COUPS ET BLESSURES :

I. — *Involontaire : par accident.*

- a) sans blessure : pas de palabre ; pas de sanction ;
- b) avec blessure : dix madibas ; une poule ; une houe ;
- c) incapacité de travail : deux esclaves pour travailler la terre ; cinquante madibas.

II. — *Volontaire : crime ou vengeance.*

- a) blessure : deux ou trois esclaves, suivant la gravité du dommage causé ; en plus, deux cents à cinq cents madibas.

- b) meurtre : 1° *sur un habitant du village* : le frère de la victime tuera l'assassin ;

2° *sur un habitant de la chefferie* : s'il se sauve, il est condamné à mort ; s'il réussit à rentrer dans son village et qu'on prend son parti, ce sera la guerre entre ses concitoyens et ceux de la victime ; s'il se réfugie dans le village de l'assassiné, il aura la vie sauve à condition de verser à la partie lésée une indemnité de deux ou trois esclaves et de quatre cents à cinq cents *madibas* ;

3° *sur un étranger* : le meurtrier encourt la peine de mort, faute de quoi les tribus se font la guerre.

La justice indigène, nous le voyons, distingue bien des cas et des détails ; ses directives sont claires et nettes ; elle ne laisse que peu de place à l'erreur.

Elle se rencontre d'autant plus sévère qu'elle doit défendre des intérêts qui lui sont plus chers. Les autres crimes la trouvent indulgente. Ainsi les vols de bétail — sauf dans l'Urundi — les incendies, la destruction de huttes ne sont guère frappées que de peines légères.

3. *Le délit de sorcellerie.*

La sorcellerie et l'adultère ne peuvent être assez vigoureusement réprimés. Pour le premier de ces délits, le sorcier ou le préparateur n'est généralement pas inquiété ; la répression atteindra le jeteur de mauvais sorts, celui qui a administré le poison, le « médicament » que le sorcier lui a fourni. Si l'incantation a provoqué la mort, le cas du coupable est clair : il paiera sa dette à la société, œil pour œil, dent pour dent. Si la manœuvre magique n'a pas eu d'issue fatale et si l'inculpé est en aveu, il paiera à la partie lésée deux chèvres, cent *madibas* et un chien.

S'il nie, on le soumet à l'épreuve du poison. S'il la subit victorieusement, la justice condamne le plaignant à donner à l'accusé ainsi disculpé, dix chèvres, deux esclaves, cent *madibas* et un chien.

L'épreuve tourne-t-elle contre le prévenu, la famille de ce dernier livrera au demandeur cinq esclaves, deux chiens, cinq cents *madibas* et deux chèvres.

La cérémonie de la probation se déroule généralement ainsi. Dès la veille, accusateur et défendeur, accompagnés de leurs parents et amis, viennent demander au juge, l'autorisation de procéder à l'épreuve. A ce moment les adversaires consultent le sort pour savoir s'il leur sera favorable. La nuit se passe en réjouissance pour l'un et en lamentations pour l'autre. Le lendemain de grand matin, le sorcier prépare le poison : au regard de tous, il jette de l'écorce de *mwawi* dans un mortier, le réduit en poudre, puis en délaie une quantité plus ou moins considérable dans de l'eau pure. C'est le breuvage qu'avalera l'inculpé et qui, s'il n'en meurt pas, fournira la preuve de son innocence. La potion absorbée, le patient boira encore quelques gorgées d'eau, puis s'efforcera de vomir aussitôt le breuvage d'épreuve, qui, sinon, lorsqu'il est bien dosé, le fera mourir avant l'aube prochaine.

Certes, comme nous l'avons noté, il y a avec le préparateur des accomodements ; il y en a même avec le juge ! Nous avons dit qu'il était loisible à l'accusé de se faire « représenter » dans cette périlleuse aventure. Mais dès qu'il s'agit d'une accusation de sorcellerie, la justice devient incorruptible et l'on n'en doit attendre nul adoucissement, nulle indulgence. La dose de poison administrée alors est presque toujours mortelle ; l'accusé en réchappe rarement et la foule en délire, après avoir percé le cadavre à coups de lances, le livre au bûcher exterminateur.

4. *Le crime d'adultère.*

L'adultère est réprimé par la justice indigène avec autant de sévérité que de précision. Elle tient compte du degré de parenté des coupables, elle apprécie le degré de consentement. Le juge est sans pitié pour l'étranger qui de force viole la femme d'un habitant du village. Le coupable ne tardera pas à mourir. S'il réussit à s'échapper, on s'emparera comme otage de n'importe quel habitant de son village, jusqu'à ce que l'auteur du forfait ait été livré. Dans les autres cas, la moindre amende est encore fort lourde : cinq chèvres, dix boucs, deux cents *madibas* et un chien.

La femme adultère sera battue jusqu'au sang et renvoyée chez elle. Sa famille remboursera la dot que le mari a versée avant le mariage.

Sur les indemnités que lui alloue le droit coutumier le gagnant prélèvera la part des juges et les frais de justice. A lui toutefois de pourvoir à l'exécution du jugement et au paiement des amendes. Ainsi l'autorité n'a pas le souci — comme dans nos pays européens — de réclamer au condamné, ou à sa famille solidaire, le prix de son intervention ; elle endosse cette désagréable corvée au demandeur, d'ailleurs pressé de percevoir les réparations qui lui furent attribuées conformément à la coutume. Cette pratique offre d'incontestables avantages ; elle ne laisse cependant pas que de provoquer de nouvelles et interminables palabres entre le créancier et son débiteur récalcitrant.

SECTION III

ORGANISATION DU RÉGIME SUCCESSORAL

Les palabres qu'entraîne le règlement des successions ne sont pas moins fréquentes ni moins embrouillées que les contestations qui naissent chez nous entre héritiers.

Dans quelques villages la coutume impose — pratique originale — la destruction des biens du défunt. Le cas est pourtant exceptionnel. Partout ailleurs la liquidation de la succession est réglée par un dispositif très détaillé.

Nous distinguerons d'abord entre la succession de la femme et celle du mari. A la mort du mari, la veuve et les enfants sont remis aux héritiers du défunt. Si la femme refuse de rester dans le clan étranger, elle est autorisée, moyennant restitution de la dot, à retourner dans sa propre famille.

Sitôt le décès connu, les héritiers se présentent à la case du défunt et offrent à la veuve un brin d'herbe. Si la femme le coupe auras des doigts de l'un d'entre eux, elle lui signifie par là qu'elle consent à l'épouser. On procède alors à la purification ou à l'enlèvement du *kilebwe*, obli-

gatoire dans toutes les tribus. En se livrant pour une fois à l'un des membres de la famille du défunt, la veuve est censée effacer toute trace des rapports qu'elle eut jadis avec son mari et devient apte à contracter une nouvelle union.

Cette purification ne va pas sans que la veuve offre un cadeau plus ou moins important selon les villages, proportionné à la fortune du purificateur ; elle en fera un autre à la famille du défunt, lui notifiant par là que le rite a été accompli.

Si au contraire, la femme refuse la proposition des héritiers, elle est tenue de leur rembourser la dot qui fut payée au jour du mariage.

Si la veuve se remarie sans avoir été purifiée, et que le nouvel époux apprend que l'on n'a pas encore enlevé la *kilebwe* du défunt, il est autorisé à réclamer de la famille du défunt, une forte amende en réparation de l'injure grave qui lui fut faite.

Les champs du mort sont partagés entre tous les héritiers ; les enfants et la veuve prélèvent chacun leur part des biens meubles ; la femme reprend les siens, quitte à abandonner en rétribution de l'aide apportée durant le mariage à la famille du défunt une chèvre, ou une poule si ses ressources sont restreintes. Les biens personnels du défunt passent à ses héritiers.

Au cas où la femme meurt la première, les choses se passent autrement. Il y a lieu tout d'abord d'examiner dans quelle mesure le mari est responsable de ce décès. Si la femme est morte chez ses parents ou a été emportée par une maladie contractée chez eux ou si de toute manière le décès ne peut être imputé au mari, le veuf remettra aux parents sept ou huit chèvres. Le dédommagement s'élèvera à dix ou quinze chèvres si le mari a provoqué, occasionné, facilité la mort de sa femme. Dans ce cas il perd évidemment tout droit au remboursement de la dot. Nous avons fait remarquer plus haut combien l'indigène superstitieux a peine à admettre le caractère naturel d'un décès dont la cause ne saute pas aux yeux.

Si la femme, ayant quitté son mari en bonne santé, vient à mourir d'une maladie contractée dans sa famille, celle-ci, tenue responsable, restituera au mari la dot qu'il a versée au moment du mariage. Le veuf reprendra ses biens personnels et les champs seront partagés entre les héritiers.

En cas de décès tant du père que de la mère, les enfants issus du mariage restent toujours dans la famille paternelle.

CHAPITRE TROISIEME

Organisation politique, judiciaire et sociale de la tribu congolaise des Waregas Territoire de Shabunda. Chefferie de Warega

SECTION I

ORGANISATION POLITIQUE

1. *Le Chef.*

Comme chez la plupart des sociétés primitives, l'organisation Warega est familiale et, à tous les degrés de la hiérarchie politique, nous retrouvons le chef de famille. Il s'agit ici non pas de la famille telle que nous la concevons en Europe, composée du père, de la mère et de leurs enfants, mais bien de la famille au sens étendu du terme comprenant l'ancêtre et toute sa descendance en ligne masculine.

Un groupe d'indigènes ayant un ancêtre commun forme un clan. Le clan — comme tel — possède les biens fonciers et l'exercice des droits fonciers est dévolu au chef du clan (ntundu za kilongo) qu'est le chef du groupement familial. Les clans eux-mêmes connaissent une hiérarchie, un rang qui leur vient de l'ancienneté, de l'ancêtre qui leur a donné l'existence. Les clans descendant d'ancêtres ayant eu le même auteur forment un groupe de clans. Du degré supérieur, les groupes de clans ayant un ancêtre commun forment une sous-tribu et des sous-tribus groupées de la même façon forment une tribu.

Lorsqu'un clan devient trop nombreux, lorsque des rivalités se produisent au sujet de la succession, lorsque des

discordes intestines en opposent les membres, une scission se produit et un nouveau clan se forme.

La succession au pouvoir est nettement déterminée : le chef, en décédant, passe le pouvoir à son fils aîné, le nkula et ceci à tous les degrés de la hiérarchie. Dès lors que le chef de clan ou de tribu a une descendance masculine en état de lui succéder, les choses ne présentent pas de difficulté et ne donnent lieu à aucune compétition. Un seul crime pourrait rendre le nkula indigne de la succession (et dans ce cas la déchéance est irrévocable) : la trahison des intérêts de la communauté en cas de conflit avec une autre tribu, avec un autre clan. La déchéance du nkula entraîne irrémédiablement la déchéance de toute sa descendance.

Si le chef ne laisse en mourant aucun fils, c'est l'aîné de ses frères qui prendra la succession. C'est à son frère aîné également que sera confiée la régence si le fils du chef décédé n'est pas en âge de prendre en main la direction des affaires publiques. La dignité de régent est dévolue à vie et même le nkula arrivé à l'âge adulte ne revêtira la dignité de chef que si le régent se désiste en sa faveur.

Le nkula peut être empêché de recueillir la succession, soit qu'il soit absent, soit que son état de santé l'en empêche, soit que pour motif de convenance personnelle, il se désiste. Dans ce cas, c'est son frère aîné qui prendra le rang de chef mais à titre personnel, la descendance du nkula conservant les droits à la succession. Au cas où le nkula, pour quelque motif que ce soit, ne reprendrait pas la succession de son père décédé, le motif de trahison excepté, il restera l'objet d'égards spéciaux de la part de tous les membres de la communauté.

Le chef, succédant légitimement à son père sera d'emblée reconnu par tout le groupement. Quant au régent, il doit être agréé par les anciens. Une fois leur accord obtenu, les autres membres du clan ou de la tribu le reconnaîtront également. Les anciens sont les chefs de famille dans le clan.

2. *Tributs et dîmes.*

Chez les Waregas, l'individu n'est qu'un élément de la famille, du clan. L'impôt ne le touchera par conséquent que pour autant qu'il frappe la famille ou le clan.

Il y aura donc des tributs dûs au chef d'un groupe de familles : le chef de clan, outre les redevances de ses familles, recevra celles des membres du clan ; le chef de la sous-tribu recevra les redevances de ses familles, de son clan, de son groupe de clan, de sa sous-tribu.

Il convient donc de remonter toute la hiérarchie en augmentant chaque fois les redevances dues au rang inférieur de celles qui viennent s'y ajouter du fait de la dignité elle-même.

Le chef de famille a droit à une part de la chasse de ses hommes. Lorsqu'un phacochère est abattu sur les terres du groupe de familles, le chef fait amener le gibier devant lui. Il garde le ventre, la poitrine et la mâchoire inférieure. Le reste est partagé entre les différentes familles du groupe. Que le chasseur fasse ou non partie d'une des familles, il recevra un morceau de choix pour sa peine.

Les membres du groupe de familles doivent également une redevance en travail. Il leur incombe de construire et d'entretenir la maison du chef et celles de ses femmes. Ils doivent préparer ses champs. Les champs d'un chef de groupe de familles sont relativement étendus par suite de ses obligations. Il doit souvent recevoir des étrangers de passage ou des caravanes et pourvoir à leur ravitaillement. De plus, il doit lui-même acquitter des redevances en nature aux chefs de groupements supérieurs. Nous avons connu toutes ces pratiques dans notre ancienne France avec les corvées seigneuriales et la dîme.

Chaque famille porte au chef les prémices de ses récoltes arachides, riz, bananes, manioc, etc... En remerciement le chef leur attribue quelque menu présent.

Le chef de clan, outre les tributs qui lui sont dûs comme chef d'un groupe de familles, recevra la trompe de tout éléphant né sur les terres de son clan. La viande sera répartie

entre tous les hommes du clan qui veulent prendre part à la curée. Chacun est libre de découper le morceau qu'il convoite. Le partage présente dans ces conditions, quelque danger dû à l'avidité des amateurs de gibier et il est expressément prévu par la coutume qu'une blessure faite au cours de la curée ne donnera lieu à aucun droit de réclamation ni de dédommagement.

Lorsque plusieurs phacochères ont été abattus en même temps, un animal est remis au chef de clan qui, après s'être réservé les pièces de choix déjà énumérées, abandonne le reste aux vieillards et aux étrangers, de passage au village.

Le chef de clan a droit aux mêmes corvées que le chef du groupe de familles, mais en outre chaque famille doit lui envoyer quelques hommes pour travailler ses champs et pour veiller au bon entretien des sentiers.

Si une famille du clan obtient du chef l'autorisation d'exploiter une saline ou une mine de fer, elle lui doit un quart de la production. Le chef du clan garde de cette redevance ce qui lui convient pour son usage personnel et distribue le reste à ses hommes.

Les chefs des groupes de familles portent au chef de clan les prémisses de leurs champs.

Le chef de la sous-tribu reçoit les prémisses des récoltes provenant des champs personnels des chefs de clan dépendant directement de lui. Comme chef de clan, il a droit aux différents tributs, prémisses, travail, chasse, etc... Si une iguane (1) est tuée dans la sous-tribu, elle lui sera apportée. Lui-même la remettra à l'aîné de la génération la plus ancienne de la sous-tribu qui seul a le droit de dépecer, au moyen d'un couteau spécialement réservé à cet effet, l'animal sacré. Le sacrificateur partagera ce gibier de choix entre les anciens auxquels seuls, il est permis par la coutume de manger une iguane.

(1) C'est un reptile saurien de grande taille, de couleur brillante et de chair très estimée.

Le chef de la tribu perçoit toutes les dîmes et redevances mentionnées plus haut pour les différents groupements dont il est le chef direct.

De plus, toute la production d'ivoire doit lui être remise. L'ivoire est en effet considéré comme la propriété de la tribu. Le chasseur se verra attribuer la moitié du butin. L'autre moitié sera divisée en dix parts : une pour le chef de tribu, une pour le chef de clan sur les terres duquel l'ivoire a été abattu ou trouvé. Les huit dixièmes restant seront employés par le chef au mieux des intérêts de la tribu. Le produit de la vente de cet ivoire était jadis souvent détourné par les chefs à leur profit personnel. Ils l'employaient à développer leur harem ou à distribuer des cadeaux à leurs courtisans. Plus tard il servit bien souvent à payer l'impôt des membres de la tribu qui, à cause de leur paresse, n'avaient pu s'en acquitter.

Chaque chef, a, en outre, le droit d'appeler sous les armes tous les mâles adultes et valides, dès que quelque danger menace la communauté.

Tels sont les tributs fixés par la coutume. Mais, contre le groupe qui ne satisfait pas à ses obligations, il n'y a d'autre sanction ou recours à la contrainte que le blâme public adressé à son chef et le refus par les tribunaux coutumiers de trancher les palabres des récalcitrants. En fait ces difficultés donnaient souvent naissance à un clan nouveau et provoquaient des discussions nombreuses qui ont disparu aujourd'hui grâce à l'ordre nouveau instauré par le pouvoir dominant.

3. *Les Sociétés secrètes.*

Il existe chez les Waregas une association secrète importante et influente, le « Moami ». Chacun connaît les membres du moami et ceux-ci ne se cachent pas, bien au contraire, d'en faire partie. Mais seuls ceux qui au cours d'un « mpara » ont subi l'initiation par laquelle ils ont été admis dans la secte, savent ce qui s'y trame. Les membres sont en effet liés au plus grand secret, sous peine de représailles

sévères. « Quoiqu'il en ait pu paraître — dit Monheim — (1) cette secte est de formation relativement récente. Maintenant qu'elle est sévèrement interdite dans l'Urega par les autorités européennes, les anciens et même les « Kindi » ou adeptes, avouent que sa formation ne remonte pas à plus de quatre générations si on commence à compter à partir des adultes ».

Son but initial semble être la résistance aux pouvoirs coutumiers, les membres se disent chefs et refusent de ce fait obéissance et soumission aux chefs réguliers. Le moami, né dans des circonstances troublées, a vigoureusement contribué à miner l'autorité établie des chefs de clans et de tribus. Il enrôle principalement ceux qui sont en état de verser lors de l'initiation une forte cotisation au profit de la secte et de ses dirigeants.

SECTION II

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. *La justice.*

Chaque classe de la société, et même chaque famille possède un « ngatu » versé en droit coutumier, devant qui seront exposés les litiges et qui a pour mission de les solutionner. Les « ngatu » sont chez les Waregas de véritables docteurs en droit et leur érudition n'a d'égale que leurs arguties et leurs distinctions spécieuses. Ils sont à la fois juges et avocats.

Cependant leurs jugements ne sont pas sans appel. Si les deux parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils se rendent avec leur « ngatu », chez le chef de clan et lui exposent la palabre. Si celle-ci est importante, le chef renvoie plaignants et demandeurs chez eux, remettant

(1) Monheim, Bull. d'Etudes et d'Informations de l'Ecole Supérieure de Commerce Saint-Ignace. Mai 1931, n° 5. *L'organisation sociale d'une tribu congolaise: les Waregas.*

l'affaire à plus tard pour éviter qu'en précipitant les choses on ne donne une sentence imprudente. Après un certain délai, le tribunal se réunit en séance publique. Celle-ci est annoncée au son du tam tam pour que nul n'ignore que le chef tiendra sa palabre.

Les deux partis sont présents, accompagnés de leur « ngatu ». Le chef préside assisté également de son homme de droit. Les anciens assistent au débat ainsi que tous les hommes de la communauté friands, ainsi que nous le savons, de joutes oratoires. Le débat est engagé par le demandeur qui expose ses griefs. L'assistance reprend en chœur les arguments. Ensuite le défendeur présente la réplique également répétée par l'assemblée. Les « Ngatus » interviennent alors alternativement et défendent la thèse de leurs clients en citant à l'appui les textes de la coutume sur lesquels ils basent leur argumentation. Ces textes sont également approuvés et commentés par les membres de l'assistance.

Le chef qui lui-même a pris l'avis de son « ngatu » prononce le verdict et le justifie en se basant sur telle ou telle coutume.

Si l'affaire est de moindre importance elle sera jugée sur l'heure. Les plaignants avec ou sans « ngatu » qui écoute les partis et cite le texte de la coutume, se présentent au chef qui tranche la palabre après avoir pris l'avis des juges qui délibèrent à part. Le chef prononce le verdict et le justifie suivant la sentence énoncée par le « ngatu ».

Si des membres de clans différents ont un litige, la même procédure est suivie, mais à une juridiction supérieure. Les plaignants avec leur chef et leur « ngatu » se rendent chez le chef de sous-tribu ou le chef de tribu pour lui exposer la palabre et entendre son verdict. Lorsque, par suite de l'effritement de l'autorité, chaque chef de clan tâchait de se défaire de toute surveillance et de toute obligation vis-à-vis du chef de tribu, les litiges entre membres de clans différents furent souvent réglés à l'amiable par les chefs de clans. En cas de désaccord c'était la lutte entre les deux clans. Pareils litiges étaient d'autant plus fréquents que l'autorité des chefs était devenue plus fragile. La lutte

n'était heureusement ni sanglante, ni longue, grâce à l'intervention des « Bayomba » ou parents par alliance. Le système matrimonial qui défend aux membres d'une même famille de contracter mariage, multiplie les unions entre les hommes et femmes de clans voisins. En cas de guerre, les enfants issus des femmes d'un des clans, mariées dans l'autre clan, jouent le rôle de conciliateurs. Ils tentaient de persuader chaque antagoniste de ses torts et du désir de l'autre adversaire à composer. Une fois l'accord préparé, les chefs se réunissaient pour faire un solennel échange de sang. Ils déterminent de commun accord l'indemnité à payer et délèguent leur « ngatu » pour mettre fin aux contestations suivant le droit coutumier de leur clan. L'affaire se terminait par de nouveaux mariages entre hommes et femmes des deux clans, afin, disait-on, de combler les pertes d'hommes subies lors du combat. Le fils aîné du chef, le nkula, devait conduire les guerriers et mener la bataille. Mais dans différents clans on retrouve des spécialistes dans les affaires militaires et dans la conduite de la guerre.

Notons enfin qu'à quelque degré que ce soit, l'exercice de la justice est gratuit, ce qui n'exclut évidemment pas l'usage de présenter aux juges, aux « ngatus » et aux chefs, des présents proportionnés à l'importance de l'affaire ainsi qu'à la fortune des plaignants, en vue de se ménager leurs bonnes grâces. C'est là notre ancien système des « épices ».

2. *Les Pénalités.*

Les pénalités ne présentent pas autant de détails que celles que nous avons pu citer précédemment chez les Bena-Niembo. Le système pénal se base plutôt sur des principes généraux dont la mise en pratique est laissée au chef, alors que les chefs Niembo ne faisaient qu'examiner si le prévenu était coupable de tel méfait entraînant une peine nettement déterminée par la coutume. Il devait en prescrire l'application sans y rien changer.

Chez les Waregas nous retrouvons le principe de la compensation. La partie lésée sera dédommagée par le cou-

pable et, au cas où celui-ci refuse d'exécuter la sentence, elle a le droit de vengeance, œil pour œil, dent pour dent, c'est la loi du talion.

Ce n'est pas tant le crime qu'on cherche à punir que le dommage à réparer. En conséquence, la justice répressive est très sommaire et la justice coutumière ne connaît que peu de peines et encore sont-elles légères. C'est le blâme public infligé par le chef en présence de l'assemblée et la honte qui en résulte. C'est, pour les femmes, la bastonnade appliquée par un vieillard au moyen d'un petit bâton de 30 à 40 centimètres avec lequel la coupable était frappée dans le dos juste en dessous des épaules.

Il existe cependant des peines plus graves, l'expulsion du clan ou de la famille, généralement appliquée après de nombreuses récidives, et la peine de mort. Celle-ci était cependant très rare et prononcée dans un seul cas.

En temps de famine, les chefs de clans et leurs anciens se réunissent pour proclamer solennellement que tout homme, fut-il du clan ou de la famille, qui serait surpris à voler dans les champs d'autrui, sera passible de la peine de mort. Et de fait, celui qui sera convaincu d'avoir commis ce crime, paiera sa dette à la société.

SECTION III

ORGANISATION SOCIALE

1. *La famille.*

La famille Warega est essentiellement polygénique. Cependant nous ne retrouvons pas ici la grande polygamie qui ne fut introduite que par les Arabes, contre la coutume. Le Mrega est monogame ou bigame selon les circonstances et son état de fortune.

Lorsqu'un Mrega a remarqué une femme dans un village voisin, il s'informe pour savoir si elle est encore libre. Dans ce cas, il se rendra chez son père et lui présentera sa requête. S'il est agréé, il retourne chez lui et annonce à

toute sa famille individuellement, père, mère, frères et sœurs qu'il a l'intention de prendre une telle comme épouse. Il leur demande de l'aider à constituer la dot. Si les parents sont d'accord, ils l'aideront. Sinon, l'homme peut se passer de leur consentement, mais il sera seul pour se procurer sa dot.

Dès que le jeune homme prévoit ce dont il disposera, il se rend chez le père de la jeune fille et lui détaille ce qu'il peut donner. Après avoir consulté la mère, le futur beau-père présente la jeune fille au prétendant et les laisse seuls afin que celui-ci demande à la femme si elle consent à l'épouser. Dans l'affirmative, ils sont fiancés (*Mutenzia*). Remarquons ici, contrairement à bien d'autres coutumes, l'importance attachée à l'avis des femmes : la mère de la fiancée est consultée et le consentement personnel de celle-ci est indispensable. Sans doute une certaine pression peut être exercée dans l'un ou l'autre sens. Mais en dernier ressort, la jeune fille est libre de donner ou de refuser son consentement. C'est là chez les populations congolaises un fait assez rare.

Après avoir été agréé, le « *mutenzia* », au cours de ses fréquentes visites, rapporte des friandises et de menus cadeaux aux jeunes frères et sœurs de la fiancée. Lorsqu'ils ont les ressources voulues, les parents du jeune homme, ou s'il s'est passé de leur consentement, le fiancé lui-même, discute avec les parents de sa future. Mais en dernier ressort, la jeune fille est pubère, si elle ne l'était pas avant les fiançailles, cette dot est apportée et remise aux parents de la jeune fille devant tous les habitants du village et le grand-père de la jeune fille, ou à son défaut son père, lui apprend les devoirs de l'épouse et de la mère car, suivant l'expression indigène, « on se marie pour faire fructifier le germe ».

Lorsque la jeune fille aura, après le versement de la dot, subi quatre fois la menstruation, ses frères, mère et sœurs la conduisent à la case de son mari, emportant pour elle ses objets personnels, outils, étoffes, pagnes, ustensiles de ménage, qu'elle distribuera aux épouses de son mari ou, à leur défaut, aux femmes de son beau-père.

Lorsque la dot a été versée avant le mariage, les deux familles se sont mises d'accord sur le montant des dots supplémentaires que le mari versera à la naissance de chaque enfant. En effet, tout enfant né du mariage fera partie de la famille du mari, tandis que tout enfant naturel fait partie de la famille de la femme. Si elle était enceinte avant le mariage, les familles déterminent, au moment où l'on discute la dot, à qui appartiendra l'enfant qui doit naître. L'enfant adultérin est considéré comme enfant légitime de l'union coutumière et, de ce fait, il fait partie de la famille du mari.

L'enfant né d'une union coutumière fait partie de la famille et du clan du mari. L'enfant naturel, le « mwigu, est réputé « enfant du village », il fait partie de la famille et du clan du père de la femme.

Les femmes, même mariées, continuent à faire partie de la famille et du clan de leur père. Elles sont seulement alliées à la famille du mari. La femme et les enfants doivent habiter dans le village du mari. Celui-ci possède autant de maisons que de femmes et chacune d'entre elles habite avec ses enfants. Ceux-ci se rendent néanmoins fréquemment dans la famille de la mère et y résident parfois assez longtemps. Généralement une femme enceinte ira enfanter dans la famille de son père.

2. *Mariage et divorce.*

Outre le consentement de la femme, il est d'autres conditions requises pour que le mariage soit permis. Nous avons déjà exposé que l'homme, avant de faire toute autre démarche, s'informe si la femme est libre. En effet la femme doit être libre de toute union coutumière, qu'elle soit jeune fille, veuve ou divorcée. De plus, il faut qu'elle soit au moins pubère depuis quatre mois. C'est pourquoi, après le versement de la dot, il faut qu'elle subisse encore quatre fois la menstruation avant d'être conduite à son mari. L'influence des Arabes avait porté atteinte à cette disposition et petit à petit le mariage des petites filles s'était introduit dans la

coutume. Un conseil de peuplades tenu à Mulungu, en février 1930 tout en maintenant les situations acquises si la jeune fille donne son consentement au moment de la puberté, a décidé de ne plus reconnaître l'union d'une fille avant sa puberté et de déférer les cas nouveaux devant la justice pénale.

Il faut aussi que la femme ait obtenu le consentement de ses père et mère. Nous avons noté qu'il n'en était pas de même du fiancé qui peut se passer du consentement de sa famille s'il dispose de ressources suffisantes pour se procurer la dot, car celle-ci constitue une condition « sine qua non ».

A l'encontre de ce qui est admis dans diverses autres tribus, les Waregas n'admettent pas coutumièrement la répudiation pure et simple sans raisons suffisantes. Sans doute les Arabes avaient-ils introduit cette coutume et les indigènes durent-ils s'incliner. Mais jamais ils n'ont admis la répudiation non motivée et, aux yeux de tous « le mari n'avait pas raison » encore que le père de la femme eut consenti, contraint et forcé, à remettre la dot. Actuellement ce mode de séparation n'est plus admis par la coutume, alors que le divorce existe.

Le divorce peut être provoqué soit par le mari, soit par la femme.

Mécontente de son sort, après bien des disputes et des menaces, la femme quitte son mari et retourne chez son père. Celui-ci l'accueille et questionne sa fille sur les motifs de sa fuite. Si le mari ne lui avait pas donné de trop légitimes sujets de plaintes il viendra rechercher sa femme. Le père réprimandera alors sa fille tout haut et, si le besoin s'en fait ressentir, il prendra son gendre à part pour l'admonester également. Après quoi, il renvoie la fugitive avec son mari. Si cependant, après de nouvelles querelles la femme se réfugiait une seconde et une troisième fois sous le toit paternel, le mari abandonnant tout espoir de la faire revenir à de meilleurs sentiments, s'adressera au tribunal qui, suivant les règles de coutume, prononcera le divorce.

Celui-ci entraîne nécessairement le remboursement au mari de la dot qu'il a versée lors du mariage pour obtenir son épouse.

Si la femme quitte son mari pour aller habiter chez un amant, alors qu'elle a des enfants en bas âge ou qu'elle est enceinte, on la reconduit, de gré ou de force, chez son mari. Dans tout autre cas, celui-ci se rend chez son beau-père et le met au courant de l'infidélité de sa fille. Le père va au village de l'amant et, devant tous les habitants, il réclame sa fille à l'amant. Celui-ci offre au père une dot qui est irrévocablement refusée. La fille est emmenée par le père et reconduite à son mari. En cas de récidive le mari, accompagné de son beau-père, va relancer sa femme chez son amant et la somme de retourner avec lui. Si elle refuse, le père réclame une dot à l'amant. Cette dot est versée au père devant le tribunal coutumier. Par ailleurs, il est obligé de rembourser à son gendre la dot qu'il avait versée lors du mariage. Le divorce est alors prononcé par le tribunal.

Lorsque le mari veut se débarrasser de sa femme il s'y prend autrement. Il fait en sorte que la vie conjugale lui devienne à charge et qu'elle préfère retourner chez son père auquel il pourra ensuite réclamer la dot ainsi que nous venons de le voir.

S'il a des motifs déterminés d'être mécontent de la conduite de sa femme, soit qu'elle soit paresseuse, soit qu'elle soit infidèle, il la reconduira lui-même chez son père auquel il donnera, à voix basse, les raisons de son mécontentement. Le père garde la fille chez lui jusqu'au jour où elle trouve un nouveau mari. Alors, devant le tribunal, il rendra la dot au mari afin d'obtenir le divorce ; mais au préalable le mari devra divulguer les raisons qui l'ont poussé à demander la séparation.

Il arrive que, tenté par l'éventualité d'un gendre plus riche qui offre d'une femme déjà mariée une dot alléchante, un père pousse sa fille à quitter son mari. Dans ce cas, le mariage ne cesse pas d'exister. Saisi de l'affaire par le mari, le tribunal déclarera le père « homme mauvais » Kamanwá,

et jadis, pour se venger, le mari était autorisé par la coutume à tuer le Kamanwa qui lui avait ravi son épouse.

En cas de consentement mutuel — ce que nous n'avons pas en France — le divorce est prononcé par le tribunal, dès que le père, après avoir vainement tenté de réconcilier les époux, aura remboursé la dot au mari.

3. *La Propriété.*

La propriété des biens fonciers appartient au clan et c'est au chef de clan qu'il incombe d'en assurer la gestion. Nul indigène ne possède donc en propre, ni la terre, ni les gisements de fer, ni les salines, ni les palmeraies, ni les terrains de chasse, ni les pêcheries. Les terres sont distribuées aux groupes de familles par le chef de clan. Le chef de groupé de familles les répartira entre les individus de ses familles. Une partie des terres reste toujours en jachère pour permettre un assolement rendu indispensable par l'épuisement rapide du sol. A chaque changement de terrains, le chef de familles réorganise la distribution. Mais la terre reste toujours la propriété du clan. Pour l'aliéner, il faut non seulement le consentement du chef de clan mais encore celui des chefs des groupes supérieurs et inférieurs intéressés.

Celui qui, avec l'autorisation des chefs légitimes, s'installe sur une terre, reconnaît par ce fait sa soumission vis-à-vis du chef coutumier et l'exercice des droits de propriété reste entre les mains du chef de clan. De même en est-il pour la concession de l'exploitation de gisements de minerais de fer ou de salines.

Quant aux droits de chasse et de pêche, ils sont ainsi que par tout le Congo, nettement liés à la propriété du sol. Le gibier appartient aux membres du clan. Le chasseur peut garder le gibier qu'il a tué sur les terres de son clan, exception faite des éléphants, phacochères, et iguanes, dont nous avons parlé plus haut. Seul le chef peut autoriser un étranger à chasser ou à pêcher sur les terres ou dans les rivières du clan. Il déterminera au moment où il accorde son auto-

risation, quelle est la part du butin qui devra être livrée au clan.

Les palmeraies appartiennent aux familles qui les occupent, à charge pour elles de les entretenir.

Les biens mobiliers sont la propriété des hommes. Ceux-ci possèdent en toute propriété les biens meubles qu'ils ont pu acquérir par leur travail, par succession.

Les femmes n'ont que l'usage des objets personnels, outils, ustensiles de ménage, étoffes, perles, ornements, qui leur sont donnés soit par leur mari, soit par leur père. Malgré qu'il n'y ait pas la propriété en théorie, elle existe en fait, et nous avons vu que la jeune fille avant de rejoindre l'époux, emporte ses menus objets pour les distribuer aux femmes de son beau-père et de son mari.

La succession est chez les Waregas, comme chez bien d'autres peuples — et notamment chez nous — l'occasion de multiples discussions. Nous allons exposer comment elle est réglée par la coutume.

Lorsqu'une femme meurt, le cas est des plus simples puisqu'elle ne possède rien, pas de contestation possible. Les objets personnels seront distribués à une autre femme et la situation est réglée.

Si un homme meurt, la succession se présentera de façon différente d'après qu'il a ou n'a pas d'enfants en âge de lui succéder.

S'il a des fils adultes, l'aîné d'entre eux est chargé de faire le partage. Les cauris (1) qui servent à payer la dot, le cuivre ou le fer, les haches ou les houes, le bétail, les étoffes, les filets de pêche, les armes, sont partagés entre les fils.

Les filles recevront les perles, les étoffes, les ustensiles et aussi quelques chèvres et poules qui feront partie du patrimoine de leur mari. Si les femmes du défunt retournent dans leur famille, elles doivent remettre aux enfants tous les objets personnels qu'elles avaient en leur possession. Elles-mêmes ne font pas partie de l'héritage comme en bien

(1) Ce sont des coquillages qui servent de monnaie.

d'autres tribus. Cependant si elles se remarient, la dot versée par le nouvel époux sera partagée entre les enfants du premier mari. Sans cela elles vont tantôt chez l'un de leurs enfants, tantôt chez l'autre. Si elles sont trop vieilles, elles iront habiter chez un frère puîné du défunt ou rentreront dans leur propre famille.

Si le défunt n'avait pas de fils ou que ceux-ci étaient en bas-âge, ses biens vont au frère puîné, ou s'il est le plus jeune, à celui qui le précède immédiatement. Si lui-même n'a pas de frère, la succession sera recueillie par son père ou par l'héritier de celui-ci. Celui qui recueille ainsi la succession doit considérer comme siens les enfants du défunt, veiller à leur éducation et plus tard payera leur dot de mariage.

A l'encontre de ce qu'on croit généralement des peuples congolais, l'idée de propriété est donc bien connue des Waregas, et nous devons en dire autant de l'épargne ; au-dessus du lit, dans la case de la femme préférée, pend une étagère, « Kasenga », sur laquelle le mari place toutes ses économies, cauris, monnaies indigènes ou européennes, étoffes. On n'enlève rien à ce magot, sauf en cas de grande détresse, qui ne soit aussitôt remplacé par un objet de valeur au moins égale. Cette réserve est destinée à former la dot d'une femme, soit pour le propriétaire lui-même, soit pour un frère plus jeune, soit pour l'un ou l'autre de ses fils.

CHAPITRE QUATRIÈME

Organisation politique, judiciaire, sociale et coutumières des Bazela de Kiona Zini

(District du haut Katanga — Territoire de Sampwe
Chefferie de Kiona Zini)

SECTION I

ORGANISATION POLITIQUE

Les ressortissants de la chefferie envisagée sont de tribu *Bena Muvula* (1). On les désigne ordinairement du sobriquet de « *Bazela* » qui signifie selon les uns « pêcheurs » (ce qui est étonnant les rivières poissonneuses étant rares dans le pays), selon les autres « mangeurs de champignons », selon d'autres encore « nomades » (*kuzela*-Vagabonder). C'est cette dernière désignation qui semble la plus juste, car il est quasi certain que les « *Bazela* » furent, à l'origine, fortement mêlés aux pygmées et nomades.

Le premier propriétaire de la terre est « *Kapoposhi* » d'origine négrière dont le descendant réside au lac Moëro.

Il céda une partie de ses droits fonciers à l'ancêtre de *Kanzenze Kayumba* « *Kipialalume* » du « *Mwepu* » de Kiona Zini et à Dubie Numbi.

Avant l'arrivée des Européens les « *Bazela* » habitaient ordinairement les bas-fonds marécageux, afin d'échapper plus facilement aux razzias fréquentes qu'opéraient chez eux les gens du chef « *Luba* ».

(1) V. en ce sens, A. Van Malderen, Administrateur territorial, *Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit coutumier Congolais*. Elisabethville, septembre-octobre 1936, n° 11, pp. 278-283.

Les grands villages étaient inconnus ; le père vivait entouré de ses seuls enfants et obéissait à un chef de famille ou de clan, qui lui-même, reconnaissait le chef de tribu coutumièrement investi.

Ce chef habitait entouré de ses dignitaires, à proximité de la rivière Mutendere.

Les chefs Zini sont ensevelis dans le lit de cette rivière.

Le chef coutumièrement investi dirige la chefferie.

Il est aidé dans cette tâche par les dignitaires qui l'entourent et qui forment sa Cour et par le conseil général de la chefferie.

Le chef Kiona Zini n'est pas porté sur le pavois comme Kiona Goy.

Il ne possède pas de Twite et le titre de Senga ne semble pas être héréditaire.

Cela semble prouvé qu'il n'est pas un chef de haute lignée, ou qu'il a usurpé le pouvoir qu'il occupe. Du temps que les Kiona étaient encore vassaux de Muvula, c'est le « Mwepu » qui lui portait le tribut.

Le Mwepu semble avoir dirigé la chefferie au point de vue spirituel. Il est le gardien des mânes, procède aux rites de l'investiture coutumière, éloigne les maléfices, conjure le sort... détient les attributs devant servir à l'investiture coutumière.

Il possède le droit de justice sur ceux de son clan. Ceux-ci ont cependant la faculté de recourir à la révision auprès de la juridiction supérieure du chef. Le Mwepu et tous ceux de son clan ne sont pas corvéables et ne peuvent être contraints à quoi que ce soit. Le chef n'a pas le droit de battre le tambour dans leurs villages.

Le *Conseil des Dignitaires* entourant le chef Kiona Zini est composé comme suit :

1° le clan du Mwepu comprenant :

a) Mwepu : *Ilugna Shiekwa Kalenga*. Voir ci-dessus.

b) *Kipialalume* : *Kangenze Kayumba* — Propriétaire actuel de la terre, descendant, par son père de *Kasongomwana*, par sa mère de *Kapoposhi*.

c) *Lukanga : Mwanza Konibwile Lokanga* — Juge au tribunal du Mwepu. Désigne le chef à investir après s'être renseigné discrètement auprès des notables. Est conseiller du « Mwepu ».

d) *Kifinga : Nondo Kifinga* — Chargé de rappeler au chef avant les réunions du conseil de la chefferie, ses devoirs et ses pouvoirs. Lors de l'investiture coutumière dit, entre autres, en s'adressant au chef : que le crocodile te déchire, que le serpent te morde, que la foudre t'écrase, que le lion te dévore, si tu ne tiens tes promesses. « Possède les remèdes qui rendront le chef invulnérable ».

e) *Lupongwe*, pas désigné — Remplaçant du précédent. Est chargé de l'entretien de la hutte abritant les mikisi.

2° le clan du chef comprenant :

a) *Mulopwe : Kiona Zini Tumbwe Kampokolo* — Chef investi coutumièrement. L'actuel chef n'a pas encore été placé sur la peau de lion parce que il lui est impossible de rétribuer Mwepu.

b) *Ndalamumba : Kifiatula Kakundukundu* — Est désigné par le chef régnant comme étant son successeur éventuel. Il procède à cette désignation lors du conseil général de la chefferie. Ce conseil n'est pas forcé de tenir compte de cette préférence à la mort du chef. Ainsi le « Ndalamumba » du chef Kiona Zini Yumba est toujours en vie.

c) *Kasungami* : 1) *kasolwa Goy Wayumba* ; — 2) *Mutabi Kabango* — Sont désignés par le chef régnant lors d'une réunion du conseil général de la chefferie. Ce sont les remplaçants des « Ndalamumba », mais ils peuvent être choisis comme successeurs du chef après sa mort. Sont juges coutumiers.

d) *Kifwene : Kazemba Mukanga* — Correspond au « Tshikala des baluba », est choisi parmi les neveux utérins du chef décédé. Dirige la chefferie pendant l'absence du chef. Reçoit le tribut et le porte au chef. Est « Fikilwa » espèce d'O. P. J. qui reçoit le plaignant et convoque pré-

venus et témoins. Est juge coutumier et conseil du chef régnant.

e) *Senga* — Fonction qui n'est plus exercée depuis 4 générations. Était juge : procédait au partage du tribut entre les dignitaires.

f) *Kioni* ou *Kipialalume* : *Katubilwa kandamalolo* — Fait fonction de chef pendant l'interrègne lorsque le « ndalamumba » vient prendre la succession, rend compte de sa gestion et reçoit un fusil ainsi qu'une femme du harem du chef défunt. Doit quitter le village de suite après l'investiture.

g) *Mukenzi* ; *Kabaya Kamwania* — Capita du chef-porteur d'ordres.

h) *Inabanza* — *Kamulama Makenkebwe* — Sœur du chef régnant.

i) *Kimenkinda* : N'existe pas — Epoux de la fille du chef régnant.

j) *Mwadiavita* : *Mukumba Kipata* — Chez les « Babanzi » ou policiers. Se tient auprès du chef, la lance au poing. Exécute les sentences rendues par la tribu.

k) *Twite* : *Katokomo Twita* — Le titre de « Twite » n'a pas la même signification que dans les autres chefferies ou le Twite est l'ex-proprétaire de la terre, reçoit le tribut, etc... Ici, il est le fossoyeur, le « Kazikay » des chefs.

l) *Mwanangwa* : *Gombe Longolonge Kapemba* — Fils du chef régnant, qui reçoit l'autorisation de construire un village à un endroit déterminé. N'intervient pas dans les affaires de la chefferie. Devait aider à la guerre.

m) *Mwanabute* — Le même que le précédent. Le fils aîné du chef régnant.

II. — *Le Conseil Général de la Chefferie* se compose :

- 1° des dignitaires déjà cités,
- 2° des Bene bibundji ou chefs de villages autorisés,
- 3° des grandes notables ou chefs de groupes : *Katombi*, *Mabimbi*, *Kampangwe*, *Mukulda*,
- 4° des notables suivants :

a) *Kabondo* : Kabondo Kabala — Est le chef des « habilleurs » du chef à investir. Récolte à son profit les dons que font les sujets en signe de loyalisme lors de l'investiture coutumière.

b) *Musenge* : *Ilunga Musenge* — Place le chef sur la peau de lion. Construit l'enclos dans lequel il est procédé aux rites de la succession. Habilleur du chef à investir, lui met les bracelets du bras droit et aide le « Kavule » à attacher les colliers de perles.

c) *Kavule* — Pas désigné — Remplaçant du Musenge. Habilleur du chef à investir : lui met les bracelets du bras gauche et aide le musenge à attacher les colliers. Aide à la construction de l'enclos.

d) *Kakinga* : *Mbayo Mpanga* — Tend l'étoffe en tournant le dos au chef à investir pendant que le Musenge et Kavule « habillent » ce dernier. Cette étoffe doit cacher le chef aux regards des curieux. Reçoit l'esclave. Le Kakinga construit son village à la limite de la chefferie la plus exposée à l'envahissement.

e) *Kapela-Nsiku* 'Kapeka (femme) — Ecrase et répand sur le corps du chef à investir la poudre de « mpande » (coquillage provenant de l'Océan).

f) *Kabimba Na Buta*, *Muzia Wa-Zini-Kanshie Mufunga* — Pendant que Musenge et Kavule procèdent à la toilette, doit tendre un arc le plus fort possible, en disant constamment « Kabimba no buta, muzia wa Zini ».

g) *Kintshibwe* : *Mwana Katwe Kintshibwe* — Vassal (kololo) qui possède le privilège d'apporter le tribut sans devoir passer par le « Kifwene ».

h) *Ndala* — *Ndala Lenge*, idem.

i) *Lumbange* — *Lumbange Mitoke* — Est chargé de préparer des remèdes qui permettent d'avoir une bonne récolte de termites (usua) au début de la saison des pluies.

5° Des petits dignitaires suivants :

a) *Kangenekeshia* — Pas désigné — Interpellateur du chef dans les réunions publiques. Est une espèce de représentant du peuple. Il critique systématiquement tout

ce que dit le chef. Celui-ci achète son silence moyennant paiement d'un bien.

b) *Kinkolobondo* ou *Kitwa* — Pas désigné — Bouffon.

c) *Kiamata* — Pas désigné — Porte-fusil.

d) *Kalama* — Pas désigné — Gardien du harem.

e) *Mungedi* : *Nkonge Mungedi* — Héraut — crieur public — batteur de gong.

f) *Mulunda* — Pas désigné — ami du chef.

SECTION II

ORGANISATION JUDICIAIRE

Il existait deux juridictions en chefferie Kiona Zini.

1° Celle du chef, à caractère principal, qui possédait le droit de regard et de revision sur celle du « Mwepu » ;

2° Celle du « Mwepu » à caractère secondaire. Sa compétence se réduit au seul village du « Mwepu ».

Depuis quatre générations, le « Mwepu » ne juge plus. A notre avis, on pourrait considérer cette abstention comme une renonciation ou une évolution de la coutume.

Sont juges au Tribunal de la Chefferie :

1° *Kiwene* (Fikilwa) Kanzembe, Mukanga ; Juge coutumier ; 2° *Kasungami* : Muabi Kabango : Juge coutumier ; 3° *Mutoji* : *Mwepu Kabenga* : Remplaçant du Senga.

Procédure :

Le plaignant (*mwine wi mianda*) se prépare devant « Kifwene » à qui il expose sa demande. Celui-ci avertit le chef qui l'autorise à convoquer le défendeur (*umauma*) et les témoins éventuels (*Kamoni*).

Le défendeur s'explique et Kifwene fait à nouveau rapport au chef à qui il présente les plaideurs.

Il est à remarquer que ni le demandeur ni le défenseur ne font de cadeaux comme cela se pratique couramment ailleurs. Chez les Bazela de Kiona Zini, le fait d'offrir un

cadeau avant les débats serait un manquement à la coutume et serait considéré comme une tentative de subornation.

Le chef ayant jugé les faits assez graves pour être déférés devant le tribunal public (ikilye), convoque les juges (Baku-lu ba mianda).

Lors de l'instruction publique (ikilye) le chef est toujours présent, mais n'interroge pas. Les dignitaires de son entourage, par contre, posent toutes les questions qu'ils estiment devoir poser pour se faire une opinion.

Avant l'ouverture des débats, demandeur et défendeur ont formé un petit tas de sable devant eux dans lequel ils piquent une flèche dont le fer est tourné vers l'adversaire. Dans les palabres importantes quelqu'un (n'importe qui) prend placé entre les deux adversaires, pour qu'ils ne se battent...

Le demandeur expose longuement le litige et le défendeur a tout loisir pour présenter sa défense.

Lorsque tout a été dit, les juges se retirent à l'écart et commentent les faits.

Ce Conseil secret est le « *Kadyedye* ».

S'étant mis d'accord au sujet du perdant du procès, ils reviennent vers le chef et lui font rapport sur ce qui a été dit entre eux. Pour conclure, ils lui demandent de trancher.

Le chef se récuse en disant : « Je suis trop jeune, tranchez vous-même ». Les juges tiennent un second conseil secret pendant lequel ils se mettent d'accord au sujet de la peine à appliquer.

Entre temps, un d'eux a préparé de la poudre blanche et de la poudre noire. Ils font à nouveau rapport au chef, et pour conclure lui demande que le litige soit tranché en faveur de l'un des plaideurs qu'ils désignent.

Le chef alors tranche. Aussitôt l'un des juges (anciennement c'était le Senga) prononce la sentence et jette la poudre blanche sur le gagnant du procès, et la poudre noire sur le perdant.

Le gagnant du procès paiera aussitôt 10 à 15 perles qui sont partagées entre les juges à l'exclusion du chef. Celui-ci « mange » les amendes.

Les peines appliquées anciennement étaient les suivantes :

1° la mise à mort (l'exécution du patient était l'œuvre du « Mwadiavita » ;

2° la privation de la liberté (carcan en bois très lourd à la cheville « kikula » ou au cou « lupungu ») ;

3° le fouet (appliqué au moyen d'une branche de « mwenge » ramolie au feu) ;

4° l'esclavage (Buzia) ;

5° l'otage (nkole) ;

6° l'amende (consistait en paiements de perles, houe, etc...) ;

7° le dédommagement (paiement d'esclaves, fusils, etc...) ;

8° le bannissement de la chefferie (pour trahison).

Principaux manquements à la coutume :

Lushi : blessure provoquée intentionnellement à autrui, ayant entraîné la mort ou pas (mise à mort du coupable, esclavage ou dédommagement).

Kipiapia ou *Kimuni* : Incendie volontaire. L'incendiaire n'indemnisait pas le sinistré pour que les gens ne soient pas tentés d'incendier leur maison. Payait deux poules blanches au chef plus six colliers de perles ou un fusil ou un esclave.

Bufwitshi : Acte de sorcellerie. Le sorcier était condamné au bûcher. En cas de doute dû à la défense de l'accusé, celui-ci subissait l'épreuve du poison.

Les descendants des sorciers morts sur le bûcher s'appelaient « katako ka fwitshi » et appartiennent au chef et à ceux qui ont eu à souffrir des actes de leurs parents.

Kibozo ou *Kutumpila* : Fausse accusation. Celui ou celle qui s'en rend coupable subissait l'épreuve du poison. Lorsque l'épreuve est favorable à celui qui la subit celui-ci reçoit de celui qu'il a accusé : deux poules blanches et une petite courge remplie d'huile de sésame au moyen de laquelle il s'oindra le corps. Il reçoit en outre, une hache, une houe, une natte, un fusil ou un esclave.

Kukupula Miembya : Peine du fouet, appliquée sans compter, sur toutes les parties du corps jusqu'à ce que le patient s'évanouisse ou meure.

Le délit de « *Kisange ou nkila* » (actes adultérins commis par l'époux pendant la grossesse de sa femme et ayant provoqué la mort de la femme et de l'enfant). Le vol en temps d'opulence (par opposition au vol commis en temps de disette pour laquelle la peine de mort était appliquée). Le mensonge. La désobéissance aux ordres émanant du chef. Le manque d'égard envers les dignitaires.

La peine du fouet n'excluait pas l'emprisonnement ou le paiement de dommages intérêts.

Makozi ou Bukende : Adultère.

L'époux bafoué a le droit de donner une correction à l'amant de sa femme. Il pouvait même le tuer et ne pouvait plus être inquiété après paiement du kilopa (sang) au chef. L'amant battu qui se défendait aggravait son cas. Ceci pour le flagrant délit. Le délinquant était tenu de payer un fusil (contre valeur d'un esclave) et restait en otage jusqu'au paiement.

L'adultère commis entre femmes libres de chef et homme libre, réduisait l'homme en esclavage de même que l'épouse infidèle. Souvent l'homme était mutilé.

Entre femme libre de chef et esclave : la femme devenait esclave et l'homme était mis à mort.

Entre femme esclave et homme libre de chef : l'homme devient esclave, la femme n'est pas inquiétée.

Entre femme esclave du chef et autre esclave : l'homme devient esclave du chef, la femme n'est pas inquiétée.

Entre le chef et une femme libre ; lorsque la chose est connue, le clan devient la risée de tous et paie la valeur d'un esclave. Lorsque la chose n'est connue que de l'époux, le chef fera du mari bafoué son ami (*mulunda*) et le comblera de biens.

Entre le chef et une esclave, le chef paiera un esclave au propriétaire.

Entre le chef et femme libre non mariée, cette dernière devient la femme du chef.

Kiteu : c'est le gage que l'on remet à quelqu'un pour éviter l'action judiciaire, en attendant les biens nécessaires à compenser les dommages commis, consiste en une flèche, une lance, un menu objet quelconque. Le gage lui-même constitue donc la reconnaissance d'un délit.

Lorsque la dette est conséquente le débiteur peut s'acquitter en plusieurs versements.

L'acompte se dit « *Buswebuswe* » ou « *Lusonsolo* », la remise de l'acompte se fait devant témoins (tumoni).

Kimpembwe : Regarder quelqu'un la main en visière, condamnait celui qui s'en rendait coupable à payer un fusil ou un esclave (mauvais œil).

Matuka : injures (fouet, D. I.).

Non paiement de tribut : Prison — fouet — amende.

Marcher sur l'ombre (*Kimvuli*) *du Chef* : l'homme recevait le fouet, la femme payait une amende, une jeune fille devient femme esclave du chef (*kutabuka mwevule wa mulopwe*).

SECTION III

ORGANISATION SOCIALE

1. *Protocole.*

Dans les réunions publiques le chef et le Mwepu s'asseyent sur le « *litebe* » ou « *kipona* » (escabeau), placé sur une peau de lion laquelle est mise sur 3 nattes.

Ont le droit de s'accroupir sur une peau de lion mise à même le sol, les grands notables vassaux : *Katombi*, *Mabimbi*, *Kikonka*, *Nkongo*.

S'asseyent sur une peau de léopard : *Kifwene*, *Twite* (ce dernier qui est chargé d'enterrer les chefs, a pour totem la taupe habitant le royaume souterrain).

S'accroupissent sur une « Kilako » (natte en feuilles) : Senga, Kalala, Kasungami, Ndalamumba, Kipialalume (pendant l'inter règne) ; s'accroupissent sur une peau de lion : Tompa, Musenge.

S'accroupit sur une peau quelconque : Kimenkinda.

S'accroupissent sur une écorce d'arbre (nkolwa) : Kipata, Mungedi, Ngwena, Kakinga, Kabimba, Kilumbwe, tous les autres notables.

S'accroupissent à même le sol : Kikanzula, Mwanangwa, Kiamata, Kalama, Kapela.

2. Insignes.

Chef : une touffe de plumes rouges de l'oiseau « nduba luba » (espèce de faisan) passée dans les cheveux : bialo aux poignets (petits coquillages blancs remplacés souvent par de petits boutons blancs) cousus sur une étoffe formant manchettes ; mukobe : lance kibiki : hachette lubembo (double cloche sur laquelle le « Mungedi » frappait au moyen d'un morceau de fer, pour annoncer l'arrivée du chef.

Fifwene : une étoffe de plusieurs brasses de longueur (masosa) enroulé autour des reins.

Mwepu et Kikonka : les « bialo » — 3 colliers de grosses perles bleues et blanches, une touffe de plumes de coq passée dans les cheveux.

Mwidiavita : un mouchoir de tête rouge noué autour de la tête, une touffe de plumes de coq passée dans les cheveux.

Mungedi : bialo et une plume de « mukuku » passée dans les cheveux.

3. Tribut.

Le tribut était perçu par Kifwene qui en prélève la dixième partie environ qu'il partage avec Senga avant de le porter au chef. Le Senga sur l'ordre du chef, fait les parts revenant à chacun des dignitaires suivant leur importance.

Sont tributaires de Kiona Zini : tous, sauf Kasongomwana.

En ce qui concerne les grands vassaux *Mabimbi* et *Katombi*, ceux-ci ne doivent remettre le tribut qu'une seule fois de suite après l'avènement du nouveau chef.

4. Chasse.

Eléphants : lorsque l'éléphant est tué, le chasseur apporte la trompe au chef. Peu après il apporte la viande boucanée, les défenses et les pattes, la queue et reçoit en échange un ou deux colliers de perles. Le chef met les pieds sur les défenses pour que tout le monde sache que le tribut a été payé normalement. Le chasseur se livre à une petite danse.

Hippopotame : le chasseur avertit le chef qui envoie un homme quelconque de son village pour donner le premier coup de couteau. Le chef reçoit la poitrine (graisse) et trois paniers de viande boucanée.

Buffle et Sefu : le chef reçoit la poitrine, les viscères, un panier de viande boucanée.

Ntengu, Kondolo, Konsi, Lupenge, Fumbwe : la première bête abattue reste entièrement la propriété du chasseur. A partir de la seconde bête le chef reçoit de 10 à 20 morceaux de viande boucanée.

Les autres bêtes tuées ne paient pas le tribut, à moins qu'elles soient tuées près du village du chef, ce dernier reçoit alors une cuisse et une épaule.

5. Peaux.

Les peaux de kaniamba, nzima, ntambo, nge, nbele, reviennent au chef.

6. Cultures.

Tous les produits des cultures sont payés comme tribut à raison de 2 à 3 paniers par an et par famille.

Le chef était tenu de rémunérer les apports à raison de 1 hache ou une houe tous les 2 ou 3 ans.

7. *Termites.*

Un quart de la récolte annuelle par camp était payée au chef.

8. *Pêche.*

Les riverains de la Lubule et du lac Tambwe, paient un panier par an et par famille.

9. *Salines.*

Les salines de Dubie — propriété de ce dernier — ne sont exploitées que depuis 1923, le chef n'a pas le droit au tribut.

10. *Produits de cueillette.*

Miel, fruits, etc... le chef n'a pas droit au tribut. Lorsqu'il demande l'apport de produits provenant de la cueillette, les contribuables ne peuvent refuser. Ils doivent être rémunérés pour leur peine.

11. *Travaux.*

1° de culture, chaque homme doit fournir trois jours de travail ;

2° de construction, chaque homme doit travailler durant cinq jours à la construction de la maison du chef et de ses femmes.

12. *Titres héréditaires et mode de succession.*

Les titres de Twite, Mwadiavita, Kiamata, Kapela, Musenge, Kakinga, Kabimba, Kilumbwe, Kintshibwe, Kavu-

le, Ndala, Kabondo, Lubange, Mwepu, Lukanga, Kifuga Mulopwe sont héréditaires.

La succession est directe, de père en fils, de frère aîné à frère puîné.

Participent à la succession des biens :

1° Kipialalume

2° Kifwene

3° frères

4° sœurs

5° enfants

6° neveux

7° nièces.

Se partagent les femmes et les fusils : kipialalume, kifwene, frères.

CHAPITRE CINQUIÈME

Organisation administrative, judiciaire et politique des « Banweshi-Bebuleya »

*District du Haut Katanga — Territoire de Sampwe
Chefferie de Kalela*

La chefferie est dirigée par le chef, investi coutumièrement (1).

Avant l'arrivée des Européens, le chef choisi parmi les frères utérins puis les neveux utérins ou les fils de nièces utérines, par le « Kayba » ou « Grand électeur », était porté sur le pavois (muba) après qu'on eut égorgé un esclave sur sa poitrine.

Kalela Kalenga, chef actuel est le seul de tous les chefs du territoire, ayant reçu cette consécration coutumière de son autorité.

Il a la haute main sur l'organisation administrative de sa chefferie et possède le droit de justice et le droit au tribut. Dans cette administration il est aidé :

1° *Du conseil des grands notables*, dont chaque membre possède des charges et des prérogatives bien déterminées. Leurs titres et leurs charges sont héréditaires.

2° *Du conseil Général de la chefferie*, composé du conseil des grands notables, des chefs de villages autorisés coutumièrement et de tous les petits dignitaires.

(1) V. en ce sens, A. Van Malderen, Administrateur territorial, *Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit coutumier Congolais*. Elisabethville, mai-juin 1936, n° 9, pp. 204 à 208.

SECTION I

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le chef construisait son village, généralement au milieu de la chefferie, à proximité d'un endroit où il y avait possibilité de se réfugier (grottes) en cas d'envahissement du territoire par l'ennemi.

Aux quatre coins de la chefferie étaient installés les villages de guerriers commandés par le « Kabinga ». Ils avaient la garde de la frontière et subissaient le premier choc. Un « Kakinga » pouvait devenir « Kayaba », c'est-à-dire « Grand électeur ».

Les « Beni » ou « Kitenta » étaient des étrangers à la chefferie qui s'installaient avec l'autorisation du conseil des grands notables, à un endroit désigné. Il devaient en échange aider à la guerre.

Le chef régnant avait sa cour qui se composait de dignitaires de tous rangs.

Il avait sa garde particulière de « Mianga » ou policiers-esclaves qui lui étaient très dévoués et qui joussaient d'une certaine considération, de la part de tous les sujets.

Chaque chef de village (Bene Kibundji) rendait compte de sa gestion périodiquement.

Le Senga était chargé de l'espionnage et entretenait des indicateurs dans chaque agglomération.

Le Twite était chargé de percevoir le tribut dont il prélevait sa part avant de remplir les greniers du chef. Il surveillait la prestation au travail des contribuables, ainsi que le travail à accomplir par les esclaves.

Le « Mwadiavita » avait la direction de la police en temps de paix et était l'exécuteur des hautes œuvres. En temps de guerre, il prenait une part importante dans la direction des opérations militaires.

Le « Mutwale » était chargé de l'entretien du village et devait pourvoir au logement des visiteurs.

Le « Kipanga » les introduisait auprès du chef.

Le chef avait un bouffon (petshi) dont les facultés devaient l'amuser. Il avait en outre, un « Kalama » eunuque gardien du harem ; un « Kiamata » planton porte-fusil ; un « Mungedi » ou crieur public-batteur de gong, qui devait annoncer au peuple les corvées à accomplir, les nouvelles arrivées de l'extérieur, les décisions prises par le conseil des notables.

SECTION II

ORGANISATION JUDICIAIRE

Le chef investi coutumièrement est président du tribunal. Il est aidé de juges (Bamilandu) dont la charge est héréditaire et d'autres, nommés par lui et choisis parmi les dignitaires de rang peu élevé, tels les « Kitumbafumu ».

Les règles suivies dans la procédure et dans l'application des sentences sont celles de la tradition.

Procédure.

Instruction secrète ou « Luambo ». C'est le Senga qui y procède.

Le demandeur (mwine wa milandu) après avoir fait le cadeau d'usage (2 à 3 fers de flèches ou un fer de hache ou 2 à 3 colliers de petites perles) expose sa palabre.

Après l'avoir écouté sans l'interroger, le juge d'instruction (fikilwa), muni du cadeau, se rend auprès du chef et lui fait rapport.

Le chef accepte ou refuse les poursuites. S'il accepte (Kuitabila milandu), le Senga convoque le prévenu (walitomo) ainsi que les témoins (kamboni).

Le prévenu après avoir fait le cadeau d'usage (le même en principe que celui du demandeur) s'explique. Le Senga fait une seconde fois rapport au chef qui décide de poursuivre ou de classer.

En cas de poursuite il convoque les juges (wamilandu) du tribunal (kilie). Le kilie se tient sur la barza de la maison

du chef et ses séances sont publiques. Le chef n'y assiste pas. Les parties s'expliquent et les témoins déposent. Lorsque tout a été dit, le président du kilie (mukulu wa milandu) fait rapport au chef sur ce qui a été dit au kilie.

Les juges présidés par le chef se réunissent alors en Conseil secret (kaluambo) pour discuter la décision à prendre.

Après accord où la décision du chef prévaut toujours, le « mukulu wa milandu » rend publiquement la décision intervenue.

Les cadeaux apportés par les plaideurs étaient partagés entre le chef et les juges.

L'amende était « mangée » par le chef seul. Celle-ci consistait suivant l'importance de la palabre en paiement de 2 à 10 colliers de perles, un ou plusieurs fusils, un ou plusieurs esclaves.

Les peines appliquées anciennement étaient les suivantes :

1° le fouet, appliqué au moyen d'une branche de « mwenga » ;

2° la prison, il n'existait pas de local de détention, mais on attachait à la cheville du condamné, une espèce de carcan en bois très pesant ;

3° réduction en esclavage ;

4° peine de mort ;

5° mutilations ;

6° bannissement de la chefferie.

Actuellement le tribunal fonctionne comme suit :

Le demandeur arrive chez le Senga qui avertit le chef. Celui-ci avertit le greffier pour l'inscription au registre. Ce dernier reçoit la taxe d'inscription. Le chef convoque le prévenu et les témoins. La palabre est tranchée le samedi suivant.

Les juges sont au nombre de trois et consultent le chef avant de rendre la sentence.

Sont juges :

1° Senga — décédé en 1935 — remplacé temporairement jusqu'à désignation du successeur coutumier par le chef de village *Makambo Kindi*.

2° Kasungami — Mundali Mufwankolo Kyaba.

3° Mwepu — Kalala Mulenguluzzi.

4° Greffier — Kalenga Kashibika Albert.

SECTION III

ORGANISATION POLITIQUE

1. *Dignitaires formant le Conseil des Notables* (par ordre d'importance) :

1° Mulopwe mwine ntanda — Chef investi coutumièrement. Propriétaire de la terre — Kalela Kalenga.

2° Twite — Ex-propiétaire de la terre avant l'arrivée des Banweshi. Chargé de préparer le pavois pour l'investiture coutumière. Perçoit le tribut, surveille les cultures du chef, possède les « mikisi » de la terre — Twite Kongo.

3° Tshikala — Dirige la chefferie pendant l'inter règne, dirige les lamentations (kilyo), conseiller du chef il dirige la chefferie pendant le voyage du chef — Tshikala Lusambo Kipenga.

4° Mwepu — Est désigné par le chef qui le choisit parmi ses frères (de mère différente). Donne sa nièce en mariage au chef. Juge coutumier. Mwepu Kalala Mulenguluzi.

5° Kasungami, juge coutumier, frère utérin, puîné du chef. Successeur possible du chef en charge — Mundali Mufwankolo.

6° Senga — Juge d'instruction (fikilwa). Chef d'espionnage, conseiller secret du chef — décédé en 1935, successeur coutumier non désigné.

7° Kipanga — Remplaçant du Twite pendant l'absence de celui-ci. Introduit les visiteurs auprès du chef. Kipanga Muleka.

8° Kilalamainga ou Swana Mulopwe — Frère ou neveu du chef qui reçoit la ceinture du chef défunt, dont il prend le nom de naissance. L'esprit du défunt est censé revivre en lui. Muvula Grégoire.

9° Inamfumu — Mère ou sœur utérine du chef. Elle a la garde des fusils pendant l'interrègne. Inamfumu Mubishi.

10° Shiamfumu — Epoux de la « inamfumu » — Katobotobo Ilunga.

2. *Dignitaires formant le Conseil Général de la Chefferie.*

a) les dignitaires cités ci-dessus formant le conseil des grands notables ;

b) les dignitaires chargés de l'exécution des sentences judiciaires et des opérations militaires.

11° Kinamasinda — décédé en 1935 — Gardien des « mikisi » ou mânes de guerriers valeureux. Désigne les chemins à suivre pour parvenir jusqu'à l'ennemi. Successeur non désigné.

12° Kalala — Capita de guerre qui prend la direction des premières escarmouches — Kalala Kwandjikwa.

13° Mwadiavita — Est chargé de la police. Exécuteur des hautes œuvres se tient toujours auprès du chef, la lance au poing — Mwadiavita Kashiaie.

14° Kimenkinda — Epoux de la sœur du chef, lorsque son fils prend la succession, devient « shiamfumu » et fait partie du conseil des grands notables — Museluko Kyenga.

15° Songolweshi — Messager porte drapeau, éclaireur — Kasekele Dibu.

16° Kapoyabongo — Etait un titre honorifique donné aux guerriers qui se distinguaient par leur valeur au combat et leur cruauté. Ils coupaient la tête aux vaincus et leur enlevaient la cervelle. Il n'en existe plus.

c) Petits dignitaires :

17° Bene Kibundji — Chefs de village autorisés coutumièrement. Tous les chefs de villages actuels.

18° Mutwale — Chargé de l'entretien du village, devait pourvoir au logement des visiteurs.

19° Ngeleka — Est chargé d'essayer le pavois, avant l'investiture coutumière — Ngeleka Mwazimwa.

20° Mutondo — Femme de la famille du chef chargée de désigner l'arbre dont sera confectionné le pavois. Donne le premier coup de hache — Mutondo Kibamna.

21° Kyaba — Grand électeur, influent à cause de sa richesse et du nombre de guerriers qu'il peut mettre en ligne, de basse extraction cependant, son choix est accepté sans murmures. Kayaba Kabandalamabo.

22° Kibedi — Est porté sur le pavois après l'investiture du chef, a la garde du pavois qu'il cache au « malenge », endroit où sont cachés les « mikisi » de la chefferie — Kibedi Kialamwina.

23° Muba — Nièce du chef qui prend place sur le pavois en même temps que le chef. Décédée.

24° Fumwabana — Une des sœurs du chef qui est chargée de préparer la nourriture destinée aux visiteurs de marque — Fumwabana Longwa.

25° Mwanabute — Fils aîné du chef — Mwanabute Kanioka.

26° Kazikay — Enterre les chefs, ne peut être désigné du vivant du chef.

27° Kitumbafumu — Notables choisis comme juges parmi les vieillards du peuple reconnus pour leur sagesse.

28° Kiamata — Planton, porte-fusil, prépare la pipe du chef. Non désigné.

29° Kalama ou Kamukunwi — Espèce de boy, eunuque, gardien du harem et de biens du chef — Idem.

30° Petshi — Bouffon — Idem.

31° Mutono — Juge — Makumbo Kindi.

32° Mungedi — Batteur de gong — crieur public — non désigné.

3. Titres héréditaires et mode de succession.

Les titres de chef, chef de village, Twite, Mwepu, Senga, Kipanga, Kinamasinda, Kalala, Mwadiavita, Kapoyabongo, Mutwale, Ngeleka, Kyaba, Kibedi, sont héréditaires.

La succession est collatérale, le frère utérin puîné, le neveu utérin, le fils de la nièce utérine sont autant de compétiteurs à la succession au titre de chef.

Participent à la succession des biens, les parents, les frères, les sœurs, les neveux, les nièces ; les fils et filles de neveux et nièces, les enfants, les petits enfants, participent au partage des biens ordinaires, étoffes, perles, ustensiles de ménage, champ, argent.

2° Mwadiavita : mouchoir de tête rouge, une touffe de plume de coq sur la tête.

3° Kapoyabongo : une plume de nduba passée dans les cheveux.

4° Tshikala : une étoffe blanche ou bleue de plusieurs brasses de longueur, faisant plusieurs fois le tour des hanches.

4. *Tribut.*

Le Twite recevait le tribut au nom du chef investi. Il avait le droit d'en garder environ la dixième partie pour lui. Le chef partageait avec les dignitaires.

Les indigènes étaient tenus de payer :

1° Produits de la chasse.

Eléphant : les deux défenses, la trompe, les pattes, la queue, trois à six charges de viande.

Hippopotame : la poitrine (graisse) — 3 paniers de viande boucanée.

Buffle : la poitrine — un panier de viande boucanée. Les viscères.

Ntengu : Kondolo ; Konzi ; trente morceaux de viande boucanée.

Sefu : la poitrine, un panier de viande boucanée.

Lupenge : les deux pattes de devant et la poitrine.

Les peaux de Konge (grande loutre) Kampunzu (petite loutre) Kaniambo (petit carnivore à peau noire avec rayures jaunes sur le dos) Nzimba ou Mbilisimba (grand chat noir

qui permet à son possesseur de passer inaperçu même en plein jour en terrain découvert) Lion-Léopard-Kizame (guépard) appartiennent de droit au chef coutumièrement investi.

Les grands félins sont écorchés par celui qui les a tués, qui les apporte au Twite. Celui-ci les porte au chef.

2° Produits des cultures.

Lorsque les greniers sont vides, le Twite exige que chaque femme mariée lui apporte un panier de tous les produits cultivés, soit : maïs, farines diverses, haricots, sorgho, éleusine, patates douces, arachides.

Chaque village envoie de 5 à 10 hommes qui travaillent aux cultures pendant 5 jours.

3° Produits de la pêche.

Chaque pêcheur paie de 10 à 30 poissons, suivant l'importance de la pêche.

CHAPITRE SIXIÈME

Organisation politique, judiciaire et coutumières de la chefferie de Mufunga

(District du Haut Katanga — Territoire de Sampwe)

SECTION I

ORGANISATION POLITIQUE

Les habitants de la chefferie de Mufunga sont appelés communément « *Balomotwa* » sobriquet (1) qui leur fut donné par les Baluba de Niembo à Kunda (2). Il signifie poltrons, couards, il semble que les Balomotwa soient de tribu « *Bangoy* », de clan Simba (genette), de race Muluba.

Mufunga, premier du nom, faisait partie de la suite de Kumwimba kasongo tout comme Moombe, Goy, Lukona, etc... lors de l'exode d'une partie du peuple muluba vers l'Ouest.

A leur arrivée dans le pays, les Balomotwa y trouveront des populations négrières ; sur le Kundelungu, il y avait les « *Bakatshia* » de clan Bena Nzovu habitant les termitières, vivant du produit de la chasse et de la cueillette des fruits.

Ces Bakatshia restèrent longtemps indépendants et ne furent réellement soumis qu'il y a environ 50 ans par

(1) Certains croient pouvoir le traduire par « rats de roseaux ».

(2) V. en ce sens, A. Van Malderen, Administrateur territorial, *Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit coutumier Congolais*, Elisabethville, n° 8, mars-avril 1936, pp. 174 à 178.

Mufunga Kabangabanga. La plaine fut de suite occupée. Le chef des négrières de clan Bena Nzovu, qui l'habitait, s'appelait Kalembe et était vassal du chef négrière des Kundelungu : Kumbula.

Les nouveaux venus firent directement alliance avec les négrières de la plaine et épousèrent leurs filles. Le mélange de races se fit rapidement et le type ethnologique négrière disparut complètement.

Les chefs de Bena Nzovu cédèrent leurs droits fonciers à Mufunga, mais gardèrent certaines prérogatives et dignités.

Longtemps après l'occupation de la plaine par Mufunga et ses gens, arriva de chez Mukana le notable Kintuntuka, il obtint l'autorisation de s'installer aux confins de l'est.

Le notable Kimungu, qu'une dispute sépara du chef Mpande, obtint l'autorisation de s'installer à la limite sud.

Ils sont vassaux de Mufunga à qui ils doivent aide à la guerre.

Avant l'arrivée des Européens, les Balamotwa subissaient fréquemment des razzias de la part des Baluba du nord, ils ne construisaient pas de grands villages. Ils habitaient ordinairement les endroits marécageux, difficilement accessibles aux étrangers ou s'enfuyaient sur la montagne.

Chaque père de famille vivait entouré de ses enfants et de ses esclaves. Il obéissait à un chef de groupe ou de clan qui avait ses obligations vis-à-vis du chef investi coutumièrement.

Le chef Mufunga habitait à proximité du confluent des rivières Mupungwe (les chefs Mufunga sont ensevelis dans le lit de celle-ci) et Luizi.

Il était entouré de dignitaires qui l'aidaient dans la direction des affaires courantes, rendaient la justice sous son contrôle direct, percevaient le tribut.

Certains de ces fonctionnaires, dont le titre est héréditaire, procédaient aux rites traditionnels de l'investiture, et avaient pour mission, de défendre la personne du chef et les membres de sa famille contre l'action des sorciers.

Le conseil général de la chefferie se réunissait à l'occasion de l'élection du chef et lorsque surgissaient des affaires intéressant l'ensemble de la chefferie.

A) *Le Conseil des Fonctionnaires ou dignitaires entourant le chef*, se compose comme suit :

1. du clan du chef :

1° *Fumu Nwine Wa Ntanda* : *Mufunga Vulunga Kaniembo* — Chef, coutumièrement investi.

2° *Inanfumu* ou *Inabanza* : *Kafwaya Mwanke Katola* — Mère ou sœur du chef régnant. *Kafwaya* est sœur de *Mufunga*.

3° *Mwalamuna* : *Mwalamuna Katonta* — Un des neveux utérins du chef. Est une espèce de représentant du peuple. Il est le défenseur des faibles et ne manque pas d'intervenir en faveur de ceux qui font appel à son influence. Il intercédera de tout son pouvoir auprès du tribunal et au besoin déformera les faits pour obtenir gain de cause (« *Kwalamuna* » transformer).

4° *Musabi-Musabi Kivwambula* — Descendant de l'ancêtre *Kiulu*. Le premier *Musabi* refusa la succession estimant qu'il était trop âgé.

Ses successeurs ne peuvent, de ce chef, accéder au titre de chef régnant. Il est pourtant un grand dignitaire, le conseil du chef et l'homme de confiance à qui le chef confie les missions les plus importantes et secrètes.

5° *Libwe-Libwe Goy* — Frère puîné du précédent.

6° *Mwanangwa* : *Yalufaku Kazila* — Fils du chef *Kabangabanga* qui unifia les *Balomotwa* de *Mufunga* et soumit définitivement les habitants des *Kundelungu*. C'est un des principaux candidats à la succession du chef actuel.

7° *Mwisambi Nā Mfumu* : *Milambo Kaboka Kibwalwa* — Dans les assemblées, se tient à proximité du chef, « près de l'oreille ». Il est rapporteur, traducteur de la pensée des autres, conseiller. Est autorisé à entrer à tout moment, de nuit et de jour, dans la maison du chef. Est juge coutumier.

8° *Mukenzi* ou *Kafunda* : *Malimawa Kalenga* — Mesure

l'enclos des chefs et lors de l'investiture coutumière, porte le candidat chef, de l'intérieur de l'enclos jusque sur la peau de lion étendue à l'extérieur.

Il est exécuteur des vengeances du chef. Possède les remèdes qui guérissent et éloignent les maléfices qui rendent invulnérables. Était le chef des « wisangula » hommes lions ou léopards ou crocodiles, du temps où ceux-ci existaient encore.

9° *Kilimie-N'tuta Goy* — Aide du « Mukenzi ». Construit l'enclos des Chefs. Coupe la langue des grands fauves, enlève leur graisse et met le tout dans unealebasse qu'il remet à la « muntwa bebe » (première femme du chef) qui en oint le chef et toutes ses femmes.

Une femme du chef qui a été ointe de cette mixture ne peut plus quitter le harem. Celle qui s'en rend coupable devient esclave ou paie une esclave.

10° *Kipanga* : *Kimballi Yakitika Mwanantula* — Proclame le nom du chef élu. Conseiller du chef.

11° *Kabembe Mwine Wa Nkango* : *Kilipula Sambi Kabemba* — Vice-président du Conseil Général de la chefferie. Lors de l'investiture coutumière, rappelle au chef ses droits et devoirs.

Reçoit les peaux de lions, léopards, et les porte au chef après s'être couché dessus.

12° *Kumbula* ou *Senga* : *Molilo Ganga Kumbula* — Avant l'investiture du chef le lave ainsi que toutes les femmes qui seront enfermées avec lui dans l'enclos. Les vêtements qu'il leur enlève deviennent sa propriété. Il les revêt de nouveaux tissus apportés par le candidat-chef.

Pendant cette cérémonie, il rappelle au chef ses devoirs vis-à-vis de ses femmes. A celles-ci, il rappelle leur devoirs vis-à-vis de l'époux.

C'est lui également, qui, la veille de la cérémonie officielle de l'investiture, à la tombée du jour, introduit le candidat chef auprès de la « Kimbutwizia » (sœur du chef) avec qui le chef devra avoir des relations sexuelles. Juge coutumier.

13° *Kifinga : Kasambanembo Kifinga* — Assiste au repas du nouveau chef immédiatement après l'investiture coutumière. Il signale chaque gorgée, chaque bouchée en entrechoquant deux morceaux de fer. Fait de même lorsque le chef s'assied sur les arcs et flèches apportés par les notables en signe de loyalisme. Le chef n'a pas le droit de faire frapper du gong à l'entrée du village du « Kifinga ».

14° *Mushiza : Kayombo Lupala Mushisa* — Etait chargé d'entretenir le feu. Allumait le feu au moyen du « luyvo ».

Le chef n'a pas le droit de faire battre le tambour à l'entrée de son village.

15° *Mwadiavita : Kilolo Ntambo* — Chef des « babanzi » (policiers). Bourreau. Se tient auprès du chef, lance au poing dans toutes les assemblées publiques. Capita de guerre.

16° *Kitontamata : Kingulie Ngombe* — Pendant la cérémonie de l'investiture tend l'arc et la flèche vers les quatre points cardinaux. Il a alors les pieds posés sur une hache et une houe.

17° *Kiamata : Mushitu Ngombe* — Porte-fusil. Accomagne le chef dans ses déplacements.

18° *Kalama : Kabekia Nwinami* — Boy — planton — anciennement eunuque gardien du harem.

19° *Mungedi ou Ngomba : Mwaka Ngomba* — Héraut batteur de kumvi.

B) *Le Conseil Général de la Chefferie* se compose comme suit :

1. les dignitaires déjà cités,
2. des chefs de villages (« bene bibundji ») autorisés,
3. de tous les vieillards (« bakitumbafumu »),
4. des notables ci-après désignés :

20° *Kasungami : Kasungami Kapekele* — Le kasungami est le successeur éventuel du chef en charge. Les descendants de Kasungami Mufumbu ont perdu ce droit depuis que le précité fit appel aux Bayeke pour détrôner Mufunga Kaban-gabanga.

21° *Kakinga* ou *Kapoya* : *Kabeya Kapoya* — Guerrier réputé qui a la garde de Kituntuka Katendamamabo : la frontière. Récolte le tribut et le porte au chef après en avoir prélevé environ 1/20 pour son compte.

22° *Mulembwa* : *Mulembwa Kabeke* — Ex-propriétaire de la terre. Kaumbo, dè clan Mumauda (bena ngo). Vassal. A sa mort, le chef Mufunga envoie un de ses fils qui doit se coucher dans la tombe creusée pour Mulembwa et qui doit déclarer que l'esprit de Mulembwa revit en lui.

23° *Twite* : *Kiolwe Twite* : « *Kazikay* » ou celui qui enterre les chefs Mufunga. Son totem est l'hyène. Il annonce son arrivée au village du chef en imitant le cri de l'hyène.

24° *Mukamba* : *Makwamba Timoti Mukamba* — « *Mukamba fikile ula kibule mu kamba, keki mwa ngale* » : Mukamba qui domine tout le monde par sa sagesse, sans lui la vie est impossible (approx.). Notable de la famille du Twite dont l'érudition et la sagesse sont grandes. Sa bonté est immense. Les visiteurs de marque sont logés chez lui et il les introduit auprès du chef, Conseiller de ce dernier, Mutwala.

25° *Kioni* ou *Kipialalume* : *Muyumba Konde* — Etait le « kioni » du Mufunga. Fait fonction de chef pendant l'inter règne. Après l'investiture coutumière doit rendre compte de sa gestion. Reçoit pour les services rendus un fusil et une femme. Doit quitter le village de suite après l'investiture.

26° *Kinenkinda* : *Kabela Lupamba* — Epoux de la fille du chef.

27° *Kapela Mpande* — Décédée sans successeur. Ecrase le « mpande » (coquillage marin) dont elle répand la poudre sur le corps du chef.

28° *Swana Mulopwe* : *Kankaula Mipangalo* — Frère du chef (de mère différente) qui reçoit la ceinture du chef défunt. L'esprit de celui-ci est censé revivre en lui. Reçoit une des femmes du défunt.

29° *Muba* : *Shiempe Munyumbwa Muba* — Membre éloigné de la famille du candidat-chef qui prend place sur le pavois en même temps que le chef.

30° *Kilolo* : *Kimungu Katende Mambo* — Vassal, récolte le tribut et le porte directement au chef sans passer par un intermédiaire quelconque. Devait aide à la guerre.

Kibuzi (décédé) n'a pas de successeur — *Idem*.

1. *Titres héréditaires et mode de succession.*

Tous les titres sont héréditaires sauf ceux de *mwanan-gwa*, *kalama*. Peuvent succéder, le frère puîné, le frère d'une branche aînée ou cadette, le fils, le neveu utérin, le fils de la nièce utérine, le petit-fils.

2. *Insignes.*

1° *du chef* : sur la tête, une touffe de plume de l'oiseau « *mukuku* » et de l'oiseau « *kalongo* ». La canne « *kibangi* », le couteau à fourreau recouvert de peau de « *konge* » appelé « *lupete lwa nkonge* », la lance « *mukobe* » dont la hampe est enjolivée de lamelles de cuivre et de fer, le tablier fait de peaux de « *mbele* » (singé bleu) et de « *kashia* », la hachette « *kisuyu* » ou « *kibiki* », le xylophone « *malimba* » et les gongs « *kumvi* » et « *kiondo* », l'arc (*buta a miketo*) et le carquois (*pulu a miketo*), les clochettes « *lubembo* », les manchettes cousues de perles blanches « *mialo* », la sonnette (qui était attachée à la ceinture au moyen d'une corde), « *lupambo* », la ceinture de perles (*lukanga lwa nsambo*).

2° le *mwadiavita* : mouchoir de tête rouge. Une touffe de plumes de l'oiseau « *mukuku* » piquée dans les cheveux lorsque les *mwadiavita* avaient participé à une guerre.

3° Le *kakinga* ou *kapoya* : une touffe de plumes de l'oiseau « *ndubaluna* » passée dans les cheveux.

3. *Tributs.*

Les habitants des *Kundelungu* apportent le tribut à *Kumbula* qui, après prélèvement à son bénéfice du $\frac{1}{20}$ (à peu près) le porte au chef.

Kimangu paie le seul tribut de « bitanda ya luko » (nattes) qu'il apporte directement au chef.

1^o Produits de chasse.

Eléphant : le chef reçoit les deux défenses, la trompe, la queue, 10 charges de viande boucanée.

Hippopotame : la poitrine (graisse) et cinq charges de viande boucanée.

Buffle : la poitrine, les viscères et deux charges de viande boucanée.

De toutes les autres bêtes de la brousse (antilope), le chef reçoit suivant la taille, un à trois paniers de viande boucanée et si la bête est tuée à une journée de marche de son village, les deux cuisses.

Fauves : les peaux de lions, léopards et guépards reviennent au chef.

Autres animaux de la brousse : les peaux de zèbre, loutres, lynx, panthère noire (« mbilisimba ») ou (« nzima ») kaniemba sont apportées au chef.

2^o Produits des cultures.

Chaque ménage payait un panier, par année, d'un des produits suivants : maïs, sorgho, éleusine, racines de manioc roui, arachides, patates douces coupées en tranches et séchées au soleil, haricots.

3^o Produits de cueillette.

Suivant l'importance de la cueillette, une à trois calabasses ou un à trois paniers de miel, de termites, de makuswa (fruit) de fungo (fruit).

4^o Produits de la pêche.

Suivant l'importance de la pêche chaque propriétaire d'un bras de rivière payait un à trois paniers de poisson.

5° Travaux.

- a) de culture : chaque homme, 3 à 5 jours,
- b) de construction : chaque homme, de 3 à 5 jours,
- c) entretien des pistes reliant les villages à celui du chef : tout le monde devait y participer, mais les pistes n'étaient entretenues que sur quelques centaines de mètres.

4. Protocole.

Le chef s'assied sur un escabeau placé sur une peau de lion. Sont autorisés à s'asseoir sur une peau de lion, hors la présence du chef : Mwalamuna, Kasungami, Inabanza (peau de lionne) Kabemba, Kimungu, Kituntuka, Kioni (pendant l'inter règne seulement).

Est autorisé à s'asseoir et à se vêtir d'une peau de léopard : Mukenzi.

En la présence du chef, ces mêmes dignitaires s'asseyent sur une natte (kiata).

Peuvent s'asseoir également sur une natte : Mwisambi, Musabi, Libwe, Kimenkinda, Mukamba, Kapela, Kitonta, Muba.

S'asseyent sur une écorce d'arbre (nkolwa) : Kabinga et Mungedi.

S'assied sur une peau d'hyène : Twite.

Tous les autres s'accroupissent à même le sol.

SECTION II

ORGANISATION JUDICIAIRE

Sont juges coutumiers :

- 1° le chef investi coutumièrement,
- 2° le Mwisambi,
- 3° le Kumbula.

Procédure.

Le demandeur va trouver Mukamba qui sans l'interroger, l'amène devant Mwisambi. Celui-ci reçoit le cadeau d'usage : quelques fers de flèches ou une houe ou une hache. Il écoute la demande et fait rapport au chef. Celui-ci charge Mukenzi de convoquer le défendeur et les témoins éventuels.

Le défendeur est écouté par Mwisambi qui fait une seconde fois rapport au chef.

Ce dernier réunit alors les juges et saisit le tribunal du différend. Les débats sont publics.

Le chef et les juges prennent place sur la barza de la maison du chef ; les plaideurs se tiennent devant eux ; le public se tient à une vingtaine de mètres. Lorsque tout a été dit, les juges (bakulumpe, bamiambo) se retirent pour délibérer (délibération : Kasabaseba), puis reviennent vers le chef à qui ils font part de la décision à prendre.

Aussitôt le chef se lève et entre dans sa maison en compagnie des juges. Le chef après s'être renseigné une fois de plus, décide de la peine à appliquer. Le Mwisambi sort, en compagnie des juges et prononce la sentence intervenue.

Aussitôt l'un des juges, qui a préparé au préalable, de la poudre blanche et noire, jette la poudre blanche sur le gagnant du procès et la poudre noire sur le perdant.

Le gagnant du procès paie dix colliers de perles qui sont divisés entre les juges à l'exclusion du chef. Celui-ci se paie par l'amende qu'il ne manquera pas d'infliger au perdant.

Sont juges actuellement :

1° Milambo Kaboka Kibwalwa — Mwisambi,

2° Milambo Ngalala — Grand notable de la famille de Kumbula,

3° Mufunga Vulunga — Chef investi.

Actuellement, le plaignant se présente devant le chef ou l'un des juges qui l'amène chez le greffier qui inscrit l'affaire au registre du rôle et fixe le jour de l'audience.

Le chef envoie un de ses policiers convoquer le défendeur et les témoins éventuels.

Les plaideurs s'expliquent devant les juges et en public. Lorsque tout a été dit, les juges se retirent dans la maison du chef, commentent les faits et décident des mesures à prendre. Mwisambi prononce la sentence intervenue.

Le perdant paie les frais et éventuellement l'amende ou subit une peine d'emprisonnement.

CHAPITRE SEPTIÈME

Bakwanga, Bakele et Lulua

Les très intéressantes remarques que nous allons consigner en ce chapitre et relatives aux tribus des Bakwanga, des Bakele et des Lulua ont été faites sur place par un éminent fonctionnaire colonial belge : N. Meers, administrateur, chef du territoire de Dibaya. Elles remontent au début du mois de juillet 1934.

SECTION I

ACCESSION AU POUVOIR CHEZ LES BAKWANGA

(Tribu des Bakwanga : District du Kasai

Territoire de Dibaya — Baluba du territoire de Dibaya)

1. Notabilités.

Meers cite d'abord quelques notabilités existant chez les Bakwanga.

a) *Tuite* : Le *tuite* est remplacé, suivant le système de *Luaba*, comme le Chef. Toutefois, il ne faut pas la tête d'homme pour l'investiture. Le *tuite* ne peut accéder au pouvoir de Chef.

Pouvoir du *tuite* : son intervention est prépondérante dans l'investiture des nouveaux Chefs.

Insignes : Peau de léopard, petite hache (nsesu), *Tshikuba* (Brassard) en ivoire.

b) *Tshabikuba* : Ex-chef, sert souvent encore de conseiller au nouveau Chef.

c) *Mwadi wa Mvita* : Titre, acheté ou remplacé par le système de Lwaba (ou luaba). C'est l'intermédiaire entre le chef et ses administrés, il remet les amendes au Chef. Il est assisté par des Kalala, sortes de messagers ; il fait les démarches pour avoir la paix ou la guerre. Un Chef a généralement plusieurs Mwadi wa Mvita. Ainsi le Chef Zangula avait, par exemple : Kalala Mwamba, Tshbuye, Fwamba, Mwamba, Kankese, tous des Bakwa Nyanguille, Tshishimbi, Kelende wa Katenge, Tshimeneke, Fwamba, Kumbi-Kumbi, Mwele Lubilu, tous les Bakwa Tshimuna.

d) *Kalala* : Aide du Mwadi wa Mvita, surveille le dépeçage des bêtes. Il y en a plusieurs.

e) *Tshipansula* : Il n'en existe qu'un seul : le nommé Badibanga, actuellement chef médaillé des Bakwa Tshibuie.

Note : Lors de l'exode des Bakwanga, leur chef Mwamba était malade. Ses fils l'abandonnèrent, sauf Tshimuna qui était resté auprès de lui. Avant de mourir, il donna ses insignes de Chef à Tshimuna, chargé de les remettre au nommé Tshibuie, l'ayant-droit. Tshimuna ayant trouvé l'emplacement de ses frères se rendit chez Kabeya Nianguile et demande Tshibuie. On lui dit que Tshibuie était parti à la chasse et malgré son désir exprimé de le voir le lendemain, il apprit de nouveau l'absence de Tshibuie, parti en brousse. Il passa alors les insignes au nommé Kabea qui en était revêtu au retour de Tshibuie. Ce dernier entra dans une forte colère, mais il lui fut promis qu'à l'avenir, il porterait le grade de Tshipansula et que Chefs ou tuite passeraient chez lui pour l'investiture. Ce titre doit rester chez les Bakwa Tshibuie.

Seuls, le Chef et le Tuite pouvaient s'asseoir sur une chaise. Les autres dignitaires devaient s'asseoir par terre.

2. Cérémonie de l'investiture.

Dès que le moment est venu de choisir un successeur au Chef en fonctions, ces notables sortent le soir quand tout le monde dort et se dirigent vers la case de celui qu'ils présument avoir les qualités nécessaires. Il s'est d'ailleurs

déjà signalé par de larges réceptions qu'il leur a faites antérieurement. Ils s'arrêtent chez l'intéressé et lui demandent le chemin vers un proche village, mais il ne leur laissera pas continuer leur route et leur désignera une case pour se reposer. Il fait préparer une nourriture abondante et l'offre au Mwadi wa Mvita qui en examine l'importance et la passe au Tuite. Ce dernier ordonne au Mwadi wa Mvita de procéder au partage ; celui-ci, après avoir servi tout le monde, remet la meilleure part dans le récipient et la passe au Tuite. Le futur Lwaba se tient à l'écart avec ses fils. Après ce calme festin, le Tuite dit au Mwadi wa Mvita d'inviter l'intéressé à « Kutakiska mpaya » (remettre encore quelques cadeaux avant le départ). L'intéressé donnera aussitôt suite à cette demande et remettra deux chapons dont un est destiné au Tuite et l'autre aux autres notables. Quelque temps après, les notables accompagnés de nombreux indigènes parmi lesquels leur candidat, rendent visite en commun au Chef. Toute la population a été avertie la veille de cette cérémonie par des battements de gong. Ils demandent au Chef de désigner son successeur qui sera celui élu comme candidat par les notables, car le Chef est averti par les bonnes relations antérieures de l'intéressé avec les dignitaires de la chefferie. Tout l'entourage marquera son accord. L'élu tuera des chèvres et donnera un grand festin. Le cœur et une cuisse sont réservés au Chef ; la poitrine et l'estomac (tshifwa) au Tuite. La cuisse et les bras au Mwadi wa Mvita, Un bras pour les Kalala. Les intestins sont pour les familles de moindre importance (Misenge).

Le Lwaba commencera à partir de ce moment, à verser des biens (Kwaba) pour accéder au pouvoir. Il donnera déjà, le même jour, une femme au Chef et des chèvres aux différents notables. Dès que les biens versés sont estimés suffisants, les notables en feront part au Chef qui, satisfait, marquera son accord. Le Chef ordonnera un grand festin, il se rend ensuite chez le Tshipansula puis chez le Tuite et le festin continue pendant plusieurs jours. La population, avertie la veille par le gong et les madimba, accourt. La danse est ouverte par le Mwadi wa Mvita. Tout le monde

est en liesse. Après, le cortège se rend chez le Chef où a été construite une hutte — se terminant en plate-forme (espèce de pavois) — par les Misenge (familles exclues du pouvoir des notables) qui sont récompensées pour ce travail par des cadeaux en chèvres. Le Chef monte sur le pavois (kubala mitoto) et clame au public le nom de son successeur. Il se laisse choir sur les épaules du Mwadi wa Mvita qui le porte dans cette hutte où il rentre avec le Tuite. Les Bakwanga partent ensuite chez les Bakwa Ndoba pour y chercher, en guerroyant s'il le faut, une tête de Mukwa Ndoba. De retour avec la tête exigée par la coutume, l'ancien Chef cédera son pouvoir... Sans cela, il serait frappé par la mort. Quelques jours après, le Lwaba est appelé. Il arrive avec une femme pour terminer ses versements. Publiquement, le Chef sortant lui remet ses insignes (plumes rouges de perroquet) : brassard en ivoire (Tshikuba), petite hache ou nsesu et la peau de léopard — en présence du Tuite — pendant que le Mwadi wa Mvita et les autres exécutent des danses. Le Chef lui frotte du lumpembe (chaux) sur les bras et la poitrine, lui en met dans la main et fait à son successeur les recommandations nécessaires pour un bon règne.

Le Lwaba est devenu Chef et est investi du pouvoir.

3. *Familles régnantes chez les Bakwanga.*

Seule la branche Bena Kabea pouvait fournir des Chefs. De cette branche trois familles avaient leur tour de rôle :

la famille Bena Kabangu — Bena Mbala
Bena Mbala — Bena Mbala
Bena Mbala — Bena Mbaie

Tshamala, ancien Chef des Bakwanga, a été tué par ses sujets proches, parce qu'il ne voulait pas céder son pouvoir. Son Iwaba : Lwalwabala, oncle de Zangula, meurt et laisse Kapangu, père de Zangula. Kapangu meurt et, à ce moment, malgré les biens versés Tshemala voulait conserver le pouvoir. A sa mort, le pouvoir passa à Zangula, mais avant de mourir, Tshamala proclama que la Chefferie devait rester

définitivement aux Bena Mbaie. Cette parole paraît-il doit être respectée. Les Bena Mbala avaient le droit de fournir consécutivement trois Chefs à cause de leur richesse et de leur gros effectif d'hommes.

4. *Chefs successifs.*

Kanyana (Bena Kabangu) — Katamba (Bena Mbala)

Musenge wa Mbala (Bena Mbala) — Tshamala — (Bena Mbala)

Zangula (Bena Mbaie) — Mayombo — (Bena Mbaie).

Malgré la parole de Tshamala, de maintenir les droits des chefs dans les famille Bena Mbaie, le nommé Kapangu a demandé des biens aux Bena Kabundi pour leur passer la succession. Les Bena Mbala ayant appris cela firent la guerre aux Bena Kabundi pour faire respecter la parole de Tshamala. Il paraît qu'actuellement, il est unanimement admis que le pouvoir est confiné dans la famille seule des Bena Mbaie.

Le Tuite des Bakwa Nga est le nommé Kalombo de la chefferie actuelle des Bakwa Tshimuna.

Meers fait enfin remarquer qu'ayant lu dans plusieurs notes que c'était le chef accédant au pouvoir qui montait sur le pavois, il avait été frappé par la déclaration des indigènes interrogés au sujet de l'accession au pouvoir chez les Bakwa Nga, où ce serait le Chef sortant qui monte sur le pavois. Ils lui ont soutenu que c'est bien le Chef sortant et non le Chef accédant au pouvoir.

SECTION II

NOTES SUR LES BAKETE

DISTRICT DU KASAI — TERRITOIRE DE DIBAYA
CHEFFERIE DES BAKETE

1. *Origines.*

Le nom Bakete aurait été donné par *Sebu*, fils de Mvidi Mukulu, ancêtre des Bakete. Ils sont venus de l'Entre Lubi-Luekeshi à l'emplacement actuel des Kasenga de Dumba.

Ensuite, ils sont venus près de la Malafudi sous les ordres de Sebu. Sebu eut un fils Mukamba qui donna naissance aux branches suivantes :

Tshibuita Munenne (Bwa Temba — Kamutanga)

Mesa Mukania (Bena Peta — Tambwe — mweza)

MUKAMBU Kamalu Munene (Bwa Mukeji — Kamalu)

Muasa (Bwa Muasa Wa muena Peta — Mu kupu

Bumba (Bwa Dibumba — Tshidimbu)

Kana (Bwa Kana — branche éteinte).

Tous ces Bakete vivaient séparés en forêt sans lien de véritable cohésion. Ils ont été tous soumis par Tambwa Mweza, père du chef actuel, aidé de Mukupu.

2. *Chefs successifs.*

Muesa Mukania — Tshibea Munene — Muesa Munene — Tambwe (1886)

Tambwe Kazadi (chef actuel).

Ils prétendent que le nommé Muala, grand-oncle de Dumba (Bena Katamba) reconnaissait Tambwe. A l'apparition des fusils amenés par les Batshoks, il se serait libéré.

Les Bwa Tombe se trouvant à la Luekeshi avaient déjà délégué, du temps de Sebu, des gens pour occuper la terre actuelle.

Les Bakete payaient tribu à Fuamba, lorsque les Bwa Katsha et le Bwa Senga (Samba) de l'autre côté de la Malafudi tuèrent Tambwe, père du Chef actuel ; les Bakete firent appel à la Fuamba qui vint avec ses pistonniers, tua un grand nombre des assassins et rasa toutes les cases.

Du temps de Tambwa et de Mukupu Mukole, les Bakete livrèrent une grande bataille aux Bena Sange de Kakubu et les soumirent. A l'heure actuelle, Kakubu se prétend encore un homme de Dibaya.

3. Calendrier.

Les mois sont :

Tshongo (Baluba Tshongo)

Luishia (Bal. Luishi — mois des chenilles)

Katunda (mois des fourmis)

Bina Kalualua (Bal. Kabala Mushipu — commencement de saison sèche)

Tshijiji (Bal. Tshimungu — mois du froid)

Kansala (Bal. Kaswabanga — mois de plantation où il reste peu à manger)

Tshiswa (Bal. Tshiswa — mois de pluie, des nswa).

4. Croyances — Esprits — Sorcellerie.

Le soleil est considéré comme un esprit masculin qui supporte difficilement qu'on le regarde ; lorsqu'on le fixe, il fait baisser les yeux et les remplit d'eau.

La lune est un esprit féminin, bienveillant qui chasse les ténèbres.

Les étoiles, Tunkenukenye, sont considérées comme du feu. Les étoiles filantes représentent quelqu'un qui transporte du feu.

Rêver se dit : Kalala ndoji (de baloji).

Lorsque les indigènes ont rêvé, ils sortent de la maison des fétiches domestiques et les enduisent d'huile de palme. Si le rêve a été mauvais, celui qui en est cause va mourir au loin.

Tshilumbu est le devin, sorcier.

Avant de s'aventurer en guerre ou d'entreprendre quelque chose d'important, les Bakete consultent le devin (Tshilumbu). Ce dernier déclare être mort et avoir ressuscité. Il pétrit dans ses paumes mises l'une contre l'autre une petite plante (luenge, croissant près du village) et la respire, puis il prend la main des assistants qui désirent consulter l'avenir, se recueille, lâche la main, se la frappe

sur la cuisse, la reprend et ainsi de suite jusqu'au moment où il déclare que l'entreprise peut être tentée ou non.

D'autres, pour déterminer les causes d'un malheur, font un anneau en codi qu'ils mettent au fond d'une petite casserole puis en causant avec le client, ils énumèrent les causes probables ou l'auteur probable. A un moment donné, la casserole devient tellement lourde que le devin ne sait plus la soulever. C'est celui dont le nom a été prononcé qui est désigné comme auteur. On procède de la même façon pour désigner les objets ou animaux qui doivent être sacrifiés pour apaiser les mânes des ancêtres (note E. C. cette façon de procéder s'appelle : lubuku).

Mort. — Elle n'est jamais naturelle. Elle est toujours due à un maléfice. Lorsque quelqu'un meurt, les parents vont immédiatement trouver le sorcier qui, d'après les méthodes décrites plus haut, désigne l'auteur responsable. Anciennement et parfois encore à l'heure actuelle on faisait boire à l'individu désigné le Tshipapa, poison qui le tuait s'il était cause du décès, le laissait indemne s'il était innocent. A l'heure actuelle, on tue... et une poule (1) qui sont mis dans un bûcher devant lequel les parents réclament avec insistance la mort à bref délai de celui désigné

(1) Un escargot (région du Lubilashi). Il est placé sur le bûcher ainsi qu'une poule. Le sorcier dit aux parents de rentrer chez eux. Le lendemain, il inspecte les débris que le feu a laissés et indique le nom du coupable. Il fait de même pour prédire d'une façon générale. Suivant les dires d'un Ba Kanioka interrogé en janvier 1939, le sorcier ferait parfois absorber au présumé coupable une mixture comprenant du foie de crocodile. Ce serait, en somme, le tshipapa. Les interventions de l'Autorité Territoriale lors de cas connus, ont fait abandonner ces pratiques disent les noirs. Meens cite une pratique de sorcier à signaler pour sa forme originale; en 1937 un indigène fortement évolué d'origine angolaise et remplissant l'emploi de chauffeur, se signale à l'attention par l'affirmation de pouvoirs spéciaux le mettant au-dessus de la normale. L'enquête révèle qu'un sorcier insère sous l'épiderme de ses clients des aiguilles de phono qui doivent donner supériorité, invulnérabilité, etc.,

responsable. Ce dernier déclare mourir endéans un petit nombre de jours s'il est responsable.

Lorsque quelqu'un meurt, on le transporte hors de la maison sur une natte, la tête posée sur un billot, on construit un lupangu avec des feuilles de palmier. Tous les parents et amis arrivent avec les gongs, les hommes et les femmes pleurent le mort pendant que le gong résonne et que d'autres individus dansent une danse de guerre autour du cadavre. La cérémonie dure environ quatre jours. Chacun dépose près du cadavre : tissu, perles, argent, croissettes. Quel que soit son grade social, on lui garnit les poignets, les chevilles de bracelets, on lui orne la tête de perles. Au Chef seul et à celui qui pendant la guerre, a tué un ennemi, appartient le privilège d'être enterré avec des plumes dans les cheveux. Dans l'ancien temps, au moment de mettre en terre le mort, on sacrifiait deux ou trois jeunes gens ou jeunes filles, afin que l'esprit les laisse en repos ; si par hasard après l'enterrement quelque proche parent du défunt tombait malade, le sorcier ne manquait pas de déclarer que l'esprit du mort était mécontent et estimait le sacrifice trop peu important ; de nouvelles victimes étaient sacrifiées.

Avant de se mettre en chasse, les vieillards se rendent aux endroits où sont déposés les (1)... et les réunissent en un lieu. Tous s'enivrent de vin de palme, appellent l'esprit du mort pour qu'il soit favorable à la chasse.

A l'heure actuelle, les Bakete remplissent les fosses des objets usuels du mort sur lesquels sont égorées des poules et chèvres. La tombe est refermée et plantée de jeunes pousses d'arbres et d'ananas. Seule la touque ayant contenu la poudre brûlée en l'honneur du mort indique l'emplacement de la tombe.

(1) Des fragments d'ongles des pieds et des mains, de la peau très dure des talons, des cheveux, enlevés au cadavre du défunt sont réunis dans une feuille d'arbre ligaturée. Ces sachets sont réunis avant la chasse à l'endroit choisi et où se trouve un arbuste nommé tshinkunku. Les indigènes appellent l'esprit des morts nominativement en demandant que la chasse soit favorable, le tout avec force consommation de « malafu ».

Lorsqu'il s'agit d'un Chef, les parents et les femmes du défunt construisent une petite maison qui est censée être habitée par l'esprit du mort. Les femmes qui y logent ne peuvent, durant 4 ou 5 mois, voir le soleil. Lorsqu'elles sortent, elles marchent courbées, la tête baissée et recouverte d'une grande feuille. Le deuil est suivi par les femmes et parents pendant plusieurs mois. On tue une chèvre qui est coupée en petits morceaux et distribuée aux assistants. Les assistants pleurent du coucher du soleil au lever du jour. Plus le lien de parenté est proche, plus il convient de pleurer un grand nombre de jours.

A l'heure actuelle, lorsqu'un mort manifeste son mécontentement en rendant un membre de sa famille malade, on consulte le devin qui désigne l'individu responsable.

Ce dernier prend une jeune poule et s'approche du malade. Si la poule meurt, l'affaire n'a plus de suite ; si, au contraire, la poule grandit et donne des poussins, on apporte ceux-ci au responsable qui désigne un jeune homme de sa famille. Celui-ci se rend dans la famille du défunt où il est obligé d'abandonner son nom et de prendre celui du défunt.

L'âme du mort (mujanga) se promène la nuit. Elle affecte tantôt des formes vagues, tantôt pour un instant, l'aspect du trépassé. Les âmes des morts sont craintes. Ceux qui les rencontrent le soir, fuient et rentrent immédiatement au village.

5. Sexe — Mariage.

A. SEXE

Les rapports sexuels n'ont lieu que lorsque les jeunes gens et jeunes filles arrivent à l'adolescence. Il n'existe pas de morale spéciale réglementant les rapports entre jeunes gens ; ceux-ci se prennent au gré de leur désir sans que les parents interviennent ou trouvent à y redire. L'inceste entre frère et sœur est inconnu, même entre cousin et cousine.

Il existe un seul exemple de ce dernier cas qui est réprouvé par toute la tribu. La prostitution est chose naturelle. Des jeunes filles s'y livrent une grande partie de leur vie. Certaines femmes mariées se livrent à d'autres jeunes gens dans un but lucratif avec l'assentiment du mari. Cette coutume a même passé à l'état d'institution, quoique tendant à disparaître. Lors de cérémonies de danses, il arrive très souvent qu'une femme mariée fasse cadeau à un jeune homme d'un objet ou l'autre en lui donnant rendez-vous à un endroit fixé ; au moment propice, survient le mari qui, prévenu par sa femme, vient surprendre le coupable et force l'amant à payer une amende variant de 2 à 7 croissettes, suivant l'importance sociale du mari trompé. Le beau-père de ce dernier est toujours mis au courant et touche souvent une partie de l'amende.

Le sentiment de pudeur est peu développé. Seules les parties sexuelles sont objet de honte. Les hommes ou les femmes se baignent en nombre et n'éprouvent pas de honte à se voir nus. Des jeunes filles non nubiles peuvent également circuler au milieu d'hommes nus sans qu'aucun trouve à y redire.

B. MARIAGE

C'est toujours le jeune homme qui choisit sa future femme, jamais le père qui offre sa fille en mariage. Au cas où le jeune homme n'agrée pas à la jeune fille, cette dernière est libre de refuser. Elle ne peut être contrainte au mariage. Les femmes sont choisies soit dans le village, soit dans d'autres villages voisins même éloignés. Depuis quelque temps des unions se font entre Lulua et Bakete.

La dot se composait autrefois de 2 à 5 grandes croissettes, de 2 à 8 rangées de perles (mintundu). Dans l'ancien temps, il suffisait que les parents boivent du malufu et que le prétendant offre de la viande de chasse pour que le mariage soit conclu. A l'heure actuelle, le Bakete moyen verse 30 croissettes, un Chef 40 croissettes (ou notable). Le jeune

homme qui ne possède rien demande 5 croisettes à son père et 5 croisettes à son oncle maternel.

Le jeune homme qui désire se marier va d'abord offrir une calebasse de malufu, une croisette et une poule à son beau-père. Si la jeune fille est d'accord, le beau-frère déclare au prétendant qu'il est agréé et qu'il a à verser une dot convenable. Lorsque la dot est versée, la jeune fille quitte le domicile des parents accompagnée d'autres jeunes filles portant de la farine de manioc, qui de l'huile, qui des poules. Toute la caravane est conduite par un jeune homme de la famille de la mariée qui va la donner à son mari. Ce dernier tue une poule et donne du malufu à la suite de la mariée et, au moment de partir, le jeune homme qui a accompagné ne manque jamais de rappeler au nouvel époux que son beau-frère compte sur lui pour des cadeaux supplémentaires. On ajoute encore trois croisettes, les jeunes filles reçoivent aussi quelques cadeaux. Si les formalités de mariage ne sont pas remplies, le mariage ne sera pas de longue durée et l'épouse deviendra vite malade. Les formalités remplies, la jeune mariée se rend auprès de la mère de son mari, si ce dernier se marie pour la première fois ; près de la muadi, s'il y a d'autres mariages contractés.

C'est la mère du marié qui introduit la mariée dans la maison de son fils, quoique ayant déjà eu des relations ensemble, celles-ci passent, soit-disant inaperçues jusqu'au jour de l'introduction officielle dans la demeure de l'époux. Un petit festin est donné et la mère donne à ses brus de bons conseils. C'est à elle qu'incombe de préparer, à l'avance, la nourriture pour son mari. Elle la conseille de bien traiter son mari. Quelques jours après, le mari prévient sa femme qu'il va inviter ses frères et ses amis et que si la nourriture n'est pas bonne ou prête à temps, il la répudie. Cela constitue en somme une sorte d'examen des talents culinaires de sa femme. Ce dernier dîner consommé, toutes les formalités du mariage sont accomplies.

Bakete.

Beaucoup de mariages sont brisés par la faute des femmes qui sont d'humeur inconstante. Lorsque la mère voit arriver à nouveau sa fille chez elle, elle la sermonne et lui remet une poule pour son mari en la conseillant de retourner au plus vite. Lorsque le fait se produit, le mari prend patience et redemande éventuellement la dot.

Autrefois, ces règlements de compte amenaient souvent des querelles sanglantes entre villages. Anciennement, lorsque la femme mourait chez son mari, le sorcier était consulté qui déclarait que la femme était morte à cause des ancêtres du mari soit à cause des ancêtres du père.

Dans le premier cas, le veuf remettait à ses frais une autre femme, la présentait aux parents de la femme défunte qui la donnaient en mariage et la baptisaient du nom de la jeune fille morte. Après, elle retournait chez son mari.

Dans le second cas, le père de la fille se chargeait de remettre une autre femme. A présent, si la femme meurt chez son mari, ce dernier doit reverser la moitié de la dot primitive pour qu'une seconde femme lui soit rendue. Si la femme meurt chez son père, celui-ci remet une autre femme ou la dot entière.

6. *Initiation (Bwadi).*

Les vieux initiateurs se rendent d'avance en forêt. Les jeunes gens suivent, eux-mêmes suivis d'un nouveau contingent d'initiés qui les conduira en forêt. Les vieux leur tirent des touffes de cheveux et leur tordent les oreilles. Arrivés en forêt, les aspirants à l'initiation se joignent aux premiers arrivés et munis d'une sorte de balai frappent ceux qui viennent en dernier lieu. Les vieux — arrivés les premiers — et qui traversent les rangs des nouveaux pour rejoindre l'arrière garde des vieux initiés doivent payer une chèvre comme amende. La forêt est fermée à tout passage. Quiconque n'est pas un initiateur ou initié et qui ose s'y aventurer paie une chèvre d'amende. Les pères des initiés

viennent leur donner à manger, ceux-ci ne peuvent se nourrir que de viande et de bidia, quiconque arrive avec des légumes doit aussi payer une chèvre d'amende.

La nourriture est peu substantielle, les initiés battent le gong. Entendant ce dernier au village, les parents se dépêchent d'envoyer des poules et de la viande de chasse. Les initiés construisent de petites huttes en paille. Le cinquième jour, les parents du village prennent un grand pot et y déposent (cuisent) des bananes mûres mélangées de sel et d'huile, puis à l'aide d'un couteau raclent sur les sticks des verandahs toutes les traces de sueur des mains qui les ont agrippés ou des dos qui s'y sont appuyés. Ces raclures sont mélangées au restant de la mixture qui doit donner aux initiés la force. Les initiés passent trois mois en forêt à se fortifier.

Lorsqu'ils se disposent à rentrer au village, tous les gongs sonnent. Le Chef du village rassemble les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Les nouveaux initiés arrivent à la file portant des feuilles de palmier. Un vieux se couvre la tête d'une sorte de masque. A certains moments dans la danse, il jette ce masque à terre et les gongs battent un grand coup sourd et toutes les femmes s'enfuient en disant : « Babula nioka wa ». On tue le boa. Seuls les anciens initiés peuvent approcher. Au coucher du soleil, ils retournent en forêt, y dorment encore une nuit. Ils mettent ensuite le feu à leurs maisons et retournent en file au village. Les mères des initiés viennent alors leur apporter de petits sachets de sel qu'ils se mettent en-dessous des bras, puis les sœurs arrivent. Chacune reçoit un coup de balai sur les bras en emportant un sachet de sel et disant : « On te croyait mort, mais maintenant, nous savons que tu es revenu ».

Lorsque les nouveaux initiés abandonnent leurs effets d'initiés, ils sont comblés de cadeaux (croisettes, perles) par les parents.

SECTION III

QUELQUES NOTES SUR LES COUTUMES LULUA
DISTRICT DU KASAI — TERRITOIRE DE LULUABOURG

I. *Mariage.*

Disons d'abord que la famille au sens étendu se dit : Tshiota et que plusieurs familles se dit : Tshisamba.

1° Des unions ayant le caractère d'un mariage.

L'homme désireux de prendre femme parle d'abord à la jeune fille intéressée et lui demande son consentement. Dans l'affirmative, l'homme rend visite au père ou au chef de la famille et demande son consentement. Il en est référé à la jeune fille. En cas d'accord, le prétendant en fait part à son père. Il retournera peu après avec le « Lusangu » (cadeau) consistant en perles (mukekete) et unealebasse de vin indigène qu'il remet au père de la jeune fille ou au chef de la famille. Il sera invité à manger. Si ce n'est pas une jeune fille à bwanga (amulettes, talismans), il passera la nuit avec elle. S'il s'agit d'une fille à bwanga, les parents invitent leur futur beau-fils à aller chercher une poule qui sera mangée avec eux.

Son grand-père ou sa grand'mère, grand-oncle ou tante ou le fils du Mwena Bwanga, connaissant les esprits du père de la future, part avec elle en forêt, la déshabille et lui met deux feuilles en guise de vêtement.

Il est enlevé ensuite une partie de l'écorce d'un arbre (mukulu-mutshi-mudubula), cet endroit où l'on a mis au préalable un peu de sel est léché par la fille. Celui ou celle qui accompagne dans ces cérémonies prend un peu de sciure (musanga) qui sera enveloppée dans une feuille. On enlève à l'arbre Mupimbu des fibres avec lesquelles de retour au village, il est fabriqué trois ficelles qui seront nouées autour du cou de la jeune fille. La poudre mélangée à du Tukula, de l'huile, sert à en enduire les ficelles. Le futur donne

actuellement deux francs environ à la personne qui a accompagné sa future en forêt. Encore en forêt, le ruisseau est barré, la future se couche derrière ce barrage, qui, enlevé brusquement, laisse passer l'eau sur son corps. Le bwanga est passé sur elle. Les feuilles sont enlevées et elle remet ses vêtements, les feuilles seront mises en dessous du toit de la case de sa mère. Le soir, la fille couche avec son futur qui, le lendemain, retournera dans son village et rassemblera les biens pour le paiement de la dot. C'est ce qu'on appelle le « Bwanga bwa Bombo ».

La dot est généralement versée par l'intermédiaire d'un témoin qui souvent, garde par devers lui, plusieurs versements, avant de les remettre au père ou parents de la fille. Si le futur verse une grosse somme à la fois, le père ou parent donnera une chèvre dont le père ou parent de la mariée coupe d'abord la tête. Le témoin reçoit un bras.

2° Que se passe-t-il quand il s'agit du mariage des sœurs jumelles.

Le candidat se présente avec quatre poules dont deux sont destinées à celui qui a fait le bwanga et deux autres seront tuées et mangées par les parents de la fille. Au soir, le futur donne une autre petite poule qui est préparée dans un récipient couvert d'une feuille.

Le futur et la future brisent simultanément cette feuille et mangent. Cela se passe dans la case en présence de la sœur jumelle, et, un grand parent qui prendra ensuite les fiancés par le bras, les couchera sur le lit. Le marié couchera entre les deux sœurs, sans avoir de rapports. Seulement le lendemain étant seul avec sa femme, il accomplira l'acte sexuel.

Bwanga bwa Tshibola : le futur se présente avec une dizaine de poules. Celui qui a fait le Bwanga bwa Tshibola pour la mère est appelé et passe la nuit dans une maison de la famille de la jeune fille. Le matin il prend une poule, lie les deux pattes et la pend au cou de la future. Il part en forêt avec un petit récipient et accomplit la même céré-

monie que pour le Bwanga bwa Bombo. De retour au village, le fabricant de Bwanga prend de la sciure de l'arbre Mudiledile et Ditoba, dia Sanga, qu'il dépose dans un récipient. Il tue la poule dont le sang est mélangé à cette poudre et répandu sur les branches ramenées de forêt et ayant servi à la cérémonie. Cette poule est mangée par la future, les parents, les gens du clan pendant que le futur est dans sa case. Ensuite le fabricant de bwanga frotte le bras de la jeune fille avec le mélange obtenu, en y ajoutant en outre de l'huile de palme. Les branches sont cassées en deux, et placées en arc de triomphe à l'entrée de la case ou au fond à l'intérieur. Le soir, les nouveaux époux passeront la nuit ensemble. Cinq poules seront remises au fabricant du bwanga. Les autres seront données à la mère de la fille parce qu'elle même a subi le bwanga. Le futur peut partir avec sa femme quand il remet un fusil ou la contre valeur. Ils se rendront compte s'ils se conviennent.

Après un petit mariage d'essai, le mari verse une partie de la dot ou même s'il est riche la dot entière. Actuellement la dot est payée en argent. Le mari se présente avec un témoin (Tshipanshi) et verse la dot au père. Avant d'agréer le prétendant, ils se mettent généralement d'accord sur le montant à verser.

3° Age ordinaire du mariage.

Si quelqu'un désire faire sa femme d'une jeune fille non nubile, il commence par faire des petits versements pour la dot. Devenue nubile, elle est donnée à son mari après accomplissement des cérémonies décrites ci-dessus. Si la jeune fille refuse, les biens versés sont remis au prétendant qui arrive d'abord chez le père, fait du feu devant la case de la mère ; il demande une petite poule. Il la mange avec les hommes du village. La palabre est examinée en présence du Chef du groupement du mari refusé et la dot remboursée. Les deux chefs de groupement touchent un léger tribut et une chèvre est tuée pour les notables et autres

personnes présentes. Un des notables prendra souvent une hachette et fera une entaille dans un arbre se trouvant près de la case de la jeune fille.

L'âge requis est de 5 à 14 ans pour la fille et de 14 à 15 ans pour l'homme.

Il y a parfois des pères qui versent la dot pour une fille non nubile, destinée à leur fils impubère. Les mariages des filles non nubiles sont le plus souvent contractés par des polygames. La fille non nubile reste chez sa mère jusqu'à l'âge nubile. Elle rendra de temps en temps visite à sa future belle-mère en compagnie d'une femme adulte, en apportant en cadeau, de la farine, une poule.

Elle passera la nuit avec sa future belle-mère et rentrera chez elle après avoir reçu également un cadeau.

L'endogamie existe, le mariage est seulement prohibé dans la famille au sens étendu. L'exogamie de clans est facultative.

Dans les clans « Baluba », « Bakwa Tombolo » par exemple et autres, l'exogamie est en vigueur. Le Bulundu (amitié) entre jeunes gens existe. Si à la suite de ces rapports amicaux, la jeune fille met au monde un enfant, le jeune homme versera une chèvre, une poule, un chien, comme amende, au frère ou oncle de la femme. L'enfant qui naît appartient à la famille de la mère. Ils prétendent que — dans le temps — ces rapports ne donnaient pas d'enfants, car l'homme n'éjaculait pas dans le vagin. Actuellement ces précautions ne seraient plus prises. Mais Meers se demande si, anciennement, ils ne tuaient pas les enfants issus de ces rapports anti clanique.

Chez les Bakwa Tshilundiu, si les fils refusent les femmes de leur père décédé parce qu'elles sont trop vieilles, leur oncle paternel les accepte et les dots de ces filles serviront à procurer une femme aux fils. Il arrive parfois qu'un homme sans famille proche qui s'en occupe, promet à ses femmes qu'elles seront libres après sa mort. Ces femmes deviennent généralement des prostituées. Si les veuves refusent le mariage avec un des héritiers, la femme peut rentrer chez elle, mais la dot doit être remboursée en grande partie.

Il est tenu compte du désir de la veuve, pour la remise à un héritier.

Le versement de la dot dure parfois très longtemps : cela dépend des richesses en présence. Quand le père marie sa première fille, il remet très souvent 5 ou 6 croisettes (actuellement 100 francs et plus) à l'oncle maternel (manseba) de sa fille. Si le père ne désire pas se soumettre à cette règle, la mère de la fille fera en sorte que le mariage ne soit pas conclu. Presque toujours à la naissance d'un enfant un supplément de dot est versé.

4° Montant de la dot.

Il y a trente ans, elle se composait de 5 chèvres ou moutons, 5 vêtements de madiba (chaque vêtement contenait 10 madiba), du Tukula, 40 à 100 croisettes plus un fusil.

Actuellement, elle comprend 800 francs en moyenne, en argent ou en petit bétail, plus — la plupart du temps — un fusil. Les parents ne cherchent pas à donner leur fille en concubinage.

Le père n'interviendra pas toujours, mais se disputera souvent avec la mère et s'opposera à ce qu'elle vive en concubinage.

5° Mariage des esclaves.

Les formes et valeurs des mariages d'esclaves, valent celles des mariages d'hommes libres ; les mêmes cérémonies sont observées. Le maître ne peut pas dormir avec les femmes de ses esclaves qui ont le droit, le cas échéant, de se plaindre au conseil des notables.

Les enfants nés d'hommes libres et d'une femme esclave sont libres.

6° Mariages d'indigènes convertis à la religion catholique.

Les chrétiens consomment d'abord le mariage coutumier. La fille est soumise au bwanga prévu par la coutume. Généralement les chrétiens n'assistent pas à la cérémonie.

Le marié délèguera un jeune frère qui couchera avec la future ou, par exemple, entre les filles jumelles (bana ba mapaga) sans toutefois consommer l'acte sexuel. Actuellement, ces rites seraient accomplis en cachette, de peur d'être inquiété par le Révérend Père, averti par les catéchistes.

7° Rapports entre les époux.

Exceptionnellement, le mari va habiter chez ses beaux-parents. S'il est polygame, il choisira le beau-père le plus sympathique, mais il continue à appartenir à son groupement ainsi que ses enfants. En règle générale, la femme va habiter le village de son mari, la femme doit suivre son mari. Le mari soigne sa femme en cas de maladie, la femme fait de même. Anciennement, une femme esclave malade était souvent chassée et allait mourir en brousse. Actuellement encore, les « Bakwa Tshilundu », renvoient leur femme malade, parce que la coutume exige un remboursement de dot moindre que lorsque la femme meurt chez son mari.

Si la femme est morte chez son mari, le beau-père va consulter le sort (kubuka). Le mari remet une poule et sera déclaré coupable si la poule vit, grandit et aura des poussins.

En même temps que cette poule, il en remet une deuxième dont le sang est répandu sur l'autre, crache dans le bec de la poule restant en vie et dit : « Si c'est moi la cause de la mort de ma femme, la poule vivra ».

Avec les produits de cette poule, on achète une chèvre ou une fille que le beau-père remettra à son beau-fils en remplacement de la femme décédée dont le nom sera donné à la nouvelle femme. Le nom de la femme disparue est

d'ailleurs déjà donné à la chèvre ou à la truie. Si la bête meurt, le mari doit se tirer d'embarras et se procurer une femme par ses propres moyens. Actuellement, la règle de renvoyer une femme malade chez elle a presque complètement disparu.

8° Décès : indemnité de mort.

Quand la femme meurt chez son mari, les parents vont faire le deuil et le beau-père demandera le « *Mfunu* » (indemnité de décès). Dans le temps, elle consistait en 5 croisettes, actuellement en une pièce de tissu. Si la femme décède dans sa famille, le mari s'y rend et demande le *Mfunu* dicté par les esprits (*Bakishi*). L'inobservance de cette pratique attirerait des malheurs sur la famille, la mère doit généralement avoir donné son consentement, sinon la stabilité en sera compromise. L'épouse s'immiscera parfois dans certaines discussions et sera souvent écoutée.

9° Rapports avec les beaux-parents.

a) la femme doit être respectueuse envers les membres de la famille du mari, elle leur doit une large hospitalité. Elle ne peut regarder son beau-père et les oncles paternels de son mari. Elle peut parler et rire avec ses beaux-frères, elle peut être en relations avec sa belle-mère.

b) l'époux ne peut pas regarder sa belle-mère. Ils se disent bonjour, mais sans se voir. Le mari construira la case de son beau-père, qui enverra aussi ses femmes ou filles pour aider aux cultures de son beau-fils. Il s'entr'aident en somme pour les différents travaux. Si cette règle d'entr'aide n'est pas observée, cela donne lieu à des critiques et le mariage est atteint dans sa stabilité.

10° Adultère.

Si la femme est enceinte, suite aux rapports adultérins, l'enfant appartient à la famille du mari (*mwama wa mwona biuma*).

Ce mari traitera cet enfant comme le sien propre. Ce dernier sera parfois insulté par les autres enfants et sa mère sera parfois traitée par ses compagnons de « kanta ka masandi ».

La transmission des maladies vénériennes n'est pas une circonstance aggravante de l'adultère.

L'adultère du mari n'est pas sanctionné. Seulement sa ou ses femmes se disputeront avec lui.

11° Dissolution du mariage.

Le mari répudie sa femme :

1° quand elle ne se révèle pas une bonne femme de ménage ;

2° quand elle commet l'adultère ; préparant le manger une femme adultère attire sur son mari des maladies ;

3° quand elle est stérile ; c'est moins fréquent quand cette femme travaille bien et est épouse de polygame ;

4° quand elle urine au lit (les indigènes appellent cela « udi tshiboje ») ;

5° quand elle est voleuse ;

6° quand elle est trouvée atteinte d'un esprit maléfique.

Il arrive aussi qu'un mari rompe le mariage pour le seul motif d'avoir une dette qu'il veut liquider.

Le femme peut rompre le mariage pour les motifs suivants :

1° quand elle n'a pas d'enfants (elle a une sœur mariée qui a des enfants ; elle en attribuera très souvent la faute à son mari si elle n'en a pas) ;

2° elle rompra le mariage, quand à des demandes répétées d'argent de la part de ses parents, son mari ne consent pas à verser un supplément de dot ;

3° quand tous ses enfants meurent ; elle dira « mulume udi ne tshifwaka bana » (mon mari est la cause de la mort de mes enfants) ;

4° impuissance du mari ;

5° pour mauvais traitements ;

6° pour grand délaissement sexuel de la part de son mari (kakake kamwe, le mari n'aime qu'un seul derrière).

12° Remboursement de la dot.

La dot est toujours remboursée. Anciennement le mari ayant versé par exemple 30 croisettes comme dot, il lui fut remboursé souvent 40 croisettes comme dot (bwalu kusokola buloba, espèce d'intérêt). Avec cette dot il aurait pu faire du commerce, de l'élevage. Ceci au cas où le mariage resterait sans enfant. S'il y a des enfants, on en tient compte pour fixer le montant à rembourser.

Il arrive souvent que les beaux-parents ayant utilisé la dot qui leur a été versée, se trouvent dans l'impossibilité d'opérer le remboursement dans un délai donné. Le beau-père a employé les biens pour épouser une femme à son tour. Dans ce cas, cette femme lui sera reprise (we pote-kanye). Ses nouveaux beaux-parents seront appelés.

Généralement les beaux-parents remplacent si possible la femme décédée par une autre femme. Le décès de cette deuxième femme ne provoque pas la remise d'une troisième. Il est de règle que le mari verse un supplément de dot quand on lui remet une autre femme. Il existe le Tshisaka : la femme remplaçant la défunte, part chez son mari avec 4 ou 5 croisettes (actuellement une pièce de tissu qui est distribuée entre les membres de la famille de son mari).

13° Veuvage.

Les veuves font partie de la famille. Elles sont bien traitées. Elles peuvent contracter un nouveau mariage, environ 2 mois après la mort de leur mari. Pendant ce laps de temps la veuve ne peut boire de l'eau, mais elle boit du musaba (farine diluée dans de l'eau), du vin de palme. Elle ne peut pas non plus se laver, sauf son organe sexuel. Elle doit faire son grand besoin dans un trou fait à la houe, qui sera ensuite couvert avec de la terre.

Le soir elle peut manger. Dans ses déplacements elle sera accompagnée pour éviter que l'esprit du défunt lui fasse du mal.

Le deuil terminé, la veuve prépare à manger pour les parents du mari, celui auquel elle est destinée en héritage ne participe pas à ce repas. Celui qui hérite de la veuve ne doit pas se soumettre à une cérémonie spéciale. Le soir de leur mariage, ils mangent une poule qui se trouve dans un récipient couvert d'une feuille qu'ils brisent.

Si la veuve rentre chez elle, après la mort de son mari, et a un rapport sexuel, sans avoir contracté un nouveau mariage, elle ne reviendra plus de peur de mourir.

2. *La famille.*

1° Rapports des parents et des enfants.

Le père donne le nom à ses enfants, le nom est souvent donné le jour de la naissance. Le nom est généralement celui d'un parent, parfois d'une autre personne.

Les « Bakwa Tshilundu » n'ont pas su donner d'indication à Meers au sujet du totem.

2° Rôle de l'oncle maternel.

Un des fils demandera souvent le « Bwipwe » à son oncle maternel (voir plus haut partie : dot, mariage, première fille, remise au frère de la mère) (1).

Les oncles maternels prodigueront les bons conseils aux enfants de leur sœur. Il arrive très souvent qu'un enfant aille résider pour un temps assez long chez son oncle maternel (manseba).

(1) Note au sujet du « Bwipwe ». Si celui qui a reçu une femme en vertu de la règle du « Bwipwe » meurt et ne laisse pas de frère de la même mère, la femme passera à l'oncle maternel. S'il y a des enfants, ils appartiennent aux parents du défunt suivant la lignée patriarcale.

3° Situation vis-à-vis du père.

Les enfants ont du respect et de la déférence pour leur père. Le fils ayant parlé véhémentement à son père demandera pardon et rachètera sa faute en lui remettant par exemple une poule. Si le fils a commis l'adultère avec une femme de son père, il perd grandement l'affection de ce dernier et ne pourra plus hériter d'une des femmes de son père, car l'épouse qui lui serait remise mourrait.

Le père donne de bons conseils à ses enfants. Il assistera son fils au travail. La mère s'occupe spécialement des filles pour les préparer à être de bonnes épouses. Les enfants aiment leurs parents. En cas de souffrances, le fils appellera son père. S'il appelle sa mère, on se moquera de lui. Les filles appelleront leur mère.

4° Ascendants et collatéraux.

Ascendants et collatéraux en lignée paternelle s'occupent des enfants, du vivant même des parents. Ils leur diront de bien se conduire, de bien travailler. Les enfants orphelins seront soignés par la famille comme ils l'étaient par leurs propres parents. Voici un proverbe : « Bakusahila bana, kabakushidi biuma bidi lumwamwa » — (il a laissé des enfants, il n'a pas laissé d'argent, l'argent ne dure pas longtemps).

Si une femme meurt et laisse un enfant, il sera confié à une femme de la famille ou à défaut à une femme du groupement.

5° Rôle du frère aîné.

Le frère aîné est écouté par ses cadets.

6° Enfants de différentes épouses.

Un père aime également tous ses enfants. Il ne distingue pas, à ce point, entre enfants de première ou deuxième

épouse. Quand il fait une distribution de viande, il procédera par âge. L'aîné en recevra en premier lieu. Les puînés paieront parfois de petits tributs à l'aîné parce qu'ils ont été assistés par lui pour prendre femme. L'enfant de la première épouse (mwadi) aura la priorité sur les autres, même nés avant lui, pour diriger la famille. La naissance des enfants jumeaux est reçue avec joie. Le père va danser chez ses parents et connaissances et ce jour là, il est autorisé à regarder sa belle-mère et à s'asseoir à côté d'elle. Les parents portent les insignes suivantes : deux bâtons, deux « Nsapo ou Dibonde » (espèce de petite sacoche) suivant qu'il s'agit de filles ou de garçons. Les parents de deux jumeaux ne se nettoient pas les mains pour manger ni les dents. La mère est couchée toute nue, le père met pour tout vêtement une feuille devant, une feuille derrière ; faisant ses tournées de danses, il doit rentrer tous les jours chez lui et ne peut absorber de nourriture en cours de route. Après deux jours environ, les parents s'habillent avec des madiba, font devant l'entrée de la case un enclos et le jour où les enfants en sortent d'eux-mêmes, le fabricant de bwanga est appelé. A cette occasion, on tue une poule ou deux qui sont mangées par tout le groupement. Les parents ne peuvent pas non plus se couper les cheveux aussi longtemps que les enfants ne marchent pas. Tous les cadeaux offerts doivent être partagés (offerts aux parents), même le bonjour doit être doublé. Les jumeaux n'ont pas de situation spéciale dans la famille.

7° Sort des enfants.

Les enfants appartiennent au père. Le régime patriarcal étant en vigueur, les orphelins restent généralement chez les parents du père. Parfois, ils vont résider chez leur oncle maternel ; ce qui se présente aussi très souvent du vivant de leurs parents.

8° Membres de la famille.

Une famille au sens étendu est appelée « Tshiota ».

Le père est appelé « Tatu », la mère « mamu », le grand-père « Nyinka »; la grand'mère « Nyinka mukashi », le grand oncle « Nyinka », l'oncle paternel « Mankashi », l'oncle maternel « Manseba », la tante maternelle « Baba ».

3. *Le régime de la propriété.*

1° La propriété.

Le chef de la famille est le propriétaire des objets de la famille. Quand le mariage se rompt, la femme part sans rien, sauf ses vêtements. Une femme célibataire a le droit de propriété ; les fils adultes également (fusil, argent). Parfois une femme, à l'insu de son mari, parvient à se procurer une poule, une chèvre, qu'elle va mettre chez ses parents. Elle aura ainsi de quoi payer les petites amendes prévues en cas de conflit avec son mari. Le propriétaire peut vendre ses biens. Les Lulua ne connaissent pas de propriété mobilière collective.

2° Propriété des choses trouvées.

Les objets trouvés doivent être remis. Celui qui ne le fait pas à la réclamation du propriétaire, peut être déféré devant la juridiction indigène. La prescriptibilité de la chose perdue est inexistante.

3° Modes d'acquisition de la propriété. — Son entretien.

Le mode d'acquisition de la propriété est possible par achat, par cadeau ou objet remis comme amende. La propriété du sol appartient au clan. Le chef du clan n'est pas propriétaire du sol qui est considéré comme le patrimoine des ancêtres. Chaque membre du clan a le droit de cultiver sur toute l'étendue de la terre du clan.

Généralement, une femme intelligente et énergique, qui s'est imposée aux autres femmes, indique sans intervention d'une autorité masculine, les endroits de culture. Elle règle aussi les différends qui surgissent aux champs entre les femmes et inflige les amendes. Les femmes font des prières en commun pour la bonne réussite de leurs cultures.

Elles font un tertre (Kalumbu) à l'entrée des champs, y jettent des semences, même des morceaux de pain de manioc. Les palmiers appartiennent au groupement, sauf les palmiers aux environs de la case. Ceux-là appartiennent au propriétaire de la case. N'importe qui est autorisé à couper les régimes de palmiers se trouvant en dehors du village, même un étranger au groupement. La pêche est autorisée au même degré ainsi que la chasse.

Le chasseur respectera toutefois la règle coutumière du tribut au chef (cuisse, morceau de poitrail). S'il ne le fait pas, il ne sera pas appréhendé, mais ses chasses ultérieures seront compromises.

Les femmes et les filles s'occupent parfois de petites pêches.

4° Location.

Un bouc sera donné en location contre un ou deux francs, ce qui est appelé : prix de l'enclos (mushinga wa ou tshikumbi) pour que le fauve ne prenne pas la bête.

Il arrive aussi qu'on donne en garde une chèvre. Le gardien recevra en récompense une jeune bête des produits obtenus. Si par exemple, la bête remise meurt, le gardien en montrera le cadavre au propriétaire pour éviter un différend. La chose prêtée ne peut être vendue. Les Lulua ne connaissent pas de véritables prêts de mobilier, une houe sera prêtée en passant sans donner lieu à des paiements quelconque.

5° Successions.

L'aîné du défunt ou le fils aîné du défunt, en âge adulte, procédera à la distribution de la succession. Il sera

tenu compte des bonnes relations qu'entretenaient les parents avec la personne disparue. Le fils aîné héritera généralement des chèvres et gros bétail, parce qu'il est responsable des dettes qu'a laissées son père. Les esclaves resteront près du fils aîné. Les désaccords lors d'une succession sont portés devant le Conseil des notables, qui tranche ; mais très souvent, l'indigène fera avant de mourir son testament, dira la destination qu'il désire voir donner à ses biens. Le respect des dernières volontés du mourant est fort grand, car celui qui en ferait fi serait harcelé par l'esprit du défunt.

6° La propriété foncière.

La terre appartient en somme à un être suprême appelé « Mwidi Mukulu ». Mais les membres du clan en ont le droit d'exploitation. Ce droit d'exploitation est collectif au clan. Les limites entre deux terres de clans, sont généralement marquées par des ruisseaux ou rivières. Très souvent des contestations surgissent au sujet des limites et provoquent des batailles. Un étranger, désireux de s'installer sur les terres du clan, doit obtenir l'autorisation du chef de clan. Les produits de culture et l'habitation sont des propriétés individuelles.

4. *Droit répressif — Droit pénal.*

1° Fautes diverses.

Vol : Le voleur est appelé « mwivi » ou « mwena mutshima ».

Le vol est puni par une amende qui atteint le triple ou le quadruple de la valeur volée. Le voleur ne pouvant pas payer l'amende était souvent vendu comme esclave.

Proverbe : « Kashama mudi lekela inatamba » (le recéleur est puni).

Injures : Il n'y a pas de sanctions prévues pour l'injure mais elle est souvent cause de rixes.

Blessures graves : 5 ou 6 chèvres sont remises à la victime à titre de dommages et intérêts par l'auteur de l'accident.

Meurtre : Le meurtre était puni par la peine de mort, par pendaison. Le coupable lui-même s'attachait la corde au cou. Si la corde cassait le meurtrier était sauf, l'intervention des esprits l'avait sauvé. Toutefois, un homme riche pouvait échapper à la mort par le versement d'une très forte amende, qui consistait souvent en un esclave, 50 croissettes, dix chèvres. L'esclave ou même un enfant libre remis comme amende prenait le nom de la victime.

Cas de légitime défense : Le cas de légitime défense est en somme imprévu. Si le meurtrier s'était borné à blesser son agresseur au même titre que lui ne l'était, la sanction se bornerait à une amende. Dès que la nouvelle du meurtre est connue, la case du meurtrier est assaillie et tout ce qui s'y trouve est volé.

Adultère : Le mari tuait souvent le coupable. Il remettait la femme avec quelques biens aux parents de la victime. Le premier né de cette femme portait le nom du disparu.

Le chef Fwamba avait aboli ce système et avait institué une forte amende, punissant l'adultère.

Toutefois la sanction variait suivant l'état d'esprit du mari lésé.

La femme était très souvent torturée. Actuellement l'adultère est puni d'une amende remise aux parents du mari.

Viol : Il est puni d'une forte amende : trente croissettes et d'un emprisonnement de 1, 2, 3 mois et plus.

Insulte à un notable : Elle est punie d'une amende d'une ou deux chèvres.

2° Pouvoir de Juridiction.

Les chefs de groupement avaient généralement le droit de trancher tous les différends. Le tribunal du grand chef constituait plutôt un tribunal d'appel. Le plaignant avait le droit d'aller chez le grand chef ; ce qu'il faisait quand

son différend traînait. Le tribunal du groupement était constitué par le Chef du Groupement et ses membres du Conseil. C'étaient des indigènes faisant preuve d'intelligence et connaissant bien les us et coutumes.

Pendant les audiences, juges et assistants fumaient du chanvre, car le chanvre « donne la vie ».

3° Epreuves.

Quand il y avait contestation sur la culpabilité, on faisait usage de l'épreuve du poison (tshipapa), épreuve généralement employée pour les différends d'ordre magique. Quelqu'un était par exemple accusé d'avoir tué par esprit maléfique, par la foudre. Accusés et accusateurs se soumettaient à cette épreuve. Les deux intéressés faisaient même souvent un pari.

Celui qui ne mourait pas avait le droit à prendre les biens que laissait le coupable désigné par l'épreuve Tshipapa. Si l'accusé était innocent, il recevait une indemnité de l'accusateur : une chèvre, deux chèvres, même une femme.

A) Epreuve du Tshala.

L'épreuve du tshala était pratiquée pour les crimes d'ordre secondaire : adultère, vol et autres infractions. Le tshala consiste en une petite plaquette de cuivre entourée d'une matière faite d'écorces râpées, mise dans l'œil de l'accusé. S'il tombe l'accusé est déclaré innocent.

B) Epreuve de la peau de léopard.

Elle comprenait un peu de poils brûlés de peau de léopard, un peu de terre (buloba bwa mutunde) et de l'eau mélangée au moyen d'une tige d'herbe (dilenge). Ce breuvage est versé dans un canon de fusil et bu par les intéressés. Ceux-ci doivent passer ensuite la nuit dans une même case.

CHAPITRE HUITIÈME

Organisation politique, judiciaire, militaire et sociale des Baluba du territoire des Baluba ou Bena Kalundive

(Baluba de l'ancien territoire de Mutombo-Mukuki)

Les considérations que nous allons développer touchant les peuplades considérées sont extraites du remarquable ouvrage de M. Verhulpen, intitulé « Baluba et Balubaïsés du Katanga » (1).

SECTION I

GÉNÉRALITÉS SUR LA POPULATION

1. *Noms et sobriquets donnés à la population.*

Les indigènes se groupant sous l'autorité des chefs coutumiers, Mutombo Mukulu, se font nommer par les tribus avoisinantes : Bena Kalundwé, c'est-à-dire gens de Kalundwe.

Kalundwe est composé du diminutif *Ka* et du mot *lundwe* qui dérive de *lulundu*, c'est-à-dire manioc.

Les tribus environnantes appellent le manioc lulundwe et il est probable qu'au cours des temps, les indigènes de Mutombo Mukulu ont remplacé la troisième syllabe *du* par *dwe*.

(1) E. Verhulpen, *Baluba et Balubaïsés du Kantanga*, Anvers, 1936.

La chefferie des Mutombo Mukulu porta à son origine le nom de *Tshimbale*, d'après la première cheffesse Tshimbale Bande.

Dès que les trois familles, les *Bena Basonge*, les *Bena Kabeya* et les *Bena Gandu*, eurent conquis le droit de donner le successeur à la chefferie, les guerres intestines n'eurent plus de fin. Elles eurent comme conséquence fatale de troubler la paix et de maintenir toute la population dans une éternelle angoisse ; aussi, n'eût-elle guère le temps d'acquérir les aptitudes pour la culture. A cette période, seul, le maïs était connu et cultivé.

Vers 1885, Tambo Kanonge comprit la vanité et les inconvénients de ces meurtres et de ces guerres et concentra tous ses efforts pour établir un accord entre les trois grandes familles. Son but atteint et la paix établie, Tambo Kanonge alla jusqu'à imposer la culture du Kalundu (carotte de manioc) à toute sa population. La population apprécia fort la culture du manioc, qui lui épargnait la famine et dès lors, le mot Kalundu fut dans la bouche de tous les indigènes. Tambo Kanonge reçut aussi le surnom de Kalundu et sa population se distinguait tant des autres par l'étendue de ses cultures et par l'abondance de sa production en manioc, qu'elle fut appelée par les étrangers : « les gens qui cultivent ou possèdent beaucoup de manioc » ou « Gens du manioc », Bena Kalundwe.

2. Groupes ethniques auxquels les Bena Kalundwe se rattachent.

Les *Bena Kalundwe* font partie du groupe *Baluba Shankadi*, compris lui-même dans le groupe plus étendu des *Baluba et balubaïsés*, répandu dans le district du Comami, celui du Tanganyika-Moëro au Kasai et au Sankuru. Actuellement les *Bena Kalundwe* comprennent les descendants des trois grandes familles que nous avons vues se disputer le pouvoir ainsi que des indigènes *Baluba Shankadi*, qui ne font partie d'aucune de ces trois familles.

3. Ce que l'on sait des origines des Bena Kalundwe.

La tradition orale n'a rien conservé de certain quant aux migrations. Les Bena Kalundwe prétendent être les premiers occupants du sol qu'ils habitent actuellement.

Les premiers occupants de la terre, comprise entre la Luembe et le Lubilashi furent les hommes de la famille *Bena Tshifinga*, appartenant au groupe connu sous le nom de Baluba (Bakunda) et originaires de l'Est du lac Usenba.

Cette occupation, à l'origine très restreinte, ne comprenait que cinq villages, organisés en chefferie du nom de *Tshimbale Bande* cheffesse du village Tshifinga.

Le premier événement d'une importance primordiale fut l'arrivée à Tshifinga, de *Kongolo Mwana*, des Bena Basonge, neveu de Tshimbale Bande.

Parmi les guerriers de Kongolo se trouvaient des *Bena Basonge* et des indigènes appartenant à d'autres familles habitant actuellement à l'est de la Luembe. Les Bena Basonge, bien que vainqueurs, ne firent aucune difficulté pour se laisser absorber par les Bena Tshimbale.

La première conséquence de l'arrivée de Kongolo Mwana dans la chefferie de Tshimbale fut l'intensification de l'occupation du pays. C'est de ce temps seulement que date l'existence des grands groupes politiques, qui existent encore actuellement, et des nombreux villages qui ont donné à la chefferie des Bena Tshimbale, l'aspect que la chefferie des Bena Kalundwe présente actuellement.

Après le départ de Kongolo Mwana, sa tante Tshimbale Bande exerça encore le pouvoir dans la chefferie. A cette époque des chasseurs *Balunda*, originaires de Mwata Yamvo, venaient régulièrement chasser sur les terres de Tshimbale. Un de ces chasseurs émérites *Mukunkwe Kabeya*, particulièrement audacieux et habile, séduisit Tshimbale Bande, qui en devint amoureuse et l'épousa.

Chaque année, vers le mois d'août, lorsque les champs de chasse sont bien préparés, a lieu le *Tshianza*, ou fête de chasse, à laquelle on invite tous les notables, guerriers et chasseurs. Le chef, revêtu de son costume d'apparat, se

place sur une peau de léopard et préside aux danses de guerre. Après avoir offert de la nourriture aux ancêtres, il distribue à profusion de la viande et de la bière à tous les assistants. Alors commencent les festivités.

Une autre coutume qui, comme la précédente, existe encore de nos jours, impose aux femmes à l'époque des menstrues, l'obligation de vivre à l'écart, dans une maison spéciale construite à cet effet en dehors du village.

Pendant que *Tshimbale Bande* présidait le Tshianza, il arriva qu'elle eût ses règles. Etant tenue, de par la coutume, de s'isoler à l'instant même, elle délégua à son mari *Mukunkwe* le pouvoir de présider le Tshianza. Celui-ci s'acquitta si bien de sa tâche que, les fêtes terminées, les invités exprimèrent unanimement le désir de le prendre comme chef des Bena Tshimbale.

Les enfants nés de ce mariage furent, suivant la coutume, appelés les Bena Kabeya, et, à partir de ce moment, les Bena Kabeya purent faire valoir leurs droits à la chefferie.

En raison de leur supériorité numérique, les Baluka Shankadi imposèrent aux Bena Kabeya leurs langues, coutumes et mœurs.

De ce temps date le village Luba, situé sur la colline Kabeya que Mukunkwe choisit comme résidence.

Plus tard, un de ses successeurs, *Kamasonge Mwamba*, Bena Kabeya, fit appeler des médecins Balunda. L'un d'eux, *Byo Gandu*, originaire de Tshitambi, à Mwate Yambo, s'imposa particulièrement à l'attention du chef Mutombo Mukulu. A la mort de Kamasongo, Byo Gandu s'imposa aux fils de son bienfaiteur et revendiqua même la chefferie, sous prétexte que Kamasongo l'avait choisi pour successeur. Les enfants de Kamasongo ne l'entendirent pas ainsi et déclarèrent à Poyo Gandu une guerre dont il sortit vainqueur.

Le nouveau chef appela ses parents et partisans et leur conféra le droit de cité dans la chefferie des Bena Tshimbale. C'est alors que fut fondé le village de *Tshimilende*, composé exclusivement de Bena Gandu. Ceux-ci, trop peu nombreux, adoptèrent la langue et les coutumes des Bena Tshimbales. Ainsi actuellement, la chefferie des Bena Kalundwe com-

prend encore des *indigènes* appartenant à la famille *Bena Basonge*, originaires du Nord, du Maniema, d'autres appartenant à la famille des chasseurs *Bena Kabeya*, originaires du village de Mwate Yamvo, des indigènes appartenant à la famille des médecins *Bena Gandu*, originaires du village Tshitamhi (Mwate Yamvo) et, enfin des *Baluba Shankadi*, qui ne revendiquent pas le pouvoir.

Tous s'appellent *Bena Kalundwe*, *Baluba Shankadi*, avec identité de langue, d'habitudes, de coutumes et de mœurs.

SECTION II

ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE

I. *Classes sociales.*

La population de la chefferie des *Bena Kalundwe* se partage en trois classes sociales nettement établies et distinctes. Le *Mulohwe* ou *chef coutumier* et l'*Inahanza* ou *héritier présomptif* appartiennent à la première classe. Le *Mulohwe* est le seul prince de sang sacré, maître absolu de ses sujets et de leurs biens ; il est infailible. L'administration sociale, politique et religieuse de la chefferie lui est confiée.

La seconde classe est composée d'anoblis. Les *grands notables* ou *Banvuhu*, ministres ou conseillers du chef, jouent un grand rôle dans l'administration de la chefferie. Ils résident à la cour du chef coutumier. Une partie des *petits notables* ou *Bankunga* réside à la cour du chef coutumier, tandis que l'autre est dispersée dans toute la chefferie. Les *Bankunga de la cour* ont des charges moins élevées et moins importantes que les *Banvuhu*. Les *Bankunga, dispersés dans la chefferie*, sont chargés de l'administration territoriale ; ce sont les *chefs de villages*, *Mudianvita* et *Tshikala*, ou faisant fonction en l'absence du chef de village et les *petits notables assistant les deux précédents*.

La troisième classe ou le *peuple*, est composée des *hommes libres*, des *affranchis*, des *clients* et des *étrangers*. Les hommes libres prédominent. Ils sont composés par des

véritables Bena Kalundwe d'origine et leur descendance. Autour de ces hommes libres, se sont fixés les *esclaves affranchis*, libérés soit par leur mérite, soit par les bons services rendus à leur maître, soit par l'occupation belge. Les *clients* — Kaunga — sont souvent des étrangers, qui se lient à une famille et se soumettent à son chef.

2. *Anoblis, ministres, dignitaires et fonctionnaires.*

Il y a, parmi les *anoblis* des catégories (ministres, conseillers).

Autour de ces ministres, se groupent de grands et de *petits notables*, chargés de fonctions spéciales ou attachés à leur personne.

Les forgerons, ainsi que les batteurs de tambour, jouissent d'un grand prestige, mais ne forment cependant pas une classe spéciale ; ils peuvent faire partie des *anoblis*.

Aucune charge n'est héréditaire ni conférée à vie. La nomination et la destitution des notables dépendent uniquement de la volonté du chef investi. Seul le chef coutumier — Mulohwe — des Bena Kalundwe, est nommé à vie.

3. *Associations.*

Basées sur la croyance à la magie, elles sont surtout d'ordre religieux et nous les traiterons de façon plus approfondie dans une prochaine section. Les *Bamasende* et les *Bakishi Banganga* sont très influents et jouent un grand rôle au point de vue social et politique. La crainte qu'ils inspirent leur vaut une grande vénération : le chef de sang sacré fait d'ailleurs partie de la première association.

4. *Structure de la société indigène et son administration.*

Ce serait une erreur d'étudier la chefferie des Bena Kalundwe au point de vue de son organisation politique, en groupant les familles : Bena Basonge, Bena Kabeya et

Bena Gandu en groupes de familles, clans, sous-tribus. Une autre organisation s'est créée au cours de l'histoire.

Les Bena Kalundwe se sont groupés sans distinction d'origine, au cours de leur histoire, soit au cours des guerres, soit pour se protéger contre l'ennemi extérieur ou intérieur, soit par sentiment politique.

S'ils ne forment pas actuellement de véritables tribus, sous-tribus et clans, constitués par les descendants d'un ancêtre commun ils ont constitué, au cours des âges, des *agré-gations* diverses, allant du *village* au *groupe de villages* ou *circonscriptions* et à *la province* et portant des noms ou sobriquets.

La famille, au sens large du mot, comprend les êtres unis par le sang, ainsi que les individus qui sont venus s'y ajouter : affranchis, clients et étrangers.

Dans le *village*, ces familles forment des petits îlots ou noyaux avec, à leur tête, le chef de famille, qui les gouverne et dicte à ses membres leur ligne de conduite. Il les représente aussi au sein du conseil des notables du village.

Plusieurs familles forment un *village*, collectivité petite certes, mais spéciale, avec sa vie propre et indépendante des autres villages environnants.

Le chef de village ne dépend cependant pas nécessairement du chef de sang royal et ne lui remet pas toujours directement et en personne le tribut rassemblé par la collectivité. Il peut dépendre d'un *chef de circonscription*, administrant plusieurs autres villages.

En matière d'organisation et d'administration sociale, politique et religieuse, chaque chef, assisté de son *conseil de notables* a une compétence bien déterminée.

L'administration ou territoire est confiée aux *chefs de province, de circonscription et de village*. Ceux-ci sont spécialement chargés de maintenir l'ordre dans les villages, d'assurer les rapports d'amitié avec les villages environnants, d'exécuter les travaux et les corvées et de veiller au paiement du tribu.

Les chefs de village portent généralement le titre de *Mudianvita*. Ce sont de petits notables ou *Kunga*.

L'émancipation du noir et la pénétration européenne ont d'ailleurs diminué le nombre des notables.

Bien qu'au point de vue de l'organisation administrative, la chefferie des Bena Kalundwe se subdivise en provinces, en circonscriptions, en villages et en familles, la langue indigène ne possède que des termes signifiant famille et plusieurs familles ou villages.

Cette organisation est en voie de transformation depuis l'occupation belge.

5. *Le Chef coutumier ou Mulohwe — Ses pouvoirs — Ses insignes — Tributs — Corvées et redevances.*

Kabeya Mutombo Mukulu, seul chef investi du territoire et vrai chef coutumier, jouit d'un grand prestige et d'une grande autorité sur tous ses sujets, exception faite pour quelques mécontents et demi-civilisés. Le développement intellectuel et économique de sa chefferie, est toutefois une menace sérieuse pour son autorité.

Il s'est de tout temps montré dévoué à l'administration européenne.

Le Mulohwe est un *roi*, élu à tour de rôle, dans les trois familles ayant constitué les Bena Kalundwe. Il est *élu à vie*. Il est le juge suprême et aussi le maître suprême et absolu de tous les indigènes de sa chefferie et de tous leurs biens.

Les *insignes* du chef coutumier des Bena Kalundwe consistent en *objets d'ornement*, en *instruments de musique* et en *armes*.

a) *Objets d'ornement* : Bracelets, plumes rouges de perroquet sur la coiffure, collier de dents de lion et de léopard, ceinture de peau de bœuf.

b) *Instruments de musique* : deux xylophones et tambours.

c) *Armes* : haches, une longue canne, des lames de couteaux, légués par les prédécesseurs.

Les administrés doivent au chef coutumier :

1° l'exécution de travaux et de corvées — *Mingilu*

2° le tribut — *Milambo*

3° l'indemnité d'investiture — *Kugala*.

Le chef peut imposer à ses sujets : la construction de maisons et de routes, l'entretien de sentiers, le portage et d'autres corvées.

Le tribut est composé :

1° du produit de la chasse :

- a) ivoire (éléphants trouvés morts ou tués).
- b) peaux de lion, léopard, chat sauvage, singe, loutre hyène, crocodile.
- c) plumes de marabout et d'aigrette
- d) viande (fraîche ou fumée de gibier tué plus ou moins à proximité du village du chef).

2° du produit de la pêche :

3° de la récolte de fourmis blanches : Nswa.

4° de la récolte végétale : huile de palme et huile de safu.

5° de la récolte des salines.

6° des croisettes et des étoffes : offertes aux chefs par ses administrés.

Tous les notables nommés par le chef investi, sont tenus de lui payer une indemnité : le *kugala*, variable selon qu'il s'agit d'un grand ou d'un petit notable.

6. Mode de succession au pouvoir des chefs coutumiers ou Balohwe.

En cette matière, l'attitude du pouvoir dominant s'est inspirée avant tout de la coutume.

Les trois grandes familles : Bena Basonge, les Bena Kabeya et les Bena Gandu, ont, dans cette ordre et à tour de rôle, assuré un chef à la chefferie.

Jadis, cet ordre de succession existait *en fait*, à cause et au hasard des guerres intestines.

Plus tard, cet ordre de succession devint *conventionnel*, à la suite de l'accord que Tâmbwe Kanonge conclut entre les trois familles, au sujet de l'Inabanza (le successeur) du vivant du chef. -A partir de cet accord, la population de la

chefferie connut le bien-être et la paix, sauf à de rares exceptions.

En résumé, la succession à la chefferie revient à trois familles distinctes. Elles présentent à tour de rôle un candidat, choisi par le système électif. Ce candidat n'est pas nécessairement le chef de la famille régnante, ni le frère ou le fils d'un chef précédent, mais un prince de souche, ayant de grandes qualités morales, intellectuelles et physiques.

Il y aurait eu ainsi, en tout, de *Tshimbale Bande* à *Poys Gandu*, chef actuel, 27 ou 29 chefs.

SECTION III

ORGANISATION JUDICIAIRE

L'organisation judiciaire des Bena Kalundwe est en rapport avec l'organisation sociale et politique de la chefferie.

Depuis le *chef de famille* jusqu'au Mulohwe, tous les dignitaires, comme par exemple les *chefs de village* ou les *chefs de circonscriptions*, tranchent les différends qui leur sont soumis. Le chef de famille dirige et protège les membres de sa famille, il tranche souverainement tous les différends qui pourraient amener le désaccord parmi eux. Les liens entre parents étant très solides, les sentences du père de famille sont acceptées sans discussion.

Lorsque deux familles ont entre elles un différend, il est soumis au chef de village, assisté de ses dignitaires et des autres chefs de familles, qui examinent et tranchent la palabre. Lorsque le perdant ne veut pas se soumettre au jugement prononcé par les autorités du village, celles-ci peuvent, en dernier ressort, le renvoyer à la cour du Mulohwe. La présentation d'un différend devant le Mulohwe est souvent évitée, car la procédure est très onéreuse. Toute sentence prononcée par le Mulohwe exige le paiement d'indemnités et de frais de procédure élevés. Si la palabre est très importante, le délit très grave, ou encore si l'une des parties appartient à l'aristocratie ou est étrangère à la chefferie ou au village, la contestation est soumise au chef

coutumier. Dans l'exercice de ses fonctions judiciaires, le Mulohwe est assisté de ses ministres, qui instruisent l'affaire, règlent ses débats, donnent leur avis et soumettent le différend au jugement du chef coutumier. Celui-ci inspiré par les mânes des ancêtres, est infaillible, sa parole est sacrée et sa décision irrévocable.

Rien n'est plus délicat que d'instruire une palabre. Les deux parties sont accompagnées de leurs amis, des membres de leur famille et surtout de témoins, qui ne manquent pas d'affirmer la véracité de deux thèses diamétralement opposées. L'indigène est d'ailleurs bon orateur et l'exposé des motifs de sa palabre ne présente pour lui aucune difficulté. Si la preuve ne peut être, les juges ont recours au devin, à l'oracle et à l'épreuve du poison.

Par son attitude, ses gestes et ses procédés magiques, le devin suggestionne parfois la partie coupable, qui se dénonce elle-même. Si ce procédé ne réussit pas, les juges ont recours à l'épreuve du poison ou à l'oracle, dont la sentence ne laisse plus de doute. Ces épreuves sont exécutées conformément à la coutume et le résultat est accepté sans discussion par les indigènes.

Les infractions réprimées par le Mulohwe peuvent, selon leur fréquence, se classer comme suit : adultère, transmission de maladies vénériennes, sorcellerie, divorce, non restitution d'un prêt, vol, coups, blessures, etc...

L'adultère n'est pas une infraction lorsqu'il est pratiqué avec le consentement du mari ou lorsque l'indemnité prévue a été versée. Si ces conditions ne sont pas remplies, le mari peut demander devant les juridictions indigènes le paiement de l'indemnité.

La sorcellerie est une infraction comparable au crime. Les sorciers découverts par le devin, sont accusés d'avoir commis par leurs procédés magiques des délits très graves. La preuve de l'existence ou de la non existence du crime de sorcellerie ne pouvant être faite facilement, on a recours à l'oracle ou à l'épreuve du poison.

Voici l'exemple d'un procès qui a eu lieu.

Un mari, malade depuis de longs mois, ne parvient pas à se guérir ; il consulte le devin qui lui révèle que son épouse est sorcière et est la cause de tous ses maux. Le mari répudie sa femme et porte plainte contre sa famille. Celle-ci est condamnée à payer une forte indemnité et à purifier le corps de sa fille.

L'indigène prête aux membres d'autres familles à des taux usuraires, et de nombreuses palabres sont ainsi présentées devant le juge.

En matière de divorce, les parties sont rarement d'accord sur le montant de la dot versée et la palabre se complique très souvent.

L'insubordination aux autorités coutumières établies se manifeste non seulement par la désobéissance aux ordres donnés, mais surtout par le non-paiement du tribut. Cette infraction est très sévèrement punie par le chef coutumier.

Le jugement du Mulohwe varié selon chaque cas particulier. Il sera cependant toujours conforme à la coutume, aux habitudes et aux mœurs de la population.

La peine de mort et les mutilations corporelles appliquées jadis pour réprimer la sorcellerie ou le vol, ne sont plus en vigueur aujourd'hui ; elles ont été remplacées par l'emprisonnement et l'amende. La détention préventive est souvent ordonnée par le Mulohwe et dure jusqu'au jugement. Le condamné reste en prison jusqu'au jour où il s'est acquitté de tous les paiements, amendes et frais, résultant du procès. Pendant cette période, le détenu travaille aux cultures du chef.

Depuis l'occupation européenne, un grand nombre d'affaires échappent à la compétence du Mulohwe. Elles sont instruites et jugées par les juridictions européennes. Le premier cependant juge encore de petits différends qu'on appelle « des palabres ». Son jugement entraîne une amende, proportionnée à l'importance de l'affaire et variant de 20 à 200 francs.

L'épreuve du poison ne se fait plus sur l'inculpé, mais sur une poule qu'il fournit. Pour une contestation relative à un bien, la partie gagnante en obtient toujours la restitu-

tion sans dommages et intérêts. Ceux-ci ne sont exigibles que lorsque la victime a subi une lésion ou une mutilation corporelle.

Au tribunal du Mulohwe, les délits de sorcellerie sont punis dans le plus grand secret, car l'avis arbitraire du devin ou l'effet hasardeux de l'épreuve du poison y jouent un trop grand rôle, et l'on redoute l'intervention des autorités européennes.

SECTION IV

ORGANISATION MILITAIRE

L'organisation militaire des Bena Kalundwe est très rudimentaire. En temps de paix, leur armée est constituée par des officiers, dont les soldats font complètement défaut. En temps de guerre, tous les hommes adultes et valides s'arment de fusils, d'arcs et de flèches, de lances, de couteaux et de haches, et se rangent sous le commandement de leur chef de famille, de leur chef de village et des Bena Lupitu.

Les *Bena Lupitu* forment les cadres militaires de la chefferie et résident en permanence à la cour du Mulohwe, où ils forment la garde d'honneur. De temps à autre, le Mulohwe leur confie une mission spéciale, un ordre ou un message à transmettre à des chefs de village ou à des notables de la chefferie. Ils se distinguent des autres indigènes par leur habillement. Leur démarche altière et leur maintien imposant inspirent aux indigènes un respect mêlé de crainte.

Le *Mwana Milombe*, chef des Bena Lupitu, est le chef d'Etat-Major ; il conseille le Mulohwe dans l'art militaire et dirige en son nom les opérations. C'est surtout en temps de guerre que le *Mwana Milombe* joue un rôle principal. Il est assisté d'*officiers supérieurs*, nommés *Mudianvita*, *Mwana Mwenyi*, etc...

L'art militaire des Bena Kalundwe est réduit à sa plus simple expression et est purement empirique. Ils procèdent surtout par surprises au lever du jour. Le soir, tout combat est arrêté.

Jadis les indigènes fortifiaient leur village pour se protéger contre l'ennemi extérieur. On peut encore voir quelques vestiges de ces défenses près du poste de Mutombo Mukuli.

L'indigène, soldat en cas de guerre, ne reçoit à proprement parler, aucune éducation militaire. Mais pendant son jeune âge et ensuite, les divers exercices physiques auxquels il se livre journellement le prédisposent à l'emploi des armes et au combat.

SECTION V

ORGANISATION FAMILIALE

1. *Organisation de la famille — Famille au sens strict et au sens étendu. Parenté naturelle. Parenté contractuelle.*

Les Bena Kalundwe connaissent la *famille au sens strict*, composée du père, de la mère et des enfants, incorporée du point de vue social dans la *famille étendue*. Ils se rappellent que de tout temps le père le plus ancien, l'ainé dans la génération la plus ancienne en vie, était le chef de la famille étendue et que leur organisation familiale était basée sur son autorité.

Au sens strict, font partie de la famille, tous les êtres unis par le sang : enfants, petits-enfants, frères et sœurs.

La parenté s'établit en ligne directe (de père en fils) et en ligne collatérale. Dans un sens plus large du mot, la famille s'étend aux individus qui sont venus s'y ajouter, soit par alliance, soit par contrat, soit de force (épouses, clients, esclaves).

a) Parenté naturelle et légitime.

Les filiations légitimes sont les plus générales et les plus fréquentes. Le concubinage, bien que toléré, ne se rencontre qu'exceptionnellement. Aussi, la plupart des enfants sont-ils enfants légitimes et appartiennent-ils au père.

Les enfants nés de rapports adultérins, appartiennent au père de la femme, lorsqu'elle n'est pas encore mariée, ou au mari, lorsque le mariage coutumier a été célébré.

L'enfant adultérin est mis sur le même pied, au point de vue des droits et des devoirs, que l'enfant légitime. Le Bena Kalundwe est très réaliste dans ce domaine. Il tolère les rapports de ses frères cadets et de ses fils avec ses femmes, à l'exception toutefois de leur mère. Tous les enfants nés de ces rapports appartiennent au mari de la femme, mais ni la mère, ni l'enfant adultérin n'auront jamais de reproches à subir de la part du mari. Il en est de même du mari, qui peut avoir des rapports avec les sœurs de sa femme, si celles-ci ne sont pas mariées. Les enfants nés de ces rapports appartiennent au père de la femme.

Les liens entre parents sont très solides. Ce fait se manifeste notamment dans la *responsabilité collective* : la faute commise par un fils se répercute immédiatement sur ses frères et sur son père, lesquels sont solidairement responsables.

b) Alliance — Parenté contractuelle ou clientèle — Esclaves.

L'indigène fait une distinction très nette entre les liens résultant de la nature, les liens résultant de l'alliance ou d'un contrat, et les liens imposés.

Les esclaves et les clients (1) ne font jamais partie de la famille au sens strict, mais leurs enfants y sont admis si leur mère appartient à cette famille. A celle-ci viennent s'ajouter provisoirement les épouses des frères, des fils et des petits-fils.

(1) Les clients sont des individus attachés à leur chef de famille par les liens de la clientèle, liens contractuels, rappelant à certains égards les liens de vassalité du moyen-âge, imposant au chef de famille des devoirs de protection et d'assistance vis-à-vis du client et imposant à ce dernier des services d'ordre économique, militaire ou magique vis-à-vis du Chef de famille.

L'homme qui s'établit près de la famille de son épouse, ne fait jamais partie de cette famille au sens strict, il en devient le client.

L'esclavage ne se rencontre plus que sous une seule et unique forme : lorsqu'une famille ne peut restituer des avances reçues ou ne peut payer une dette, elle donne en gage une fille, libérée d'ailleurs au moment du paiement de la dette ou à la restitution de l'avance. Si la famille débitrice se trouve dans l'impossibilité de payer, la fille devient esclave, mais peut s'affranchir en épousant un membre de la famille du créancier, dont elle est devenue l'esclave.

En dehors de cette unique forme, *l'esclavage* n'existe plus chez les Bena Kalundwe. La politique du pouvoir dominant, suivie et appliquée jadis avec fermeté, a extirpé cette plaie sociale.

c) Famille au sens étendu. Autorité du chef de famille.

La famille Bena Kalundwe groupe tous les indigènes descendants d'un ancêtre mâle commun. Ainsi, le père, les frères et sœurs, enfants et petits-enfants des deux sexes, se groupent autour de leur père le plus ancien et généralement le plus âgé, considéré comme le patriarche de la famille.

Les pères et les grands-pères sont fort vénérés par les membres de la famille. Ils leur servent de conseillers et les assistent financièrement. Ce sont ces vieillards, qui connaissent l'histoire des ancêtres et sont le mieux au courant des légendes et des traditions. Ils jouent un rôle politique très important dans les villages, les groupements et la chefferie. Ils possèdent les secrets des remèdes magiques, font les offrandes aux mânes des ancêtres. Toute ingratitude, toute faute vis-à-vis d'un des parents, serait néfaste à la santé et à la vie. Tout cela resserre solidement les liens entre les membres d'une même famille.

Le chef de famille est chargé du culte des ancêtres. Il consulte ces derniers dans certaines circonstances. Ses

paroles, ses conseils, ses décisions et ses actes sont considérés comme inspirés par les ancêtres et contribuent à maintenir au sein de la famille, le respect, l'ordre, la solidarité et surtout l'autorité de son chef.

d) Devoirs et droits résultant des liens de parenté.

Les parents ont le devoir de faire respecter les coutumes et les vœux de leurs ancêtres, et de bien traiter les membres de la famille. Ils sont tenus de liquider les dettes de leur fils ou des autres membres de la famille. Il n'est pas moins certain qu'ils sont responsables de tout méfait, commis par un parent.

Les parents doivent initier leurs enfants à la chasse, à la pêche, à la culture, etc... ainsi qu'à l'organisation familiale, sociale et politique de leur groupe. Ils leur enseignent leurs devoirs d'époux et d'épouse.

Tout indigène qui est notable a le devoir de protéger tous les siens.

L'indigène ne conçoit pas qu'un membre de la famille donne tort à son frère, même lorsque celui-ci a manifestement mal agi.

L'enfant doit aide, assistance et obéissance absolue à ses parents. Tout ce qu'il possède, sa femme y compris, appartient à son père, ou à ses frères aînés.

Il a le droit à la nourriture, aux soins et à l'éducation.

A qui l'enfant emprunte-t-il son nom de famille ? Les Bena Kalundwe admettent qu'à la mort, le corps disparaît, mais que l'ombre — Mwelefu — reste. Leur matérialisme exclut toute conception abstraite. Ils croient plutôt à une survie qu'à une immortalité.

L'ombre du défunt se réincarne dans l'enfant qui vient de naître. Le père donne à son enfant le nom d'un ancêtre décédé. Il prend le nom de son père, grand-père, ou frère aîné ou encore le nom d'un parent de son épouse, choisi parmi les hommes ou les femmes, selon le sexe de l'enfant.

Cette façon de procéder est quasi-générale.

Les *collatéraux* font partie de la famille.

Ils ont le devoir de défendre et de soutenir la famille en toute circonstance, d'adopter les orphelins et de les élever comme leurs enfants. Les neveux ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les enfants, et les oncles, les droits et les devoirs des pères.

L'oncle paternel le plus âgé a le devoir de recueillir les orphelins de ses frères aînés ou de ses frères cadets. A défaut de frère, cette obligation incombe au fils aîné, s'il est adulte. A défaut de fils adulte et d'oncle paternel, elle retombe sur le grand-père ou l'un de ses frères.

L'enfant adopté considère son *tuteur* comme son père et le tuteur traite l'enfant adopté comme son enfant.

Les *clients* et les *affranchis* (esclaves devenus des clients) ne faisant pas partie de la famille, au sens strict du mot, ne peuvent pas devenir chef de la famille, à laquelle ils sont attachés en vertu des liens de la parenté contractuelle (1). Ils ont droit à la protection et à l'aide que la collectivité familiale accorde à ses membres. La famille intervient dans le paiement d'une dette contractée par eux, les défend contre des étrangers, les assiste en cas de maladie, etc... Leurs devoirs sont nombreux : obligation de contribuer à la prospérité de la famille, de la défendre et de la soutenir aux moments les plus critiques, etc... Au surplus, les clients et les affranchis doivent, en toute circonstance se soumettre aux décisions et aux ordres du chef de la famille, dont ils sont les clients ou les affranchis.

e) Règles de succession dans la famille au sens étendu.

Dans la famille Bena Kalundwe, le chef de famille est le premier-né de la génération la plus ancienne en vie, dans la descendance exclusivement masculine.

Les descendants mâles sont les seuls membres ayant qualité pour faire valoir des prétentions à la dignité de chef de famille. Dans cette descendance, on recherche la géné-

(1) Ils peuvent évidemment fonder eux-mêmes une famille lorsqu'elle se sera agrandie.

ration la plus ancienne en vie. Le chef de famille sera le *Mwanabute*, c'est-à-dire le premier-né de cette génération. Lorsque celle-ci est éteinte, la succession revient au premier-né de la génération suivante.

La succession du père de famille ne suscite jamais de contestation, car les indigènes connaissent parfaitement leur arbre généalogique.

2. *Le mariage.*

a) Mariage par dot.

Lors de son mariage, le Bena Kalundwe remet une dot au père de son épouse. Cette dot ne constitue pas le paiement d'une chose achetée ou acquise pour la vie, mais bien un versement qui doit servir de garantie à la bonne entente entre mari et femme, parents paternels et maternels. Cette composition du versement d'une dot résulte des coutumes et de l'état de civilisation des Bena Kalundwe. La femme, déjà très émancipée, voit dans l'achat d'une épouse une sorte de réduction à l'esclavage et à l'obéissance aveugle à sa future famille. Elle désire avant tout conserver une certaine indépendance et impose dans une certaine mesure sa façon de voir à ses parents.

b) Monogamie et polygamie.

Dans la chefferie des Bena Kalundwe, la proportion des monogames par rapport aux polygames est de deux pour un. La grande polygamie ne se rencontre que chez le chef de la chefferie et les chefs de villages. Le nombre des épouses pour un notable dépasse rarement six.

Le célibat est plutôt rare.

La prédominance de la monogamie est certainement due à la femme Kalundwe, déjà très émancipée. Le mari indigène ne manquerait pas, s'il le pouvait, d'augmenter le nombre de ses épouses, car la polygamie comporte pour lui de multiples avantages.

En effet :

1° Le bien-être matériel s'accroît avec le nombre des épouses.

2° Le polygame jouit d'une grande considération due généralement à son intelligence. Ne faut-il pas pour séduire les belles, qui n'aiment pas le rôle d'épouses de second ordre, avoir le don de la parole ?

3° Enfin, le polygame a toujours ses greniers de réserve bien remplis, et lorsqu'un ami ou un notable lui rend visite, il se trouve en mesure de les bien recevoir, gagnant ainsi l'estime et l'amitié de bien des gens.

Comment comprendre, en dépit des multiples avantages inhérents à la polygamie, la prédominance de la monogamie ?

Elle s'explique par la mentalité de la femme, qui répugne à la situation humiliante et défavorable d'épouse de polygame, qui voit les faveurs du mari prodiguées à d'autres. De fréquentes disputes éclatent d'ailleurs entre épouses quand l'une semble favorisée au détriment de l'autre. Enfin, les parents, de leur côté ne sont pas toujours partisans de donner leur fille à un polygame.

c) Célibat et polyandrie.

La polyandrie existe sous une forme déguisée. Les célibataires se groupent auprès de leurs parents ou de leurs frères mariés et trouvent là ce que le célibat leur refuse.

L'esprit collectif et les liens familiaux sont si solidement ancrés dans la mentalité des Bena Kalundwe qu'ils permettent ces pratiques.

d) Conditions de validité et âge du mariage.

Il y a interdiction absolue de mariage entre les parents consanguins : frères et sœurs, père et fille, mère et fils, ainsi qu'entre enfants descendants d'un ancêtre assez rapproché.

Les rapports incestueux sont sévèrement condamnés et punis — même de la peine de mort — par les Bena Kalundwe. Les coupables et les enfants qui naissent de leurs rapports sont spécialement nommés « Tshionyi ». Si le Tshionyi est un chef ou un notable, il est destitué et tenu d'aller vivre loin de tout village. La femme est reniée par sa famille. L'enfant né de rapports incestueux est le plus souvent privé de nourriture et voué ainsi à la mort.

Le Tshionyi enfant n'a aucun droit dans la société et ne peut devenir ni chef, ni notable, ni chef de famille.

La première condition requise pour le mariage est l'absence de toute maladie et de toute tare héréditaire. Les parents se livrent à ce sujet à un examen très attentif, afin d'éviter dans la suite toute discorde ou rupture.

Le consentement de la femme et des parents est également requis.

La femme convainc souvent ses parents en leur disant qu'elle désire beaucoup son futur et que celui-ci se montrera très reconnaissant et très généreux à leur égard.

Les deux parties doivent avoir bonne réputation.

Le mari choisit sa femme selon ses goûts.

La femme de son côté, exige que son futur mari s'engage à la satisfaire dans la vie conjugale.

Pour que le mariage soit légal, il faut que les fiançailles et les derniers préparatifs à la célébration aient été entourés de la publicité requise.

La période entre le jour des fiançailles et celui des épousailles peut durer 6 mois, un an, davantage même. Elle est donc suffisamment longue pour que l'entourage des futurs époux, ainsi que les populations des villages où résident les fiancés, soient au courant des projets, concrétisés par la célébration du mariage qui donne lieu à de grandes fêtes.

Si même la dot et les cadeaux avaient été remis en quantité suffisante, mais que les cérémonies publiques et traditionnelles n'eussent pas été observées, le mariage serait considéré comme non coutumier et non validé.

L'homme peut contracter mariage dès qu'il est devenu adulte, c'est-à-dire dès qu'il a atteint l'âge de 14 ans.

Le climat, la nature et l'ambiance contribuent à instruire le jeune homme des secrets, des droits et des devoirs relatifs au mariage.

Le vieillard, ayant perdu toute ambition, ne contracte plus mariage.

La femme se marie généralement dès qu'elle est pubère, c'est-à-dire dès 12 ans, mais cela n'empêche pas les fiançailles d'avoir lieu quelques années avant ce moment.

Dans ce cas, les fiançailles se célèbrent selon les rites traditionnels, avec cette différence que la fille est remplacée pour la cérémonie par une parente. Dès que la jeune femme est devenue adulte, les parents avertissent le futur mari, qui verse la dot.

e) Fiançailles.

On confond souvent les fiançailles avec le mariage à l'essai.

Ni le père, ni la mère ne voient aucun mal à ce que le fiancé ait des rapports avec leur fille. Ils estiment qu'il est tout naturel que les futurs époux connaissent réciproquement leurs qualités et leurs défauts physiques.

L'indigène adulte visite assez souvent les villages voisins, soit en allant à la chasse, soit en vendant ses produits, ou encore en rendant visite à de proches parents. Au cours de ces voyages, il lui arrive de rencontrer une jeune fille qui le séduit et qu'il voudrait prendre pour épouse. Aussitôt il fait sa connaissance, se présente aux parents, séjourne chez eux toute la journée et passe la nuit dans la case de la jeune fille. Le lendemain celle-ci offre à son ami de l'eau pour se laver et le jeune homme lui remet un bracelet en cadeau. Vers midi, l'aimable hôte est invité à se retirer. Quelques jours après, il entend dire, par un passant ou par un homme spécialement délégué, qu'il plaît à la jeune femme et qu'elle lui permet de revenir pour discuter les préparatifs des fiançailles.

Après quelques jours, le futur retourne voir la jeune fille à laquelle il remet un pot de bière. Celui-ci est aussitôt vidé par la famille de la future femme. La jeune fille, entre temps, annonce à son père qu'elle désire le jeune homme pour mari et veut l'épouser.

Le prétendant revient, après quelques jours, muni de plusieurs pots de bière et de plusieurs paniers de viande ; il les offre à sa future femme qui, à son tour les remet à ses parents. Ceux-ci demandent à leur fille si elle persiste dans son intention d'épouser l'homme qui apporte la bière. Si elle répond « oui » le père fait appeler le fiancé. Il reçoit une tasse de bière. Le soir, le père explique à son futur gendre qu'il est désiré pour mari par sa fille et qu'il l'acceptera pour gendre, à condition que ce dernier soit un bon mari pour elle. Après les recommandations d'usage, le père de la future épouse réunit tous les membres de sa famille : grands-parents, frères, sœurs, enfants, neveux et nièces et célèbre les fiançailles de sa fille. A cette occasion, le futur mari fait présent d'un collier de perles — Busanga — à sa fiancée.

Le lendemain matin, les parents font appeler le père du jeune homme. Les deux pères recommandent alors à leurs enfants d'être bons l'un pour l'autre. Les parents s'engagent, de leur côté, à veiller au bonheur de leurs enfants.

Après le départ du père, la jeune fille se présente à son futur mari avec un couteau et une hache et lui transmet de la part de son père l'ordre de construire une belle maison. Les parents font également connaître à leur futur gendre le montant de la dot qu'ils désirent recevoir : trois ou quatre chèvres, ou dix à vingt croisettes, etc... La future belle-mère demande aussi : une belle robe ou quelques brasses de tissu.

Lorsque la maison est achevée, le fiancé est introduit dans la nouvelle case et lavé pour être débarrassé de toutes les impuretés magiques qui pourraient adhérer à son corps et occasionner des malheurs, des maladies et des décès. La future enduit ensuite d'huile de palme le corps de son futur

mari. A partir de ce moment, l'engagement des futurs époux devient solennel, car, par cette opération, la jeune fille signifie son consentement formel au mariage.

Aussi longtemps que la fiancée n'a pas enduit son futur époux d'huile de palme, les fiançailles peuvent être rompues impunément par les deux parties. Une telle rupture n'entraîne aucune suite fâcheuse pour la jeune fille, ni pour le jeune homme ; ils continuent à vivre au sein de leur famille comme si rien ne s'était passé.

Il résulte de ce qui précède que les parents n'imposent pas un mari à leur fille ; celle-ci est libre d'accepter ou de refuser le jeune homme qui se présente.

f) Mariage.

Après que la jeune fille a enduit son futur mari d'huile de palme, le premier pas du mariage est franchi.

Le jeune homme retourne chez ses parents pour y chercher de la viande et communiquer à son père le montant de la dot à verser. En même temps que cette viande, le futur mari remet à sa fiancée un grand collier de perles appelé « Dimwanga Balume » et l'étoffe demandée par la belle-mère. Ce collier, composé de perles bleues, descend jusqu'à terre et signifie que la jeune fille qui le porte a trouvé un mari et que personne ne peut plus l'accoster.

Peu de temps après, le père et la mère du futur mari viennent apporter la dot demandée. A leur arrivée au village les parents de la fiancée leur offrent de l'eau pour les purifier et tuent deux poules.

Ensuite, le père de la future femme remet au père du futur mari une troisième poule, pour signifier le paiement de la dot.

Revenus au village, les parents du mari montrent la poule à tous les membres en disant que les parents de la fille ont demandé de rassembler le plus tôt possible la viande, la farine, les poules, l'huile de palme et le sel, pour fêter l'arrivée de la future au village.

Lorsque tout est rassemblé, le père et la mère du mari se rendent auprès des beaux-parents avec la pointe d'une flèche et deux croisettes ; la même cérémonie du mariage se répète : lavage à l'eau et remise de deux poules ; ils donnent aux parents de la fiancée la pointe de la flèche et les deux croisettes. Alors le père prend sa fille par le bras et la conduit devant les « Bakishi » de la famille. Il répand sur la tête et sur les épaules de sa fille de la terre blanche et supplie les ancêtres de lui être favorables.

Après avoir recommandé à son enfant de bien servir son époux et d'être bonne pour lui, il la donne aux parents du mari, en vantant ses qualités physiques et morales. Les beaux-parents se retirent avec la fille pour l'examiner soigneusement et vérifier si le père a dit vrai. Après quoi, ils donnent leur consentement au mariage. La jeune fille fait appeler ses parents pour se rendre le plus tôt possible et en très grand nombre à la fête de noce...

Au village, des préparatifs très importants sont faits pour accueillir l'épouse.

Arrivé à cent mètres environ de la case du mari, le cortège s'arrête, la suite de la bru entame des chants, auxquels répondent les femmes groupées autour du mari. La nouvelle épouse s'approche alors de la parente du mari, déguisée en homme et qui, dans une fureur simulée, tire son couteau en vociférant sa haine contre la nouvelle intrigante, qui a séduit son mari ou leur enfant.

Après un certain temps, la haine s'apaise : par sa beauté, et son amabilité la bru a plu à la famille.

La jeune femme désire ardemment voir son mari, mais il se cache et elle doit le chercher dans le village. Aussitôt trouvé, il remettra un bracelet à sa nouvelle épouse.

Les beaux-parents, la bru et son frère sont lavés pour que leur corps soit purifié, après quoi les festivités commencent. Les danses dureront assez tard dans la nuit.

Le lendemain matin, une parente de la mariée fait de très bonne heure irruption dans la case des jeunes mariés, nettoyant et bousculant tout, éliminant les objets usagés

ou inutiles ; elle fait entendre par là que la nouvelle épouse a pour devoir de veiller à la propreté de la demeure...

Ces rites obligatoires sont observés fidèlement, que l'époux soit célibataire, monogame ou polygame, l'épouse adulte ou enfant. Lorsque l'épouse est une très jeune fille, on la remplace, pour ces cérémonies, par une sœur aînée ou une tante paternelle.

g) Dot et cadeaux de mariage.

Le paiement de la dot est la consécration du mariage légitime selon la coutume. Le père du mari va verser la dot aux beaux-parents.

Lorsque le fils prend plusieurs épouses, il doit acquérir lui-même la plus grande partie de la dot, car son père n'intervient que dans la mesure du possible. De toute façon, c'est le père du mari qui va verser la dot aux parents de l'épouse. Si le mari se chargeait de cette obligation, les parents de la femme considéreraient le versement comme un cadeau.

Le versement de la dot ne présente aucune difficulté, sa modicité permettant de la rassembler aisément. Ainsi, la dot versée par les Bena Kalundwe s'élève en moyenne à 60 ou 80 francs. Elle varie de 30 à 160 francs, sans jamais dépasser 200 francs.

Le montant en est fixé par le père de l'épouse.

La nature de ce versement dépend de la volonté du père de la fille ; il consiste généralement en croisettes, en tissus ou en chèvres.

La rupture du mariage donne lieu à la restitution de la dot. Le montant de la somme à restituer dépend de la personne qui est la cause de la dissolution.

La remise de cadeaux joue un grand rôle dans la bonne entente entre les deux familles qui viennent d'être rapprochées par le mariage de leurs enfants.

La valeur de ces cadeaux s'explique par l'importance que les parents de la fille y attachent. Ces présents sont d'espèces diverses : bracelets, colliers, robes, poules, vic-

tuailles. Le jour où la fiancée rejoint son mari, on prépare un festin pour recevoir les amis.

Le cadeau est donné à titre gracieux. Jamais le mari ne pourra en demander la restitution pour quelle que cause que ce soit.

h) Droits et devoirs des époux.

Contrairement à ce qui existe souvent chez les Bantous, l'épouse du Bena Kalundwe n'est ni l'esclave, ni la chose du mari, mais bien *son égale*.

Il traite sa femme avec beaucoup d'égards et de respect. Bien entendu il reste le maître, le chef de la famille, mais cela n'empêcherait pas la femme de quitter son mari, si la conduite de ce dernier laissait à désirer.

La femme est consultée quand il s'agit de son mariage.

Elle voit, dans le paiement d'une dot élevée, un indice d'esclavage pour sa vie entière, car elle sait trop bien que ses parents ne pourront pas facilement la restituer et s'opposeraient pour ce motif à son retour dans sa famille.

La femme est tenue de travailler aux cultures, de préparer les repas, de soigner son mari en cas de maladie, de se charger de la besogne, du ménage, d'assister son mari dans tous les travaux ordonnés par le chef coutumier.

Toutes les épouses du polygame se doivent mutuellement respect et aide.

Si la femme doit contribuer au bonheur de son époux, le mari n'est pas moins tenu de se bien comporter vis-à-vis de ses épouses, de les assister dans leurs travaux de culture et de ne pas les délaisser.

En outre, il défendra, en toutes circonstances, les intérêts de la communauté, dont il est le chef.

Le mari polygame aura soin de traiter toutes ses femmes avec un égal respect et un égal empressement. La distinction entre femmes n'existe que par le nom que le mari leur confère, nom particulier, qui dépend de l'ordre d'acquisition et du rôle que la femme joue dans la famille.

La première épouse est appelée : Mukelenge Mwadi ;
La seconde épouse est appelée : Temene, etc...

i) Dissolution du mariage.

Le mariage se dissout par le *divorce* ou la *répudiation*, et par le *décès* de l'un des conjoints.

Lorsque le mari maltraite sa femme ou la néglige, celle-ci a le droit de le quitter. Lorsqu'elle se sent lésée par son mari, elle va se plaindre à ses parents, qui examinent la gravité du cas. Si les torts sont manifestement du côté du mari, ils libèrent leur fille, en restituant la moitié de la dot que le mari leur a versée. Les enfants et les biens restent toutefois acquis au mari, mais les ustensiles de ménage appartenant à l'épouse lui sont remis.

Lorsqu'elle néglige ses devoirs de ménagère, commet un adultère sans le consentement de son mari ou est accusée de sorcellerie, le mari a le droit de répudier sa femme. Il a alors droit au double de la dot versée, à tous les enfants et aux biens de la communauté.

Lorsque les époux se séparent par consentement mutuel, les beaux-parents restituent intégralement la dot.

Le mari ne pourra jamais ni revendre, ni céder, ni échanger sa femme. Séparée de son mari, la femme est toujours tenue de réintégrer la famille de son père.

A n'importe quelle époque, le beau-père a le droit d'exiger la restitution de sa fille et le mari la restitution de la dot, la seule condition est pour le premier, d'y mettre le prix, et pour le second de perdre une partie de la dot.

A la mort du mari, les femmes, les enfants et les biens passent à l'héritier légitime, c'est-à-dire au frère aîné du mari.

A la mort de l'épouse, la situation est plus embrouillée, car il s'agit de connaître la cause du décès, et c'est du résultat de la divination que dépendront les revendications des différentes parties.

Le décès de l'épouse est supposé dû .

- 1° à une cause naturelle ;
- 2° au mari ;
- 3° aux parents de la femme.

La mort naturelle ne peut être invoquée que lorsque la défunte a atteint un âge avancé. En dehors de ce cas, la mort est censée avoir été provoquée, soit par des manœuvres magiques, soit par des mauvais sorts jetés par la famille du mari ou par celle de l'épouse.

La mort naturelle n'entraîne ni restitution de la dot, ni indemnisation.

Le décès survenu dans la famille du mari est généralement imputé à ce dernier.

Lorsque la divination impute la mort de la femme au mari, celui-ci est tenu de restituer aux parents une autre femme, une de ses filles, ou encore de les indemniser largement pour le mal causé (20 croissettes ou 3 ou 4 chèvres ou une somme de 4 à 500 francs).

Si la cause du décès est attribuée aux parents de l'épouse, ils doivent fournir au mari une autre femme ou restituer le double de la dot versée.

Dans ces trois cas, les enfants et les biens demeurent acquis au mari.

3. *L'union libre.*

Le concubinage n'existe que d'une façon très restreinte et uniquement dans l'entourage du chef investi.

Les indigènes travaillant pour le chef ou ayant rendu de grands services à ce dernier, sont autorisés à cohabiter avec une de ses nombreuses épouses. Cette autorisation ne comporte aucune redevance de leur part. En cas de grossesse, l'indigène doit veiller à la bonne gestation de la femme et à la naissance normale de l'enfant.

Cet enfant appartient au chef, qui le traite comme un enfant légitime. En cas d'avortement ou de décès de l'enfant, le père naturel est frappé par le chef d'une forte amende.

SECTION VI

RÉGIME FONCIER

1. *Historique.*

Bien avant l'arrivée de Kongolo Mwana, fondateur de l'empire Baluba, et la création de la chefferie de Bena Kalundwe, la terre comprise entre la Luembe et le Lubilashi était occupée par la cheffesse *Tshimbale Bandi*. La tradition orale n'a rien conservé de certain quant aux migrations et à l'origine de cette occupation. De ce temps date la fondation de certains villages où existaient et existent encore, à côté du chef de village, des patriarches appelés « Bakishi ba Bilabâ » soit « Dieux ou Saints des terres », dont le patriarche du village de Tshifinga est le chef. Ces patriarches gardent les amulettes, talismans et fétiches et sont encore les conseillers du chef coutumier.

2. *Occupation du sol de la chefferie.*

Le chef coutumier est chargé de l'administration politique et sociale de la chefferie, et donc aussi des terres, dont il est de par la coutume le maître éminent. La chefferie est divisée en un grand nombre de fiefs, dont les limites sont fixées par la tradition ou la coutume.

Ces fiefs sont remis aux notables, chefs de province, chefs de circonscriptions et chefs de village, qui laissent à leur tour, les chefs de familles disposer librement des terres nécessaires aux cultures.

Pour la récolte du bois, l'exercice de la chasse et de la pêche et l'aménagement des cultures, les Bena Kalundwe disposent en général de terrains très étendus, dont la répartition est aisée. Les palmeraies, bananeraies, salines et termi-
lières, moins nombreuses, sont partagées et délimitées par les chefs de familles, d'accord avec le chef et les notables du village.

Lorsque des terres ne sont pas occupées par des indigènes, le chef coutumier nomme un chef de famille à la dignité de notable, avec la charge d'exploiter les plaines et les rivières du fief abandonné.

Les étrangers peuvent obtenir l'autorisation d'occuper une terre non habitée, mais à condition de payer le tribut et de se soumettre aux ordres du chef coutumier.

Tous les fiefs occupés ou non occupés, constituant la chefferie, sont bien délimités et bien gardés par les occupants et les chefs qui en ont la charge.

Toute terre fait partie d'un fief déterminé, dont la propriété est revendiquée par une collectivité ou un chef de fief.

Il n'existe donc pas de *terres sans maître* chez les Bena Kalundwe.

3. *La propriété.*

Il s'agit ici de terres et non d'autres biens mobiliers ou immobiliers.

Par *propriété*, il faut entendre le *droit d'user, de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue*. Par *disposer*, il faut comprendre *aliéner*.

Le Bena Kalundwe n'a jamais songé à *aliéner* sa terre ou une partie de celle-ci. Est-ce à dire qu'il n'a pas la notion de l'aliénation des biens ? Non, puisqu'il vend ses chèvres, son maïs. Mais il n'aliène pas la terre parce qu'elle ne lui appartient pas et que, par conséquent, il n'en a pas le droit. La terre appartient aux ancêtres, qui seuls en ont conservé le droit d'aliénation.

Chaque fois qu'un chef dit, c'est « ma terre » ou « notre terre » selon qu'il parle en son nom personnel ou au nom de la collectivité qu'il représente, il veut dire qu'il en a l'*usage* et la *jouissance*, sans impliquer le *droit d'en disposer*, c'est-à-dire de l'aliéner.

4. *Droits individuels sur le sol.*

L'indigène, en tant qu'individu, possède des *droits d'usage exclusifs* sur le champ qu'il exploite, parce qu'il y a mis son travail personnel. Dès que le champ est laissé en jachère, il retourne au domaine collectif et l'indigène en perd tout usage exclusif.

Les produits du champ provenant de son travail personnel lui appartiennent, il peut les aliéner à son gré.

5. *Droits de la famille sur le sol.*

L'occupation d'une terre par une même famille pendant de longues années crée, dans l'esprit des occupants, la notion de *droits exclusifs d'usages* en leur faveur. Ils en revendiquent *l'exclusivité d'occupation et d'exploitation* et empêchent toute famille voisine ou étrangère d'occuper leur domaine.

En agissant comme elle le fait, la famille revendique uniquement le droit exclusif d'exploiter et non pas la *propriété du sol*.

Il n'y a jamais, chez les Bena Kalundwe, de contestations entre familles au sujet de la propriété du sol.

6. *Droits d'ordre collectif exercés sur le sol et les eaux par les villages, les groupements de villages, les fiefs.*

Tout village, tout groupement de villages, tout fief, terres occupées et inoccupées, constituent le bien appartenant à la collectivité qui l'habite. Celle-ci en use souverainement, en y exerçant des droits exclusifs et absolus.

Le chef de fief a comme devoir primordial de veiller à ce que les terres ne soient pas occupées par des familles d'autres fiefs ou par des étrangers ; tout différend est porté devant le chef coutumier, qui tranche souverainement en faveur des propriétaires.

Le chef de village et le chef d'un groupe de villages ont des devoirs analogues.

Le chef coutumier, propriétaire et maître absolu des terres de sa chefferie, distribue les charges, maintient l'ordre intérieur et veille à ce que le domaine de sa chefferie soit maintenu intact.

Les chefs de fiefs exercent des droits sur le sol *en qualité de chef de ce groupement*, aussi longtemps qu'ils revêtent cette dignité. Dès leur destitution, ils ne représentent plus cette collectivité et n'ont plus aucun pouvoir à exercer sur les terres. Le chef de fief ne possède de droits sur les terres qu'en tant que représentant de la collectivité et c'est cette dernière qui exerce de façon absolue et exclusive ses droits sur le fief qu'elle occupe.

Le chef coutumier n'oserait jamais déposséder de ses terres une collectivité : ce serait léser les occupants qui habitent le sol de leurs ancêtres et semer le mécontentement général.

7. *Redevances.*

Les fiefs remis par le chef coutumier aux notables ne sont en somme que confiés à ces derniers, qui doivent verser annuellement un tribut en nature, dont l'importance dépend de l'étendue des terres et du nombre des indigènes qui l'occupent.

La durée de l'administration du fief par un notable est variable. Elle dépend des bons services que rend le notable et surtout de sa générosité vis-à-vis du chef de sang. Le tribut s'évalue en paniers de viande, de poisson, de sel et en calebasses d'huile de palme ou de safu.

SECTION VII

CIVILISATION MATÉRIELLE

1. *Alimentation.*

Les Bena Kalundwe sont essentiellement végétariens, avec le manioc comme aliment principal pendant toute l'année et le maïs comme nourriture ordinaire pendant les quelques semaines qui suivent la récolte.

Tous les autres aliments ne se consomment qu'à des intervalles plus ou moins réguliers. Ce sont de véritables friandises.

Le Bena Kalundwe prend deux repas par jour : le matin vers 10 ou 11 heures et le soir vers 19 ou 20 heures. Il consomme alors une pâte de manioc — shima — avec des légumes préparés à l'huile de palme et, s'il en a, de la viande et du poisson. Entre ses repas, il mange volontiers des arachides, une jeune carotte de maïs braisée, une banane grillée, une carotte de manioc doux ou une patate douce cuite. Il est très friand de sel et le déguste entre ses repas.

La préparation de la nourriture indigène ne demande aucun art spécial. Toutefois, la préparation de la pâte de manioc nécessite un assez long travail.

Les légumes se mangent toujours cuits.

La viande et le poisson sont boucanés pour assurer leur parfaite conservation.

Le Bena Kalundwe possède derrière sa demeure une maisonnette servant de magasin et de cuisine, trois pierres ou trois termitières — champignons constituent le foyer.

Le Bena Kalundwe mange rarement seul, mais les femmes mangent séparément, après les hommes.

Les repas se prennent presque toujours en plein air.

Le Mulhowe, chef coutumier, mange toujours seul dans sa case.

Le Bena Kalundwe est grand fumeur.

L'indigène boit généralement de l'eau ; il préfère cependant son *pombe*, bière fabriquée avec du manioc, du maïs ou du sorgho.

Il aime également le vin de palme.

Les Bena Kalundwe possèdent presque tous un *grenier* privé pour leurs réserves végétales en vue des plantations futures.

2. Vêtements.

Jadis les Bena Kalundwe portaient uniquement des tissus en *raphia* et des peaux d'antilope, de chèvre, de singe

et de chat sauvage. Actuellement l'usage des *étoffes* est généralisé.

L'habit ordinaire est le pagne de couleurs très variées, mesurant environ 1 m. 40.

L'habillement de tous les indigènes, hommes ou femmes, comprend un cache-sexe, composé d'une bande d'étoffe passée entre les jambes et fixée à l'avant et à l'arrière de la ceinture.

Le Bena Kalundwe possède une chaussure naturelle ; la plante des pieds, très dure et très résistante.

La femme porte volontiers des anneaux aux poignets et aux chevilles et une ceinture de perles bleues et blanches aux reins.

Les Bena Kalundwe pratiquent le tatouage, la coloration du corps ou portent des objets divers au cou ou au poignet.

Les hommes se tatouent peu. Les femmes sont tatouées à la puberté.

La couleur blanche et rouge est fréquemment employée pour colorer le corps.

Les vieux portent presque toujours un collier de perles, auquel est suspendue une corne de petite antilope, une coquille ou un sifflet. Ils fixent à l'extrémité de leur barbe une perle bleue ou blanche et portent généralement un chignon. Le notable fixe dans ce chignon une plume rouge.

La femme Bena Kalundwe a la tête complètement rasée et ne porte rien ni au nez ni aux lèvres.

3. *Habitation.*

Le village s'établit généralement sur une plaine mame-lonée, près d'une source, ou, de préférence, près d'une rivière. Le flanc d'une colline est plus rarement choisi, tandis que la vallée est systématiquement écartée. On ne trouve ni forts, ni villages fortifiés dans la chefferie des Bena Kalundwe, la nécessité ne les imposant pas.

L'indigène ne tient pas compte de l'orientation de sa maison. Il construit sa case à l'endroit désigné par le

Musenge, qui tient évidemment compte de la dignité de la personne, du plan et de la symétrie du village.

Actuellement les villages se développent parallèlement aux routes ou aux sentiers qui les traversent.

En fait, les indigènes délaissent leur village lorsqu'il est spécialement atteint d'une maladie, la variole par exemple. Le déplacement d'un village peut aussi être imposé par les mânes des ancêtres.

Jadis, le plan et la symétrie du village, ainsi que l'emplacement de l'habitation de chaque notable étaient bien plus rigoureusement observés. Maintenant l'ordre et la sécurité publics sont établis.

Le Bena Kalundwe habite une hutte ou case, qu'il se confectionne lui-même. Elle contient une seule pièce qui lui sert de chambre à coucher et d'abri lorsque le temps est très mauvais.

Il passe en plein air la plus grande partie de son temps. Il se lave à la rivière, travaille aux champs dans la matinée, mange à l'ombre d'un arbre, dort l'après-midi à cette même place, retourne aux champs, s'assied le soir devant sa case pour prendre son repas et y reste en conversation avec des amis ou des membres de sa famille assez tard dans la nuit.

La case est cependant indispensable lors des mauvais temps.

Outre sa hutte, l'indigène possède une cuisine, où la femme prépare les aliments. Le propriétaire de moutons, de chèvres, et de poules possède étable et poulailler.

Le Bena Kalundwe a autant de cases que de femmes, il n'appelle pas dans sa hutte, celle à laquelle il veut accorder ses faveurs, mais se rend lui-même dans la demeure de celle-ci.

La case principale, si celle-ci existe, sera toujours celle de la Mwadi, c'est-à-dire l'épouse acquise la première.

La construction d'une hutte ne présente aucune difficulté. Il n'y a ni cave, ni fenêtres et il fait obscur dans la case, lorsque la porte est fermée. Le lit se trouve de l'un des côtés et le foyer au milieu de la hutte ; les différents

objets : pots, jarres, paniers et calebasses, se placent dans les différents coins.

La fumée du foyer s'échappe par les interstices des herbes du sommet et encrasse la hutte après quelques mois d'usage.

4. Agriculture, Chasse, Pêché, Elevage, Salines.

Le sol est généralement très propice aux cultures indigènes. La faible densité de la population permet à chaque collectivité de disposer de grandes savanes et de vallées très étendues pour l'aménagement des plantations.

La plantation de maïs, de manioc, de haricots, d'arachides et de patates douces donne généralement un excellent résultat.

Les Bena Kalundwe ont une certaine idée de la *rotation* et pratiquent *l'assolement*.

Les cultures de manioc, de maïs, d'arachides, de haricots et de patates douces sont très répandues.

Le sorgho, le millet et le sésame se rencontrent dans certaines régions.

L'arachide, la patate douce et le sorgho se cultivent en culture intercalaire avec le manioc, le haricot, dans les plantations de maïs.

Les cultures sont faites par les femmes, conjointement avec les hommes, qui s'occupent principalement du défrichement de la forêt.

Il existe dans la chefferie des superficies très étendues de palmiers à l'huile, qui, le plus souvent, sont cachés à cause des déplacements des villages.

Le Tshianza, fête de la chasse, qui a lieu à la fin de juillet ou au début d'août, est le prélude de la chasse. Pratiquement pendant toute la saison sèche, elle constitue une des principales occupations et une des plus importantes ressources des Bena Kalundwe.

Les procédés généralement employés pour capturer le gibier sont les feux de brousse et la confection des trous. On abat les bêtes au fusil ou à la flèche. Le fusil à silex

ou à piston est un objet de luxe. L'indigène emploie pour sa défense ses armes ancestrales : la lame, le couteau, l'arc et la flèche.

Les Bena Kalundwe chassent surtout toutes les espèces d'antilopes, les phacochères, les cochons sauvages, les grands rats de brousse et les pintades.

Les femmes et les enfants font la chasse aux rats après les feux de brousse, aux chenilles et aux sauterelles. Au mois de novembre, les femmes mettent en vente les fourmis blanches prises alors et consommées en grande quantité par les indigènes.

Les Bena Kalundwe pêchent dans trois rivières très poissonneuses : Lubilashi, Lubishi et Luembe, qui traversent la chefferie de Mutombo Mukulu du sud vers le nord.

Pendant la saison des pluies, ils capturent les grands poissons et pendant la saison sèche de petits poissons.

La pêche à la nasse est la plus pratiquée.

Le chef Kabeya possède un troupeau de bovidés d'environ 50 têtes, qui s'accroît lentement, sans être l'objet d'aucun soin des indigènes. Le cheptel est surtout constitué par les capridés. Cet élevage, ainsi que celui des ovidés et des porcides, donne des résultats satisfaisants, mais le nombre de têtes est très restreint. Les gallinacés existent en petite quantité et ne suffisent pas aux besoins des résidents.

L'élevage du petit bétail est en régression à cause de l'occupation brusque et intensive de la chefferie par la population blanche.

Les indigènes de Sakadi Kisenga, Tshapona, Kalombwe et Mukunda possèdent des salines, qu'ils exploitent pendant la saison sèche. Chacun a son champ bien déterminé et bien délimité par de petits bâtons. L'étendue d'un champ varie de quatre à dix mètres carrés par famille.

5. *Industrie.*

Le Bena Kalundwe est cultivateur, chasseur et pêcheur ; mais il ne faut pas attendre de lui qu'il fabrique des instruments ou des outils avec un goût ou un art spéciaux.

Les indigènes exerçant la profession de forgeron deviennent de plus en plus rares.

L'extraction du fer de la limonite fut pratiquée jadis.

Outre les bracelets en fer, les indigènes en portent en cuivre, forgés au moyen de croisettes, importées du Kanzenze (Haut Luapula).

Les indigènes emploient, pour le travail du bois, une hache, une herminette et un couteau. Sans être sculpteurs de profession, ils confectionnent tous des manches outils, des arcs, des flèches, des assiettes, des tabourets, etc... Les pirogues sont construites par les gens habitant les bords des rivières, et les fétiches par les médecins-magiciens.

Les Bena Kalundwe fabriquent des paniers de forme et de grandeurs différentes, des tanins, des nattes et des nasses au moyen de fibres, de lianes ou d'écorces d'arbres, qu'ils trouvent dans la forêt.

Le Bena Kalundwe ne travaille pas l'ivoire d'éléphant ou d'hippopotame. Tout ivoire trouvé ou recueilli par eux, doit être remis comme tribut au chef coutumier. Ce dernier le vend directement aux commerçants, sans permettre à ses sujets de le travailler.

6. Conditions d'existence.

Les Bena Kalundwe sont particulièrement avantagés par la nature et le climat. Ils se procurent avec facilité tous les éléments nécessaires à leur subsistance et mènent une vie calme et paisible. Leur activité est réglée d'après les différentes saisons de l'année et se manifeste dans l'ordre suivant :

<i>Janvier</i>	: Récolte de haricots et de maïs Nettoyage des cultures de manioc et préparation de la deuxième culture de maïs et de haricots.
<i>Février</i>	: Récolte de maïs Nettoyage des cultures de manioc et d'arachides Cultures de maïs, sorgho et haricots.
<i>Mars</i>	: Culture de maïs et de petits pois Récolte des arachides, patates douces et des champignons de termitières.

- Avril* : Nettoyage des cultures
Pêche aux petits poissons
Récolte de la patate douce et capture des oiseaux.
- Mai* : Deuxième récolte de maïs
Confection de pièges pour la capture du gibier
Préparation des champs de chasse
Pêche aux grands et petits poissons
Capture des oiseaux.
- Juin* : Période de chasse et de pêche.
- Juillet* : Période de chasse et de pêche
Récolte de sel.
- Août* : Grande chasse par les feux de brousse
Grande pêche et grande récolte de sel.
- Septembre* : Préparation et aménagement des cultures.
- Octobre* : Culture du maïs et de haricots
Préparation des champs.
- Novembre* : Culture des arachides et du manioc
Capture des fourmis blanches.
- Décembre* : Culture des arachides, du manioc et de la patate douce. Récolte de haricots et de champignons. Capture de fourmis.

SECTION VIII

CROYANCES

1. *Etre suprême.*

Les Bena Kalundwe attribuent l'origine du monde et de tous les grands phénomènes qu'ils ne peuvent pas s'expliquer à un être surnaturel et tout puissant, qu'ils appellent « *Vidie Mukulu* ». Ils n'attendent ni bien, ni mal de ce Vidu Mukulu, spectateur objectif et impassible du bonheur ou du malheur de ses créatures. Celles-ci ne manifestent d'ailleurs à son égard aucune vénération et ne font jamais en son honneur ni prières ni offrandes.

Dans leurs rapports avec les Européens, les Bena Kalundwe font un usage abusif du mot « Vidue Mukulu », soit pour détourner la conversation, soit pour éviter de commettre une indiscretion. Ainsi, ils ont soin de l'accuser de la stérilité de leur épouse alors qu'ils savent parfaitement bien que celle-ci pratique l'avortement.

2. Génies.

A côté de ce Vidie Mukulu, il existe un grand nombre d'esprits ou de génies habitant les rivières, les sources, les grottes, les forêts et les plaines.

Le culte des génies ressemble beaucoup à celui des ancêtres.

Les génies ne sont pas aussi indifférents au sort des indigènes que Vidie Mukulu. Il importe de ne pas les irriter, mais plutôt de se les concilier par des offrandes. Leur vengeance se manifeste surtout par des malheurs, des maladies et même la mort.

3. Eléments du corps.

Les Bena Kalundwe n'ont pas la notion de l'âme. Le corps, constitué d'une matière périssable, est complètement détruit par la mort. Toutefois, un élément lui survit : c'est l'ombre ou le double « Mwelefu ».

Alors que le corps n'existe plus, le rêve fait revivre cette ombre claire et distincte, se mouvant, parcourant l'espace, parlant, agissant en bien et en mal ; il la fait apparaître comme le double de ce corps.

Le rêve peut faire apparaître l'ombre ou le double d'un être vivant comme celle d'un défunt. L'apparition ou double d'un être vivant est dû à la sorcellerie ; l'apparition ou double d'un mort est le résultat du caprice des mânes des ancêtres.

4. *Culte des ancêtres.*

Le culte des ancêtres constitue, comme chez tous les peuples Bantous, la véritable religion des Bena Kalundwe.

Les personnes âgées, très au courant des mœurs et des coutumes, jouissent d'un grand prestige. Elles jouent le plus souvent — comme nous l'avons déjà noté — un rôle très important dans la vie politique, sociale et familiale, et occupent un rang très élevé dans la hiérarchie des grades à la cour du chef coutumier.

A la mort de ces anciens, les survivants conservent pieusement leur souvenir. Ils deviennent d'ailleurs plus puissants, puisqu'ils réapparaissent dans ce monde par l'intermédiaire de leur ombre en double, pour châtier ou récompenser les vivants.

Il est dès lors très naturel que les survivants adressent des prières aux mânes des ancêtres et fassent des offrandes en leur honneur pour s'assurer leur bienveillance. Les mânes des ancêtres président, en toute circonstance, au bonheur et à la prospérité de la famille et sont l'objet d'un véritable culte de la part des survivants.

Si les mânes des ancêtres ont des devoirs, ils ont également des droits : ils doivent être respectés et honorés.

L'indigène vit dans une éternelle angoisse. Son bonheur, son malheur, sa tranquillité sont dus aux mânes des ancêtres.

Le devin a pour mission de faire connaître à son client la cause de ses malheurs et les sacrifices à offrir pour apaiser la colère ou le ressentiment des mânes. Le chef de famille est chargé du culte des mânes des ancêtres de la famille, le culte est réglé par la coutume instaurée par eux.

A côté du *culte familial* existe le *culte tribal*. Dans le culte familial, le chef de famille préside aux prières et aux offrandes, dans le culte tribal c'est le chef coutumier qui préside aux cérémonies du culte des ancêtres de toute la population occupant la chefferie.

Le culte collectif des mânes des ancêtres des Bena Kalundwe auquel prennent part presque tous les notables

et une grande partie de la population de la chefferie, a lieu lors du Tshianza, fin juillet ou au début d'août.

Le chef Mutombo Mukulu, vêtu de son costume coutumier, préside les préparatifs, les sacrifices, les offrandes et les festivités.

Après que les ancêtres ont reçu les sacrifices et qu'ils connaissent les vœux des vivants, vivres et boissons sont distribués aux indigènes présents. Alors commencent les festivités qui durent plusieurs jours.

Tout comme le chef de famille, le chef sacré a droit à la confiance et à l'obéissance la plus compète de ses sujets.

Selon les Bena Kalundwe, les mânes des ancêtres inspirent le chef coutumier dans ses actes et ses paroles. Celui-ci tranche souverainement les palabres. Il est le maître suprême et absolu de tous ses sujets et le propriétaire de tous les biens.

Quoique représentant suprême des mânes des ancêtres, le chef de sang sacré les craint et les prie en son nom personnel, pour obtenir un règne long et paisible. Les mânes lui imposent des devoirs vis-à-vis de son peuple.

Fortement ancré dans la mentalité des indigènes, le culte des mânes des ancêtres est l'objet de leurs préoccupations journalières et il assure le prestige, la puissance et le caractère sacré aux vrais chefs coutumiers.

Les Bena Kalundwe admettent que les mânes des ancêtres réapparaissent parmi les vivants par leur ombre ou leur double. Le rêve les montre agissant dans le temps et dans l'espace. Ils admettent également que cette ombre ou ce double peut réapparaître dans le monde, en se réincarnant dans un enfant ou dans un animal.

La divination révèle cependant parfois, qu'un ancêtre de la famille, mécontent des agissements de ses enfants, est venu se venger sur un de ceux-ci pour les châtier ou les corriger. Dans ce cas, sur prescription du devin, les indigènes font en terre battue un couple de ces fauves, sur la route, et leur apportent des aliments et des boissons pour qu'ils apaisent leur faim et qu'ils deviennent bienfaisants.

Il n'y a pas là de totémisme, puisque les Bena Kalundwe ne considèrent par ces animaux comme leurs ancêtres et que le développement de ceux-ci n'influence pas le développement des indigènes.

5. *Magie et sorcellerie.*

La magie est l'art d'utiliser les forces cachées de la nature, parfois aussi celles des mânes des ancêtres et des génies, dans le but de servir le groupe auquel on appartient. Elle a recours à des procédés ou paroles magiques, à des amulettes, etc...

La sorcellerie est l'art de soumettre, par des procédés magiques, les forces de la nature, les génies et les mânes des ancêtres à sa volonté, dans le but de nuire à son groupe ou aux individus de son groupe. Alors que la magie est considérée, la sorcellerie est sévèrement condamnée par les Bena Kalundwe. Les médecins, les devins et les magiciens sont très vénérés et les sorciers, toujours néfastes sont redoutés et punis.

A la cour du chef investi existe un « *Muloshi* » sorcier notable. Il n'a rien à voir avec la sorcellerie, mais il est chargé de la surveillance des sorciers ou des gens prétendus tels, jusqu'à ce qu'ils aient subi l'épreuve du poison, Tshipapa, pratiquée maintenant sur une poule et non plus sur les personnes.

Les sorciers les plus redoutés sont les « *Baloshi wa Nkishi* » qui opèrent par l'intermédiaire de leurs talismans, fétiches et amulettes.

Les « *Baloshi wa Lusa* », également redoutés, mais moins redoutables, sont les sorciers de la compassion ou les sorciers menteurs.

Les « *Baloshi wa Budji* » sont les sorciers que les indigènes voient en rêve. L'indigène, prétendu sorcier, peut être innocent, ou bien possédé ou encore avoir pratiqué la sorcellerie.

L'épreuve du poison est toujours la seule façon de connaître si l'accusé est coupable.

Un autre procédé, qui exista jadis chez les Bena Kalundwe, était l'épreuve de l'eau bouillante...

Les Bena Kalundwe n'ont qu'une conception très rudimentaire de la constitution du corps, du fonctionnement de ses organes, de l'origine des maladies et de l'art de guérir.

Outre quelques remèdes traditionnels, les indigènes usent souvent d'infusions de plantes pour presque toutes les maladies. Ils connaissent encore l'emploi de ventouses et de cataplasmes.

Maladies et malheurs sont généralement causés par les génies, les mânes des ancêtres de la famille ou de familles ennemies, et les sorciers.

Mais la magie permet d'acquérir la bienveillance et l'aide des génies, des mânes des ancêtres en faveur de la famille et d'armer suffisamment cette dernière pour combattre les sorciers et écarter les maléfices et les sortilèges.

La magie doit généralement suppléer la médecine, lorsque celle-ci est impuissante ; souvent même, les pratiques magiques précèdent l'emploi des médicaments.

Les Bena Kalundwe, et, en général tous les Bantous, croient exercer par leurs amulettes, leurs talismans et leurs fétiches, une influence sur les puissances cachées de la nature.

Les chefs de famille et les notables possèdent, pour protéger les leurs ou raffermir leurs formes, leur fétiche particulier, vêtu d'une façon spéciale et entouré d'un cérémonial mystique.

Le fétiche n'est pas une idole, mais un objet magique, permettant d'entrer en relations avec les puissances supérieures, génies, mânes, sorciers ou de chasser les mauvais sorts, les maléfices et les sortilèges.

C'est en grande partie sur la croyance à la magie que reposent les associations, les sectes secrètes et surtout le pouvoir du chef de sang sacré.

La première et la plus importante association est celle des « Bamasende » groupant tous les notables de l'entourage du chef. Tous sont tabous. Outre leur influence auprès du chef, leur intelligence et leurs richesses, ils disposent du

concours de grands médecins-magiciens, très capables, influents et redoutés pour leur art de la magie. Cette association a pour but d'assurer au chef coutumier respect, considération et autorité.

Une autre association très puissante est celle des chasseurs appelés « Batambwe » (Tambwe : lion).

6. *Divination.*

En présence de ce grand nombre possible d'ennemis (génies, mânes des ancêtres et sorciers, manœuvres magiques, amulettes, etc. l'indigène ignore quel est l'auteur de ses maux et quels sont les moyens à employer pour les adoucir. Pour cette raison, il a recours au devin qui lui prédit l'avenir, lui révèle le passé, les causes de tous les phénomènes inexplicables, des malheurs, des malchances, des maladies, des remèdes magiques à employer et les offrandes à faire. Il lui fait connaître la volonté des génies et des mânes des ancêtres et les moyens de combattre les sorciers.

Les devins sont consultés à tout instant. Aussi se comptent-ils par dizaines dans chaque village. Très considéré, le devin jouit parfois d'une réputation telle qu'il est consulté par des indigènes habitant des villages très éloignés.

Dans la plupart des cas, l'art divinatoire consiste à faire se prononcer les mânes des ancêtres et les génies. Au moyen des divers instruments, dont il dispose, le devin invoque ces puissances supérieures et obtient réponse aux différentes questions qu'il leur pose.

7. *Purifications magiques.*

La croyance à la magie détermine chez les indigènes une attitude spéciale et une façon particulière de se comporter. Le corps peut être le réceptacle d'impuretés, semblables à des germes, provoquant la maladie et la mort ou appelant la vengeance des génies et des mânes des ancêtres. Il importe alors de le purifier par des procédés magiques.

Lorsque le Bena Kalundwe se présente à son chef de sang, il est tenu de se couvrir la figure, la poitrine et les bras d'une terre blanche (pembe) et s'il est notable, de se frotter de terre rouge. Le chef de famille couvre son corps de terre blanche pour procéder au culte des mânes.

La purification magique à l'eau est très employée, notamment lors des fiançailles, du mariage et du décès.

SECTION IX

DANSES ET MUSIQUE

1. *Danses.*

Toute manifestation de joie ou de satisfaction collective est accompagnée de musique, de chants et de danses.

Le Bena Kalundwe danse à la pleine lune, aux naissances, à la fin de l'allaitement de l'enfant, aux mariages, aux sacrifices, avant et après la chasse, aux ripailles offertes par le chef de famille, de clan ou de chefferie, etc...

Certaines danses tiennent du bal populaire et tout le monde y participe. D'autres danses sont réservées à une classe d'hommes ou de femmes. Les Bakishi Banganga ont leur danse particulière, à laquelle aucune personne étrangère à la société ne peut se mêler. Dans certains villages, il existe des confréries de danseurs ou de danseuses, qui exécutent leurs mouvements avec un ensemble et une cadence extraordinaires et dont la grâce est très appréciée des spectateurs. Les chasseurs ont également leur danse particulière.

Les indigènes aiment beaucoup la danse et commencent cette pratique dès l'âge de quatre ou cinq ans.

2. *Chants.*

Les Bena Kalundwe, très mélomanes, ont l'oreille musicale et sont fort habiles à improviser un accompagnement. Le chant est le plus souvent composé d'un couplet, improvisé

par le soliste, le chœur lui répond par un refrain, qui se répète indéfiniment. L'indigène chante à propos de tout. Il a d'abord les chants, transmis par la tradition, puis ensuite les romances narratives sur les événements du jour, les bienfaits d'un chef, etc...

Le chant des porteurs de caravane et des travailleurs est très curieux, il favorise l'ensemble et l'entrain.

3. *Musique.*

L'orchestre, qui n'existe qu'à la cour du chef coutumier, se compose de xylophones, d'un gong et de deux ou trois épées de tambours.

Le xylophone — *Madimba* fait partie des insignes coutumiers du chef de sang sacré. Celui-ci est seul à le posséder avec un ou deux notables, appartenant à la famille.

Le gong — *Tshinkunvi* est un tambour de la forme d'un trapèze renversé et joue un grand rôle en temps de guerre. Il possède la particularité d'exciter l'enthousiasme des guerriers.

Le Tshondo, tambour employé pour la téléphonie, sert également pour accompagner la danse.

Le Ngoma et *le Kolongwe*, tambours servant pour la danse, sont tous les deux frappés avec les mains.

Un autre tambour est le *Tshikasa* ; employé dans l'orchestre du chef investi, il joue le même rôle que le *Ngoma* et fait partie des insignes coutumiers.

Les doubles cloches sont très peu répandues et très peu employées comme instrument de musique. Elles servent plutôt aux chefs comme insignes du pouvoir transmis par les ancêtres.

Les grelots, d'un usage courant dans les danses, sont des fruits desséchés. Les danseurs se les attachent aux bras et aux jambes et battent ainsi la mesure ou accompagnent les tambours.

Le Tshisandji, instrument très répandu, ressemble au piano portatif. C'est l'instrument le plus populaire et que l'indigène emporte lorsqu'il émigre.

La flûte de Pan est le seul instrument à vent connu des Bena Kalundwe. Les joueurs en sont cependant très rares et ne se rencontrent qu'exceptionnellement dans quelques villages de la chefferie.

CONCLUSION

Nous avons eu l'intention, avant d'entreprendre cette étude de nous rendre à Bruxelles et à Anvers pour y consulter une importante documentation. Un séjour au Congo Belge avait même été projeté.

Les événements actuels et leur répercussion ont bouleversé ces projets et c'est avec le fruit seul de nos recherches d'avant guerre que nous avons dû élaborer notre ouvrage aux hasards de la vie militaire. Nous croyons néanmoins avoir donné un assez vaste aperçu d'une des institutions indigènes les plus curieuses.

Une question peut toutefois venir à l'esprit du lecteur : quel système de colonisation a-t-il été appliqué à l'administration de la colonie du Congo ? Administration directe ou administration indirecte ?

Selon les méthodes de la première, le colonisateur n'ignore pas la société indigène ; il s'attache à l'élever peu à peu à un stade de civilisation supérieur ; il instruit l'indigène et l'appelle à prendre part à ses travaux, à son activité dans les divers domaines.

La seconde maintient la société indigène telle qu'elle est, avec ses traditions, sa mentalité, ses coutumes pour qu'elle se perpétue d'après ses institutions ancestrales ; le pouvoir occupant se bornant à combattre ce que la coutume renferme de contraire à l'ordre public universel, sans tenter le rapprochement des deux civilisations en présence.

Il semble que l'administration coloniale belge ne se soit ralliée pleinement à aucun des deux systèmes précédents. « Le législateur s'est surtout inspiré des réalités et des nécessités pratiques ; il n'a à aucun moment, entendu enserrer sa politique d'administration des populations indigènes dans le cadre rigide d'une doctrine déterminée ».

Du décret de 1891 à celui de 1933, ce sont les exigences de la réalité qui ont prévalu et non pas le souci d'appliquer

des principes. Certaines dispositions peuvent — certes — sembler se rattacher à l'un ou l'autre système, mais ce n'est qu'une impression. Une seule idée a toujours prédominé chez le gouvernement belge : le rapprochement de l'élément européen et de l'élément indigène. Les divers législateurs n'ont fait qu'accentuer ces principes : l'organisation traditionnelle est respectée, tandis que s'établit l'administration unique et que les chefferies deviennent la division territoriale inférieure et le chef — dont le rôle coutumier est respecté — le fonctionnaire inférieur d'un système administratif unique.

L'organisation traditionnelle sert ainsi de base à l'institution administrative de caractère européen. Elle perd son indépendance, mais permet aux populations indigènes d'évoluer, car elles ne se cristalliseront plus dans les conceptions et coutumes du passé.

Ainsi se prépare dans l'ancien cadre coutumier, la participation des indigènes aux diverses activités de l'Etat et le jour où s'amenuiseront puis disparaîtront les institutions traditionnelles, d'autres institutions, fonctionnant avec la collaboration des naturels s'y seront déjà insensiblement et harmonieusement substituées.

Avec de telles méthodes et de semblables techniques, la Belgique est sans doute parmi les puissances coloniales nouvelles la plus avancée et nous sommes heureux de lui rendre ici ce juste et légitime hommage.

J. SOURDILLAT

1940

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :

ROUSSY.

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu : le Président de Thèse,
W. OUALID.

ANNEXE

MODÈLE DU CERTIFICAT D'IDENTITÉ

délivré à l'indigène recensé dans une chefferie, conformément au Décret du 5 décembre 1933, sur la composition, l'organisation et l'administration des circonscriptions indigènes.

(V. Livret d'identité — couleur bleu violet)

Livret d'identité

CONGO BELGE
BELGISCH-CONGO

LIVRET D'IDENTITÉ
IDENTITEITSBOEKJE

CONGO BELGE
BELGISCH-CONGO

Territoire de

Gewest

INSCRIPTION DE RÉSIDENCE

INSCHRIJVINGSBEWIJS

Le porteur du présent livret a été inscrit dans (1)

De houder van dit boekje is ingeschreven in (1)

.....

Village de

Dorp

N° d'ordre

Volnummer

Date de l'inscription (2)

Datum der inschrijving (2)

(1) La Chefferie, le Secteur, le Centre Extra-Coutumier, le Territoire
(groupement) de suivant le cas.

(2) La date sera suivie de la signature de l'Agent ayant procédé à
l'inscription.

(1) De Hoofdijs, den Sector, het Buitengewoontelijk Centrum, het
Gewest (groepeering) naar geval.

(2) De datum moet gevolgd zijn van de handteekening van den
beampte die de inschrijving heeft gedaan.

IDENTITÉ — IDENTITEIT

Nom

Naam

Surnom

Bijnaam

Prénoms

Voornamen

Profession

Beroep

Nom du père	}	en vie
Naam van den vader		in leven
		décédé
		overleden

Nom de la mère	}	en vie
Naam der moeder		in leven
		décédée
		overleden

Origine

Herkomst

Né à en

Geboren te in

Village

Dorp

Circonscription

Omschrijving

Territoire

Gewest

District

Tribu Clan

Stam Klan

Nom du ou des conjoints . Naam van de (n) echtgenoot (e) of der echtgenooten	N° de la fiche Nr der kaart

Femme sous tutelle

Vrouwen onder voogdij

NOMS DES ENFANTS — NAMEN DER KINDEREN

[illegible]

SOUS TUTELLE — ONDER VOOGDIJ

1

8

CERTIFICAT MÉDICAL
MEDISCH GETUIGSCHRIFT

Secteur de
Sector

Sous-Secteur ou cercle médical
Onder-Sector of kreits

N° du Recensement médical
N° bij de medische telling

Etat de santé
Gezondheidstoestand

.....

Date
Datum

L'autorité médicale
De medische gezaghebber
(s)

Note :
Aabmerking :

VISAS SUCCESSIFS
ACHTEREENVOLGENDE VISA'S

VISAS SUCCESSIFS
ACHTEREENVOLGENDE VISA'S

FORMULE DACTYLOSCOPIQUE PRINCIPALE
VOORNAAMSTE DACTYLOSCOPISCHE FORMULE

.....

.....

.....

.....

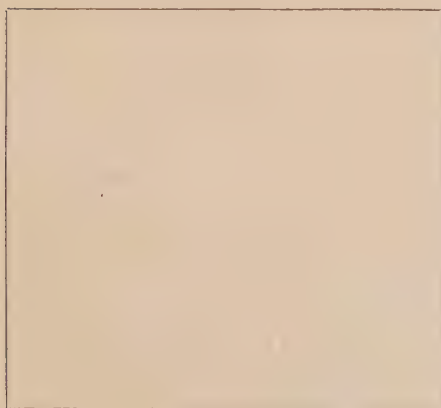
Signes caractéristiques : cicatrices, tatouages, etc...

Bijzondere kenteekens : litteekens, tatoueeringen, enz.

.....

Empreinte digitale roulée de l'auriculaire gauche

Gerolde vingerafdruk van den linkerpink



This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are approximately 20-22 visible lines. The paper appears slightly aged or off-white. There is no handwriting or other markings on the page.

PASSEPORTS DE MUTATION — OVERGAN GSPASSEN

De Van	A Naar	Date Datum	Durée Duur	Signature Handteekening

PASSEPORTS DE MUTATION — OVERGANGSPASSEN

De Van	A Naar	Date Datum	Durée Duur	Signature Handteekening

AUTORISATIONS DE SÉJOUR

VERBLIJFSVERLOVEN

Localité	Durée
Plaats	Duur

.....

.....

.....

.....

.....

PERMIS DE PORT D'ARMES RENOUVELÉS

VERNIEUWDE WAPENVERLOVEN

Espèce d'arme

Soort wapen

Marque d'enregistrement

Registratie-merk

Paiement de la taxe (1)

Betaling der taks (1)

.....

.....

.....

.....

.....

(1) Espace réservé à l'application des timbres adhésifs.
Plaats voor de plakzegels.

IMPOT INDIGÈNE — INLANDSCHE BELASTING

[illegible]

Modèle du passeport de mutation

a) Définitif

b) Temporaire

Il n'y a pas de modèle-type de passeport de mutation.

Les administrateurs les rédigent sur papier à chaque occasion.

Modèle de fiche

où s'opère l'inscription des indigènes recensés.

Ordonnance du Gouverneur Général
du 14-3-35 (N° 30 — A. I. M. O.)

(V. Fiche de couleur rose)

District N°

Territoire Date 19

Chefferie, Secteur ou Centre ind.

Village

Nom

.....

Prénoms

Nom du père en vie

Nom de la mère en vie

Né en à

Clan d'origine

Profession

N° de la fiche du conjoint

Noms des enfants ou N° de leur fiche

.....

.....

RÉONSEIGNEMENTS DIVERS

N° arme

IMPOT

payé le 19

payé le 19

payé le 19

.....

.....

Modèle d'un rapport d'enquête

MODÈLE D'UN RAPPORT D'ENQUÊTE

Province District de

District de

Territoire de

RAPPORT D'ENQUÊTE

Chefferie de

N^o du P. V.

Chefferie

a) nom

b) Tribu

c) Race

Si la chefferie n'est pas formée d'individus de même origine, indiquer la position sociale respective des divers groupements qui la composent.

Limites de la chefferie (1). Joindre un croquis à l'échelle du 1/200.000^e indiquant les limites de la chefferie et des sous-chefferies, les villages, les hameaux, les sentiers, les cours d'eau.

Liens qui rattachent la chefferie à d'autres groupements indigènes (1).

a) Origine de ces liens

b) Leur nature

Généalogie des chefs (2) — Nom du chef à investir.

Insignes coutumiers des chefs.

(1) Les renseignements demandés sous les rubriques « Limites de la chefferie » et « Liens qui rattachent la chefferie à d'autres groupements indigènes » ne peuvent être actés sur la simple déclaration des intéressés. Ils devront être contrôlés, les premiers auprès des indigènes qui occupent les circonscriptions limitrophes, les seconds auprès du Clan dont se réclament les habitants de la chefferie dont la reconnaissance est à l'étude.

(2) Dans la recherche des ascendants du chef, il convient de remonter aussi haut que le permet le souvenir des natifs. Il n'importe pas seulement de connaître les ancêtres du chef à investir, mais encore de se rendre compte de la constitution originelle de la tribu et des branches qui s'en sont détachées. Ces détails permettent de vérifier, les unes par les autres, les déclarations recueillies dans différents groupements.

Droits du chef sur ses administrés immédiats. Existence de certains droits coutumiers. Redevances au chef.

Droits coutumiers du chef sur les sous-chefs et sur leurs administrés (1).

Mode de succession au pouvoir. Successeur éventuel du chef.

(1) Il peut se rencontrer parmi les droits coutumiers des chefs et des sous-chefs, des pratiques condamnées par la législation écrite ou par les règlements de la Colonie, contraires à l'ordre public universel ou simplement en opposition avec des idées de morale et de civilisation que nous voulons répandre. Des droits coutumiers de l'espèce ne peuvent recevoir notre approbation. Les fonctionnaires chargés de faire l'enquête doivent les flétrir et faire connaître aux intéressés les suites qu'entraînerait pour eux l'exercice de tels droits.

D'après le décret du 2 mai 1910, le sous-chef doit obéissance au chef. Le chef toutefois ne peut se prévaloir de ce droit pour prétendre à l'administration directe de la sous-chefferie. La loi ne lui reconnaît, vis-à-vis du sous-chef, à moins que la coutume n'en dispose autrement, qu'un pouvoir d'injonction.

Tableau statistique

TABLEAU STATISTIQUE

Chefferies indigènes

Province d.....

Mod. n° 2

District d.....

Chefferie de

Territoire d.....

Nom du chef

Villages soumis à l'autorité

exclusive
du chef

d'un sous-chef

NOMIS des
sous-chefs

Nombre
de cases

POPULATION

Hommes

Femmes

Garçons

Enfants

Filles

Observations

A

B

C

D

E

F

G

H

Ordre de contrainte

Territoire de

IMPOT INDIGÈNE

ORDRE DE CONTRAINTÉ

En vertu du décret sur l'impôt indigène, la contrainte par corps pour une durée de 19
à dater du (1)

a été prononcé par le soussigné (2)
à charge du nommé
du village de
(n° du carnet d'identité, folio n° du registre des contribuables) du chef de non paiement de la somme de francs

centimes, représentant son impôt pour l'année 19
A le 19

Le (3)
Libéré par expiration de la contrainte le 19
Libéré après paiement des sommes dues le 19

(1) Date à laquelle le contribuable a été appréhendé.
(2) Nom, prénoms et qualité du fonctionnaire qui a prononcé la contrainte.
(3) Signature.

Territoire de

IMPOT INDIGÈNE

ARRESTATION DE CONTRAINTÉ

En vertu du décret sur l'impôt indigène, la contrainte par corps pour une durée de 19
à dater du (1)
a été prononcée par le soussigné (2)
à charge du nommé

du village de
(n° du carnet d'identité, folio n° du registre des contribuables) du chef de non paiement de la somme de francs

centimes, représentant son impôt pour l'année 19
A le 19

Le (3)
Libéré par expiration de la contrainte le 19
Le gardien de la maison de détention.

Territoire de

IMPOT INDIGÈNE

ORDRE DE MISE EN LIBERTÉ

Le soussigné (2)
requiert la mise en liberté du nommé du village de
(n° du carnet d'identité, folio n° du registre des contribuables) soumis à la contrainte par corps depuis le (1) 19
ce contribuable ayant acquitté son impôt.

A le 19
Le (3)

C O N G O B E L G E

District de N°
Territoire de

IMPOT INDIGÈNE

MANDAT DE CONTRAINTÉ

Le soussigné (2)
requiert la mise à la contrainte du nommé
du village de
(n° du carnet d'identité, folio n° du registre des contribuables) pour une durée de
à dater du (1)
du chef de non paiement de son impôt.

A le 19
Le (3)

Libéré le

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie que nous donnons ci-dessous, loin d'être complète, indique les ouvrages, les études, les revues et les documents officiels pouvant être utilement consultés par le lecteur.

Ceux marqués d'un astérisque (*) ont été personnellement consultés.

1° LIVRES

BANNING E. — a) La Conférence de Bruxelles, son origine et ses actes, Bruxelles 1890.

b) Mémoires politiques et diplomatiques. Comment fut fondé le Congo Belge. Paris, Bruxelles 1927.

— Mémoires Politiques et Diplomatiques. Bruxelles 1927.

CHALUX. — Un an au Congo Belge. Bruxelles 1925.

COLLE R. P. — Les Baluba Hemba. Bruxelles 1913.

COMPTE-RENDU DE LA XXIII^e SESSION (*) tenue à Londres, les 5, 6, 7 et 8 octobre 1936 par l'Institut Colonial International. Bruxelles 1937, avec comme principaux rapports :

1. Statut des Groupements indigènes constitués dans les centres européens ou à proximité de ces centres par P. Charles S. J. Annexe II, p. 39 et s. et Major Orde Browne. Annexe VI, p. 347 et suivantes.

2. Moyens modernes de diffusion de la pensée aux Colonies.

3. Le régime monétaire au Congo Belge.

DAYE P. — L'Empire Colonial Belge. Bruxelles 1923.

— Le Congo Belge. Bruxelles 1927.

DE LANNON Ch. — La révision de la charte coloniale et la décentralisation administrative. Bruxelles 1914.

- DESCAMPS E. (*). — L'Afrique nouvelle. Paris, Bruxelles 1903.
- DULONG H. (*). — Une colonie nouvelle : le Congo Belge. Toulouse 1911.
- FALLEX M. et MAIREY A. (*). — Les principales puissances du monde (moins la France). Paris 1926.
- HALEROYCY M. — La Charte Coloniale. Tomes I, II, III. Bruxelles.
- IBANEZ DE IBERO C. (*). — La mise en valeur du Congo Belge. Paris 1913.
- IZART J. (*). — La Belgique au Travail. Paris 1910.
- KERMANS H. (*) et MONHEIM Ch. — La Conquête d'un Empire. Bruxelles 1932.
- LECLERE Constant (*). — La formation d'un Empire Colonial Belge. Bruxelles 1932.
- LIPPENS M. — Notre Politique Coloniale. Bruxelles 1928. Notes sur l'Administration du Congo Belge. Bruxelles.
- LOUWERS O. (*) et KUCK Ch. — Codes et Lois du Congo Belge. Bruxelles 1934.
- MAGOTTE J. (*). — Organisation Politique et Administrative des Populations Indigènes au Congo Belge. Nouvelles. Corpus Juris Belgici. Droit Colonial. Tome III. Bruxelles 1938.
- MAUNIER R. (*). — Cours de Législation Coloniale de 3^e année. Paris 1933-1934.
- MAUNIER R. (*). — Cours d'Economie et Législation Coloniales. 1936-1937 — 1937-1938.
- MAUNIER R. (*). — Sociologie Coloniale. Introduction à l'Etude du Contact des Races. Paris 1932.
- MAURETTE Fernand (*). — Afrique équatoriale, orientale et australe. Tome XII de la Géographie Universelle de P. Vidal, de la Blache et L. Gallois. Paris 1938.
- MOELLER A. (*). — Les grandes lignes des migrations des Bantous de la province orientale du Congo Belge. Bruxelles 1936.
- R. P. V. Jean Roy. — Vingt-cinq ans de mission au Congo. Bruxelles 1923.

- RYCKMANS P. — Dominer pour servir. Bruxelles 1931.
— La Politique Coloniale. Bruxelles.
SOHIER Antoine. — Pratique des juridictions indigènes.
Bruxelles 1932.
STANLEY Henri M. (*). — Cinq années au Congo, 1879-1884.
Bruxelles.
— A travers le continent mystérieux. Paris 1879.
VAN DER KERKEN G. (*). — Les Sociétés bantoues du Congo
Belge et les problèmes de la politique indigène.
Bruxelles 1920.
— Notes sur les Mangbetu. Anvers 1932.
VANDERVELDE E. (*). — La Belgique et le Congo. Le passé,
le présent, l'avenir. Paris 1911.
VAN OVERBERGH Cyr. — Collection de monographies ethno-
graphiques, publiée de 1909 à 1928.
VERMEERSCH. — La question Congolaise. Bruxelles 1906.
VERHULPEN Ed. (*). — Baluba et Balubaïsés du Katanga.
Anvers, Paris 1936.
WAUTERS A.-J. (*). — L'Etat Indépendant du Congo.
Bruxelles 1899.

2° ARTICLES

- BELLENGER H. (*) — Traduction des lettres de H. M. Stanley
racontant ses voyages, ses aventures et ses décou-
vertes à travers l'Afrique Equatoriale (Novembre 1874-
Septembre 1877).
— Extraits du Daily Telegraph. Paris 1878.
BOUSSENOT G. (*). — Discours à l'occasion du Cinquante-
naire de la fondation du « Cercle Royal Africain
Belge ». La Vie. Publication bi-mensuelle, n° 8 du
15 avril 1939. Paris.
COLLE R. P. (*). — Organisation politique des Bashi. Revue
Congo. 1921, T. II, pp. 657-684. Les Clans chez les
Bashi. Revue Congo. 1922, pp. 337-352.
DETRY G. A. (*). — Lettre de Belgique : la politique colo-
niale belge. Le Temps, n° du 13 juillet 1938. Paris.

- DE JONGHE E. (*). — A propos de la politique indigène. Le respect de la coutume. *Revue Congo*. Bruxelles 1921, pp. 748 à 767.
- DE WITTE. — La Question du Congo Belge. *Revue des Deux-Mondes*. Paris, mai-juin 1908.
- DUCLOS H. — Monographie de la chefferie de Kikondja. *Terre-Air-Mer*, 1933, LIX-4-5-6, p. 261 à 283 et 389 à 408.
- ENGELS (*). — A propos des chefferies indigènes. *Revue Congo*. Bruxelles 1922. T. I. Fascicule I, p. 1 à 10.
- MOELLER A. (*). — Notes sur les migrations bantoues dans la Province orientale du Congo Belge. *Bulletin Institut Royal Colonial Belge*, 1934 V. I.
- MONHEIM Ch. (*). — L'organisation sociale des tribus congolaises. *Bulletin d'Etudes et d'Informations de l'Ecole Supérieure de Commerce Saint-Ignace*. Anvers 1929, n° 7 et 8, p. 167 à 194 et 1931 n° 5, p. 655 à 678.
- THIBAUT (Baron). — Réforme juridique de la société indigène. *Revue Congo*. Bruxelles, novembre et décembre 1926.
- VAN DER KERKEN G. (*). — Le mariage indigène. *Bulletin Institut Colonial International* 1926.
- La structure des sociétés indigènes et quelques problèmes de politique indigène. *Bulletin Institut Royal Colonial Belge*. 1932, III 2, p. 291 à 312.
- VAN MALDEREN A. (*). — Organisation Politique et Judiciaire Coutumières des Bazela de Kiona Zini. *Bulletin des juridictions indigènes et du Droit Coutumier Congolais*. Elisabethville (C. B.) septembre-octobre 1936, n° 11, p. 278 à 283.
- VAN MALDEREN A. (*). — Organisation Politique et Judiciaire des « Banweshi-Bebuleya ». *Id.* Mai-juin 1936, n° 9, p. 204 à 208.
- VAN MALDEREN A. (*). — Organisation Politique et Coutumière de la Chefferie de Mufunga. *Id.* Mars-avril 1936, n° 8, p. 174 à 178.

3° REVUES

1. *A consulter surtout au point de vue historique*

Bulletin et Mémoires de la Société de Géographie d'Anvers depuis 1876.

Bulletin de la Société d'Etudes Coloniales de 1894 à 1925.

Bulletin de la Société Royale Belge de Géographie, depuis 1876.

La Belgique Coloniale de 1895 à 1905.

La Vérité sur le Congo de 1903 à 1907.

Le Congo de 1904 à 1908.

Le Congo Illustré de 1892 à 1895.

Le Congo Belge de 1897 à 1901.

L'Expansion Belge depuis 1907.

Missions d'Afrique des Pères Blancs depuis 1891.

Missions Belges de la Compagnie de Jésus depuis 1898.

Missions de Schrent depuis 1892.

Mouvement anti-éclavagiste de 1889 à 1912.

Mouvement géographique de 1884 à 1922.

Revue Congolaise depuis 1920 (*).

Revue Congolaise de 1910 à 1913.

2. *A consulter*

au point de vue de la Législation Coloniale actuelle

Bulletin d'Etudes et d'Informations de l'Ecole Supérieure de Commerce Saint-Ignace. Anvers 1929 à 1931 (*).

Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit Coutumier Congolais (*).

Bulletin de l'Institut Colonial International. Bruxelles (*).

Bulletin de l'Institut Royal Colonial Belge. Bruxelles.

Jurisprudence de l'Etat indépendant du Congo, par Truchard et Louwers, Tomes I et II (jusqu'en décembre 1910).

Jurisprudence et Droit du Congo, par Gohr et Gilon (de décembre 1910 à fin 1913).

Jurisprudence et Droit du Congo par Gohr (depuis volume 1914-1919 jusqu'à la fin).

Revue de Doctrine et de Jurisprudence coloniales (1924 à avril 1933).

Revue de Droit et Jurisprudence du Katanga (1924 au 15 janvier 1927).

Revue de Jurisprudence du Congo Belge (du 15 février 1927 à juillet-août 1933).

Répertoire de la jurisprudence congolaise par A. Solier (de 1926 à novembre 1927).

4° DOCUMENTS OFFICIELS

Actes et protocoles de la Conférence de Berlin. Bruxelles 1885.

Annales Parlementaires : discussion à la Chambre et au Sénat des budgets coloniaux.

Bulletin Administratif du Congo Belge (à partir du 1^{er} janvier 1928).

Bulletin Administratif et Commercial du Congo Belge (jusqu'à sa fin 1927).

Bulletin des Juridictions Indigènes (*).

Bulletin de la Société belge d'Etudes Coloniales.

Bulletin de la Société Royale de Géographie.

Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo.

Bulletin Officiel du Congo Belge, jusqu'au n° 7 inclus, année 1934 (*).

Codes et Lois du Congo Belge 1934 (*).

Compte-rendu analytique des séances du Conseil Colonial (*).

Documents parlementaires : rapports des commissions des Colonies de la Chambre et du Sénat.

Journal administratif du Vice-Gouvernement général du Katanga, jusqu'à l'année 1927.

Missions belges.

Rapports présentés au Parlement Belge par le Ministre des Colonies sur l'Administration du Congo Belge (*).

Recueil à l'usage des fonctionnaires et agents du Service territorial. Bruxelles 1925 (*).

ABRÉVIATIONS

- A. I. M. O. — Affaires indigènes et main-d'œuvre.
B. O. — Bulletin officiel, année 1933.
B. O. R. U. — Bulletin Officiel du Ruanda-Mrundi.
R. C. C. — Rapport du Conseil Colonial.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

VUE D'ENSEMBLE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE SUR LES CIRCONSCRIPTIONS INDIGÈNES

CHEFFERIES — SECTEURS	11
-----------------------------	----

TITRE I ^{er} . — <i>Aperçu historique</i>	12
--	----

A) Association Internationale africaine.....	12
--	----

B) Conférence de Berlin et Etat indépendant du Congo...	13
---	----

C) Colonie du Congo Belge.....	18
--------------------------------	----

D) Législation actuelle.....	20
------------------------------	----

TITRE II. — <i>Préliminaires</i>	21
--	----

<i>Section I.</i> — Caractéristiques et portée de la législation actuelle sur l'Administration des circonscriptions indigènes traditionnelles	21
---	----

<i>Section II.</i> — Définitions.....	23
---------------------------------------	----

TITRE III. — <i>Populations</i>	28
---------------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Recensement</i>	31
--	----

<i>Section I.</i> — Procédés de recensement.....	31
--	----

<i>Section II.</i> — Lieu où les indigènes sont inscrits.....	31
---	----

<i>Section III.</i> — Personnes soumises à l'inscription obligatoire	33
--	----

<i>Section IV.</i> — Délai pour remplir l'obligation de l'inscription	34
---	----

<i>Section V.</i> — Conséquences du délai quant à l'application de la sanction.....	34
--	----

<i>Section VI.</i> — Preuve de l'accomplissement de la formalité de l'inscription.....	35
---	----

<i>Section VII.</i> — Obligation de la réinscription.....	35
---	----

<i>Section VIII.</i> — Lieux où s'effectuent les inscriptions et les réinscriptions	37
--	----

<i>Section IX.</i> — Mode de recensement. Formalité. Modèle des pièces à délivrer.....	38
---	----

Section X. — Autorités qualifiées pour recevoir les inscriptions	40
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Mutations</i>	43
Section I. — Nécessité d'obtenir dans certains cas un passeport de mutation.....	43
Section II. — Durée d'absence qui nécessite l'obtention d'un passeport	43
Section III. — Présomption établie par le décret en ce qui concerne le délai.....	44
Section IV. — Indigènes soumis à l'obligation de se munir d'un passeport.....	44
Section V. — Cas de déplacement qui nécessitent l'obtention d'un passeport de mutation.....	45
Section VI. — Espèces de passeports.....	51
Section VII. — Constatation de la délivrance d'un passeport sur le certificat d'indigénité.....	55
Section VIII. — Formalités relatives aux mutations.....	55
Section IX. — Obligation d'inscription après l'obtention d'un passeport	56
Section X. — Autorités chargées de la délivrance des passeports de mutation.....	58
Section XI. — Pouvoir d'appréciation des autorités chargées de la délivrance des passeports.....	59
Section XII. — Avis de l'autorité indigène.....	59
Section XIII. — Cas dans lesquels la délivrance du passeport est obligatoire.....	59
Section XIV. — Exceptions relatives à toutes les catégories à la délivrance obligatoire du passeport.....	61
Section XV. — Exceptions spéciales à la quatrième et dernière catégorie	61
Section XVI. — Résumé du système.....	65
Section XVII. — Recours contre le refus de délivrance du passeport	66
Section XVIII. — Avertissement de l'autorité indigène.....	66
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Sanctions en matière de Recensement et Mutations</i>	69
Section I. — Contrôle de l'accomplissement des formalités	69
Section II. — Preuve de l'accomplissement des obligations	70
Section III. — Sanction et présomptions légales pour son application	71

<i>Section IV. — Obligations dont le non-accomplissement est sanctionné</i>	73
<i>Section V. — Tempérament à l'application des sanctions....</i>	74
<i>Section VI. — Répression des fraudes.....</i>	77
<i>Section VII. — Sanctions contre les complices d'infractions</i>	78
<i>Section VIII. — Sanction applicable aux autorités chargées de procéder aux inscriptions.....</i>	79

DEUXIÈME PARTIE

LES CHEFFERIES: CIRCONSCRIPTIONS INDIGÈNES TRADITIONNELLES ET COUTUMIÈRES 81

TITRE I^{er}. — *Dispositions particulières aux chefferies* 81

CHAPITRE PREMIER. — *Définitions.....* 83

Section I. — La chefferie, circonscription administrative.... 83

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Constitution.....* 87

Section II. — Limites de la chefferie..... 87

Section III. — Effets de la délimitation de la chefferie..... 88

Section IV. — Délimitation des subdivisions de la chefferie 88

Section V. — Effets de la délimitation des subdivisions..... 89

Section VI. — Procédure pour constituer les chefferies..... 90

CHAPITRE TROISIÈME. — *Administration.....* 95

Section VII. — Règles d'administration de la chefferie..... 95

Section VIII. — Organes d'administration de la chefferie.... 96

A) Conseil des Notables..... 96

B) Chef qualifié..... 97

CHAPITRE QUATRIÈME. — *Sous-chefferies.....* 103

Section IX. — Suppression des sous-chefferies..... 103

Section X. — Situation des anciens sous-chefs..... 105

TITRE II. — *Dispositions communes aux deux catégories de circonscriptions* 109

CHAPITRE PREMIER. — *Les membres des circonscriptions.....* 109

Section I. — Rattachement d'office aux circonscriptions.... 109

Section II. — Réserve à la règle de principe..... 110

Section III. — Membres nouveaux..... 111

<i>Section IV. — Limitation en faveur de certaines catégories d'indigènes des obligations consécutives au rattachement à une circonscription.....</i>	112
<i>Section V. — Limitation de l'autorité des chefs sur certains de leurs indigènes.....</i>	113
<i>Section VI. — Droit de résidence des indigènes dans l'étendue de la circonscription</i>	114
<i>Section VII. — Restriction du droit de résidence.....</i>	114
CHAPITRE DEUXIÈME. — Autorités indigènes.....	119
<i>Section I. — Investiture et nomination des autorités indigènes</i>	119
<i>Section II. — Rémunération des autorités indigènes.....</i>	121
<i>Section III. — Régime disciplinaire des autorités indigènes</i>	125
<i>Section IV. — Attributions des autorités indigènes.....</i>	129
<i>Section V. — Devoirs des autorités indigènes.....</i>	136
CHAPITRE TROISIÈME. — Personnel auxiliaire des circonscriptions	143
<i>Section I. — Porteurs de communications et policiers.....</i>	143
<i>Section II. — Règles de subordination des porteurs de communication et des policiers.....</i>	143
<i>Section III. — Rôle des porteurs de communications et des policiers</i>	143
<i>Section IV. — Insigne des porteurs de communications et des policiers</i>	144
<i>Section V. — Salaire des porteurs de communications et des policiers</i>	145
<i>Section VI. — Régime disciplinaire.....</i>	146
CHAPITRE QUATRIÈME. — Obligations imposées aux circonscriptions indigènes	149
<i>Section I. — Prestations non rémunérées.....</i>	149
<i>Section II. — Prestations rémunérées.....</i>	161
<i>Section III. — Conditions communes à toutes les prestations imposées aux circonscriptions.....</i>	164
<i>Section IV. — Règles obligatoires concernant l'installation des villages</i>	172
CHAPITRE CINQUIÈME. — Caisses des circonscriptions indigènes...	177
<i>Section I. — Rôle des caisses des circonscriptions.....</i>	177
<i>Section II. — Caractère des caisses des circonscriptions.....</i>	177
<i>Section III. — Redevances traditionnelles.....</i>	178

<i>Section IV. —</i> Quotité additionnelle aux impôts payés par les indigènes	180
<i>Section V. —</i> Exploitation du patrimoine de la circonscription	183
<i>Section VI. —</i> Taxes.....	184
<i>Section VII. —</i> Autres ressources.....	184
<i>Section VIII. —</i> Emprunts.....	187
<i>Section IX. —</i> Affectation des ressources.....	188
<i>Section X. —</i> Coopération permise de plusieurs circonscriptions	189
<i>Section XI. —</i> Intervention requise des autorités indigènes et des conseils.....	190
<i>Section XII. —</i> Intervention des autorités européennes.....	190
<i>Section XIII. —</i> Réserve à l'intervention de l'autorité européenne	191
<i>Section XIV. —</i> Domaine de la responsabilité civile des circonscriptions	191
<i>Section XV. —</i> Règles relatives à la gestion des Caisses.....	193
<i>Section XVI. —</i> Budget annuel. Prévion des recettes et des dépenses.....	193
<i>Section XVII. —</i> Compte annuel des recettes et des dépenses	194
<i>Section XVIII. —</i> Règles transitoires.....	194
 CHAPITRE SIXIÈME. — <i>Personnalité civile des circonscriptions</i>	197
<i>Section I. —</i> Octroi.....	197
<i>Section II. —</i> Représentant légal.....	197
<i>Section III. —</i> Pouvoirs de la circonscription personne civile et de son représentant.....	198
<i>Section IV. —</i> Limites à l'exercice des pouvoirs du représentant	199
<i>Section V. —</i> Garanties protégeant les circonscriptions personnes civiles.....	199
<i>Section VI. —</i> Sanction de la méconnaissance des garanties : nullité des engagements.....	201
<i>Section VII. —</i> Règles de preuve des engagements soumis aux garanties.....	201
 CHAPITRE SEPTIÈME. — <i>Dispositions transitoires</i>	203
<i>Section I. —</i> Situation des chefs cessant de demeurer des autorités indigènes. Caractère et droits.....	203

Section II. — Administration des groupements non encore organisés en circonscriptions indigènes.....	206
TITRE III. — <i>Juridictions indigènes</i>	
et principalement les Tribunaux de chefferie	207
CHAPITRE PREMIER. — <i>Généralités</i>	207
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Institution, Composition et Surveillance</i>	211
Section I. — <i>Institution</i>	211
Section II. — <i>Composition</i>	212
Section III. — <i>Surveillance</i>	213
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Compétence des tribunaux de chefferie</i>	215
Section I. — <i>Définition</i>	215
Section II. — <i>Etendue et conditions de la compétence. Ses restrictions</i>	215
CHAPITRE QUATRIÈME. — <i>Règles de fond applicables par les tribunaux de chefferie</i>	219
Section I. — <i>Règle fondamentale</i>	219
Section II. — <i>Peines applicables</i>	219
CHAPITRE CINQUIÈME. — <i>Procédure</i>	221
Section I. — <i>Principes généraux</i>	221
Section II. — <i>Frais de justice</i>	222
Section III. — <i>Règles de forme de la procédure</i>	222
Section IV. — <i>Droit de révision</i>	223
CHAPITRE SIXIÈME. — <i>Annulation des jugements des tribunaux indigènes</i>	225
Section I. — <i>Principes</i>	225
Section II. — <i>Conditions</i>	225
Section III. — <i>Procédure suivie après l'annulation. Cas spécial</i>	226
CHAPITRE SEPTIÈME. — <i>Dispositions générales et dispositions tran- sitoires</i>	227
A) <i>Dispositions générales</i>	227
Section UNIQUE. — <i>Exécution des jugements</i>	227
B) <i>Dispositions transitoires</i>	228

TROISIÈME PARTIE

ORGANISATION POLITIQUE, JUDICIAIRE ET SOCIALE
— SELON LA COUTUME — DE CERTAINES CHEFFERIES 231

CHAPITRE PREMIER. — Généralités.....—..... 231

CHAPITRE DEUXIÈME. — Organisation politique, judiciaire et sociale
coutumières des indigènes du district du Tanganyika-Moëro
et nommément du territoire de Kongolo. Chefferies diverses 235

Section I. — Organisation politique et sociale.....—..... 236

La société et son chef..... 236

Le Conseil du Chef..... 237

La répartition des terres et des chasses..... 241

Les tributs et l'impôt..... 242

Section II. — Organisation judiciaire..... 245

Administration de la justice..... 245

Les Pénalités..... 246

Le délit de sorcellerie..... 249

Le crime d'adultère..... 250

Section III. — Organisation du régime successoral..... 251

CHAPITRE TROISIÈME. — Organisation politique, judiciaire et sociale
de la tribu congolaise des Waregas, territoire de Shabunda,
chefferie de Warega..... 255

Section I. — Organisation politique..... 255

Le chef..... 255

Tributs et dîmes..... 257

Les sociétés secrètes..... 259

Section II. — Organisation judiciaire..... 260

La justice..... 260

Les pénalités..... 262

Section III. — Organisation sociale..... 263

La famille..... 263

Mariage et divorce..... 265

La propriété..... 268

CHAPITRE QUATRIÈME. — Organisation politique, judiciaire, sociale
et coutumières des Bazela de Kiona Zini, District du haut
Katanga. Territoire de Sampwe. Chefferie de Kiona Zini.... 271

<i>Section I. — Organisation politique.....</i>	271
<i>Section II. — Organisation judiciaire.....</i>	276
<i>Section III. — Organisation sociale.....</i>	280
Protocole	280
Insignes	281
Tribut	281
Chasse	282
Peaux	282
Cultures	282
Termites	283
Pêche	283
Salines. Produits de cueillette.....	283
Travaux. Titres héréditaires et mode de succession	283
 CHAPITRE CINQUIÈME. — <i>Organisation administrative, judiciaire et politique des « Banweshi-Bebuleya », District du Haut-Katanga. Territoire de Sampwe. Chefferie de Kalela.....</i>	285
<i>Section I. — Organisation administrative.....</i>	286
<i>Section II. — Organisation judiciaire.....</i>	287
<i>Section III. — Organisation politique.....</i>	289
 CHAPITRE SIXIÈME. — <i>Organisation politique, judiciaire et coutumières de la chefferie de Mufunga. District du Haut-Katanga. Territoire de Sampwe.....</i>	295
<i>Section I. — Organisation politique.....</i>	295
<i>Section II. — Organisation judiciaire.....</i>	303
 CHAPITRE SEPTIÈME. — <i>Bakwanga, Bakele et Lulua.....</i>	307
<i>Section I. — Accession au pouvoir chez les Bakwanga.....</i>	307
<i>Section II. — Notes sur les Bakete. District du Kasai. Territoire de Dibaya. Chefferie des Bakete.....</i>	311
<i>Section III. — Quelques notes sur les coutumes Lulua. District du Kasai. Territoire de Luluabourg.....</i>	321
1) Mariage	321
2) La famille.....	330
3) Le régime de la propriété.....	333
4) Droit répressif. Droit pénal.....	335

CHAPITRE HUITIÈME. — *Organisation politique, judiciaire, militaire et sociale des Baluba du territoire des Baluba ou Bena Kalundwe*

339

Section I. — Généralités sur la population.....

339

1) Noms et sobriquets donnés à la population..... 339

2) Groupes ethniques auxquels les Bena Kalundwe se rattachent

340

3) Ce que l'on sait des origines des Bena Kalundwe 341

Section II. — Organisation sociale et politique.....

343

1) Classes sociales..... 343

2) Anoblis, ministres, dignitaires et fonctionnaires... 344

3) Associations

344

4) Structure de la société indigène et son administration 344

5) Le chef coutumier ou Mulohwe. Ses pouvoirs. Ses insignes. Tributs. Corvées et redevances..... 346

6) Mode de succession au pouvoir des chefs coutumiers ou Balohwe..... 347

Section III. — Organisation judiciaire.....

348

Section IV. — Organisation militaire.....

351

Section V. — Organisation familiale.....

352

1) Organisation de la famille..... 352

2) Le mariage..... 357

3) L'union libre..... 367

Section VI. — Régime foncier.....

368

1) Historique

368

2) Occupation du sol de la chefferie..... 368

3) La propriété..... 369

4) Droits individuels sur le sol..... 370

5) Droits de la famille sur le sol..... 370

6) Droits d'ordre collectif exercés sur le sol et les eaux par les villages, les groupements de villages, les fiefs..... 370

7) Redevances

371

Section VII. — Civilisation matérielle.....

371

1) Alimentation

371

2) Vêtements

372

3) Habitation

373

4) Agriculture, Chasse, Pêche, Elevage.....	375
5) Industrie	376
6) Conditions d'existence.....	377
<i>Section VIII. — Croyances.....</i>	<i>378</i>
1) Etre suprême.....	378
2) Génies	379
3) Eléments du corps.....	379
4) Culte des ancêtres.....	380
5) Magie et sorcellerie.....	382
6) Divination	384
7) Purifications magiques.....	384
<i>Section IX. — Danses et Musique.....</i>	<i>385</i>
1) Danses	385
2) Chants	385
3) Musique	386
CONCLUSION	389
ANNEXE	391
BIBLIOGRAPHIE	423
Livres	423
Articles	425
RevueS	427
Documents officiels.....	428
ABRÉVIATIONS	429

